3,60€ vendredi 20 septembre 2024 le figaro – N° 24 906 – www.lefigaro.fr – France métropolitaine uniquement **Première édition**

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



Comment Israël a piégé deux fois le Hezbollah

Sociétés-écrans en Hongrie et en Bulgarie, contrefaçons d'appareils japonais : derrière le jeu de piste des bipeurs et des talkies-walkies piégés, une opération préparée de longue date par les services israéliens.

Un petit bâtiment anodin en banlieue de Budapest renferme l'une des clés de l'opération secrète, préparée depuis des années, qui a débouché sur l'explosion en série d'appareils de communication détenus par le Hezbollah, la milice chiite pro-iranienne au Liban. Mardi et mercredi, des milliers de bipeurs, puis de talkies-walkies, ont sauté simultanément, tuant 37 personnes et en blessant près de 3000. Des sociétés-écrans, en Hongrie et en Bulgarie, auraient permis au Mossad, la centrale d'espionnage israélienne, de livrer ces appareils piégés au Hezbollah. De même, les talkies-walkies ayant explosé mercredi seraient des contrefaçons d'un modèle abandonné depuis dix ans par son concepteur japonais. Reconnaissant que le Hezbollah a reçu *« un coup sans précédent »*, son chef, Hassan Nasrallah, a promis jeudi qu'Israël recevrait *« un terrible châtiment et une juste rétribution, là où il s'y attend et là où il ne s'y attend pas »*.

→ DANS LE NORD D'ISRAËL, DE LA MÉDITERRANÉE AU PLATEAU DU GOLAN, CHRONIQUES DE VIE ET DE MORT SOUS LES MISSILES DU HEZBOLLAH
→ HASSAN NASRALLAH PROMET UN « CHÂTIMENT EN TEMPS ET EN HEURE » PAGES 6, 7 ET 21

Ultimes tractations pour la composition du gouvernement


ERIC TSCHAEN/POOL/ABACA

Jeudi soir, le premier ministre devait présenter au président de la République une équipe prête à *« agir au service des Français »*. Sa composition pourrait être dévoilée dès ce vendredi. PAGES 2 À 4, 24, 25 ET L'ÉDITORIAL

Périphérique à 50 km/h : le dernier combat d'Anne Hidalgo contre la voiture

Évoquant des raisons de sécurité, de protection de l'environnement et de bien-être pour les riverains, Anne Hidalgo veut réduire, dès le 1er octobre, la vitesse sur le périphérique à 50 km/h, contre 70 km/h actuellement. Énième illustration de la chasse à l'automobile opérée par la maire de Paris depuis son arrivée à l'Hôtel de Ville en 2014, cette mesure est vivement contestée par de nombreux usagers. Alors que la région Île-de-France s'y oppose, la préfecture de police de Paris et le ministère des Transports se sont aussi emparés du sujet. PAGE 9

FIGARO **OUI**
FIGARO **NON**

Réponses à la question de jeudi :
Êtes-vous favorable à une augmentation d'impôts pour redresser les finances publiques ?



VOTANTS : 137 864

Votez aujourd'hui sur lefigaro.fr
Michel Barnier doit-il reconduire des ministres du précédent gouvernement ?

ROBBIE JACK/CORBIS VIA GETTY IMAGES-QUELQUE PART LA MATIÈRE

ÉDITORIAL par Vincent Trémolet de Villers

Grands périls, petits calculs

Nous devrions donc avoir un gouvernement Barnier. Fruit d'un accouchement douloureux et pénible. Ces derniers jours, en effet, la politique a montré un visage désolant. Elle a confondu la déloyauté et la ruse, la duplicité et l'intelligence, le narcissisme et l'ambition, la hargne et la force. Depuis la dissolution, le niveau continue de baisser (et nous étions déjà, malheureusement, proches du niveau de la mer), contre Michel Barnier, ce ne fut que copinages et coups fourrés ; grands périls et petits calculs. Devant un tel spectacle, comment s'étonner que la protestation civique se réfugie dans le vote RN, le vote LFI ou l'abstention ?

Pourtant, si l'on se hisse à la hauteur du moment, on voit un pays surendetté, un président affaibli, une Assemblée fracturée, une société archipélisée et, devant ce panorama vertigineux, un premier ministre minoritaire. Cela suffirait à remplir la vie d'un homme, mais Michel Barnier doit aussi compter avec les pièges que posent sur son chemin ceux qui sont censés être de son camp. Depuis sa nomination, la techno parade de Bercy monte le son et ressort des tiroirs la boule à facettes des taxes invisibles et des impôts clignotants. Ses « amis » politiques, que l'on a connus moins vigilants sur la pression fiscale, s'en émeuvent et l'ont mis publiquement en accusation avant de le sommer, au nom de l'« équilibre », d'obéir à leurs désirs gouvernementaux, c'est-à-dire de nommer leurs amis. C'était mal connaître le Savoyard indocile. Michel Barnier a tapé du poing sur la table, menacé de claquer la porte, en espérant obtenir gain de cause dans la composition du gouvernement. Ce qu'il propose montre que s'il compte imposer les siens à Emmanuel Macron, il doit désormais cohabiter avec Gabriel Attal.

Copinages et coups fourrés

Le premier ministre savait qu'il devait faire avec l'hostilité de principe du Nouveau Front populaire, l'hostilité à retardement du Rassemblement national, il doit maintenant compter avec l'hostilité sournoise du camp présidentiel. Michel Barnier n'a plus qu'un atout : prendre à témoin publiquement les Français. Leur dire qu'il ne fera pas de miracles, que la partie sera difficile mais qu'il sera concentré sur son travail plutôt qu'enfermé dans la bulle qui, à force d'agitations vaines et de conspirations stériles, vide le pouvoir de sa substance. ■

M 00108 - 920 - F: 3,60 €

AND : 4,50 € – BEL : 3,70 € – CH : 4,60 CHF – D : 4,20 € – ESP : 4,30 € – GR : 3,70 € – LUX : 3,70 € – MAR : 37 DH – MTQ/GLP : 4,30 € – REU : 4,70 € – TUN : 11,00 TND ISSN 0182.5852

Barnier surmonte les tensions avec la macronie

Emmanuel Galiero, Louis Hausalter et Loris Boichot

Après avoir consulté les chefs de sa future majorité, le premier ministre a présenté jeudi au président un gouvernement dominé par les macronistes et la droite LR.



Michel Barnier, le 5 septembre, jour de sa nomination à l'Hôtel Matignon.
SARAH MEYSSONNIER/REUTERS

Une journée pour faire redescendre la pression, après un interminable psychodrame. En réunissant les responsables de sa future majorité, jeudi après-midi à Matignon, Michel Barnier a défini devant eux les contours de la politique qu'il entend mener et de l'équipe dont il veut s'entourer. Exercice qu'il a ensuite renouvelé pendant environ une heure devant Emmanuel Macron, à l'Élysée, lors d'un échange qualifié de *«constructif»* par son entourage. Au chef de l'Etat, il a proposé *« un gouvernement prêt à agir au service des Français »*, *«qui respecte les équilibres»*, a fait valoir le cabinet du chef du gouvernement.

Plus tôt, c'est un aréopage inédit qui a répondu à son invitation à Matignon. Face à lui se sont notamment installés deux de ses prédécesseurs, Gabriel Attal pour Renaissance et Édouard Philippe pour Horizons; les ténors des Républicains (LR), Laurent Wauquiez et Bruno Retailleau; et les représentants du Mouvement démocrate (MoDem), Marc Fesneau et Maud Gatel. Ainsi que le ministre démissionnaire Franck Riester et des représentants de la galaxie centriste – Hervé Morin (Les Centristes), Hervé Marseille (UDI) et Laurent Hénart (Parti radical).

Devant eux, le chef du gouvernement a détaillé le projet que mènerait son «gouvernement de rassemblement», conformément à la lettre de mission fixée par Emmanuel Macron à sa nomination. Résultat, il envisage une équipe paritaire dominée par les macronistes et LR. Parmi ses 38 membres proposés, 16 sont des ministres de plein exercice. Leur répartition a été annoncée ainsi : sept membres de Renaissance, trois de LR, deux du MoDem, un d'Horizons, un «divers droite», un «divers gauche» et un de l'UDI. De quoi s'assurer le soutien, au mieux, de 235 députés. Loin de la majorité absolue fixée à 289 élus de l'Assemblée, ce qui adosserait ce gouvernement à la majorité la plus étriquée de la Ve République.

Les discussions sur les ministères des Armées et des Affaires étrangères ont causé des tensions directes entre le président et le premier ministre, qui tient à avoir son mot à dire sur ce qu'Emmanuel Macron considère comme son pré carré

Prêts à revenir aux affaires après douze ans passés loin du pouvoir, Les Républicains se préparaient, jeudi soir, à la promotion du sénateur Bruno Retailleau à l'Intérieur, du député Patrick Hetzel à l'Enseignement supérieur, de sa secrétaire générale Annie Genevard à l'Agriculture, ou encore du sénateur François-Noël Buffet aux Outre-mer, selon le plan suggéré par Michel Barnier à Emmanuel Macron.

Devant ses troupes, le chef de file des députés LR, Laurent Wauquiez, a annoncé dans la soirée renoncer à un ministère après avoir refusé les Finances. *«Depuis le début, j'ai dit qu'entrer au gouvernement n'était pas mon obsession, j'avais dit que j'irais uniquement si je pouvais être utile au ministère de l'Intérieur»*, a expliqué l'élu de Haute-Loire.

S'agissant de l'ex-majorité, elle prévoyait de conserver notamment Bercy, avec la promotion annoncée d'Antoine Armand, président de la commission des Affaires économiques de l'Assemblée nationale ; les Affaires étrangères, avec l'ex-ministre de l'Europe Jean-Noël Barrot ; le Travail, avec la députée Astrid Panosyan-Bouvet ; ainsi que les Armées, où pourrait se maintenir Sébastien Lecornu, l'un des rares sortants appelés à rester au gouvernement.

Quant à la feuille de route de Michel Barnier, elle pourrait être présentée devant l'Assemblée nationale le 1er octobre, lors d'un discours de politique générale. Devant ses interlocuteurs, jeudi, l'ancien négociateur du Brexit en a déjà exposé trois axes prioritaires : l'ordre régalien, la maîtrise de la dette et des dépenses, et les préoccupations quotidiennes des Français, à commencer par l'éducation et la santé – portefeuille qui pourrait échoir à l'ex-ministre MoDem Geneviève Darrieussecq.

«Nous avons eu des réponses aux questions sur le fond», s'est enthousiasmé Gabriel Attal jeudi soir, devant ses députés convoqués en visio, en affirmant que son successeur aurait exclu toute hausse d'impôts pour les «classes moyennes». Un changement de ton par rapport aux avertissements de ces derniers jours, et à son agacement exprimé mardi, lorsque le chef de file des députés macronistes a demandé des comptes sur la fiscalité et les équilibres gouvernementaux, au point de provoquer de premières tensions avec Matignon.

À l'inverse, le son de cloche est apparu moins enthousiaste du côté d'Horizons et du MoDem. *«Il ne faut pas cacher ce sur quoi nous ne sommes pas d'accord»*, a lancé au cours de la réunion le président des députés centristes, Marc Fesneau, en listant les sujets de discorde : l'immigration, l'insécurité, la proportionnelle et la fiscalité. Or, *«nous n'avons pas eu de réponses à ces questions, notamment sur la proportionnelle et sur ce que le premier ministre entend par justice fiscale»*, explique-t-on avec dépit. Le parti de François Bayrou est surtout mécontent de ne se voir proposer que deux ministères de plein exercice – la Santé et les Affaires étrangères. *«L'équilibre de l'Assemblée n'est pas respecté»*, tranche-t-on dans les rangs de la formation centriste.

Sur fond de tiraillements persistants

Retailleau à l'Intérieur, Genevard à l'Agriculture... Les noms proposés par Barnier

Le dénouement approche-t-il ? Alors que Michel Barnier s'est rendu à l'Élysée en fin de journée pour soumettre une ébauche de gouvernement à Emmanuel Macron, une poignée de noms a été révélée. Ont notamment été proposés :

- Bruno Retailleau : ministre de l'Intérieur
- Antoine Armand : ministre de l'Économie
- Geneviève Darrieussecq : ministre de la Santé
- Astrid Panosyan-Bouvet : ministre du Travail
- Annie Genevard : ministre de l'Agriculture
- Jean-Noël Barrot : ministre des Affaires étrangères
- Sébastien Lecornu : ministre de la Défense
- François-Noël Buffet : chargé des Outre-mer
- Patrick Hetzel : chargé de l'Enseignement supérieur
- Othman Nasrou : chargé de la Laïcité

«Il deviendra premier ministre dans les prochains mois» : Caze

Richard Flurin

Ne rien prévoir, c'est courir à sa perte. Un homme d'expérience comme Bernard Cazeneuve le sait. Alors, certes, son nom n'a pas été retenu pour occuper l'hôtel de Matignon, écarté il y a quinze jours au profit de l'homme de droite Michel Barnier. Ce n'est pourtant pas l'envie qui manquait. L'ancien premier ministre s'attache à nier toute ambition personnelle dans ses rares expressions publiques, mais ses proches confessent qu'il avait très envie de s'atteler à la tâche. C'est du passé, n'en parlons plus ; il s'agit désormais d'anticiper la suite. Car si le nouveau premier ministre apporte enfin la touche finale à son futur gouvernement, les derniers jours ont montré que sa situation était fragile. Et le plus dur n'a pas encore commencé.

La gauche a déjà prévenu qu'elle le censurera comme un seul homme à la première occasion, c'est-à-dire immédiatement après sa déclaration de politique générale, début octobre. Le Rassemblement national, soucieux de se poser en partie d'opposition plutôt que d'obstruction, se montre plus clément : sa censure ne sera pas automatique. Un répit qui risque toutefois d'être de courte durée. *«Qui peut imaginer que le RN votera le budget du gouvernement Barnier ? Cela reviendrait à dire qu'ils font partie de la majorité ! Ils n'auront pas d'autres choix que de voter la motion de censure qui sera déposée à ce moment-là et le gouvernement Barnier sera renversé»*, analyse un député socialiste de premier plan. Sans compter que l'état *«inquiétant»* des finances publiques contraint à une rigueur budgétaire qui sera difficile à endosser politiquement.

Beaucoup à gauche estiment qu'Emmanuel Macron, qui n'a manifestement ni intérêt ni envie de démissionner, se trouvera alors contraint et forcé de se tourner vers le Nouveau Front populaire pour former un nouveau gouvernement. À ce moment-là, l'hypothèse de l'ancien baron socialiste devrait revenir sur la table. *«Je suis convaincu que Bernard Cazeneuve deviendra premier ministre dans les prochains mois»*, assume sans ambages un autre député PS. Cet élu a travaillé tout l'été aux côtés de l'intéressé pour affiner son projet. *«Même s'il n'a jamais donné l'impression d'en avoir envie, il était très préparé. Il avait même toute son architecture gouvernementale en tête»*, confie cette source.

Bernard Cazeneuve le premier ne s'y trompe pas. On ne peut évidemment pas être *«candidat»* à la fonction de premier ministre. C'est le président de la République, constitutionnellement, qui décide seul. Mais on peut renforcer son assise politique, mettre ses réseaux en branle, recueillir des soutiens, exister dans le paysage. L'ancien ministre hollandais, loin de s'être résigné après la désignation de Michel Barnier, y travaille avec force détermination. Quelques jours seulement après la prise de fonction du nouveau premier ministre, il a convoqué une réunion des cadres de son mouvement La Convention – fondé à la suite de son départ du PS – pour les inviter à monter en puissance. Plusieurs grands élus étaient présents, dont le président de la région Bretagne, Loïg Chesnais-Girard, ou le maire de Paris Centre, Ariel Weil.

Son entourage déclare qu'il s'apprête à entamer *«un tour de France»*. En commençant par la Bretagne. Selon nos informations, Bernard Cazeneuve a été convié à l'université de rentrée du Mouvement démocrate (MoDem) à Guidel (Morbihan) les 27, 28 et 29 septembre, où il se rendra. Comme d'autres parmi les partenaires historiques d'Emmanuel Macron, le président du MoDem, François Bayrou, avait poussé l'avantage de l'ancien socialiste. *«Bernard Cazeneuve ferait un bon premier ministre»*, avait même affiché le maire de Pau sur LCI. La nomination de Michel Barnier n'a pas interrompu le lobbying pro-Cazeneuve dans l'entourage du président. Lors d'un déjeuner à l'Élysée, mercredi, Emmanuel Macron a été interrogé sur le cas de



BEHROUZ MEHRI/AFP

Bernard Cazeneuve, fondateur de La Convention, lors de la première réunion publique du mouvement, le 10 juin 2023, à Créteil (Val-de-Marne).

et finalise son gouvernement



dans sa future coalition gouvernementale, Michel Barnier sait que son assise est fragile. « *Chacun veut que ça réussisse. Mais les revolvers sont sous la table* », mettait en garde Hervé Morin, président de la région Normandie, au sortir de Matignon, jeudi après-midi.

Il faut dire que la réunion cruciale s'est tenue après deux jours de montée de tensions entre Michel Barnier et le camp d'Emmanuel Macron. Interrogé jeudi matin sur la formation du gouvernement, en marge d'une inauguration à Nanterre (Hauts-de-Seine), le chef de l'État a esquivé : « *Je ne sais pas, moi…* ». Depuis le début, il cultive des airs de ne pas y toucher et fait mine de laisser les mains libres à son premier ministre. C'est d'ailleurs à la demande de Michel Barnier que les deux hommes se sont vus, mardi puis mercredi, pour aborder la composition du gouvernement. Des entrevues sous tension, alors que les députés macronistes s'échauffaient contre la méthode du premier ministre, et que Gérald Darmanin lançait une polémique sur les possibles hausses d'impôts à venir.

Michel Barnier a-t-il pensé qu'Emmanuel Macron était le commanditaire de ce qu'il voit comme des opérations de déstabilisation? L'hypothèse est jugée hautement improbable par les soutiens du locataire de Matignon, vu l'affaiblissement du président et l'autonomisation de ses troupes, Gabriel Attal en tête, depuis la dissolution.

En revanche, les discussions sur les ministères des Armées et des Affaires étrangères ont causé des tensions directes entre le président et le premier ministre, qui tient à avoir son mot à dire sur ce qu'Emmanuel Macron considère comme son pré carré. « *Le fond du sujet, c'est moins le casting que la notion de domaine partagé* », interprète un conseiller ministériel. Michel Barnier a très mal digéré d'avoir été mis devant le fait accompli, le week-end dernier, lors de la nomination comme commissaire européen de Stéphane Séjourné, patron du parti Renaissance et macroniste historique, à la place de Thierry Breton. D'autant que lui-même a occupé le poste à deux reprises dans sa longue carrière.

« L'objectif de Michel Barnier est de mettre les partis devant leurs responsabilités, imposer sa méthode et dire la vérité aux Français »

Un proche du premier ministre

Reste qu'à l'Élysée, on assure que le premier ministre a une grande latitude, non sans ambiguïtés. « *Le président ne raye aucun nom* », jure-t-on dans son entourage, où l'on admet tout de même qu'il a tiqué sur la première liste présentée par Barnier. Les « *équilibres* » n'auraient pas été suffisamment respectés. « *Quand on voit François-Xavier Bellamy fléché vers l'Éducation, c'est le rôle du président de faire une remarque, compte tenu de l'état d'esprit des profs* », glisse un familier de l'Élysée.

Depuis mercredi soir, l'heure était toutefois à l'apaisement entre les deux rives de la Seine. Un interlocuteur d'Emmanuel Macron se veut philosophe sur les tensions : « *C'est normal, c'est la rançon de la "coexistence exigeante"*, terme théorisé par le président lui-même pour éviter de parler de « cohabitation » avec Michel Barnier. *Mais les deux n'ont aucun intérêt à ce que ça capote*, poursuit cette source. *Ils sont liés : la survie de l'un dépend de l'autre.* »

Dans l'entourage du nouveau premier ministre, on ne manque pas de faire opportunément remarquer son entrée fracassante en tête des baromètres de popularité : « *Michel Barnier ne renoncera à rien s'il a l'opinion avec lui.* » Jeudi matin, après les signes négatifs d'une crise de confiance apparue la veille au sommet de l'exécutif, la droite était largement mobilisée derrière le premier ministre.

Dans un communiqué laconique lâché un peu avant 10 heures, ses services annonçaient qu'il venait de recevoir successivement la présidente macroniste de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet et le président LR du Sénat, Gérard Larcher. « *Il poursuit sa dernière journée de consultations* », lisait-on. « *Son objectif*, prévenait un proche avant la réunion de 15 heures, *est de mettre les partis devant leurs responsabilités, imposer sa méthode et dire la vérité aux Français.* »

Selon les informations du *Figaro*, Gérard Larcher s'est entretenu avec Emmanuel Macron mercredi soir, quand la droite fulminait en découvrant la réalité des tensions entre Matignon et l'Élysée. « *Le président devra respecter le premier ministre*, a-t-il prévenu le 9 septembre dans *Le Figaro*, *car nous, les gaullistes, nous respecterons la fonction présidentielle. J'y veillerai* ». Un avertissement.

Finalement, l'urgence faisant loi, les affaires semblaient bien engagées jeudi soir. « *Ça va aller vite* », prévenait-on dans les couloirs élyséens, où une officialisation de l'équipe gouvernementale était attendue pour vendredi au plus tôt. « *Avant dimanche, au regard des vérifications déontologiques habituelles* », a certifié Matignon, avec en ligne de mire un premier Conseil des ministres lundi.

Le lendemain, Emmanuel Macron s'envolera pour l'assemblée générale des Nations unies à New York. Pour vaquer à ses « domaines réservés », laissant le premier ministre au front pour aborder les brûlants sujets de fond. Enfin. ■

neuve n'a pas jeté l'éponge

l'ancien premier ministre socialiste par plusieurs députés de son camp. Son aile gauche et ses alliés du MoDem ont rappelé qu'ils espéraient le voir nommé. Le chef de l'État leur a répondu qu'il ne voulait pas « *prendre ce risque* », craignant que le gouvernement soit renversé faute de soutien des députés socialistes.

« Même s'il n'a jamais donné l'impression d'en avoir envie, il était très préparé. Il avait même toute son architecture gouvernementale en tête »

Un député PS

D'autres déplacements de Bernard Cazeneuve sont prévus chez ses amis restés au PS mais alignés sur son hostilité vis-à-vis de Jean-Luc Mélenchon. Ainsi prendra-t-il la parole aux Rencontres de la gauche, organisées par la présidente de la région Occitanie, Carole Delga, à Bram (Aude), fin septembre, puis lors du lancement du mouvement politique du maire de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), Karim Bouamrane, le 3 octobre. Ces deux cadres avaient soutenu l'hypothèse Cazeneuve à la fin de l'été. « *Il a toujours à cœur de rassembler la gauche de gouvernement* », commente sobrement un proche conseiller, qui refuse de s'épancher sur Matignon.

Reste que son « *tour de France* » marquera aussi un arrêt au Palais Bourbon, où plusieurs rencontres sont prévues avec des parlementaires socialistes au mois d'octobre. Ces derniers ont d'ailleurs déjà évoqué la question de l'après-Barnier lors de leur séminaire de rentrée, pressés notamment par François Hollande et Philippe Brun, sans qu'une position claire n'ait émergé pour l'instant. La décision prise par le bureau national du parti de ne pas apporter son soutien à Bernard Cazeneuve continue de créer du remous en interne. Certains députés jurent pourtant que le groupe parlementaire n'est pas divisé. « *Aucun d'entre nous n'aurait voté une motion de censure contre lui* », indique un cadre.

Pour bâtir une majorité relativement solide, il lui faudra convaincre au-delà des rangs socialistes et du camp présidentiel. « *Il peut réussir à embarquer les communistes et les écologistes* », veut croire, optimiste, un soutien parmi les députés socialistes. Pourtant, les Verts n'avaient pas tardé à annoncer une censure immédiate de Bernard Cazeneuve en cas de nomination, à l'unisson de La France insoumise. « *L'équation ne se posera pas de la même manière après un renversement du gouvernement Barnier* », insiste ce socialiste. À l'inverse, un conseiller du Parti à la rose assure que l'unité de la gauche reste la priorité et que Bernard Cazeneuve est de nature à la fracturer. Preuve que le chemin reste semé d'embûches. ■



CONTRE-POINT
PAR **GUILLAUME TABARD**

De la dramaturgie au compromis

Vexations et incompréhensions, menace de non-participation contre menace de démission, raideur contre lignes rouges, rendez-vous annulés puis rencontre de la dernière chance. Rarement la dramaturgie de la formation d'un gouvernement aura été poussée à un tel point. Comme s'il fallait être au bord de la rupture pour obliger chacun à consentir à aboutir. Michel Barnier, Emmanuel Macron, les anciens partis de la majorité, Les Républicains : tous étaient contraints à chasser leur naturel pour éviter un blocage qui n'aurait fait que des perdants. Tous devaient « *être raisonnables* », selon les mots de Gérard Larcher, expert en conciliation.

Le chef de l'État refuse de parler de « cohabitation » quand le premier ministre n'entend pas être un chef de gouvernement au rabais. Macron a beau jurer qu'il respecte le transfert de l'action de l'exécutif de l'Élysée vers Matignon, on ne change pas en deux semaines sept ans d'habitudes d'hyperprésidence. De même, jaloux de son indépendance, Barnier ne concevait pas que le président s'immisce dans ses choix, y compris sur les postes régaliens. D'où la tension du début de la semaine entre les deux maisons.

Le gaulliste entendait aussi être maître du choix des personnalités sans s'inscrire dans le cadre d'une négociation formelle avec les formations politiques. À des personnes approchées pour un portefeuille et suspendant leur réponse à un accord de leur groupe parlementaire, le premier ministre a répondu que cela n'était pas conforme à l'esprit de la Ve République. Pour parvenir à un accord, il a bien fallu accepter de composer avec la réalité des équilibres au Parlement, et d'abord à l'Assemblée nationale.

À cela s'est ajoutée la psychologie de tous les acteurs. Négociateur rigoureux – on l'a vu sur le Brexit – Barnier n'est pas exempt d'une certaine raideur qui a agacé notamment certains poids lourds de la majorité sortante qui espéraient, ou exigeaient, plus de considération. D'où les réserves initiales de Gabriel Attal, devant composer de surcroît avec une aile gauche du groupe Ensemble pour la République pas ravie de la place accordée à LR. D'où le coup de semonce de Gérald Darmanin sur les impôts qui a voulu montrer à Barnier ce qui pourrait lui en coûter de le laisser en dehors du jeu.

C'est finalement une architecture équilibrée entre toutes les composantes d'une éventuelle majorité (relative) que Michel Barnier a présentée à ses interlocuteurs. Avec des macronistes mieux servis qu'ils le craignaient et des Républicains certes puissants mais plus en adéquation numérique avec leur poids à l'Assemblée. Mais au-delà de ces jeux d'étiquettes, l'essentiel portait sur la ligne mise en œuvre. Pour concilier la droite et les macronistes, le nouvel occupant de Matignon s'est converti au « en même temps » : fermeté, mais humanité sur l'immigration ; priorité à la maîtrise des dépenses mais pas de tabou absolu sur les impôts. L'équation budgétaire est, il est vrai, impossible. L'enjeu désormais pour Barnier est que le courage et l'audace ne soient pas sacrifiés sur l'autel d'un équilibre politique construit au forceps. Et sans garantie de durée. ■

Écoutez **Guillaume Tabard** à 8h10 dans la Matinale de David Abiker avec LE FIGARO



Le RN maintient la pression sur l'exécutif

Martin Lagrave

Alors que Michel Barnier peaufine les derniers détails de son gouvernement, Marine Le Pen laisse planer la menace d'une motion de censure.



Marine Le Pen et Jordan Bardella, lors du séminaire parlementaire du Rassemblement national, le 14 septembre, à Paris. Persuadé que la situation du futur gouvernement sera intenable sur le moyen-long terme, le duo a lancé la stratégie de la *« campagne permanente ».* LUDOVIC MARIN/AFP

C'est un étonnant retournement de situation. Après la claque surprise des législatives anticipées, qui lui a barré la route de Matignon, le Rassemblement national (RN) jouit désormais d'un poste d'arbitre du jeu politique, prêt à siffler la fin du match quand bon lui semblera. En assurant que ses 126 députés ne censureraient pas d'office le premier ministre, Marine Le Pen a, dans un premier temps, accordé sa bénédiction à Michel Barnier. Sauf que la double finaliste de la présidentielle menace de lever ce sursis indéfini. *« Ils vont nous faire danser comme jamais »*, craint un député Ensemble pour la République (EPR). Et pour cause, Marine Le Pen a notamment agité mercredi le spectre d'une motion de censure, dans une interview au *Parisien*.

Considérant que la future équipe de Michel Barnier serait *« un gouvernement de compatibilité macroniste »*, la *« candidate naturelle »* pour 2027 a mis son veto à la reconduction de certains ministres. Pour elle, la présence des sortants Gérald Darmanin (Intérieur) ou Éric Dupond-Moretti (Justice) *« poserait d'immenses problèmes »*, de même que l'entrée de son meilleur ennemi Xavier Bertrand (LR). Or, dans la configuration actuelle de l'Assemblée nationale, si les troupes lepénistes décidaient de voter une motion de censure avec les près de 200 députés du Nouveau Front populaire, le gouvernement ne pourrait pas résister.

Canon pointé sur l'exécutif, Marine Le Pen fixe donc ses lignes rouges. *« Proposer des hausses d'impôts sans couper dans les dépenses nocives de l'État, ce n'est pas sérieux »*, professe-t-elle. Hasard du calendrier, le RN va pouvoir profiter de la première – et seule programmée à ce jour – niche parlementaire de la législature, le 31 octobre prochain, pour conforter sa place de première force de l'Hémicycle. Le parti à la flamme, qui entend faire abroger la réforme des retraites, sait déjà qu'il tient un « coup » politique garanti, quelle que soit l'issue du scrutin. Soit les députés NFP votent en faveur de la proposition de loi, et le RN pourra mettre à son crédit l'annulation de la seule réforme d'envergure du second quinquennat Macron. Soit les parlementaires Nouveau Front populaire refusent de mêler leurs voix aux siennes, et le Rassemblement national pourra alimenter sa thèse d'un *« parti unique »*. *« Le parti de ceux qui veulent conserver leur place en réalité, qui veulent conserver le pouvoir contre la volonté du peuple »*, dénonçait Marine Le Pen début juillet.

Marginalisé par le « front républicain », le RN réclame désormais une nouvelle dissolution dans dix mois pour sortir de l'impasse politique actuelle. Persuadé que la situation sera intenable sur le moyen-long terme, le duo Bardella-Le Pen a ainsi lancé la stratégie de la *« campagne permanente »* le week-end dernier. *« Il y aura plusieurs échelons*, explique Laurent Jacobelli, l'un des rares parlementaires du parti autorisé à s'exprimer dans la presse. *Une première strate avec les députés et les élus locaux qui seront très présents en circonscription. »* Ces derniers seront alimentés en tracts et affiches par l'équipe de campagne parisienne, puis *« un second échelon avec Marine et Jordan qui vont faire un meeting par mois dans toutes les régions »*, poursuit-il.

> **« Proposer des hausses d'impôts sans couper dans les dépenses nocives de l'État, ce n'est pas sérieux »**
>
> **Marine Le Pen**
> Présidente des députés RN

Contrairement aux dernières législatives, les caciques du RN sont persuadés que le parti sortirait vainqueur en cas de nouvelles législatives. *« Premièrement nous demandons la mise en place de la proportionnelle pour que les Français soient fidèlement représentés à l'Assemblée »*, expose le député de Moselle. *« Aussi, je pense que le front républicain ne marchera pas deux fois »*, conclu Laurent Jacobelli. Un écueil pourrait toutefois se dresser sur la route de Marine Le Pen et ses troupes. Le 30 septembre prochain, la députée et 26 autres élus et cadres du parti seront jugés pour « détournements de fonds publics » dans l'affaire des emplois présumés fictifs des collaborateurs au Parlement européen. Celle qui fut trois fois eurodéputée risque jusqu'à dix ans de prison et 1 million d'euros d'amende, assortis d'une peine d'inéligibilité pouvant aller jusqu'à cinq ans. Marine Le Pen va donc passer l'automne avec une épée de Damoclès judiciaire au-dessus de la tête, et un pistolet politique braqué sur la tempe du gouvernement. ■

Olivier Costa : « Tout le monde est obsédé par l'élection présidentielle »

Propos recueillis par
Célestine Gentilhomme

Olivier Costa est politologue et directeur de recherche au CNRS, Cevipof/Sciences Po.

LE FIGARO. – Comment analysez-vous les tensions entre Michel Barnier et le camp Macron sur la composition du gouvernement ?

OLIVIER COSTA. – On est un peu au bout du chemin et de la méthode Coué. On a d'abord eu la méthode Coué du côté du Nouveau Front populaire (NFP), dont les dirigeants proclamaient avoir gagné les élections et être majoritaires. Puis du côté de la macronie, qui disait que Michel Barnier allait y arriver. Mais on voit bien que le premier ministre est en difficulté pour élargir la majorité. Sitôt qu'il se rapproche de la gauche, il risque de perdre le soutien passif du Rassemblement national (RN), qui accepte de ne pas le censurer tout de suite. Sitôt qu'il pointe trop à droite, les centristes et la macronie coincent les négociations. Plus que des ministres, il lui faut surtout trouver des voix à l'Assemblée nationale. Emmanuel Macron devrait plutôt être dans une position de garant des institutions, qui veille simplement à ce que son premier ministre échappe à une motion de censure. Le président n'a pas vraiment donné l'impression qu'il acceptait de se mettre au-dessus de la mêlée. Il semble s'être impliqué dans la procédure de A jusqu'à Z, en pilotant les choses personnellement.

L'attitude des forces politiques est-elle à la hauteur de la situation ?

Absolument pas. Il y a des réflexes de chapelles, mais aussi une vraie amertume. Les macronistes se sont sentis trahis par le président, qui a annoncé la dissolution sans les prévenir ni se soucier de leur sort. Pour beaucoup, le problème réside dans le fait d'être allé chercher Michel Barnier, qui reste un homme du RPR. Et surtout, qu'on lui laisse constituer un gouvernement qui semble très orienté à droite.

Chez Les Républicains (LR), les motifs d'agitation sont différents : il y a une forme d'excitation face à une situation totalement imprévue. Ils n'ont pas été au gouvernement depuis maintenant douze ans, beaucoup de leurs cadres n'ont jamais été ministres. L'occasion est trop belle, et ils veulent tous décrocher une place.

En préférant l'expression de « coexistence exigeante » à celle de cohabitation, le chef de l'État semblait pourtant ouvrir la voie à des compromis…

La culture du compromis, qui manque dans notre pays, ne peut pas émerger spontanément. Les coalitions parlementaires ne naissent pas non plus par miracle. Michel Barnier déploie des trésors d'énergie pour trouver des personnes prêtes à rentrer au gouvernement. Mais on est dans une espèce de négociation syndicale, où tout le monde fait monter les enchères le plus haut possible. Pour se convertir au compromis, il faudrait opérer quelques réformes. La première d'entre elles serait le passage à la proportionnelle pour inverser la logique des partis. Les discussions se font aujourd'hui avant les élections, où l'on essaie de s'accorder sur un programme commun comme l'a fait la gauche. Mais une fois le scrutin passé, plus personne ne veut dialoguer par peur de trahir ses électeurs. La proportionnelle permettrait par exemple aux socialistes et aux écologistes de se libérer du chantage des Insoumis, qui menacent de faire imploser l'alliance électorale si l'un des leurs rejoignait le gouvernement. Il faudrait aussi revoir le fonctionnement des institutions : on ne peut trouver du compromis avec un président très puissant et des premiers ministres relativement effacés.

Attal, Darmanin… La succession d'Emmanuel Macron est déjà dans toutes les têtes. Cela complique-t-il davantage la recherche de compromis ?

Tout le monde est obsédé par l'élection présidentielle, ce qui n'aide effectivement pas à l'émergence de consensus. Parmi les personnalités de premier plan, aucune ne s'intéresse vraiment à la formation du gouvernement. Les prétendants savent très bien qu'ils seront en meilleure position pour gagner en restant dans l'opposition. Gabriel Attal et Gérald Darmanin ont bien compris que s'ils acceptaient tout de la part de Michel Barnier, ils perdraient toute crédibilité pour 2027. L'ancien premier ministre, qui tente d'avoir un positionnement entre le centre et le centre gauche, ne peut pas donner sa totale bénédiction à son successeur s'il veut retrouver l'électorat macroniste de 2017.



COLLECTION PERSONNELLE

***« Je crois que Michel Barnier ira au bout du chemin »*, prédit le politologue Olivier Costa.**

Gérald Darmanin tente lui aussi de se recentrer, après avoir longtemps été le « sarkozyste » du gouvernement. Il fait du marketing électoral en voyant qu'il y a un électorat orphelin entre le NFP et les LR, qui avait permis de faire élire Emmanuel Macron. Ce n'est pas un hasard s'il réclame publiquement le ministère des Affaires étrangères. C'est un très beau poste pour qui veut prétendre devenir président : on ne s'y expose pas et on n'y est rarement impopulaire.

Si Michel Barnier venait à jeter l'éponge, risquerait-on d'entrer dans une crise de régime ?

Oui. On serait vraiment dans une situation inédite, si ce n'est une équation impossible. Il est trop tard pour demander à Mme Castets ou qui que ce soit d'autre à gauche de retenter sa chance. La seule porte de sortie serait un gouvernement technique à l'italienne, en faisant appel à quelques vieux sages. Mais le pays a besoin de décisions primordiales, notamment sur les questions budgétaires, que ne pourraient pas prendre des techniciens. Je crois que Michel Barnier ira tout de même au bout du chemin. Sauf si certains finissent par lui manquer de respect…

Dans le scénario d'une démission du premier ministre, celle d'Emmanuel Macron ne deviendrait-elle pas la seule porte de sortie au blocage ?

Une élection présidentielle ne changerait rien. Un nouveau président pourrait agir à l'échelle internationale, mais serait incapable – ou du moins pas plus capable – de trouver une majorité qu'Emmanuel Macron actuellement. On a un problème de conceptions des institutions de la Ve qui n'ont pas été faites pour cette situation de blocage. Personne n'avait anticipé ni même imaginé que l'Assemblée serait un jour aussi fragmentée. ■

Les Occidentaux redoutent un deal nucléaire entre la Russie et l'Iran

Isabelle Lasserre

La guerre en Ukraine et les attaques du 7 octobre ont approfondi la relation Moscou-Téhéran et renforcé l'axe antioccidental.



Le président russe, Vladimir Poutine, accueille le secrétaire du Conseil suprême de sécurité nationale iranien, Ali Akbar Ahmadian, le 12 septembre, à Saint-Pétersbourg. KRISTINA KORMILITSYNA VIA REUTERS

En échange de la fourniture de missiles balistiques, la Russie partage-t-elle avec Téhéran des secrets nucléaires pour l'aider à finaliser son programme militaire ? C'est en tout cas ce que redoutent, selon des sources britanniques citées par le *Guardian*, les dirigeants américains et anglais, qui se sont réunis à Washington vendredi dernier. Antony Blinken, le secrétaire d'État américain, avait lancé le même avertissement trois jours plus tôt. *« La Russie partage des technologies que l'Iran recherche. C'est une voie à double sens. Y compris sur les questions nucléaires ainsi que sur les informations spatiales. »* Mais les soupçons ne sont pas nouveaux. La Russie a déjà fourni à Téhéran des missiles antiaériens S-300 destinés entre autres à protéger les installations nucléaires iraniennes. Le mois dernier, Sergueï Choïgou, le secrétaire du Conseil de sécurité russe, un proche de Vladimir Poutine, s'est rendu à Téhéran pour consolider le partenariat militaire entre les deux pays.

Une mauvaise nouvelle pour les Occidentaux, alors que l'Iran, qui développe son programme militaire depuis 2002, est déjà au seuil nucléaire et que l'accord signé en 2015, le JCPOA, est mort et enterré. *« Le développement du programme balistique iranien, devenu évident avec la livraison de missiles à la Russie, rend les choses encore plus compliquées »*, reconnaît un haut diplomate. C'était la principale faiblesse du programme nucléaire iranien. Elle pourrait être en voie d'être comblée. De la même manière, les connaissances de la Russie et l'apport fourni par ses spécialistes permettraient à l'Iran d'accélérer le processus de fabrication de l'arme nucléaire.

Intérêts convergents

Le mouvement, s'il est inquiétant, n'est pourtant guère étonnant. Depuis février 2022, la guerre en Ukraine a soudé les deux partenaires. L'Iran a fourni des drones Shahed à la Russie. Il a aidé à la construction d'une usine de drones près de Moscou. Et selon le renseignement américain, un premier lot de missiles balistiques iraniens Fath-360 à grande vitesse, d'une portée de 120 km, a été livré récemment à la Russie. La réalité de l'alliance entre Moscou et Téhéran a longtemps été niée par les experts et les diplomates occidentaux, qui mettaient en avant la relative bonne volonté et la coopération de la Russie avec les pays occidentaux pour stopper l'avancée nucléaire de l'Iran au sein du JCPOA, avant que Donald Trump ne s'en retire unilatéralement. Malgré la guerre en Ukraine, Joe Biden comptait encore, à l'été 2022, sur le soutien de la Russie pour ressusciter l'accord. Mais c'était fermer les yeux sur la nouvelle réalité géopolitique qui embrasse désormais toute la région. De plus en plus dépendant de l'Iran pour pouvoir poursuivre sa guerre en Ukraine, le Kremlin aurait changé de pied vis-à-vis du nucléaire iranien et renoncé à faire pression.

Après la guerre en Ukraine, les attaques terroristes du Hamas contre Israël le 7 octobre 2023 ont aussi joué un rôle d'accélérateur du camp antioccidental. L'*« axe de bouleversement »* formé par la Russie, la Chine, l'Iran et la Corée du Nord est de plus en plus soudé contre l'Occident, et affirme ouvertement sa volonté de changer l'ordre international façonné par les États-Unis au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. *« Nous pensons que l'ère de la domination mondiale de certaines puissances, dont les États-Unis, est révolue »*, a affirmé le président iranien Massoud Pezeshkian, en marge de sa rencontre avec Sergueï Choïgou, en août. Les intérêts sécuritaires convergents entre l'Iran et la Russie sur le plan bilatéral ont désormais une vocation régionale et globale. Les efforts de disruption n'épargnent plus le nucléaire. Après Téhéran, où il a rencontré le nouveau président, Sergueï Choïgou a été reçu par Kim Jong-un pour consolider le *« partenariat stratégique »* avec la Corée du Nord nucléaire.

Les diplomates occidentaux qui ont consacré une partie de leur carrière, dans des négociations interminables, à tenter de freiner l'avancée du programme nucléaire iranien, ne le reconnaissent pas encore publiquement. Mais il sera bientôt trop tard pour empêcher la nucléarisation de l'Iran. Si près du but, l'Iran n'a déjà plus intérêt à négocier. Alors qu'un embrasement du Moyen-Orient menace, il pourrait miser sur un futur statut nucléaire pour donner à ses affidés dans la région, notamment le Hamas et le Hezbollah, un parapluie protecteur.

L'histoire des récentes interventions militaires, qu'il s'agisse de l'Irak, de la Libye ou de l'Ukraine, qui n'a pas été protégée par le Mémorandum de Budapest (1994) censé garantir sa sécurité en échange de sa renonciation à ses armes nucléaires, a rappelé la vulnérabilité des pays non dotés. L'effet d'effacement sur la scène internationale que connaît la diplomatie américaine avant chaque élection présidentielle, la guerre à Gaza qui accapare Israël comme les problèmes internes des grandes démocraties européennes donnent sans doute à l'Iran un nouvel espace pour pousser son avantage. Est-ce la Russie qui gère désormais le dossier nucléaire iranien au niveau international ? ■

Téhéran tente d'interférer dans la campagne américaine

Adrien Jaulmes
Correspondant à Washington

Des pirates informatiques iraniens ont tenté d'interférer avec la campagne électorale américaine en fournissant au Parti démocrate des informations volées à celle de Donald Trump.

« Fin juin et début juillet, des cyberacteurs iraniens malveillants ont envoyé des courriels non sollicités à des personnes alors associées à la campagne du président Biden… contenant un extrait de documents volés et non publics de la campagne de l'ancien président Trump », a annoncé mercredi le FBI, conjointement avec le Bureau du directeur du renseignement national et l'Agence pour la cybersécurité et la sécurité des infrastructures.

Les démocrates ont refusé d'utiliser ces documents. *« Nous condamnons avec la plus grande fermeté toute tentative d'ingérence dans les élections américaines de la part d'acteurs étrangers, y compris cette activité malveillante, indésirable et inacceptable »*, a réagi un porte-parole de la campagne de la vice-présidente Kamala Harris. Il a précisé qu'*« aucun document n'a été envoyé directement à la campagne »*, mais que *« quelques personnes ont été ciblées sur leurs messageries personnelles par ce qui semble être une tentative d'hameçonnage »*.

L'annonce publique de ces interférences par le FBI et les agences gouvernementales américaines est délibérée et vise à répondre à la désinformation par le maximum de transparence. *« Cette cyberactivité malveillante est le dernier exemple en date de l'approche multidimensionnelle adoptée par l'Iran… pour semer la discorde et saper la confiance dans notre processus électoral »*, a expliqué le FBI. *« À l'approche du mois de novembre, des acteurs étrangers, en particulier, la Russie, l'Iran et la Chine, tentent d'exacerber les divisions de la société américaine dans leur propre intérêt, et considèrent les périodes électorales comme des moments de vulnérabilité. Les efforts de ces acteurs… pour saper nos institutions démocratiques constituent une menace directe pour les États-Unis et ne seront pas tolérés. »*

En 2016, le manque de transparence de l'Administration Obama à propos des signes d'ingérence russe en faveur de Donald Trump avait été critiqué. Cette fois, le FBI a aussi informé la campagne de Trump de l'envoi à la campagne démocrate des documents dérobés.

Les républicains avaient révélé le 10 août dernier avoir été victimes d'une intrusion informatique. Les pirates, vraisemblablement d'origine iranienne, avaient volé et distribué des documents internes, à l'époque sensibles, notamment les évaluations de la campagne de Trump sur les différents candidats potentiels à la vice-présidence.

Plusieurs médias américains, comme le *Washington Post*, le *New York Times* et Politico, ont aussi à l'époque reçu ces documents. Politico a déclaré que ces messages provenaient d'un compte de messagerie AOL identifié uniquement sous le nom de Robert, et contenait le dossier de recherche rédigé sur J.D. Vance, plusieurs mois avant qu'il soit choisi par Trump comme colistier. Les médias, qui ignoraient à l'époque l'origine de ces documents, avaient refusé de les publier.

Kamala Harris également visée

Selon les responsables américains, des pirates informatiques liés au gouvernement iranien auraient aussi tenté de pirater la campagne Biden-Harris, mais vraisemblablement sans y parvenir.

Trump avait encouragé publiquement en 2016 la Russie à infiltrer les serveurs informatiques de son adversaire démocrate, Hillary Clinton. Le contenu de la messagerie démocrate avait été piraté par les Russes, et diffusée via WikiLeaks. Nettement moins favorable à ces intrusions lorsqu'elles sont dirigées contre lui, Trump a cette fois accusé les démocrates d'en profiter. *« L'Iran a piraté ma campagne »*, a lancé Trump mercredi soir dans un discours prononcé à Long Island. *« Je ne sais pas ce qu'ils ont trouvé, et ça n'a pas dû être très excitant, mais ils l'ont donné à la campagne de Biden. Je n'arrive pas à y croire ! En fait, si, je peux ! »*

De façon assez ironique, les pirates informatiques iraniens auraient réussi à pénétrer dans la messagerie républicaine via le compte de Roger Stone, l'homme des basses œuvres de Donald Trump. Celui-ci avait été en 2016 l'intermédiaire entre la campagne de Trump et WikiLeaks lors de la fuite des courriels de Clinton.

La commission du renseignement au Sénat a auditionné mercredi les responsables des grandes entreprises technologiques américaines pour les inciter à plus de vigilance contre les ingérences électorales étrangères. Des responsables de Meta, Google et Microsoft étaient présents, mais manquait le représentant de X, anciennement Twitter. *« Je pense que le moment le plus périlleux se situera 48 heures avant l'élection »*, a reconnu le représentant de Microsoft. ■

Les bipeurs libanais, le cheval de Troie hongrois et l'ombre israélienne

Nicolas Barotte et **Albert Kornél** Budapest

Plusieurs années de préparation ont permis l'opération qui a semé le chaos au sein du Hezbollah libanais mardi et mercredi.

C'est une histoire de fausses pistes. Elle se joue au Liban, en Israël, en Hongrie, en Bulgarie… Et sans doute ailleurs encore. Les services de renseignements en ont l'habitude : créer des couvertures, installer des agents dormants, se donner l'apparence de la normalité pour tromper la vigilance. Parfois, les agents s'adonnent à de vrais faux métiers, fondent de vraies fausses entreprises qui prospèrent pendant des mois ou des années. Elles nouent des contrats, réels ou pas, dans un objectif bien précis. Les responsables des services de renseignements le disent aussi à mots couverts : à l'heure des réseaux sociaux et des moteurs de recherche, il devient de plus en plus difficile de maintenir le secret. *« Il existe des moyens »*, assure une source proche des services. Cette fois, l'ampleur et la sophistication du montage sont sans précédent.

La société BAC Consulting Kft, installée en Hongrie, est l'exemple d'une opération réussie. C'est elle qui a fourni, au nom d'une entreprise taïwanaise, Gold Apollo, qui a accordé la licence, les bipeurs piégés ayant semé le chaos au sein de la milice chiite du Hezbollah mardi. Une attaque similaire a été menée mercredi avec des talkies-walkies piégés. Jeudi, leur origine n'avait pas encore été identifiée. Les enquêteurs taïwanais ont perquisitionné quatre lieux jeudi dans le cadre d'une enquête du parquet sur l'origine des bipeurs. L'entreprise japonaise Icom, qui fabrique les talkies-walkies, a assuré aux agences de presse ne plus en produire *« depuis une décennie »*, et que les modèles en circulation étaient *« des contrefaçons »*.

> **« Bien avant que Nasrallah décide d'étendre l'usage des bipeurs, Israël a mis en place un plan pour établir une société écran qui apparaitrait comme un fabricant de bipeurs »**
>
> **Le « New York Times »**

BAC Consulting Kft est domicilié au numéro 32 de la rue Szonyi, dans la périphérie de Budapest, un petit bâtiment d'un étage à la façade de couleur ocre. Le nom de l'entreprise ne figure pas sur la boîte aux lettres, où l'on ne voit que ceux de quelques résidents et de plusieurs autres sociétés. De l'autre côté de la rue, il y a un petit entrepôt, mais il appartient à une autre entreprise. Une habitante du même immeuble a indiqué au média hongrois Telex qu'elle relève elle-même l'unique courrier mensuel adressé à l'entreprise. C'est là, à sa connaissance, son unique preuve d'existence.

La société existe pourtant bel et bien et a réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires équivalent à 530 000 euros pour un bénéfice de 33 000 euros, en agissant comme société de conseil. Mais sa PDG, Cristiana Barsony-Arcidiacono, s'est défendue de toute implication dans cette affaire, expliquant à NBC être un simple *« intermédiaire »*. À en croire son profil professionnel publié sur LinkedIn, cette Italo-Hongroise a étudié à la London School of Economics à Londres puis a fait un post-doctorat en climatologie au CNRS en 2010-2011. Elle serait consultante depuis trois ans auprès de la Commission européenne. Interrogée par *Le Figaro*, une de ses connaissances tombe des nues et ne saurait dire si elle n'a fait que servir de prête-nom et avec quelles motivations.

Même si rien n'a été revendiqué officiellement, tout porte à croire que BAC Consulting Kft est une société écran utilisée par les services israéliens pour piéger le Hezbollah. Les experts du renseignement se méfient toutefois des informations distillées ici ou là, sous couvert d'anonymat. Selon *« la règle du tiers »*, un service ne dévoile pas les informations fournies par un autre.

L'opération a demandé une longue et méticuleuse préparation. Les services israéliens ont l'expérience de ces opérations d'envergure, planifiées sur plusieurs années. C'est ainsi qu'ils avaient introduit un virus informatique, Stuxnet, pour ralentir le programme



À Baalbek, un des talkies-walkies piégés ayant explosé, mercredi. L'entreprise qui les fabrique assure ne plus produire l'appareil *« depuis une décennie »* et que les modèles en circulation sont *« des contrefaçons »*.
SULEIMAN AMHAZ/ANADOLU VIA AFP

Dans le nord d'Israël, de la Méditerranée au plateau du Golan, chroniques de vie

Guillaume de Dieuleveult
Envoyé spécial à la frontière libanaise

À partir de Haïfa, les GPS s'affolent. Brouillés, ils vous localisent soudainement à Beyrouth, à Amman ou au Caire. Est-ce un pied de nez des services de sécurité israéliens à leurs voisins arabes ? Toujours est-il que le recours aux cartes de papier s'impose : pour les voyageurs qui souhaitent s'approcher de la frontière libanaise, c'est la première manifestation de la guerre.

Au cours des quinze premiers jours de septembre, 163 attaques du Hezbollah ont été comptabilisées. Au mois d'août, alors que la guerre paraissait imminente, il y en a eu 281. Roquettes, missiles antichars, drones : la milice chiite a recours à un large panel d'armes et de munitions. Mais, pour les habitants du centre d'Israël, entre Jérusalem et Tel-Aviv, cette menace reste abstraite. C'est seulement passé Haïfa qu'elle se concrétise.

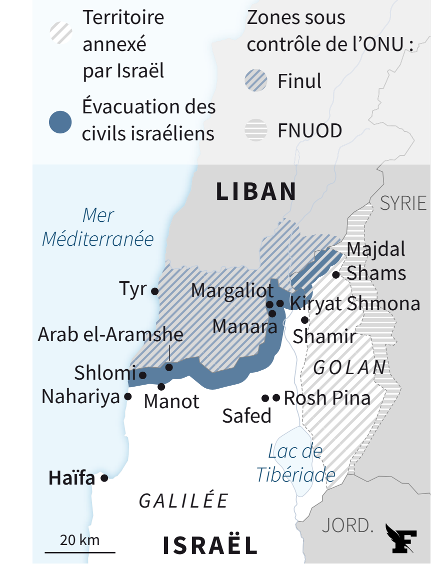
Dans le nord du pays, la guerre est arrivée le 8 octobre 2023, au lendemain de l'attaque terroriste du Hamas depuis la bande de Gaza. Ce jour-là, Hassan Nasrallah, le secrétaire général du Hezbollah, a annoncé se joindre au mouvement islamiste. C'est alors que les premières roquettes sont tombées. Le gouvernement israélien a aussitôt ordonné la mobilisation des réservistes et l'évacuation de 60 000 personnes vivant dans une bande de quatre kilomètres le long de la frontière, de la mer Méditerranée au plateau du Golan. Depuis, la situation se dégrade. Une solution diplomatique paraît de plus en plus illusoire. Très prudent sur ce sujet, car il sait combien un conflit ouvert avec le Hezbollah pourrait être destructeur, Benyamin Netanyahou vient d'annoncer que le Cabinet de sécurité - un organe restreint du gouvernement israélien - considérait désormais le retour des évacués du Nord comme un objectif de la guerre. Jusqu'à présent, n'y figuraient que la destruction du Hamas et la libération des otages retenus dans la bande de Gaza. Pour les habitants du nord d'Israël, c'est le signe qu'un long calvaire va peut-être toucher à sa fin. C'est aussi un pas de plus vers une conflagration qui menace d'embraser tout le Proche-Orient.

Sur la côte méditerranéenne, Nahariya est la dernière ville importante avant le Liban. Dans cette cité balnéaire, la vie semble suivre son cours : les boutiques sont ouvertes et les maisons occupées, il y a des passants et des voitures dans les rues. De temps à autre, le Hezbollah vient se rappeler au bon souvenir des habitants. Au matin du deuxième lundi de septembre, un immeuble du *« nouveau quartier »* a été frappé par un drone. Les habitants de l'appartement 70, au quatorzième étage, n'ont pas été blessés par l'explosion qui a fait voler leur mur en éclats. Mais ils ont fait leurs valises. *« Cet immeuble est trop haut, c'est dangereux de vivre ici »*, estime Neir Bushkela, porte 73. Il a de la chance : son appartement donne sur le sud et tourne le dos au Liban.

Son épouse et lui ont dû quitter leur maison du kibboutz Shlomi, évacué le 8 octobre. *« Ça faisait quinze jours que nous nous y étions installés »*, raconte-t-il. La maison a été touchée à plusieurs reprises par des tirs du Hezbollah, elle est inhabitable, assure-t-il. Depuis le début de la guerre, ils ont déménagé six fois. Ils venaient d'arriver dans l'appartement 73 quand le drone est tombé de l'autre côté du couloir.

> **« C'est une catastrophe économique, la communauté va disparaître, nos enfants sont à la traîne dans leurs études, ils sont traumatisés et tout le monde s'en fiche »**
>
> **Dikla** Habitante de Nahariya

Le *moshav* Manot se situe juste au-delà de la zone des quatre kilomètres. Mais il est à portée de tir du Hezbollah. Une grande partie de ses 600 habitants l'ont quitté, une centaine y vit encore. *« Surtout des vieux »*, explique Momi Bar Khalifa, le chef de la communauté. Il y a aussi les membres de l'équipe de sécurité. Arme en bandoulière, ils surveillent les lieux et contrôlent les véhicules à l'entrée. Depuis leur colline, ils voient nettement des colonnes de fumée s'élever de l'autre côté de la frontière. *« C'est Tsahal »*, explique, laconique, une femme, la cinquantaine, fusil M-4 à la main. *« On en a marre »*, poursuit-elle. Depuis le matin, l'armée israélienne bombarde des positions du Hezbollah et tous, dans le *moshav*, savent qu'une réponse du Hezbollah est imminente. Ils ont été alertés et doivent rester à proximité de



leurs *mamad*, les abris antibombes. Depuis le 8 octobre, ces cahutes de béton ont été disposées à travers les villages du Nord. Tous savent que dès la sonnerie de l'alarme, il faut s'y précipiter.

Chez Momi Bar Khalifa, il y a de l'électricité dans l'air. Son épouse, Dikla, ne cesse de plonger la main dans un pot à bonbons. Elle a décidé de garder les enfants à la maison. *« Ce matin, on a été réveillé vers 4 heures par les premiers bombardements. Depuis, on sait que le Hezbollah va répondre »*, dit-elle. Ils attendent que l'alerte passe. *« C'est comme ça tous les jours depuis 11 mois. C'est une catastrophe économique, la communauté va disparaître, nos enfants sont à la traîne dans leurs études, ils sont traumatisés et tout le monde s'en fiche. Mais qu'on en finisse ! Faites-la cette guerre, une bonne fois pour toutes ! »*, lâche-t-elle. Son mari empoigne son fusil et part faire son tour de ronde. Le chien aboie et montre les dents, les enfants se réfugient devant les écrans de leurs téléphones portables. Dikla Bar Khalifa soupire.

Sur la route 70, c'est un checkpoint tenu par des réservistes indolents qui marque l'entrée dans la zone évacuée. Les voitures se font rares, elles filent à vive allure. Depuis le kibboutz Shlomi, on voit la *« ligne bleue »*, zigzaguer à travers les collines. Elle fait office de frontière avec le Liban. Dotan Ragili est lieutenant-colonel de réserve. Il a été mobilisé le 8 octobre. *« Israël a une armée de mouvement, faite pour manœuvrer*, explique-t-il. *En 11 mois, nous avons appris à devenir une armée statique, tenant ses lignes. »* Mais il affirme qu'un simple ordre suffirait à lancer une invasion du Sud-Liban. *« Les plans sont prêts »*, assure-t-il. Et si un accord diplomatique était trouvé ? *« Ma famille reviendrait vivre ici*, espère-t-il. *Mais, un jour, mes enfants devront rejoindre l'armée pour nous défendre. Qui sera leur ennemi ? Probablement le Hezbollah. »*

À 500 mètres du Liban, la route 70 bute sur la frontière. Désormais, ce ne sont que des villages déserts, à portée de missiles antichars : une à deux secondes entre le tir et l'explosion. Seuls les Bédouins du village d'Arab el-Aramshe ont fait fi de l'ordre d'évacuation. Deux mois après le début de la guerre, ils ont décidé de revenir. Mais ils vivent dans la peur. Le Hezbollah les bombarde sans cesse. Dans les rues désertes jouent pourtant quelques enfants. Les tirs de l'artillerie israélienne passent comme des souffles chauds au-dessus de leurs têtes. *« Y a des Juifs ! »* crient deux gamins à l'arrivée d'étrangers. Et ils filent se mettre à l'abri chez Ali et Yasmine*, leurs parents.

Dans la maison, c'est la panique. Depuis leur salon, Ali et Yasmine peuvent voir la frontière, à quelques mètres. Soudain, l'alarme sonne, tout le monde crie. Les enfants se précipitent dans le *mamad*, une petite fille pleure, sa grande sœur lui prend la main, Ali saisit ses deux chèvres par les cornes et les met à couvert. Des explosions, des nuages de fumée, un incendie dans les broussailles : les sirènes se taisent et les enfants sortent de l'abri. *« Ça nous rend fous. Tous les jours nous prions pour rester en vie. Parfois, nous perdons espoir »*, confie Ali, qui est musulman.

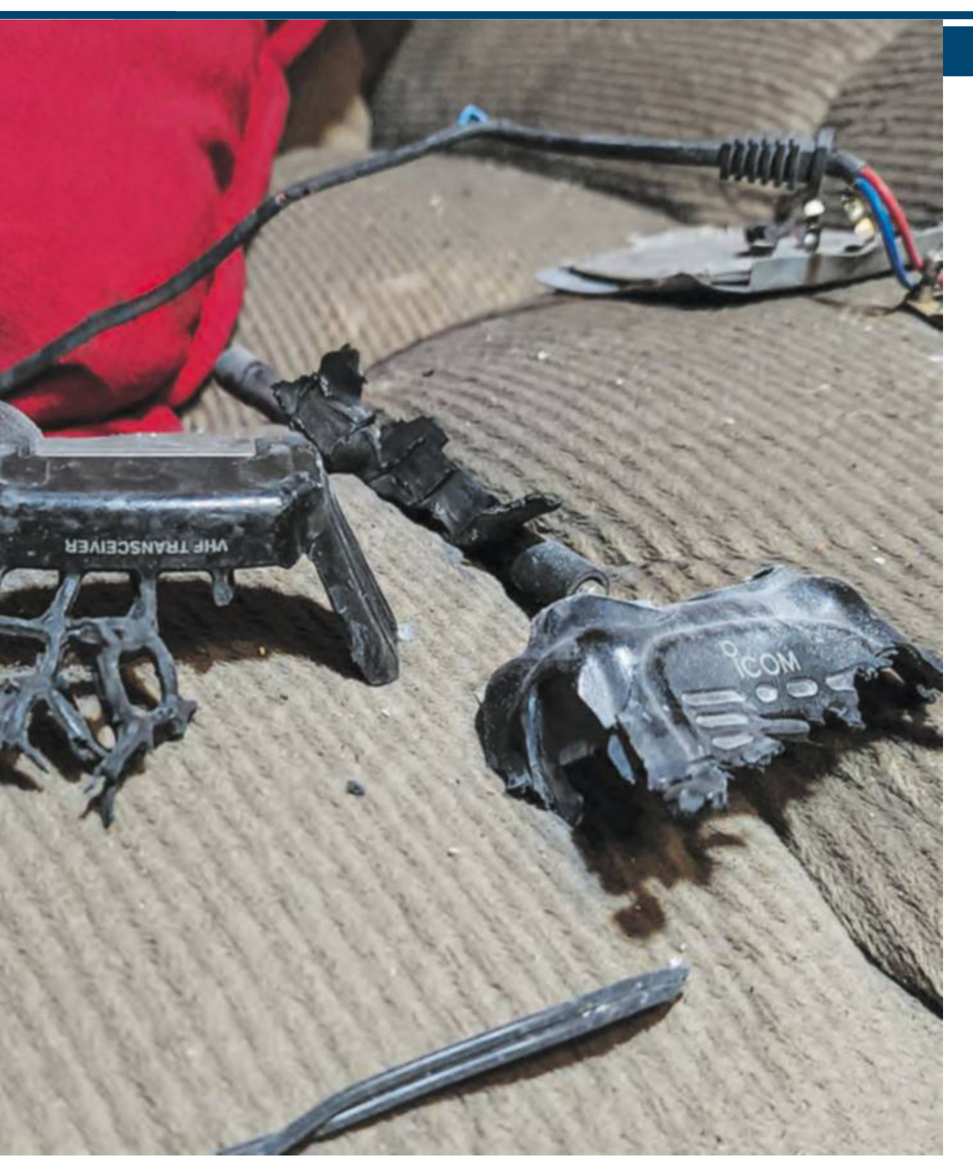
La route qui relie Safed à Nahariya se situe dans une zone régulièrement attaquée. Sur ce trajet d'une cinquantaine de kilomètres, la circulation est faible. Safed est souvent ciblée par les roquettes du mouvement libanais. Construite sur une haute colline dominant le lac de Tibériade, elle est considérée par les juifs religieux comme l'une des quatre villes saintes d'Israël. De nombreuses communautés d'ultraorthodoxes y ont élu domicile. Insensibles aux fracas du monde, elles poursuivent leur vie d'étude et de prière.

Le rabbin Zalmi Matusov est l'un des enseignants de la yeshiva Beit Levi Yitzhak, qui compte 450 étudiants. Âgé de 29 ans, ce père de quatre enfants dit s'en remettre totalement à Dieu. *« Oui, quand il y a une alerte, on va dans l'escalier avec les enfants*, reconnaît-il. *Mais avoir peur ? Nous avons confiance en Hachem* (Dieu, NDLR). » Depuis le début de la guerre, le Hezbollah a envoyé plus de 2 800 projectiles sur Israël, tuant 47 personnes : 25 civils et 22 soldats.

Pareil discours est loin de convaincre Aveho et Maryam. Habitants de Kiryat Shmona, la plus grande ville du nord de la Galilée, ils ont été évacués après le



Aviv Eshel, éleveur, ramasse les restes des roquettes du Hezbollah ayant frappé son exploitation située près du kibboutz Shamir, à l'est de la frontière libanaise.
PHOTOS : GUILLAUME DE DIEULEVEULT/LE FIGARO



nucléaire iranien. Israël est aussi en mesure de mobiliser des ressources technologiques colossales pour réaliser l'impossible. Pour se défendre, Tsahal flirte parfois avec les lignes rouges et l'éthique. Était-il légitime de transformer des bipeurs a priori inoffensifs en arme ? Les adversaires d'Israël dénoncent un dévoiement. Les opérations spéciales et les assassinats ciblés font partie de l'arsenal de la guerre de l'ombre entre Israël et ses ennemis.

L'entreprise BAC a été fondée bien avant la guerre qui enflamme la région, depuis l'attaque du Hamas du 7 octobre. Dans une longue enquête nourrie, le *New York Times* est revenu jeudi sur la genèse d'une attaque sans précédent par son ampleur et sa sophistication.

Le leader du Hezbollah Hassan Nasrallah réfléchissait depuis des années à privilégier l'utilisation de bipeurs pour les communications au sein de la milice. Les services israéliens, tels que l'unité 8200 spécialisée dans les opérations cyber, avaient démontré leur capacité à pirater des téléphones portables. Plus anciens, moins techniques, les bipeurs paraissaient plus robustes. « *C'est une stratégie de contournement classique* », commente une source militaire française. « *Les services de renseignements israéliens ont vu une opportunité* », racontent les journalistes américains. « *Bien avant que Nasrallah décide d'étendre l'usage des bipeurs, Israël a mis en place un plan pour établir une société écran qui apparaîtrait comme un fabricant de bipeurs* », ajoutent les journalistes américains. Deux autres sociétés écrans ont été créées, outre BAC, pour brouiller les pistes et empêcher de remonter la piste vers Israël.

En passant à l'acte, Israël a quoi qu'il en soit « grillé » une cartouche, avec le risque d'affaiblir les sources dont ses services disposaient au sein de la milice

Les bipeurs ont commencé à être livrés au Liban dès l'été 2022 en petites quantités, assure le *New York Times*. Ils auraient été expédiés par Norta Global Ltd, l'une de ces sociétés écrans, basée à Sofia en Bulgarie. Selon le journaliste d'investigation de *Telex*, Andras Dezso, elle ressemble en tous points à la société hongroise : son propriétaire norvégien l'a enregistrée en avril 2022 auprès d'un fournisseur de sièges sociaux.

Les zones d'ombre qui entourent les détails de l'opération qui a abouti aux explosions de mardi et mercredi demeurent encore nombreuses. Plusieurs équipes ont été mobilisées, tout comme un appui en matière de guerre électronique. Elle témoigne d'un « *haut niveau de pénétration* » de la hiérarchie du Hezbollah, observe le spécialiste du Moyen-Orient David Khalfa, chercheur à la Fondation Jean Jaurès. « *Il fallait savoir comment et quand a été passée la commande des bipeurs* », poursuit l'expert, qui a publié en octobre *Israël Palestine, année zéro* pour tirer les enseignements géostratégiques du monde post-7 octobre.

Depuis l'attaque terroriste du Hamas, vécue comme une humiliation par les services de sécurité, « *les agences de renseignement, le Mossad, le Shin Beth et l'Aman ont renforcé leur coopération* », assure David Khalfa en citant le renseignement extérieur, le renseignement intérieur et le renseignement militaire. Impossible de savoir si d'autres partenaires étrangers ont été impliqués. Le renseignement acquis au sein du Hezbollah avait aussi permis l'élimination cet été de Fouad Chokr, chef militaire du Hezbollah, « *tué en plein cœur de Beyrouth dans l'un des quartiers les plus sécurisés* », souligne David Khalfa. Le lendemain, le chef du Hamas Ismaël Haniyeh était tué à Téhéran par une bombe placée dans le bâtiment où il se trouvait.

Piéger plusieurs milliers de bipeurs est encore plus complexe. Pour les spécialistes des opérations spéciales, l'un des principaux mystères est de savoir quand les services israéliens ont placé les charges explosives dans les appareils : dès la conception, durant le transfert… Il a fallu quoi qu'il en soit déjouer la vigilance des miliciens. Et avoir de la chance. Les batteries des bipeurs destinés au Hezbollah ont été piégées avec du PETN. Il a fallu s'assurer de la stabilité de l'explosif et mesurer avec précision la quantité à placer pour obtenir l'effet recherché.

Le déclenchement de l'opération, mardi après-midi, a pu « *susciter des tensions entre services* », assure un fin connaisseur d'Israël : entre ceux qui voulaient encore profiter du réseau caché et ceux qui étaient décidés à passer à l'action pour « *porter un coup au système de communication* » du Hezbollah. L'attaque a aussi infligé des pertes non négligeables au mouvement. Il a suffi d'envoyer un signal. Dans le choix du moment, la dimension politique a été sans doute déterminante tout comme l'hypothèse, avancée par beaucoup d'observateurs, que le sabotage allait être découvert. En passant à l'acte, Israël a quoi qu'il en soit « grillé » une cartouche, avec le risque d'affaiblir les sources dont ses services disposaient au sein de la milice.

« Est-ce que l'opération avait un objectif tactique ? Pour l'instant, on n'a rien vu »

Une source militaire française

L'opération doit aussi être replacée dans un contexte plus large pour en comprendre les objectifs. « *Est-ce que l'opération avait un objectif tactique ? Pour l'instant, on n'a rien vu* », remarque une source militaire française. Elle servait probablement plusieurs finalités, de la collecte de renseignement à la frappe d'ultime recours contre des cibles d'intérêt. Elle s'inscrit dans une montée des tensions entre Israël, l'Iran et ses « proxies ». Israël attend peut-être maintenant une escalade de son adversaire pour riposter militairement dans le sud du Liban ? Il s'agirait d'un nouveau piège tendu au Hezbollah… « *Le centre de gravité (de la guerre) se déplace vers le nord* » d'Israël, à la frontière libanaise, a déclaré mercredi le ministre de la Défense israélien, Yoav Gallant. « *Des ressources et des forces sont allouées* » à ce front, a-t-il ajouté alors que des renforts militaires sont arrivés dans cette région. « *Nous sommes au début d'une nouvelle phase de la guerre qui exige de notre part courage, détermination et persévérance* », a-t-il insisté. Spectaculaire, l'opération « bipeur » en sera peut-être le déclencheur. ■


» Lire aussi PAGE 21

et de mort sous les missiles du Hezbollah

8 octobre. Depuis, ils s'ennuient. Ils ont été relogés dans l'hôtel Edmond, à Rosh Pina. Là, ils attendent que le temps passe et qu'arrive une solution. « *Tout est merdique* », lâche Aveho en lançant sur la table le *Israel Hayom* du jour, un journal très populaire en Israël. Environ une fois par semaine, Aveho file sur la route 90 jusqu'à Kiryat Shmona, pour voir si tout va bien chez lui. Il ne s'attarde pas : cette région, entre la frontière libanaise et le Golan annexé, à l'est, est la plus ciblée par le Hezbollah.

Là, on pénètre dans un paysage fantomatique. Volets clos, rues vides, magasins fermés. Seuls les services essentiels sont maintenus. Quelques obstinés refusent de partir. Igor Abramovitch est de ceux-là. Il occupe toujours sa maison du kibboutz Manara. Situé à une cinquantaine de mètres de la frontière du Liban, il compte 157 « *unités d'habitation* », dont 30 ont été détruites et 110 touchées par les tirs de roquette et de missile. Avant la guerre, Igor Abramovitch avait ouvert un magasin d'ustensiles de cuisine à Kiryat Shmona. Le 24 mai, une roquette est tombée dessus. Il ne sait pas comment il remboursera ses dettes.

Pour rejoindre Manara, il faut franchir un nouveau checkpoint. Puis, la route s'élève dans les collines. « *Suivez-moi et ne vous arrêtez sous aucun prétexte* », ordonne Igor Abramovitch. Il lance sa petite voiture à toute vitesse sur la route qui file en lacets à travers un paysage calciné par les incendies provoqués par les roquettes. Devant le kibboutz Margaliot, il s'arrête un instant : une grosse porte jaune s'ouvre lentement. Sa petite voiture s'engage dans un dédale de maisons, suivant un itinéraire abrité des guetteurs du Hezbollah. Le voici à Manara. Ils ne sont plus que deux civils à vivre ici. Les autres habitants sont des soldats. Dans une rue, sur une planche, une main a tracé en hébreu : « *Attention, pas de passage, missiles antichars* ». Les sirènes d'alarme n'ont pas le temps de sonner à Manara.

« Ça nous rend fous. Tous les jours nous prions pour rester en vie. Parfois, nous perdons espoir »

Ali Habitant d'Arab el-Aramshe

« *Celles qu'on entend sont pour Kiryat Shmona* », explique Igor Abramovitch. À tout moment, il faut être prêt à s'allonger au sol. Impossible de vivre là. Le kibboutz est à l'abandon. Igor Abramovitch le parcourt, aux aguets, faisant une fois de plus l'inventaire des destructions : « *le gaz, les routes, les écoles, l'évacuation des eaux usées, sans compter toutes les maisons* ».

Le Dôme de fer, le système antimissile israélien, n'est déployé qu'autour des communautés, ou le long de certaines routes. Là sonnent les alarmes, et les explosions caractéristiques des intercepteurs résonnent dans l'air. Ailleurs, on n'est pas protégé. « *Vous entendez un boum, puis vous mourez* », lâche Aviv Eshel. Son exploitation se situe juste à côté du kibboutz Shamir, dans la plaine agricole située à l'est de la frontière libanaise, au pied du mont Meron et du plateau du Golan. Quand il est à la ferme, il a le temps de se réfugier au *mamad* si les alarmes du kibboutz sonnent. C'est lorsqu'il part travailler dans les prés qu'il a peur. Plusieurs de ses vaches ont été tuées par des roquettes. Dans le fatras de ferraille qui entoure un bâtiment, il entasse des éclats, ramassés quand il est aux champs.

Lorsqu'il a entendu sonner l'alarme le soir du 27 juillet, à Majdal Shams, Adam Safadi était chez lui. « *J'ai dit à ma femme et à ma fille aînée : venez, on va chercher Venice.* » La petite fille jouait au football avec des amis dans un stade. Il était sur la route quand la puissante roquette a explosé. Il a vu monter la fumée depuis le stade. Il a été l'un des premiers sur les lieux. « *J'ai tout de suite reconnu Venice, grâce à son maillot de l'équipe d'Arsenal* », raconte-t-il. Mais le corps de petite fille de 11 ans avait été pulvérisé par l'explosion. « *Elle n'avait plus rien d'humain* », lâche son père.

Comme mécaniquement, cet infirmier au Maged David Adom, la Croix-Rouge israélienne, se met alors à faire son métier. « *J'ai regardé chaque enfant : je pensais : lui, c'est fini, lui, c'est fini.* » Il voit Julian Abou Saleh, 15 ans, gésir sur le gazon synthétique. Sa jambe saigne. Il lui sauve la vie. Quand arrivent les secours, il se rend enfin auprès des restes de sa fille, pour la pleurer. Il la pleure encore. Douze enfants sont morts ce jour-là.

Après 40 jours, la communauté de ce village druze a décidé de quitter le deuil. Mais Adam Safadi, comme beaucoup d'habitants, porte encore le noir. Le stade est toujours orné par les photos des douze petites victimes, des rubans noirs flottent au vent, les couronnes de fleurs ont séché mais personne n'y touche. L'impact de la roquette est toujours visible, des vélos d'enfants, carbonisés, gisent sur le sol. Ceux qui sont vivants sont revenus jouer au football, incités par leurs parents. « *Nous, les druzes, aimons la vie. Nous voulons la paix* », affirme Adam Safadi. Quelques jours plus tard, une nouvelle pluie de roquettes s'est abattue sur Majdal Shams. Cette fois, les écoles et le stade de foot ont été fermés. ■



À Majdal Shams, un enfant retourne jouer dans le stade touché, le 27 juillet dernier, par une roquette du Hezbollah qui avait tué douze personnes.

Hassan Nasrallah promet un « châtiment en temps et en heure »

Sibylle Rizk
Beyrouth

C'est à 17h00 pile, heure de Beyrouth, qu'Hassan Nasrallah a pris la parole ce jeudi à la télévision avec un ton volontairement calme destiné à atténuer la portée du « coup » porté par Israël au Hezbollah dont il a reconnu la « *sévérité sans précédent* ». Alors que l'aviation de Tsahal survolait la capitale libanaise à basse altitude, que le mur du son, franchi à deux reprises, affolait les gens, et que des raids aériens se poursuivaient sur plusieurs localités dans le sud du Liban, Nasrallah s'est adressé directement au premier ministre israélien Benyamin Netanyahou sur le ton du défi.

« *Vous ne réussirez pas à ramener chez eux les habitants* (quelque cent mille Israéliens évacués) *du nord. Ni l'escalade militaire (…) ni même la guerre totale ne le permettront. La seule voie pour atteindre cet objectif est de mettre un terme à l'offensive contre Gaza. Nous le répétons depuis le 8 octobre et nous le disons à nouveau aujourd'hui.* »

Plutôt que d'annoncer une réponse – « *le châtiment viendra en temps et en heure* » a-t-il promis – à l'opération orchestrée en deux temps à travers la détonation de milliers de bipeurs et de talkies-walkies, Nasrallah a choisi de rappeler l'équation stratégique qui oppose le Hezbollah à Israël.

Alors que les autorités israéliennes affirment que « *le centre de gravité de la guerre se déplace vers le nord* », le secrétaire général du parti allié de l'Iran s'est attaché à montrer qu'il ne redoutait pas la création d'une « zone de sécurité » en territoire libanais afin de faire tampon à la frontière nord d'Israël. C'est l'un des scénarios qui serait envisagé par le gouvernement israélien. « Ahlan wa sahlan » (bienvenue) a-t-il au contraire avancé. Car, pour le Hezbollah, une telle éventualité légitimerait selon lui le fait pour le « front de la résistance » d'attaquer des cibles en profondeur en Israël et non plus se contenter de libérer le territoire libanais, comme ce fut le cas entre 1978 et 2000 face à l'armée d'occupation israélienne.

Actuellement, a-t-il déclaré, le Hezbollah cherche des cibles militaires « *comme une aiguille dans une meule de foin* », tant les forces israéliennes de l'autre côté de la frontière sont organisées pour éviter les tirs de roquettes, de drones etc. Deux soldats ont été tués ce jeudi a annoncé l'armée israélienne alors que la tension s'accroît à la frontière libanaise. « *Si vous pensez établir un bandeau de sécurité à votre frontière (…) cette zone va se transformer en enfer pour vos soldats* ». Et, au-delà, c'est « *tout le nord (…) et même plus loin* » que sera ciblé, avec pour conséquence « *davantage encore d'évacuations (de civils)* », a menacé Nasrallah.

« Un coup très dur »

L'arsenal de missiles de longue portée fournis par l'Iran au parti de Dieu en fait l'organisation para-étatique la mieux armée au monde. La plupart des analystes s'accordent à dire que cette puissance de feu est une carte stratégique aux mains de Téhéran, qui a refusé jusque-là de l'utiliser dans le cadre du conflit de Gaza pour éviter un embrasement régional. Le chef du Hezbollah a aussi longtemps pris le soin de parler à sa base sociale qui panse ses plaies : le bilan des opérations est de 37 morts et plus de 3200 blessés selon le ministère libanais de la Santé, le plus lourd depuis l'ouverture d'un « front de soutien » à Gaza le 8 octobre dernier.

« *C'est un coup très dur sur le plan humain et sécuritaire. Il est sans précédent dans l'histoire de la résistance. Sans précédent dans l'histoire du Liban. Et sans précédent dans l'histoire du conflit avec Israël. Et même sans précédent dans le monde sur le plan de son mode opératoire.* » Pour Nasrallah, en « *cherchant à tuer plus de 5000 personnes en l'espace de deux jours et en à peine une minute à chaque fois* » Israël a dépassé toutes « *les lignes rouges* ». « *L'ennemi s'est affranchi de tout sens de l'éthique, de toutes les lois* » a dénoncé Nasrallah qui a annoncé que l'enquête interne sur les modalités de l'opération était quasiment terminée. Et d'affirmer que malgré la sévérité du coup, il n'a « *ébranlé ni notre organisation, ni notre force, ni notre détermination. Au contraire* ». ■

L'affaire de l'« Immac » de Pau parasite la rentrée de l'enseignement catholique

Aude Bariéty de Lagarde

Après la suspension du directeur d'un groupe scolaire palois, le secrétaire général Philippe Delorme dénonce une « chasse aux sorcières ».



De nombreux élèves, parents et personnels de l'Immaculée Conception se sont mobilisés contre la suspension du chef d'établissement. AUDE BARIÉTY DE LAGARDE/LE FIGARO

« Quelle est la prochaine étape ? Nous interdire d'avoir un crucifix dans les salles de classe ? Mon Dieu, mais où va-t-on ? » Habituellement pondéré, Philippe Delorme, secrétaire général de l'Enseignement catholique, n'a pas mâché ses mots et n'a pas caché sa colère lors de sa traditionnelle conférence de presse de rentrée. Derrière lui, un panorama époustouflant sur la capitale - nous sommes au 22e étage de la tour Montparnasse ; devant lui, de nombreux journalistes, intéressés par l'actualité de l'enseignement catholique et de ses 7200 établissements accueillant plus de 2 millions d'élèves, mais surtout par un sujet brûlant : la suspension d'un chef d'établissement de Pau.

Le 11 septembre dernier, Christian Espeso, directeur du groupe scolaire de l'Immaculée Conception, s'est en effet vu notifier une interdiction d'exercer des fonctions de direction pendant trois ans. Une décision prise par la rectrice de l'académie de Bordeaux pour des *« fautes graves commises dans ses fonctions »*. *« On me reproche des entorses à la laïcité, des atteintes à la liberté pédagogique de certains professeurs et un management qui serait trop dur. Je m'inscris en faux sur tout ! »*, résumait il y a quelques jours le principal intéressé auprès du *Figaro*. Si Philippe Delorme refuse de *« rentrer dans les détails de la situation personnelle »* du directeur, des recours en justice s'apprêtant à être déposés par les avocats de ce dernier, il remet en cause la *« méthode »* et la *« sévérité »* de la sanction. *« Ce droit de vie et de mort sociale d'une rectrice sur un chef d'établissement nous choque »*, déclare-t-il.

Surtout, au-delà du cas individuel de Christian Espeso, Philippe Delorme voit dans cette affaire un *« enjeu important »* pour l'enseignement catholique, osant même le terme de *« chasse aux sorcières »*. *« Certains voudraient que l'enseignement catholique fonctionne exactement comme le public. Mais notre projet n'est pas neutre ! Nous avons une spécificité, un projet éducatif chrétien que les parents choisissent en connaissance de cause,* souligne le secrétaire général. *Nous devons respecter, et nous respectons, la liberté de conscience de nos élèves. Mais dans l'affaire de Pau, par exemple, on nous dit que la venue d'un évêque serait une atteinte à cette liberté ? Là, on marche sur la tête. Si demain, on interdit aux évêques de rentrer dans leurs établissements, cela me semble extrêmement grave, et on va pouvoir suspendre la totalité des chefs d'établissement. »*

Y aura-t-il de nouveaux cas semblables à celui du directeur de l'Immaculée Conception ? Tout le sujet est là. Car les contrôles de l'État sur les établissements privés avec lesquels il a signé un contrat d'association - et en premier lieu les établissements de l'enseignement catholique, qui accueillent 96 % des élèves du privé sous contrat - sont appelés à s'intensifier. Dans un rapport publié en juin 2023, la Cour des comptes soulignait que ces contrôles n'étaient *« pas ou peu exercés »*, recommandant que *« les représentants de l'État, tout en respectant les dispositions spécifiques relatives au caractère propre de chaque établissement, soient en mesure de savoir de quelle façon sa politique éducative est mise en œuvre dans les établissements par les personnels concernés, au profit des élèves des classes sous contrat »*. En janvier 2024, la polémique autour de Stanislas a en outre remis l'enseignement catholique sous le feu des projecteurs.

Jugeant les contrôles de l'État *« légitimes »* et même *« indispensables »*, Philippe Delorme appelle toutefois à ce qu'ils soient *« appropriés et proportionnés »*. *« Si le contrôle vient vérifier un mimétisme avec le public, et que c'est son mètre étalon, sans prise en compte du caractère propre, ça ne fonctionnera pas. Il faut rappeler les règles aux chefs d'établissement, mais aussi à ceux qui nous contrôlent ! »*, insiste-t-il. À ce titre, il regrette que l'enseignement catholique ne soit pas associé au vade-mecum destiné aux visites de contrôle des établissements privés sous contrat, en cours de rédaction Rue de Grenelle. Contacté par *Le Figaro*, le ministère de l'Éducation nationale confirme qu'un vade-mecum est en effet en préparation *« en interne »*. *« Il s'agit d'un outil qui recensera les éléments législatifs qui existent afin de faciliter le travail des rectorats. Il n'y a rien de neuf »*, indique le ministère. Au vu du contexte explosif, ce document devrait pourtant être scruté de près à sa sortie. ■

« Certains voudraient que l'enseignement catholique fonctionne exactement comme le public. Mais notre projet n'est pas neutre ! Nous avons une spécificité, un projet éducatif chrétien que les parents choisissent en connaissance de cause »

Philippe Delorme Secrétaire général de l'Enseignement catholique

Medjugorje reconnue pour ses « fruits » mais pas pour ses apparitions

Jean-Marie Guénois

Si le pape admet les effets positifs de ce lieu marial de Bosnie-Herzégovine pour les fidèles, il ne valide pas le caractère surnaturel du phénomène.

Le pape François ne reconnaîtra jamais le *« caractère surnaturel »* des *« apparitions »* de la Vierge Marie à Medjugorje en Bosnie-Herzégovine a assuré, jeudi 19 septembre à Rome, le cardinal Victor Manuel Fernandez, préfet du dicastère pour la Doctrine de la foi. Ce prélat argentin, ami personnel de François, représente la plus haute autorité doctrinale de l'Église catholique à côté du pape.

Il s'exprimait dans le cadre de la présentation à la presse d'une *« note »* officielle de 25 pages, avalisée par François, intitulée « "La Reine de la Paix". Note sur l'expérience spirituelle liée à Medjugorje ».

Ce texte reconnaît, pour la première fois depuis le début de ces phénomènes en 1981, *« l'abondance des fruits spirituels liés au sanctuaire de la Reine de la Paix »* de Medjugorje. Il pose *« un jugement globalement positif sur les messages »*. Mais ne reconnaît pas, effectivement, le *« caractère surnaturel »* du phénomène.

Cette nuance, difficile à saisir hors de la communauté catholique, revient à distinguer la validité des *« fruits spirituels »* obtenus par le million de pèlerins qui se rendent chaque année à Medjugorje et liés à des messages transmis par les *« voyants présumés »* de la vierge sans prendre la responsabilité d'affirmer que ces phénomènes seraient d'origines *« surnaturels »* ou non.

Dans le langage technique ecclésial, le pape constate qu'il n'a pas d'objections - *« nihil obstat »* (« rien ne s'y oppose ») - sur ce qui se passe à Medjugorje en raison des conséquences positives constatées dans la vie spirituelle des pèlerins qui s'y sont rendus. Mais l'Église refuse d'aller plus loin, au moins sous ce pontificat, pour reconnaître un éventuel caractère surnaturel qui expliquerait ces phénomènes.

Le cardinal Fernandez a raconté à la fin de la conférence de presse : *« Sachant qu'un pape peut toujours aller plus loin et faire une déclaration reconnaissant le caractère surnaturel, j'ai demandé au pape François s'il comptait aller en ce sens. Il m'a répondu : "Non, pas du tout". » « Per niente »* en italien, ce qui pourrait aussi se traduire par « jamais ».

Une prudence de l'Église qui s'explique par de fortes réserves décrites dans le document sur certains des *« messages »* de la Vierge Marie qui auraient été transmis par des *« voyants présumés »*. Certains sont même tenus *« secrets »*, a reconnu le cardinal Fernandez. Quant à ceux qui viendront - car le phénomène continue, en contradiction avec l'histoire des apparitions, toujours fugaces, de courtes durées et à mots comptés -, ils seront strictement contrôlés par les autorités ecclésiales qui les publieront ou pas.

« Sachant qu'un pape peut toujours aller plus loin et faire une déclaration reconnaissant le caractère surnaturel, j'ai demandé au pape François s'il comptait aller en ce sens. Il m'a répondu : "Non, pas du tout" »

Victor Manuel Fernandez Préfet du dicastère pour la Doctrine de la foi

Prudence dictée également par l'histoire de ce dossier dont le cardinal Fernandez a rappelé toutes les contradictions depuis un demi-siècle : le fait que les évêques de Bosnie-Herzégovine, contre l'avis des franciscains chargés de cette paroisse, avaient formellement déclaré dans les années 1980 que ces apparitions n'étaient pas d'origines surnaturelles ; que les « voyants » n'ont pas eu, à part de rares exceptions, des vies exemplaires ; que Jean-Paul II, qui tenait ces apparitions pour authentiques, a toujours voulu s'y rendre mais que son entourage l'en a toujours dissuadé tant le dossier était complexe.

D'où l'importance du document publié le 19 septembre 2024 qui tente de faire la part des choses, en s'appuyant non pas sur une déclaration théologique solennelle mais sur l'expérience spirituelle des fidèles : *« L'évaluation des fruits beaux et positifs, abondants et répandus,* précise le document, *n'implique pas de déclarer authentiques les événements surnaturels présumés, mais seulement de souligner qu'"au milieu" de ce phénomène spirituel de Medjugorje, le Saint-Esprit agit de manière fructueuse pour le bien des fidèles »*. Il ajoute : *« les fidèles ne sont pas obligés d'y croire »*.

Parmi la liste des *« beaux fruits »*, le texte du Vatican détaille : *« les conversions abondantes, le retour fréquent à la pratique sacramentelle (Eucharistie et réconciliation), les nombreuses vocations à la vie sacerdotale, religieuse et conjugale, l'approfondissement de la vie de foi, une pratique plus intense de la prière, de nombreuses réconciliations entre époux et le renouveau de la vie conjugale et familiale. »*

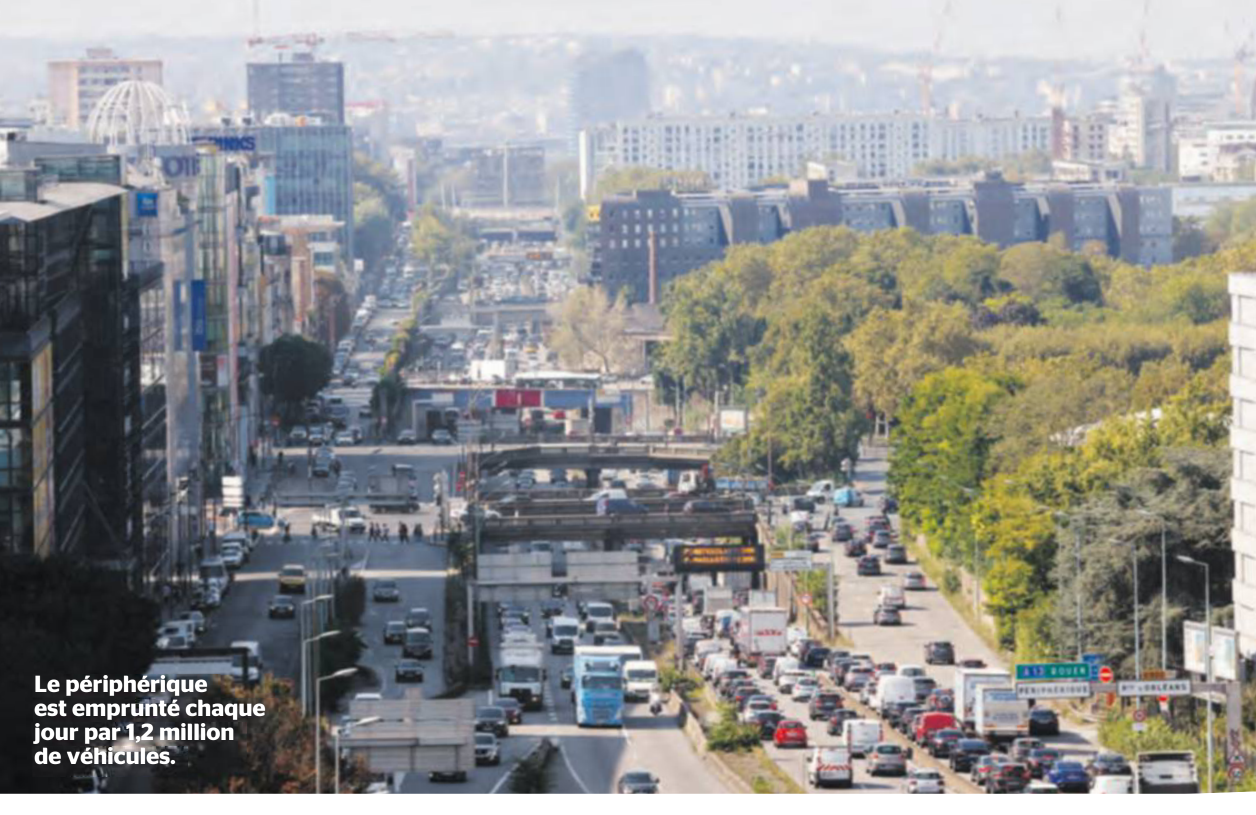
En réalité cette décision romaine a été rendue possible par l'édiction de nouvelles normes, entérinées par François et rédigées par le cardinal Fernandez, le 17 mai 2024 : *« normes procédurales pour le discernement des phénomènes surnaturels présumés »*. Le pape François est très sensible, personnellement, à la piété populaire qui entoure la Vierge Marie, comme le fut Jean-Paul II.

Ces nouvelles normes de mai 2024 ont vu l'Église catholique renoncer à sa prétention d'affirmer, de façon certaine, la validité de phénomènes surnaturels. Le Vatican se contenterait désormais de dénoncer l'éventuelle imposture mystique qu'il aurait détectée dans certains cas. Il se limite à émettre un simple « nihil obstat » quand les fruits et les messages de supposées apparitions lui semblent conformes à la doctrine catholique et sont bénéfiques pour la spiritualité des fidèles. Ce qui est le cas, pour le Vatican, de Medjugorje. ■

L'inlassable croisade « antivoiture » d'Anne Hidalgo

Angélique Négroni

Portée par la réussite des Jeux olympiques, elle entend abaisser à 50 km/h la vitesse sur le périphérique parisien dès le 1er octobre. Une décision vivement contestée.



Le périphérique est emprunté chaque jour par 1,2 million de véhicules.

FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

« Vous allez rendre les gens fous ! » Fin 2023, Clément Beaune s'adressait ainsi à Anne Hidalgo. Le ministre des Transports de l'époque prenait alors clairement position contre la réduction de la vitesse sur le périphérique voulue par la maire de Paris. Le 1er octobre prochain, le souhait de l'édile socialiste devrait pourtant bien se concrétiser. Sur cette portion de 39 kilomètres aux allures d'autoroute urbaine, le 1,2 million d'usagers quotidiens ne devra plus dépasser les 50 km/h contre 70 km/h aujourd'hui. Un énième coup de rabot porté à la vitesse. Ainsi en 1993, les 90 km/h avaient été remplacés par les 80 km/h, puis en 2014, les 70 km/h avaient fait leur apparition. Cerise sur le gâteau dix ans plus tard : la voie JO, réservée aux délégations et aux services d'urgence cet été, devrait, toujours sur décision de la maire, être dédiée au covoiturage et aux transports en commun.

Il y a quatre ans, les usagers s'étaient pourtant massivement prononcés contre toute nouvelle restriction de circulation sur cette rocade lors d'une consultation lancée par la mairie de Paris. À l'époque, Anne Hidalgo a déjà en tête ce projet des 50 km/h. Dans sa perpétuelle chasse à l'automobile,menée en réduisant tantôt les places de stationnement, tantôt les voies de circulation dans la capitale tout en faisant flamber les tarifs aux horodateurs, elle voit ce nouveau coup porté aux conducteurs comme son plus beau trophée, l'aboutissement de toute une politique antivoiture.

Dans sa croisade menée pour *« améliorer la vie quotidienne des Parisiennes et des Parisiens »*, l'édile se met toujours plus de monde à dos. À commencer par les banlieusards, qui représentent 80 % des usagers du périphérique. Parmi eux, Pierre ne décolère pas contre Hidalgo et *« sa nouvelle lubie »*. *« Il y a quelques années, elle nous avait déjà chassés des voies sur berge en y interdisant la voiture et maintenant elle veut nous faire vivre un enfer sur le périph. Trop c'est trop. Si on se déplace tous au même moment, c'est pour aller au travail, pas pour le plaisir ! »*, peste ce père de famille, soutenu dans son exaspération, comme des centaines de milliers d'usagers, par Valérie Pécresse, la présidente LR de la région Île-de-France.

Une fois de plus, les deux rivales politiques se retrouvent dos à dos, l'élue de droite mettant celle de gauche face à ses contradictions. Alors qu'Anne Hidalgo soutient défendre les riverains du périph – selon elle, le passage aux 50 km/h permettra une baisse des nuisances sonores de deux décibels –, la responsable d'Île-de-France garantit pouvoir faire mieux. Elle propose la pose d'un enrobé phonique sur les voies qui ferait chuter le nombre de décibels de sept unités. Cette mesure étant bien plus coûteuse que l'installation de quelques nouveaux panneaux « 50 km/h », Valérie Pécresse suggère de mettre la main à la poche en réglant la moitié de la note. En contrepartie, la région demande à Paris de lui confier la gestion du périphérique. Une demande jugée *inacceptable* par l'exécutif parisien.

« Une mesure antisociale »

Surtout, Valérie Pécresse accuse Anne Hidalgo de mener une politique *antisociale*, *un comble pour une élue de gauche*, grince-t-on dans le camp de la présidente de région. Si, durant une majeure partie de la journée, cette nouvelle limitation devrait entraîner une perte de temps assez faible pour les automobilistes en raison des bouchons qui plafonnent la vitesse moyenne à 36 km/h, la situation est bien différente la nuit. Pour Valérie Pécresse, les 50 km/h vont pénaliser la France qui se lève tôt ou qui travaille en horaires décalés. *Un travailleur de Pantin qui doit se rendre en pleine nuit à Issy-les-Moulineaux, si on lui baisse sa vitesse de 70 à 50 km/h, il va perdre six minutes à l'aller et six minutes au retour. Il va perdre douze minutes de sommeil. Ça lui fera 45 heures en moins dans l'année. Voilà ce que c'est une mesure antisociale »*, pointait, le 11 septembre, la présidente de région. Paris rétorque que la mesure améliorera la qualité de l'air - ce que contestent des experts – et fera chuter le nombre d'accidents.

Par-delà ces joutes politiques, automobilistes et motards comptent sur un coup de pouce du préfet de police de Paris, Laurent Nuñez. Car si Anne Hidalgo décide, lui contrôle. Ses services ont en effet la main sur les seize radars qui jalonnent les 39 kilomètres de rocade. Il leur suffirait alors de ne pas paramétrer les appareils selon les nouvelles limitations pour que celles-ci ne soient pas vraiment respectées. On voit mal toutefois le préfet se prêter à un tel jeu même s'il n'a jamais fait mystère de ses inquiétudes. *« Une réduction de la vitesse, ça peut avoir des conséquences sur la fluidité de la circulation des services de secours. J'aurais besoin d'avoir des garanties là-dessus »*, déclarait-il en mars dernier sur RTL.

Dans un courrier en date du 12 septembre, la préfecture de police indiquait que *« les consultations prévues n'ont pas été menées à leur terme »* et que cette limitation pourrait avoir *« des effets report importants sur les axes secondaires, amplifiant les difficultés de circulation dans toute la région parisienne »*. La missive s'achève ainsi : *« Dès lors, ce projet nécessite à la fois une expertise des services de l'État responsables du réseau routier national francilien et une consultation des collectivités publiques limitrophes. »*

Si le périphérique est, selon Anne Hidalgo, sa chasse gardée exclusive en matière de vitesse, d'autres acteurs revendiquent une compétence sur le sujet. Fin 2023, Clément Beaune indiquait que son ministère d'alors avait de toute façon le dernier mot sur les nouvelles règles concernant cette rocade à l'intérêt régional. Pour Me Rémy Josseaume, spécialiste en droit de l'automobile, la répartition des pouvoirs est plus complexe, même si une loi de 2017 a bien donné à Paris la main sur le périphérique au détriment de l'État. *C'est d'ailleurs Manuel Valls, quand il était premier ministre, qui avait décidé d'abaisser la vitesse de 80 à 70km/h en 2014*, rappelle l'avocat en précisant : *Si la maire de Paris abaisse la vitesse à 50 km/h, sa mise en œuvre ne pourra intervenir qu'après publication d'un décret d'application du ministère des Transports. Et il suffirait que le décret ne sorte pas pour que la mesure ne s'applique pas. » « Au nom de la sécurité, le préfet peut également, selon les textes, prendre certaines prescriptions et exiger certains aménagements »*, poursuit-il Le feuilleton autour du périph pourrait donc connaître de nouveaux épisodes. Plusieurs associations, dont la Ligue de défense des conducteurs, entendent par ailleurs contester devant la justice la mise en application des 50 km/h.

Cette décision impopulaire ferait enfin presque oublier une autre mesure qui ne va pas arranger la circulation pour les automobilistes. En octobre, le trafic de transit – c'est-à-dire les véhicules qui passent sans s'arrêter – devrait tout simplement être interdit dans les quatre premiers arrondissements. Dans ce périmètre situé rive droite de la Seine et baptisé ZTL – zone à trafic limité –, seuls les riverains et quelques catégories professionnelles (taxis, livreurs, artisans, etc.) seront autorisés à circuler. La traversée de Paris devenant alors interdite, certains automobilistes n'auront d'autre choix que d'emprunter... le périphérique. ■

La maire de Paris laisse planer le doute sur sa candidature aux municipales

Richard Flurin

Encore une fois, Anne Hidalgo se targue d'avoir eu raison avant tout le monde, contre tout le monde. En l'occurrence ceux, nombreux, qui vilipendaient ces Jeux olympiques qu'elle a portés de toutes ses forces. La maire de Paris n'a été alarmiste qu'une seule fois, sur le sujet des transports, en novembre 2023, en réalité pour détourner l'attention médiatique qui se portait alors sur son voyage polémique à Tahiti. Aujourd'hui, elle fait un lien entre le *« JO-bashing »* et l'*« offensive idéologique »* qui la vise *« depuis longtemps »*, venue aussi bien des *« réseaux sociaux »*, de *« Rachida Dati et son trumpisme »* que des *« macronistes (qui) considéraient que Paris était à eux »* après les excellents scores d'Emmanuel Macron dans la capitale en 2017.

Les adversaires sont tout désignés. Anne Hidalgo semble remontée à bloc. Reste à savoir si elle repartira en campagne pour un troisième mandat. La maire de Paris avait renvoyé sa décision à l'après-JO, mais aucune information officielle ne fuite pour l'instant de l'Hôtel de Ville. Seuls quelques détails frappent l'esprit. La fédération parisienne du Parti socialiste, aux mains de sa très proche Lamia El Aaraje, a lancé une grande consultation intitulée « Paris 2030 ». Une date qui renvoie bien au-delà des élections municipales de 2026. Le but de la manœuvre est parfaitement assumé : *« Il s'agit de se préparer aux prochaines municipales »*, déclare Lamia El Aaraje dans *Le Nouvel Obs*.

Pas question d'assumer pour l'instant qu'il s'agit d'une rampe de lancement pour Anne Hidalgo. La plateforme « Paris en commun » qui l'a portée lors de la dernière campagne en 2020 reste tout de même étroitement associée à l'initiative. *« Cette consultation est un outil pour le collectif, pas pour une personnalité »*, veut croire Emmanuel Grégoire, ancien premier adjoint devenu député PS de Paris cet été. Ce dernier expose en privé son *« intuition »* qu'Anne Hidalgo n'y retournera pas et fait savoir qu'il travaille pour 2026. *« Elle a déjà beaucoup accompli et ce doit être difficile de se projeter encore plus »*, confie-t-il, dithyrambique sur son bilan, mais manifestement désireux de prendre le relais.

« Nous avons toutes les chances de gagner »

Emmanuel Grégoire reconnaît toutefois qu'il lui serait difficile de présenter une candidature dissidente face à celle qui domine la vie municipale parisienne depuis une décennie. *« C'est la seule qui entraverait ma détermination »*, souffle-t-il. Des partenaires de l'actuelle majorité municipale en conviennent : ils laisseraient le champ libre à Anne Hidalgo si celle-ci décidait de repartir en campagne. Au cas où elle jetterait l'éponge, en revanche, le socialiste *« se tient prêt »*. Force est de constater que celle qui a pris le relais de Bertrand Delanoë, si elle ne s'est pas encore prononcée sur son avenir politique, n'a en tout cas pas du tout préparé sa succession. Un autre détail qui prête à penser qu'elle ne veut pas passer la main tout de suite.

Les résultats électoraux des européennes puis des législatives confortent en outre une candidature de centre gauche. La liste de Raphaël Glucksmann (PS-Place publique, deux partis de la majorité municipale) est arrivée en tête dans une majorité d'arrondissements de la capitale. La gauche a ravi quelques semaines plus tard trois circonscriptions aux macronistes. *« Nous avons toutes les chances de gagner »*, indique un proche d'Anne Hidalgo. Il reste à la maire de sortir du bois. ■









Survivre au scandale abbé Pierre, le chemin de croix des compagnons d'Emmaüs

Stéphane Kovacs

Pour son image, son avenir, le combat contre la précarité, l'organisation caritative veut dissocier l'homme qui l'a fondée de l'œuvre collective qui la fait vivre et fonctionner au quotidien depuis des décennies.



Deux employés municipaux déboulonnent une statue de l'abbé Pierre, à Norges-la-Ville (Côte-d'Or), le 17 septembre.
JEFF PACHOUD / AFP

Du statut d'icône de la lutte contre la pauvreté, consacré *« personnalité préférée des Français »* à dix-sept reprises, à celui de *« prédateur sexuel »* en série, il n'en finit plus de dégringoler de son piédestal. Baisers imposés, attouchements, fellations forcées, *« contacts sexuels répétés »*, sur *« une personne vulnérable »* et même sur une enfant de 8 ans… La liste d'accusations de violences sexuelles – relevant pour certaines du viol – contre l'abbé Pierre, mort en 2007 à 94 ans, par au moins 24 femmes, entre 1950 et 2005, est affolante.

Un *« terrible pécheur »*, selon les mots du pape. Une *« déflagration »*, décrit Christophe Robert, délégué général de la Fondation Abbé-Pierre. *« Ces révélations bouleversent nos structures, au sein desquelles la figure de l'abbé Pierre occupe une place majeure »*, écrivent Emmaüs International, Emmaüs France et la Fondation Abbé-Pierre dans un communiqué commun. Malgré le terrible choc, la *« honte »* et la *« douleur »*, les trois organismes ont misé sur la transparence, insistant sur leur *« soutien total »* aux victimes. Mais comment conserver la confiance des donateurs, bénévoles, compagnons et partenaires? Comment ne pas affaiblir la lutte contre le mal-logement alors que, soixante-dix ans après l'appel de l'hiver 54, l'abbé Pierre, son béret, sa barbe blanche en broussaille et sa longue cape noire, font désormais figure de repoussoir?

Après une première série de révélations, en juillet, une nouvelle salve d'accusations de violences sexuelles a été rendue publique début septembre. Des faits courant sur une période de cinquante ans, qui concernent des salariées, des volontaires et bénévoles des organisations ou des jeunes femmes dans l'entourage personnel du prêtre.

La charge de recueillir les témoignages a été confiée au cabinet spécialisé Egaé, codirigé par la militante féministe Caroline De Haas. Dans son rapport, on trouve le récit d'une femme ayant adressé une lettre à la Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Église (Ciase), dans laquelle elle dit avoir *« dû assister à des masturbations de l'abbé Pierre et avoir été forcée à réaliser des fellations dans un appartement parisien »* en 1989. Une autre affirme avoir subi, en 1974 et 1975, des *« baisers forcés »* et *« des contacts non sollicités »* alors qu'elle avait 8 ou 9 ans. *« J'ai l'habitude de me défendre*, relève une troisième victime. *Mais là, c'était Dieu. Comment vous faites quand c'est Dieu qui vous fait ça? »*

« La dissonance entre l'image de l'abbé Pierre, son souhait de justice et d'égalité et son comportement envers les femmes crée une fissure immense chez les personnes qui l'admiraient ou admiraient son engagement », observe Caroline De Haas en conclusion de son rapport. Mis en place en juillet, un dispositif d'écoute et d'accompagnement restera *« ouvert jusqu'à la fin de l'année »*. Toutes les victimes se sont vu proposer un entretien avec un psychologue. Huit d'entre elles seront bientôt reçues, à leur demande, par des administrateurs du mouvement Emmaüs.

« Pour nous, révéler ces faits relevait du devoir moral qui nous incombe, tant vis-à-vis des victimes que des personnes qui déclinent ou soutiennent nos actions, insiste Bruno Morel, président d'Emmaüs France. *Bien sûr, le malaise a été profond, le choc immense et, dans ces cas-là, les réactions à chaud oscillent toujours entre stupéfaction et interrogations : pourquoi révéler cela, pourquoi maintenant? Avec le recul, les salariés, les bénévoles, les compagnes et les compagnons comprennent notre position et sont plus déterminés que jamais à continuer nos missions pour lutter contre les précarités et les violences. »*

Mardi dernier se tenait, à Poitiers, le Forum mondial des alternatives, organisé par Emmaüs International. *« De nombreux témoignages venus du monde entier ont rappelé le rôle historique de l'abbé Pierre dans l'impulsion originelle de notre mouvement*, rapporte Tarek Daher, délégué général d'Emmaüs France. *Mais le choc et le sentiment de trahison étaient tout aussi présents. Tous ont exprimé qu'il est préférable de savoir plutôt que de cacher. »*

À la suite des nouveaux témoignages, des décisions sont devenues *« indispensables et plus urgentes encore »*. La Fondation Abbé- Pierre, créée en 1988, va changer de nom. Le conseil d'administration d'Emmaüs France soumettra au vote de ses 300 groupes adhérents le retrait de la mention *« fondateur abbé Pierre »* de son logo. Une assemblée générale extraordinaire est convoquée en décembre. Enfin, sous la conduite d'Emmaüs International, *« une commission d'experts indépendants sera constituée »*, afin de *« comprendre les dysfonctionnements qui ont permis à l'abbé Pierre d'agir comme il l'a fait pendant plus de cinquante ans »*. Président de la Conférence des évêques de France, Mgr de Moulins-Beaufort a d'ailleurs annoncé l'ouverture sans délai des archives de l'Église de France aux chercheurs.

> **« J'ai proposé qu'on en parle lors de notre prochain conseil municipal. Mais va-t-on enquêter sur tous les curés qui ont des noms de rue, jusqu'à l'abbé Grégoire ? »**
>
> **Pierre Contoz**
> Maire de Montfaucon (Doubs)

Quant au *« lieu de mémoire »* dédié à l'abbé Pierre à Esteville, village de Seine-Maritime où il a vécu, il sera définitivement fermé. Au cimetière d'Esteville, même la plaque au-dessus de sa tombe a été dévissée : *« Il a essayé d'aimer »*, l'épitaphe qu'il s'était choisie, résonne de façon odieuse aujourd'hui. La mairie, qui cherche *« le juste milieu entre l'héritage de l'abbé Pierre et l'effroi suscité par les révélations »*, s'interroge sur l'opportunité de débaptiser l'école et de supprimer une fresque peinte sur l'espace multisport.

Ici une plaque, là une rue, plus loin une école ou un square, la *« déflagration »* se propage à vive allure dans tout le pays. Ce mardi, une statue de l'abbé Pierre a été déboulonnée à Norges-la-Ville, un village de Côte-d'Or qui abrite la deuxième communauté Emmaüs de France. Quelque 150 voies ou lieux-dits, nommés Abbé-Pierre ou Henri Grouès, son nom de naissance, s'apprêtent à changer de nom.

À Montfaucon, dans le Doubs, où *« une petite rue dédiée à la solidarité »*, porte le nom de l'abbé, le maire temporise : *« Posons-nous un peu! »*, recommande Pierre Contoz. En janvier dernier, il avait lu l'appel de l'hiver 1954 à ses administrés pour leur faire accepter l'accueil de sans-papiers. *« Je ne veux pas participer à la curée, si j'ose dire*, explique-t-il. *Je trouve légitimes toutes les dénonciations qui arrivent, mais, pour l'instant, je n'ai eu aucune interpellation de mes 1630 habitants. J'ai proposé qu'on en parle lors de notre prochain conseil municipal. Mais va-t-on enquêter sur tous les curés qui ont des noms de rue, jusqu'à l'abbé Grégoire? »*

Du côté des 125 antennes d'Emmaüs France, l'organisation ne donnant *« pas de consignes »*, on s'interroge également. Faut-il enlever tous les portraits? Le nombre de dons va-t-il chuter? Comment vont réagir les clients? Dès les révélations de juillet, les portraits ont été ôtés du siège national, à Montreuil, en Seine-Saint-Denis. Dans la Sarthe, sur la fresque qui couvre l'un des bâtiments principaux de la communauté, le visage de l'abbé Pierre est désormais barré d'un bandeau noir. À Saint-Nazaire, dans le hall d'entrée, il a été recouvert d'un voile noir.

Responsable de la communauté d'Emmaüs 95, qui héberge 77 compagnes et compagnons et emploie 8 salariés sur deux sites, Alexis Nicolas rapporte *« un choc assez violent »*. *« On a fait une réunion le soir même, et on a eu tout l'éventail des réactions, jusqu'au déni*, développe-t-il. *Il y a des gens qui considèrent qu'il leur a sauvé la vie : chez moi, il y en a un qui a un tatouage de l'abbé Pierre sur l'épaule! Mais on a pris le temps de la réflexion. On connaît tous des personnes ayant subi des attouchements; peut-être qu'en rentrant dans notre magasin, voir un portrait de l'abbé Pierre pourrait leur rappeler des traumatismes! Ça a été un peu compliqué, mais on a mis de côté les portraits de l'abbé, sans toucher à l'expo sur l'hiver 54. Car sans cet appel, Emmaüs n'existerait pas… »*.

À La Seyne-sur-Mer, le béret noir et les lunettes stylisées de l'abbé – le logo propre à Emmaüs Var – trônent toujours à l'entrée de la communauté. On y trouve aussi l'*« Abbé bière »*, une boisson bio lancée il y a tout juste trois mois. *« Nous, on ne dit pas que c'est faux*, se justifie Simon Delvoye, le responsable. *On dit que c'est malheureux. On est très en colère que l'abbé Pierre ait pu faire ça, que ça n'ait pas été pris en charge par l'Église ni Emmaüs. Mais il a fait plein de belles œuvres dans sa vie, et ses actes en tant qu'homme n'effacent pas tout ça. Alors, après avoir discuté, on a décidé d'assumer notre fondateur. »* Les clients, les donateurs? *« À partir du moment où on leur dit qu'on ne renie pas les victimes, les gens arrivent à faire la part des choses »*, assure le responsable.

Mêmes réticences à *« tout effacer »* à Vesoul. Les deux fresques représentant le religieux accueillent toujours le visiteur. *« Emmaüs sans son fondateur, c'est une boîte vide!*, assène Karim Delmi, le directeur. *Les 27 compagnons de Vesoul m'ont lancé tous ensemble : "Touche pas à l'abbé Pierre!" Leur réaction était presque violente : "Sans les compagnons, vous n'êtes rien", m'ont-ils lancé. L'un d'entre eux, ici depuis vingt ans, l'a connu. Pour lui, l'abbé Pierre est innocent. Moi, je me dis que c'est à la justice de dire la vérité. »*

> **« La façon dont Emmaüs a décidé d'affronter les violences commises par son fondateur est exemplaire »**
>
> **Caroline De Haas**
> Codirigeante du cabinet Egaé

À Vesoul, les deux dernières ventes ont *« fait des chiffres impressionnants »*. *« Est-ce un nouveau public qui s'invite?*, s'interroge Karim Delmi. *Vu leurs propos de soutien, ce sont des gens qui ne veulent pas que l'on salisse les catholiques. »* Sur une carte postale reçue il y a quelques jours, une donatrice a écrit : *« Ne pas fléchir, ne pas plier, ne pas succomber à cette doxa. »* Si les portraits restent bien en place, les affiches annonçant la prochaine vente ne mentionneront pas l'abbé Pierre. *« L'image est ternie, elle n'est pas détruite*, a écrit le directeur dans un *« manifeste »* envoyé aux autres communautés. *Comme chacun d'entre nous, il a eu ses côtés sombres. Regardons ce qu'il a fait pour tous ceux qu'il a accueillis (…). Cela commence par un mot : le pardon. »*

Pour Caroline De Haas, *« la façon dont Emmaüs a décidé d'affronter les violences commises par son fondateur est exemplaire »*. *« Ils auraient pu banaliser, se réfugier derrière le fait que les faits étaient anciens, que l'abbé Pierre était mort*, estime-t-elle. *Ils ont décidé de regarder la réalité en face, même si elle était difficile. Ce choix a un impact immense : à la fois pour les victimes de l'abbé Pierre, reconnues pour la première fois, pour toutes les victimes de violences, qui voient qu'il est possible de dire "nous vous croyons" et pour la société tout entière. »*

Président de l'Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés non lucratifs sanitaires et sociaux (Uniopss), Daniel Goldberg acquiesce : *« Évidemment, si ces organismes n'avaient pas pris ces bonnes résolutions, la question de leur désadhésion se serait posée*, fait-il valoir. *Au contraire, leur réaction a été parfaite : évidemment que la lutte contre la pauvreté ne doit pas être amoindrie par la face cachée d'Henri Grouès! »*

« La démarche du mouvement Emmaüs est inédite et historique, renchérit-on au cabinet de conseil en stratégie et communication 2017, qui accompagne les trois organisations. *On ne connaît pas d'autres organismes qui aient pris l'initiative de la révélation, alors que rien ne les y obligeait. Les dirigeants d'Emmaüs ont été courageux. À chaque séquence, ils se sont entretenus avec leurs salariés en amont; une façon de reconnaître que certains pouvaient se sentir heurtés. »*

Il y aura *« un avant et un après »*, martèle-t-on à l'agence. Quelques éléments de communication essentiels pour *« façonner l'après »*? *« Emmaüs et ses équipes vont continuer à montrer qu'ils restent mobilisés contre toute forme de violences sur des personnes en situation de précarité ou de vulnérabilité*, énonce ce communicant. *Montrer à toutes les parties prenantes qu'ils restent cohérents par rapport à leur combat, leur mission, leurs valeurs. Et surtout expliquer pourquoi ces organisations vont continuer à être de bons réceptacles pour la solidarité des Français. »*

Effacer complètement la figure tutélaire du mouvement? *« Ce n'est pas du tout l'état d'esprit des dirigeants et de leurs équipes*, répond-on chez 2017. *Ils vont travailler pour trouver la juste place de cette figure, et poser les bases de leur nouveau récit mobilisateur. » « Les dirigeants ont souligné, à raison, qu'Emmaüs n'est pas l'œuvre de l'abbé Pierre*, pointe encore l'expert en communication. *C'est une œuvre collective, qui appartient aux bénévoles, aux compagnes et aux compagnons, et il y a un désir profond de préserver cette œuvre collective. Ils vont réaffirmer que c'est grâce à leur travail quotidien que la précarité recule en France. Dix-sept ans après la mort de l'abbé Pierre, le mouvement n'a perdu ni de sa pertinence ni de sa capacité d'action. »* ■

Du rugby à 7 au Top 14, confidences du champion olympique Aaron Grandidier-Nkanang

Pierrick Moniot

Après un été doré avec l'équipe de France à 7, l'ailier raconte au « Figaro » son expérience des JO de Paris, son retour en Top 14 avec Pau et ses nombreuses passions


Aaron Grandidier-Nkanang a inscrit trois essais pendant les Jeux olympiques de Paris 2024, dont un en finale contre les Fidji.
LUTTIAU NICOLAS/PRESSE SPORTS

Champion olympique avec l'équipe de France de rugby à 7 cet été, Aaron Grandidier-Nkanang a marqué cette aventure en inscrivant trois essais, dont un en finale contre les Fidji (28-7) sur un service d'Antoine Dupont. Une récompense pour le Franco-Britannique de 24 ans, qui a débuté le « Sevens » durant ses années collège en Angleterre, ce qui lui avait ouvert les portes de l'équipe nationale anglaise. Une trajectoire qu'il a modifiée en choisissant de représenter la France pour avoir la possibilité de passer également en professionnel, à XV. Le natif de Londres, d'une mère française, retrouve cette saison le Top 14 avec son nouveau club, la Section Paloise, après s'y être brièvement confronté avec Brive, il y a deux ans.

LE FIGARO. - Vous qui avez débuté en Angleterre, comment vous êtes-vous retrouvé à porter le maillot bleu ?
AARON GRANDIDIER-NKANANG. - Mon rêve était de jouer en professionnel à XV, et les clubs anglais n'étaient pas intéressés par mon profil, malgré mes performances à 7. J'entends alors parler du système des espoirs en France et j'ai compris que j'allais pouvoir me développer tranquillement. En parallèle, avec mon passeport français, je leur ai dit que ça m'intéresserait de jouer pour la France à 7. Ils se souvenaient de moi, parce que j'avais joué contre eux avec l'Angleterre et ils m'ont intégré petit à petit.

« Ce qu'a fait Antoine Dupont pour la discipline, c'est énorme. Il faut juste le remercier pour cette mise en lumière. Il est venu en respectant la discipline, et ça a été un grand bonheur de l'avoir avec nous »

Vous saviez que vous pouviez disputer les Jeux olympiques ?
Pas forcément. Je me souviens du discours de Jérôme Daret (*ex-sélectionneur de l'équipe masculine de rugby à 7*) et de Christophe Reigt (*manager des équipes de France à 7*), ils voulaient construire une équipe pour les JO de Paris. Dès que j'ai entendu ça, j'ai eu des étoiles dans les yeux. C'est devenu un véritable objectif pour moi. Les Jeux olympiques, c'est le Graal, c'est un moment que je ne voulais vraiment pas manquer.

Plus d'un mois après, que retenez-vous de ces JO ?
À chaque fois que je rentrais dans le Stade de France, j'avais le sourire. Il y avait le gosse en moi qui sortait. Je n'avais jamais ressenti ça. Rentrer dans ce stade mythique, le Stade de France, blindé avec 70 000 personnes, c'était exceptionnel.

Mais cela semble vous avoir crispé au début de la compétition…
C'est très difficile de savoir si c'était à cause de l'ambiance, mais un tournoi comme ça, ce n'est qu'une fois dans une vie. Je pense qu'on a tous senti l'enjeu, et la tension était là. On a moins fait rêver les spectateurs la première journée, mais, mine de rien, on a assuré la qualif. C'était le plus important.

Vous sentez-vous chanceux d'avoir disputé une compétition que peu de rugbymen joueront dans leur vie ?
Être un athlète français et jouer les Jeux olympiques à la maison, ça n'arrive qu'une fois dans une vie. J'ai déjà énormément de chance d'en faire partie, d'avoir été un athlète apte à jouer durant cette période-là. Par rapport au rugby aussi, je me sens très chanceux. Mais, malheureusement, ce sont aussi les péchés du rugby à 7 : il n'attire pas assez de légendes.

Antoine Dupont a pourtant rejoint l'aventure cette année…
Ce qu'il a fait pour la discipline, c'est énorme. Il faut juste le remercier pour cette mise en lumière. Il est venu en respectant la discipline, et ça a été un grand bonheur de l'avoir avec nous. Je veux aussi remercier tout le staff qui lui a donné les clés pour bien s'intégrer. Nous, les joueurs, avons pu l'aider pour comprendre très vite les mécanismes. J'espère que ça pourra ouvrir la voie à d'autres…

Le tournoi olympique s'est disputé sur trois jours, avec deux matchs par journée. Que faisiez-vous pendant les longues pauses ?
On récupère avec un bain froid, puis le doc passe nous demander si on a des pépins. Durant ces Jeux, on avait deux ou trois heures de trou. Souvent, je mangeais un bon repas, je faisais une sieste et j'allais parler aux copains, à la famille. Si jamais ils ont des commentaires, j'aime bien qu'ils m'en fassent part. Pendant les pauses, j'aime être détendu. Après, je me reconcentre et je revois les images du match précédent, ce qu'il y a à corriger. Et on regarde les forces et les faiblesses du prochain adversaire.

Après un bref passage sur les pelouses du Top 14 en 2022-2023 avec Brive, vous voilà de retour dans l'élite avec votre nouveau club, la Section Paloise. Dans quel état d'esprit abordez-vous ce retour ?
Je reviens sur la pointe des pieds. Je sais que j'ai beaucoup à apprendre, à observer pour m'améliorer. J'ai vraiment envie de montrer à la France et au monde qu'un joueur à 7 peut devenir un grand joueur de rugby à XV aussi. Dans les pays de l'hémisphère sud, ils font plus facilement la passerelle entre les deux. J'ai vraiment à cœur de réussir cela pour mettre en lumière les qualités du rugby à 7.

La Section Paloise a d'ailleurs un lien particulier avec le rugby à 7…
C'est un club que j'ai réellement commencé à suivre après leur très bon début de championnat la saison dernière. Je me suis rendu compte que les ailiers touchaient beaucoup de ballons. Le discours de Sébastien Piqueronnies (*manager de la Section Paloise, NDLR*) m'a séduit. Il croit en moi et en mes qualités. Il m'a dit que mes qualités étaient transposables au XV.

Sur quels points pensez-vous avoir progressé depuis votre premier passage en Top 14 ?
On n'en parle pas assez, mais l'expérience du rugby à 7 permet de se construire vraiment un mental d'acier. C'est une guerre psychologique en permanence. Dans une journée, tu peux avoir jusqu'à trois matchs et il peut se passer un tas de choses. Si tu passes complètement à côté de ton premier match, tu en as un deuxième à jouer et il faut arriver à tout oublier pour repartir comme si de rien n'était.

Avez-vous aussi progressé dans le jeu ?
Le rugby à 7 apporte un niveau de cardio très élevé. On doit faire beaucoup de courses à très haute intensité et rester capable d'enchaîner les tâches : plaquer, se relever, courir vite, être rapide sur les appuis. Je dirais aussi que je me suis amélioré en défense. C'était mon point faible et c'est devenu une grande force. Ça va me servir pour être meilleur en Top 14.

Quels sont vos objectifs cette saison ?
Je n'ai pas d'objectifs précis. Je veux être prêt le plus rapidement possible à être performant quand j'aurai l'occasion de jouer. Bien sûr, j'aimerais jouer le plus possible, mais, dans un premier temps, c'est de confirmer quand j'en aurai l'opportunité.

Vous êtes également DJ, vous touchez au mannequinat, vous avez étudié le graphisme durant vos études en Angleterre. Qu'est-ce que cela révèle de vous ?
Je suis obsédé par le rugby, mais pas que. Je suis également passionné par la musique et le golf. Le fait d'avoir d'autres passions, ça me permet de me retrouver et d'être bien mentalement. Cette année, j'ai découvert qu'en étant bien mentalement en dehors du terrain, je jouais mieux. J'aime aussi partager des moments avec mes coéquipiers, ou seul dans mon appartement, à faire des choses créatives. ■

FIN 1RE JOURNÉE LIGUE DES CHAMPIONS

BREST	hier	STURM GRAZ
MONACO	-	FC BARCELONE
ÉT. ROUGE BELGRADE	-	BENFICA
FEYENOORD	-	LEVERKUSEN
ATALANTA BERGAME	-	ARSENAL
ATLÉTICO DE MADRID	-	RB LEIPZIG
PARIS SG	mer. 1-0	GÉRONE
MAN. CITY	0-0	INTER MILAN

La température moyenne de la Terre reconstituée sur 500 millions d'années

Anne-Laure Frémont

La concentration en CO_2 de l'atmosphère jouerait un rôle bien plus important qu'on ne l'imaginait sur de telles échelles de temps.

Comment la température sur Terre a-t-elle évolué à travers les âges ? À l'heure où le réchauffement climatique met au défi les capacités d'adaptation des hommes comme des écosystèmes, des chercheurs ont voulu reconstituer la courbe de la température moyenne à la surface du globe au cours des 485 derniers millions d'années. Leurs travaux, publiés jeudi dans la revue *Science*, offrent selon eux l'aperçu le plus précis à ce jour de l'évolution du climat au cours de toute cette période, et aident à *« replacer le changement climatique actuel dans son contexte »*.

Les auteurs de cette étude (codirigée par le Smithsonian's National Museum of Natural History de Washington et l'université de l'Arizona) se sont intéressés aux températures de l'éon phanérozoïque, qui démarre il y a 540 millions d'années avec l'apparition des premières traces de vie « visibles » dans les registres fossiles, puis l'explosion de la vie au Cambrien, est entrecoupé de plusieurs grandes périodes d'extinctions et se poursuit jusqu'à nos jours. *« Si vous étudiez les deux derniers millions d'années, vous ne trouverez rien qui ressemble à ce que nous attendons en 2100 ou 2500*, explique dans un communiqué le paléobiologiste Scott Wing, qui a participé à ces travaux. *Il faut remonter encore plus loin, jusqu'aux périodes où la Terre était vraiment chaude, car c'est la seule façon de mieux comprendre* comment le climat pourrait changer à l'avenir. »

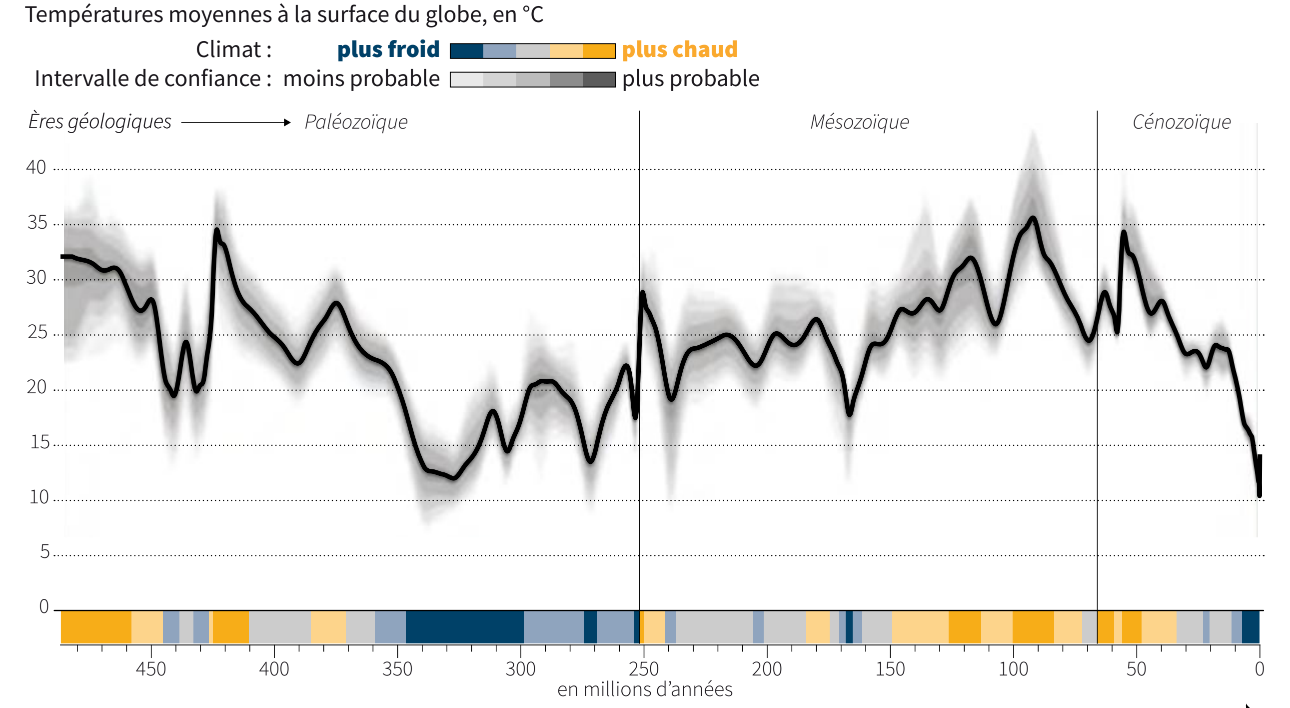
Pour créer cette courbe de températures, les chercheurs ont combiné des dizaines de milliers de données provenant d'archives géologiques (dans les registres fossiles continentaux, marins et parfois dans les carottes de glace) avec des simulations climatiques. *« Notre approche est innovante, car nous avons intégré les deux sources d'information »*, précise l'auteur principal, Emily Judd, qui travaille aujourd'hui à l'Institut national de recherche sur l'eau et l'atmosphère (NIWA) de Nouvelle-Zélande.

La courbe qu'ils obtiennent révèle qu'au cours de ces 485 millions d'années, la température moyenne à la surface du globe a varié entre 11 °C et 36 °C (contre 15 °C actuellement), soit une fourchette *« plus large »* qu'estimé auparavant. Et encore, cette reconstitution fait la moyenne des données recueillies au cours de ce qu'on appelle un « âge » géologique, soit plusieurs millions d'années au moins ; de sorte que si la Terre a ponctuellement connu des températures bien plus froides ou chaudes, elles ne ressortent pas clairement dans ces moyennes réalisées sur des temps longs.

Les chercheurs constatent que les périodes de chaleur extrême surviennent le plus souvent quand les niveaux de dioxyde de carbone dans l'atmosphère sont élevés. *« Nous savons que le CO_2 et la température sont directement liés actuellement,* note Emily Judd. *Cependant, sur des échelles de temps vraiment longues, d'autres facteurs entrent en jeu. »* La manière dont la Terre tourne autour du Soleil, la composition de son atmosphère (affectée notamment par l'intensité du volcanisme, l'évolution du vivant, le rôle des océans, la tectonique des plaques), la manière dont la Terre reflète le rayonnement solaire. *« Malgré cela, nous constatons une relation étroite entre les concentrations de dioxyde de carbone et les températures moyennes mondiales sur la quasi-totalité des relevés. »*

485 millions d'années de températures moyennes de la Terre

Températures moyennes à la surface du globe, en °C



Source : E. J. Judd et al., *Science* 385

« Champ d'investigation »

Si leurs résultats suggèrent que la température moyenne actuelle de la Terre (environ 15 °C) est plus basse que ce qu'elle a été pendant la plus grande partie de l'éon phanérozoïque, les auteurs rappellent dans un communiqué que les émissions actuelles de gaz à effet de serre dues aux activités humaines la réchauffent un rythme extrêmement rapide. Sur ces derniers millions d'années, l'accélération est sans précédent. C'est probablement aussi le cas sur des échelles de temps plus longues mais *« la résolution temporelle de notre reconstitution n'est pas suffisamment élevée pour permettre d'affirmer avec certitude que c'est la première fois que les concentrations de CO_2 augmentent aussi rapidement »* depuis 500 millions d'années, admet Emily Judd.

De ce lien entre température et CO_2 à travers les âges, les chercheurs en tirent une sensibilité *« apparente »* du système terrestre *« remarquablement constante d'environ 8 °C »* : cela signifie que, chaque fois que la concentration de CO_2 dans l'atmosphère double, la température augmente de 8 °C, quel que soit le contexte. De quoi rendre le climat *« hautement prévisible »*. L'auteur principal souligne que cette sensibilité *« n'est qu'apparente puisqu'elle suppose implicitement que tous les changements de température sont dus à des changements de CO_2, alors que sur de telles échelles de temps, d'autres gaz à effet de serre (comme le méthane) et des changements dans la luminosité solaire (entre autres) ont très certainement eu un impact. Nos données suggèrent néanmoins que le CO_2 a été le facteur dominant. »*

Gilles Ramstein, climatologue au Laboratoire des sciences du climat et de l'environnement (LSCE), qui n'a pas participé à l'étude, juge pour sa part *« surprenante »* la constance de ces 8 °C comme réponse à un doublement du CO_2, compte tenu de la complexité du système climatique de notre planète. Il rappelle par exemple que les calottes de glace au niveau des pôles telles que nous les connaissons aujourd'hui ont un impact énorme et très spécifique, puisqu'*« elles pilotent les variations climatiques des deux derniers millions d'années. »*

Le chercheur français salue l'*« effort réalisé pour obtenir une courbe plus cohérente des températures sur les 500 millions d'années »*, mais il rappelle en outre que notre connaissance du CO_2 atmosphérique sur toute cette période reste *« très lacunaire »* : *« On a une idée assez précise des niveaux de concentration de CO_2 à partir des bulles piégées dans les glaces, mais pour l'instant, cette méthode permet de remonter jusqu'à 120 000 ans au Groenland et jusqu'à 800 000 ans en Antarctique. Imaginez donc le fossé entre ces données directes et les 500 millions d'années, qui est comblé (dans cette étude) par des reconstructions très indirectes et bien plus incertaines du CO_2. »*

L'étude ouvre néanmoins selon lui *« un grand champ d'investigation »*. Et ce cadre pourra *« facilement être mis à jour »* à mesure que de nouvelles données deviennent disponibles, afin d'améliorer notre compréhension des climats anciens, conclut l'auteur principal. ■

Le monde mystérieux des archées se dévoile peu à peu

Marie-Cécilia Duvernoy

Ce pan méconnu du vivant, possible pont entre les bactéries et les cellules eucaryotes, est difficile à étudier. Un premier cas de parasitisme y a été mis au jour.

Sous le microscope, plusieurs cellules minuscules colorées en rouge viennent de s'insérer dans une cellule orange, dix fois plus volumineuse. Quelques heures plus tard, cette cellule orange, pas plus grosse que l'épaisseur d'un cheveu, se désagrège. Elle vient d'être victime d'une agression parasitaire. La visualiser en direct est une première que quatre équipes de chercheurs australiens, néerlandais et anglais rapportent dans la revue scientifique *Nature Communications*. Car, si les infections parasitaires sont monnaie courante dans le monde microscopique – on peut penser aux virus, à certains types de bactéries ou d'insectes –, aucune interaction de ce type n'avait encore été observée directement entre deux cellules archées, une branche encore peu connue du vivant, qui pourrait pourtant être à l'origine de nos propres cellules.

« Les archées sont de petits microbes qui ressemblent un peu à des bactéries (non pathogènes), explique Joshua Hamm, premier auteur de l'étude. *L'ensemble du vivant peut être divisé en trois domaines : les eucaryotes, auxquels on appartient, mais qui incluent aussi les plantes et les animaux, les bactéries que l'on connaît parce qu'elles ont des implications pour la santé humaine, et les archées, qui ressemblent beaucoup aux bactéries, mais qui sont en fait plus proches de nous génétiquement. »* Les analyses ADN suggèrent même qu'une de ces petites cellules archées a pu ingérer une bactérie il y a plus de 1 milliard d'années pour donner naissance aux cellules eucaryotes comme les nôtres. *« C'est une hypothèse, et ça restera toujours une hypothèse, mais il y a un consensus scientifique »*, précise Béatrice Clouet-d'Orval, qui dirige une équipe de recherche sur les archées à Toulouse.

Malgré leur statut privilégié d'ancêtre lointain, nos connaissances sur les archées sont encore très limitées, car elles sont particulièrement difficiles à cultiver en laboratoire. C'est *« un des grands défis de la microbiologie à l'heure actuelle »*, selon Joshua Hamm. Et pour cause, si les archées vivent dans tous les milieux, y compris dans notre propre corps, elles sont particulièrement abondantes dans les environnements extrêmes : volcans aux températures torrides, fonds des océans où la pression est colossale, ou encore dans des conditions chimiques impropres à la majorité des formes de vie. Pour réaliser leurs observations, les chercheurs avaient le choix entre seulement trois couples hôte-parasite identifiés et viables en laboratoire.

Mécanismes moléculaires

« Le premier à avoir été cultivé provient d'un fumoir sous-marin, dont il vit à des températures de 95 °C et sous pression, le second pousse dans de l'acide sulfurique », déplore Joshua Hamm. Dans ces conditions, toute manipulation est évidemment délicate, et l'observation sous microscope simplement inenvisageable. *« Le lac en Antarctique d'où provient mon échantillon est tellement salé qu'il ne gèle pas en hiver »*, souligne le biologiste. En 2019, ce dernier avait déjà mis en évidence une relation de symbiose inattendue entre deux archées : la cellule rouge de l'expérience, une petite archée de la famille des DPANN, ne pouvait pas vivre sans la grosse cellule orange, un autre type d'archée, et vice et versa. *« La grande majorité de ce que l'on sait des archées provient d'études environnementales où on fait des inférences à partir de données métagénomiques. Mais, sans observations de laboratoire, on ne peut pas valider expérimentalement, ni tester, ce que font réellement ces organismes. »*

Rouge, orange… Les couleurs sont en réalité des colorants artificiels fluorescents, et c'est l'adaptation de cette technique pour des archées vivantes, qui a rendu cette observation possible en direct. *« C'est la première fois que l'on est capable de voir ce phénomène »*, s'enthousiasme le chercheur. Une porte s'ouvre sur l'étude des mécanismes moléculaires qui permettent à une archée d'ingérer une autre cellule, un des ingrédients de l'origine présumée de nos cellules eucaryotes. Par ailleurs, lorsque la cellule parasitée se désagrège, elle relâche des composés chimiques utiles au parasite, mais pas seulement. Toutes les cellules voisines peuvent aussi en bénéficier avec un impact global vraisemblablement positif. *« On a encore tendance à sous-estimer l'importance des microbes dans l'écosystème mondial : presque toute la productivité primaire, la fixation du carbone et la photosynthèse sont faites par des microbes, et on ne comprend pas encore suffisamment bien ces écosystèmes microbiens pour savoir comment ils vont réagir dans le futur. »* ■

signatures

À l'occasion de l'exposition
de rentrée Paris Paris !

le Bon Marché Rive Gauche

vous convie
à la séance de dédicace
de l'ouvrage iconique de

Nicole Lambert
Les triplés à Paris

le dimanche 22 septembre 2024
de 15 heures à 17 heures.

Renseignements et réservation
www.lebonmarche.com

conférences

Le Cercle France-Amériques
vous convie à la conférence :

Le défi du numérique
pour les armées

le lundi 23 septembre 2024,
à 18 h 30,
suivie d'un verre amical.

Avec
l'amiral Marc-Antoine
de Saint-Germain,
chargé de la transformation
digitale et des données
et autorité de coordination
pour le numérique
de la Marine.

Modérateur,
l'amiral Xavier Païtard,
président de la section défense
et sécurité internationale.

Accueil à partir de 18 heures.

Participation à prévoir.
Inscription par e-mail à
manifestations@
france-ameriques.org

9, avenue
Franklin-D.-Roosevelt,
Paris (8e).

communications

Le Collège des Bernardins

organise un colloque
le mercredi 16 octobre 2024
de 14 heures à 19 heures,

Quelle nouvelle science
morale et politique ?
Pour quel enseignement ?

Participation à prévoir.
20, rue de Poissy, Paris (5e),
téléphone : 01 53 10 74 44.
www.collegedesbernardins.fr



deuils

Geneviève et Olivier Rossignol,
Maïté et Thierry Lepelletier,
François (†) et Béatrice Abbo,
Jean et Bernadette Abbo,
Bernard et Valérie Abbo,
ses enfants,
ses 18 petits-enfants,
leurs conjoints,
ses 53 arrière-petits-enfants,

Mme Chantal Bel,
sa sœur,

ont la tristesse
de vous faire part
du rappel à Dieu de

Mme Henri ABBO
née Françoise Hervier,

le 16 septembre 2024,
dans sa 94e année, munie
des sacrements de l'Église.

La messe de funérailles
sera célébrée
ce vendredi 20 septembre 2024,
à 14 h 30, en l'église
Notre-Dame-de-Compassion,
place du Général-Kœnig,
Paris (17e).

20, avenue des Ternes,
75017 Paris.

Ses enfants,
Jean-Luc, Gilles, Pascale,
leurs conjoints,
ses petits-enfants
et arrière-petits-enfants,
sa compagne,
Jacqueline Rivalli,
sa sœur Marie-Samuel
et son conjoint,
ses nièces et neveux

ont la tristesse
de vous faire part
du rappel à Dieu de

Marc BAUDRILLART

le 16 septembre 2024,
dans sa 96e année.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
de Varennes-Jarcy (Essonne),
le lundi 23 septembre 2024,
à 10 h 30.

Marc était un homme
profondément gentil
et bienveillant.
Nous le gardons
dans notre cœur.

Mme Madeleine Caminade,
son épouse,
Violaine et Arnaud
de Schuytter,
Jean-Yves et Olivia Caminade,
ses enfants,
Louise, Hippolyte, Amandine
et Paul-Adrien,
ses petits-enfants,
toute sa famille et ses proches

ont la tristesse
de faire part du décès de

M. Jean CAMINADE

survenu le 12 septembre 2024,
à l'âge de 92 ans,
à Maisons-Laffitte.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
en l'église Saint-Nicolas,
43, rue du Fossé,
à Maisons-Laffitte (Yvelines),
le lundi 23 septembre 2024,
à 10 heures.

Paris (16e).

Christophe et Benjamin,
ses fils,
Marie, sa belle-fille,
Alice et Émilie,
ses petites-filles,

ont la douleur
de faire part du décès de

M. Philippe FOUGERAT

survenu le 17 septembre 2024,
à Boulogne-Billancourt.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
Sainte-Jeanne-de-Chantal,
96, boulevard Murat,
à Paris (16e),
le mardi 24 septembre, à 10 h 30.

L'inhumation aura lieu
à 15 heures, au cimetière
d'Orsay (Essonne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. Nicolas Jeanroy
et Mme Julie Lê,
Mme Virginie Jeanroy,
M. et Mme Alexandre Jeanroy,
ses enfants,

ses petits-enfants

ont la douleur de faire part
du rappel à Dieu de

M. Hubert JEANROY

le 15 septembre 2024,
au Beausset (Var).

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'abbatiale
de La Bénisson-Dieu (Loire),
ce vendredi 20 septembre,
à 10 heures.

Jamila Fruchart,
son épouse,
Yasmine et Sarah,
ses filles,

ont la tristesse
de faire part du décès du

professeur
Jean-Charles FRUCHART

officier de la Légion d'honneur,
officier
des Palmes académiques,

membre de l'Académie
nationale de médecine,
membre de l'Académie
nationale de pharmacie,

lauréat du prix Galien,
lauréat du prix Anitschkow,
docteur honoris causa
des universités de Bucarest
et de Buenos Aires,

survenu le 17 septembre 2024,
à l'âge de 78 ans, à Paris.

La cérémonie aura lieu
le mercredi 25 septembre,
à 13 h 30, en la salle de la Coupole
du crématorium du cimetière
du Père-Lachaise, Paris (20e).

L'inhumation aura lieu
le vendredi 27 septembre,
au cimetière européen
de Marrakech.

Le prince et la princesse
Wenceslas de Lobkowicz,
M. et Mme Yann de Guillebon,
M. et Mme
Baudouin de Guillebon,
M. (†) et Mme
Jacques Bonnechaux,
M. François de Guillebon,
ses enfants, gendres
et belles-filles,

Jan et Laura, Aloÿs et Sybille,
Nicolas et Benedetta,
Karl et Astrid,
Melchior, Maximilien,
Antoine et Sabine,
Amicie, Alexandre, Tristan,
Axel,
ses petits-enfants,

ses 5 arrière-petits-enfants

ont la tristesse de faire part
du rappel à Dieu de la

comtesse
Philippe de GUILLEBON
née Soizik Didelot,
dame
de l'Ordre souverain de Malte,

le 17 septembre 2024,
à l'âge de 98 ans, munie
des sacrements de l'Église.

La messe de funérailles,
suivie de l'inhumation,
sera célébrée en l'église
Notre-Dame-de-la-Bonne-Fin,
à Salperwick (Pas-de-Calais),
le lundi 23 septembre, à 14 h 30.

Antoine Gallimard,
les **Éditions Gallimard**

ont l'immense tristesse
de faire part du décès de

Vera KUNDERA

le 14 septembre 2024,
dans sa 89e année.

Elle fut l'épouse
et le grand amour
de Milan Kundera.
Elle a veillé sur lui
jusqu'au dernier jour
et œuvré admirablement
au rayonnement
de son œuvre romanesque
et critique dans le monde, et
dans le respect de ses volontés.

Ses cendres seront transférées
avec celles de son mari,
à Brno, la ville natale
de Milan Kundera.

Marie-Claude Mialaret,
née Ngo Dinh Luyen,
son épouse,

Charles, Constance, Cédric,
Capucine et Côme,
ses enfants,
Jérôme, Vincent et Caroline,
leurs conjoints,

Abigaïl, Eliott,
Auguste et Achille,
Charlotte, Angélique
et Melchior,
Cassandra, Lucas et Jeanne,
ses petits-enfants,

Nicole, Marianne, Benoît
et Catherine,
ses frère et sœurs,
ainsi que toute la famille

ont la douleur de faire part
du rappel à Dieu de

M. Laurent MIALARET

le 18 septembre 2024,
dans sa 82e année.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
de Saint-Martin-de-Fressengeas
(Dordogne),
le samedi 21 septembre,
à 11 heures.
Elle sera suivie
de l'inhumation au cimetière
de Saint-Martin-de-Fressengeas.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Bruno Piette,
Michel et Virginie Piette,
Stéphane et Anne-Caroline
Piette,
ses enfants,

Julien, Marie, Margaux,
Charlotte, Guillaume, Louise,
Benoit, Camille et Alexis,
ses petits-enfants,

Achille,
son arrière-petit-fils,

en union avec son épouse,
Nicole Piette (†),

ont la tristesse
de vous faire part
du rappel à Dieu de

Jacques PIETTE

dans sa 95e année,
le 17 septembre 2024.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le lundi 23 septembre,
à 10 heures, en l'église
Saint-Charles-de-Monceau,
22 bis, rue Legendre, Paris (17e).

L'inhumation aura lieu
à 16 heures, au cimetière
de Pierrefitte-sur-Sauldre
(Loir-et-Cher).

Mme Edgard Ripert,
son épouse,

Noëlle et Jean Casset,
sa fille et son gendre,
Jean-François Casset
et Marie-Noëlle Arditty,
ses petits-enfants,
et leurs conjoints,
Khloé et Victoria,
ses arrière-petites-filles,

ont la douleur
de vous faire part du décès de

M. Edgard RIPERT

survenu le 3 septembre 2024,
à l'âge de 97 ans.

Les obsèques ont eu lieu
dans l'intimité familiale.

Guillaume et Élisabeth Dard,
Angélique et François
Sutra Fourcade,
ses enfants,

Alice, Pierre, Nicolas, Henri,
Roland, Hermine,
ses petits-enfants,

en union de pensée avec
Philippe Dard
et Antoine Seyrig,

Alain Vidart,
son frère,
Cécile et Thomas Ferenczi,
sa sœur et son beau-frère,
Charlotte Vidart,
sa belle-sœur,

ont la grande tristesse
d'annoncer le décès,
le 14 septembre 2024, de

Francine VIDART SEYRIG
chevalier
de l'ordre national du Mérite,

survenu dans sa
quatre-vingt-quinzième année.

Engagée à l'âge de 20 ans,
au lendemain de la guerre,
dans le Mouvement européen,
Francine aura œuvré toute
sa vie pour la construction
européenne et la place
des femmes en Europe.

L'inhumation aura lieu
le samedi 21 septembre,
dans l'intimité,
au cimetière protestant
de Saint-Étienne-de-Tulmont
(Tarn-et-Garonne).

Un culte d'action de grâce
se tiendra
le mercredi 25 septembre,
à 15 heures, en l'église
protestante unie de l'Étoile,
54, avenue de
la Grande-Armée, Paris (17e).

messes

Une messe à l'intention de

Sylviane
HUSSON de SAMPIGNY
née d'Ollone,

décédée le 29 août 2024,

sera célébrée
le samedi 28 septembre,
à 16 heures, en l'église
Saint-Thomas-d'Aquin,
à Paris (7e).

offices religieux

La Fondation
Shmouel et Bassie Azimov
vous informe que
l'allumage des bougies
de Chabbat avec bénédiction
deux bougies pour
les femmes mariées, une bougie
pour les jeunes filles, se fera
ce vendredi 20 septembre 2024,
à 19 h 34
(horaire pour l'Île-de-France).
Le respect des lumières
de Chabbat conduira
aux lumières de la Délivrance.
Renseignements
Beth Loubavitch : 01 45 26 87 60.

disparition

Sophie Charnavel, bulldozer de l'édition



Sophie Charnavel dans son bureau, en octobre 2023. FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

Eugénie Bastié

La patronne des Éditions Robert Laffont, Sophie Charnavel, est décédée ce jeudi des suites d'un cancer. Elle n'avait que 48 ans. Blonde, vivante et déterminée, au visage poupin pétillant d'enthousiasme et au rire communicatif, Sophie Charvanel frappait par son énergie, sa drôlerie, son intuition, et son intelligence. *« Un bulldozer de joie »*, comme la décrit le groupe Editis dans son communiqué. Sa disparition brutale a frappé de tristesse le milieu de l'édition, où elle était une figure remarquée et aimée.

« Femme inspirée et inspirante »

Née en 1976, diplômée de l'EHESS, Sophie était entrée chez Stock comme éditrice. Elle était devenue directrice littéraire chez Flammarion avant d'occuper le poste de directrice éditoriale des Éditions Fayard, Pauvert, Mazarine, Mille et une nuits. Après être devenue directrice déléguée des Éditions Plon et Presses de la Renaissance, elle avait pris la tête des Éditions Robert Laffont en 2020.

D'une grande liberté d'esprit et d'une curiosité insatiable, elle était aussi capable de s'intéresser à un essai intellectuel, à un document d'enquête qu'à un roman. *« Je suis meurtri »*, témoigne le directeur des Éditions Perrin, Benoît Yvert, qui était son ami. *« C'était une femme inspirée et inspirante, animée par une incroyable énergie et une curiosité d'esprit qui n'avait d'égal que son enthousiasme communicatif. »* Denis Olivennes, le président d'Editis, la connaissait depuis peu, mais était déjà frappé par sa passion et son flair d'éditrice. Il salue *« une âme de chef de meute et un courage dont elle a fait la démonstration impressionnante pendant sa maladie »*.

Éditrice à la fois de Jean-Luc Mélenchon et d'auteurs conservateurs, Sophie Charnavel était passionnée de politique (elle avait d'ailleurs lancé un mook très réussi sur la présidentielle de 2022), mais allergique au sectarisme qui gâte notre époque. *« Elle avait la capacité très rare dans le monde de l'édition qui est de ne pas pratiquer d'ostracisme, ni entre les genres, ni entre les êtres. C'était à la fois une vraie intellectuelle et une femme ayant le goût des succès populaires »*, ajoute Benoît Yvert. *« Ce n'était pas juste une éditrice de docs et une amatrice de "coups", mais aussi une vraie lectrice, très fine sur la littérature »*, tient à souligner l'écrivain Louis-Henri de La Rochefoucauld, dont elle fut l'éditrice pour son roman *Châteaux de sable* qui a obtenu le prix des Deux Magots. L'écrivain à succès Camille Pascal lui doit aussi beaucoup. Elle l'a accompagné depuis son roman *L'Été des quatre rois* (grand prix du roman de l'Académie française).

Intelligence et générosité

« On était politiquement aux antipodes, mais elle a toujours considéré que l'auteur, c'était d'abord un livre et une personnalité. Elle mettait la littérature et l'amitié au-dessus de tout, ce qui est bien la preuve d'une immense générosité et d'une très grande intelligence », juge l'auteur de *La Reine du labyrinthe*. Il témoigne que jusqu'au bout de sa maladie éprouvante, elle a suivi ses auteurs, s'inquiétant de leur passage à la télévision, du succès de leurs ventes. Sa mort tragique et prématurée arrache à l'édition française celle qui avait tout pour en devenir une grande dame. *« Elle était jeune, pleine de vie, pleine de projets… Pour moi, cette mort est un scandale »*, s'émeut Denis Olivennes. ■



L'archipel des Chagos compte une soixantaine d'îles réparties entre sept atolls, celui de Diego Garcia *(ici, en 2006)* étant le plus méridional.

JOHN PARKER/ SYLVIA CORDAY PHOTO LIBRARY LTD/ALAMY VIA REUTERS CONNECT

Les îles Chagos, objet de convoitise au beau milieu de l'océan Indien



PAR
Arnaud de La Grange
Correspondant à Londres

À qui doit revenir la souveraineté sur la « dernière colonie britannique d'Afrique », qui abrite la base américaine de Diego Garcia ? L'île Maurice espère récupérer l'archipel, mais les enjeux stratégiques abondent.

Un sombre jour de mars 2014, une bonne partie du monde découvrait l'existence d'un obscur archipel, au cœur de l'océan Indien. Soudain, les îles Chagos apparaissaient sur les cartes. Peu connaissaient ce territoire britannique perdu au milieu du grand bleu. Et savaient que ces îlots coralliens abritaient une implantation militaire américaine stratégique, la base de Diego Garcia.

C'est elle qui était dans le faisceau du projecteur. Le vol MH 370 de Malaysia Airlines venait de disparaître alors qu'il avait décollé de Kuala Lumpur pour Pékin, avec 239 personnes à bord. S'ouvrait l'un des plus invraisemblables mystères de l'histoire aéronautique. La planète entière spéculait sur le drame. Parmi les pistes avancées, celle d'un détournement du Boeing 777 par des terroristes, pour mener une attaque de style « 11 Septembre » contre la base américaine. L'US Navy aurait alors abattu l'avion pour éviter qu'il ne se transforme en bombe volante.

Dix ans plus tard, Diego Garcia et les Chagos sont de nouveau dans la lumière, alors que de nouvelles discussions se profilent sur la souveraineté de l'archipel, revendiquée par l'île Maurice. Un défi pour Londres, mais aussi pour Washington.

L'affaire est suffisamment sérieuse pour que le Royaume-Uni vienne de nommer un négociateur de haut vol comme envoyé spécial du premier ministre Keir Starmer, pour ces négociations avec l'île Maurice. C'est le chef de cabinet de l'ancien premier ministre Tony Blair qui va être à la manœuvre. Le nouveau ministre britannique des Affaires étrangères, David Lammy, s'est dit persuadé que Jonathan Powell était l'homme de la situation. Ce dernier avait participé aux difficiles négociations pour un accord de paix en Irlande du Nord, après trente ans de conflit sanglant. *« Je me réjouis de travailler avec lui pour parvenir à un accord qui protège les intérêts du Royaume-Uni et ceux de nos partenaires »*, a déclaré David Lammy. Le patron du Foreign Office a ajouté qu'il était déterminé à protéger le fonctionnement *« à long terme »* de la base militaire de Diego Garcia.

Durant ces joutes diplomatiques, il sera beaucoup question d'histoire et de géopolitique. L'archipel des Chagos compte une soixantaine d'îles réparties entre sept atolls, celui de Diego Garcia étant le plus méridional. Il se situe au sud du sous-continent indien, dans le prolongement du même relief sous-marin que les Maldives, un millier de kilomètres plus au nord. Les Chagos se trouvent ainsi à quelque 2 000 kilomètres au nord-est de l'île Maurice, environ à mi-chemin entre les côtes d'Afrique et l'Indonésie.

Longtemps inhabitées, découvertes au XVIe siècle par des marins portugais, ces îles auraient pu être françaises. Dans la deuxième moitié du XVIIIe siècle, des planteurs de l'île de France (aujourd'hui l'île Maurice) s'y lancent dans l'exploitation de l'huile de coco et du coprah, sur les îles de Diego Garcia et Peros Banhos. Ils font venir des esclaves, qui forment la majorité d'une population ne dépassant pas les 500 habitants. Français et Anglais y isolent aussi des lépreux, dans l'espoir que la consommation de viande de tortue les soigne… À l'issue des guerres napoléoniennes, les Chagos sont cédées à l'Angleterre par le traité de Paris de mai 1814. Les îles sont rattachées d'abord aux Seychelles, sous le nom d'Oil Islands, avant de passer sous dépendance de l'île Maurice en 1903. Entre-temps, l'abolition de l'esclavage dans les territoires britanniques en 1833 a suscité un afflux de nouvelle main-d'œuvre indienne.



À l'heure de la décolonisation, Londres n'entend pas renoncer à cet archipel, qui a pris une valeur stratégique avec la guerre froide. Fin 1965, soit trois ans avant l'indépendance de la colonie de l'île Maurice, les Britanniques en détachent les Chagos pour former un territoire d'outre-mer, le BIOT (British Indian Ocean Territory). Le gouvernement mauricien se voit imposer la décision, en échange d'une compensation financière de 3 millions de livres. À l'époque, le grand cousin américain s'intéresse de près à Diego Garcia, qui permet de contrôler les grandes routes maritimes par où transitent hydrocarbures et matières premières et d'intervenir militairement dans toute la région. Londres et Washington signent fin 1966 un accord mettant Diego Garcia à disposition des États-Unis pour une durée de cinquante ans. Le vaste lagon offre un port naturel pouvant accueillir les plus gros bâtiments, y compris des porte-avions. L'éviction d'Asie du Sud-Est après la guerre du Vietnam renforce l'intérêt des Chagos. La base comporte aussi une grande piste d'aviation. Après la fin de la guerre froide, elle se trouve une nouvelle raison d'être avec la guerre du Golfe de 1991, le conflit d'Afghanistan à partir de 2001 et la guerre en Irak de 2003. Des bombardiers lourds B-52 comme des avions furtifs B-2 Spirit peuvent y recevoir un soutien. Des sous-marins, lanceurs de missiles de croisière notamment, y ont régulièrement fait escale ces dernières années. En 2016, le bail stratégique a été renouvelé pour vingt ans, assurant une présence américaine jusqu'en 2036.

Mais l'arrangement américano-britannique s'est fait sur le dos des Chagossiens. Les autorités américaines ayant demandé une présence exclusive aux Chagos, Londres a entrepris d'expulser quelque 1 500 autochtones, en direction des Seychelles et de l'île Maurice. Impossibilité de revenir dans l'archipel après un voyage, restrictions d'approvisionnement, tout est fait pour pousser au départ, avant que les derniers habitants soient mis dans des bateaux et des centaines de chiens gazés…

Ce « nettoyage » est terminé en 1973. À l'époque, un diplomate britannique avait qualifié les habitants de l'île de *« quelques Tarzan ou Vendredi aux origines obscures »*… Plus tard, le gouvernement britannique a mis en place un fonds pour aider financièrement les Chagossiens à s'installer dans leurs nouveaux pays. En 2002, les Chagossiens se sont vu accorder la nationalité britannique et nombre d'entre eux se sont installés au Royaume-Uni. En 2022, cette mesure a été étendue à leurs descendants.

Dès la fin des années 1990, une série de recours en justice est lancée, tant devant les tribunaux britanniques qu'internationaux. Les Chagossiens attaquent le gouvernement britannique, mais sont déboutés par la Chambre des lords en 2008. Celle-ci ne laisse aucune possibilité de retour pour les anciens autochtones. La suite se joue à l'ONU. En 2017, l'Assemblée générale demande à la Cour internationale de justice de plancher sur le cas. En 2019, dans un avis non contraignant, celle-ci estime que Londres a détaché de manière *« illicite »* les Chagos de l'île Maurice, sans *« expression libre et authentique de la population concernée »*. *« Le Royaume-Uni a l'obligation de mettre fin à son administration de l'archipel des Chagos aussi rapidement que possible »*, déclarent les juges du principal organe judiciaire de l'ONU dans un vote à treize voix contre une. *« Il est maintenant temps que le soleil se couche sur la dernière colonie britannique d'Afrique »*, déclare alors le premier ministre de l'île Maurice, Pravind Jugnauth. Quatre mois plus tard, en mai 2019, l'Assemblée générale de l'ONU adopte une résolution demandant à Londres de retirer son *« administration coloniale »* de l'archipel et de restituer dans les six mois l'archipel des Chagos à la République mauricienne. Les États-Unis ont voté contre et la France s'est abstenue. L'année suivante, une nouvelle carte publiée par les Nations unies fait apparaître l'archipel comme un territoire mauricien.

Bien qu'il ne s'agisse que d'un avis, la décision de la Cour internationale a mis un peu plus de pression sur Londres. L'année dernière, le gouvernement britannique a accepté des discussions avec l'île Maurice et une étude gouvernementale a été lancée. Le Foreign Office aurait ainsi travaillé sur un projet d'accord *« à la chypriote »*, visant à accorder la souveraineté à l'île Maurice tout en permettant à la Grande-Bretagne de garder le contrôle de la base militaire. Mais le ministre de la Défense, Grant Shapps, se serait opposé à toute idée de restitution, mettant en avant les ambitions de la Chine dans la région et les relations étroites de Pékin avec l'île Maurice.

L'arrivée au pouvoir des travaillistes à Londres a relancé les spéculations sur une éventuelle restitution. Le prédécesseur de Keir Starmer à la tête du Labour, le très à gauche Jeremy Corbyn, avait promis en 2019 de renoncer à la souveraineté britannique sur les îles Chagos pour *« réparer l'une des erreurs de l'histoire »*. Starmer est plus prudent. Après avoir rencontré le premier ministre mauricien en juillet, il a fait savoir qu'il était *« trop tôt »* pour prédire le résultat des négociations. Mais selon la presse britannique, la *« porte est ouverte »* à un mouvement sur le sujet.

Par un étrange héritage du passé, un chapelet de lagons paradisiaques se retrouve au milieu d'un bras de fer entre deux grandes puissances

« Ce différend n'a rien de marginal, estime Robert Buckland, député conservateur, ancien lord chancelier et ministre de la Justice. *Il soulève des questions profondes sur la contribution vitale du Royaume-Uni et des États-Unis pour la sécurité internationale, l'influence croissante de la Chine dans la région Indo-Pacifique et l'utilisation abusive de la loi par un pays du Commonwealth pour des raisons politiques. »* La dispute sur les Chagos est d'autant plus fâcheuse qu'elle met aux prises Londres avec un membre de la *« grande famille de nations »* si chère à la Couronne britannique. Buckland, qui a représenté Londres devant la Cour internationale de justice, estime que les îles n'avaient été rattachées à l'ancien territoire britannique de Maurice *« que pour des raisons administratives et qu'il n'existe aucun lien culturel entre elles »*. En conséquence, la création du BIOT en 1965 était *« parfaitement légale »*.

Il rappelle aussi que le Royaume-Uni a toujours signifié qu'il pourrait céder le contrôle des îles *« lorsqu'elles ne seront plus nécessaires à des fins de défense »*. Or, cette justification stratégique est plus forte que jamais. De leur côté, les diplomates mauriciens s'évertuent à rassurer Washington. Ils assurent que leur pays ne relogera pas les Chagossiens à Diego Garcia, mais uniquement dans d'autres îles, distantes d'au moins 100 milles nautiques. Et qu'ils offriront aux Américains - ou à un tandem États-Unis et Royaume-Uni - un bail de 99 ans pour maintenir la base militaire.

Les Chagos ne sont pas les Malouines. On ne fera pas la guerre pour l'archipel. Mais, par un étrange héritage du passé, un chapelet de lagons paradisiaques se retrouve au milieu d'un bras de fer entre deux grandes puissances. Américains et Chinois voient dans la « dernière colonie britannique d'Afrique » bien plus que des zones de pêche et des cocoteraies. ■

Menaces à l'est, infantilisme à l'ouest

GÉOPOLITIQUE

Face à l'agressivité des régimes autoritaires qui peaufinent leur alliance anti-occidentale, on peine à trouver à l'ouest le garde-fou solide qui puisse les dissuader.



Par **Laure Mandeville**

Nous vivons une époque à la fois très dangereuse et profondément infantile. À l'est et au sud, les régimes agressifs chinois, russe, iranien et nord-coréen, peaufinent leur alliance anti-occidentale et antidémocratique, réprimant leurs peuples et travaillant à imposer leur loi sur la scène du monde par la force et la déstabilisation hybride de nos démocraties. Mais on peine à trouver à l'ouest le garde-fou solide qui les dissuadera. C'est le durcissement d'un côté contre le délitement de l'autre.

L'Amérique, tout d'abord, en éclipse jusqu'au 5 novembre, est plongée dans une séquence électorale aussi agitée que confuse, dont les programmes et débats de fond ont disparu au profit d'accusations réciproques ad hominem, sans parler des photos de chats diffusées sur les réseaux sociaux, les unes brandies par des femmes anti-Trump comme Taylor Swift, et les autres par les bataillons de la campagne républicaine, voire Elon Musk lui-même, qui publient des photos de minets coiffés de la casquette rouge « *Make pets great again* ». On a atteint le niveau zéro du débat politique. L'hésitation que continue de projeter Washington, obsédé par la désescalade, à aider l'Ukraine, est profondément inquiétante. L'ancien secrétaire aux Anciens Combattants de Trump, Robert Wilkie, qui s'exprime dans nos colonnes ce vendredi, a raison de dire que l'Administration Biden peine à manier la puissance et à créer une dissuasion. Il promet que son champion fera mieux, affirme qu'il ne faut pas se fier à son inquiétante rhétorique. Mais un lourd suspense demeure. Et rien n'indique que l'énigmatique Kamala Harris fasse plus ou mieux.

Diagnostic sombre

De l'autre côté de l'Atlantique, le spectacle n'est pas vraiment plus brillant. Les trois grands pays que sont la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni sont chacun plongés dans une crise politique profonde, qui absorbe toutes les énergies et rend bien difficile un discours clair sur le gigantesque défi que pose la guerre de Poutine à nos portes. Emmanuel Macron, qui paraissait prêt à envoyer la France au secours de Kiev, n'en dit plus un mot. On le comprend, il n'en a plus la capacité politique. Mais le résultat est là. Nous ne sommes pas au rendez-vous de l'Ukraine, malgré l'opportunité tactique que sa percée à Koursk a ouverte. Et voilà que depuis deux jours, s'y ajoute une tension majeure entre l'Union européenne et Paris. Le Royaume-Uni est plus allant, mais affaibli par la série d'émeutes majeures qu'il vient de vivre. Et l'Allemagne d'un Olaf Scholz déjà très réticent à affirmer l'Allemagne en puissance autre qu'économique doit désormais faire face au défi posé par ses provinces de l'est, devenues pro-AfD et aussi pro-Poutine.

Dans cette ambiance déprimante, il reste des lueurs d'espoir, qui dessinent ce que pourrait être un sursaut : d'abord, la faiblesse cachée des « puissances autoritaires », rongées, comme la Russie, par la crise économique et morale. Mais aussi l'extraordinaire capacité de rebond des Ukrainiens, qui continuent de défendre les frontières de l'Europe de la liberté avec leur sang. Il y a aussi la démonstration de Giorgia Meloni qu'il est possible d'avoir des résultats sur l'immigration. Nous voyons parallèlement la capacité d'Israël à modifier la donne stratégique moyen-orientale par sa fermeté. Sans oublier le diagnostic de Mario Draghi sur ce que l'Europe devrait accomplir pour échapper à la disqualification. Son diagnostic est sombre, mais ouvre un chemin. ■

« Au lieu de scruter les mots de Trump, les Européens doivent observer ses actes »

ROBERT WILKIE

Dans un entretien exclusif au « Figaro », l'ancien ministre du gouvernement Trump et membre de l'America First Institute accuse l'Administration Biden d'avoir été incapable de manier la dissuasion et la puissance, et parie sur un retour du rapport de force face à la Chine, la Russie et l'Iran, en cas de victoire de son champion.

LE FIGARO. - Donald Trump se dit adepte de « l'Amérique d'abord ». Mais l'ampleur des menaces géopolitiques qui se profilent avec l'alliance de la Russie, de la Chine, de l'Iran ne rend-elle pas très difficile une définition trop étroite des intérêts nationaux américains ?

ROBERT WILKIE. - Je ne peux parler au nom du président Trump. Mais je peux parler de ce qui s'est passé pendant sa première Administration à laquelle j'ai participé, et de ce qui se passera selon moi s'il est réélu. Le monde explose. L'Occident est dans une position plus dangereuse qu'il ne l'a jamais été depuis la crise des missiles de Cuba. Mais premièrement, « L'Amérique d'abord » n'est pas l'Amérique toute seule. Lorsque le président Trump est entré en fonction et que j'étais sous-secrétaire à la Défense, nous avions plus de généraux sur le terrain européen que de commandants de compagnies ! Un révélateur de la faiblesse de nos capacités défensives. J'ai signé un ordre de déploiement de brigades de combat de milliers de soldats américains en Pologne et en République tchèque pour faire savoir à M. Poutine que nous revenions. Sous Trump, nous avons engagé le réarmement de l'armée ukrainienne en déployant de l'artillerie à munitions guidées. De plus, Poutine restait « dans sa boîte ». Les Européens semblent avoir oublié que la seule confrontation entre forces américaines et russes depuis la chute du mur de Berlin a eu lieu dans le désert syrien, lorsque sous Trump, les forces russes ont nargué les forces américaines et qu'en rétorsion, celles-ci ont éliminé 300 combattants russes de Wagner. Cela a provoqué une onde de choc au Kremlin. Poutine n'a plus bougé. N'oubliez pas non plus qu'ensuite, la nouvelle Administration Biden a interrompu le transfert d'armes et approuvé le gazoduc russe Nord Stream 2 alors que Trump s'y était opposé. Alors, oui, Trump a froissé des sensibilités en bousculant les Européens sur le réarmement. Mais Dean Acheson, émissaire spécial de Kennedy auprès du général de Gaulle, avait prédit dès 1963, qu'un président américain finirait par être virulent face aux nations qui refusent le fardeau de la défense de l'Alliance. La force combinée de l'armée de terre britannique, de la Royal Navy et de la Royal Air Force est inférieure au corps des Marines américains, soit 120 000 hommes !

Elbridge Colby et d'autres stratèges trumpistes estiment néanmoins que les Américains devront gérer des ressources rares. D'où leur idée : les Américains s'occupent de la Chine et les Européens de la Russie ?

Ils ont tort, il faudra augmenter le budget. Jusqu'à 6 %, si on veut faire face. Nous sommes confrontés à un ennemi, la Chine, beaucoup plus puissant économiquement que ne l'a jamais été l'URSS sclérosée. Les Russes ne peuvent tenir longtemps sans l'approbation de la Chine. De manière générale, il faut renforcer notre puissance de feu, et revenir à une dissuasion efficace. Je mets sur le compte d'une Administration Biden qui ne comprend pas la dissuasion, une grande partie des problèmes actuels au Moyen-Orient. La politique étrangère de Trump a été efficace parce qu'il a largement augmenté la production énergétique américaine au point que nous approvisionnions l'Europe tout en étant totalement indépendants. Le baril est passé alors de 100 dollars à 40, ce qui a mis les Iraniens et les Russes en faillite. Mais quand Biden a mis fin à cette indépendance énergétique américaine *(notamment pour des choix environnementaux, NDLR)*, les Russes ont pu vendre leur pétrole à 100 dollars le baril. Même chose pour les Iraniens. Ils vendent aujourd'hui plus de 1 million de barils par jour, plus que sous le chah ! Leurs coffres se remplissent, sans parler du fait que Washington n'a pas répondu à leurs provocations. Ce n'est pas aux Français que je vais expliquer que la voie maritime dans le golfe d'Aden est la seconde artère plus active du monde. L'absence de réaction américaine forte face aux attaques des supplétifs houthistes des Iraniens, a fait que 90 % du trafic maritime s'y est arrêté. Lorsque le ministre chinois des Affaires étrangères s'est rendu à Fairbank, en Alaska, pour rencontrer notre secrétaire à la Défense et notre secrétaire d'État, il a fait une diatribe de 30 minutes expliquant que l'Amérique était un oppresseur raciste. Antony Blinken s'est contenté de répondre que nous avions beaucoup de travail interne à faire. Mais si Nixon avait été à cette table, ou bien Reagan ou Trump, la réponse aurait été que les États-Unis n'acceptent pas de leçons d'un pays qui a assassiné 100 millions de ses citoyens depuis 1949… Je pense que les démocrates peinent à manier la puissance.

Pour vous, Trump n'est pas un isolationniste. Vous dites qu'il n'hésitera pas à utiliser la force militaire pour dissuader et restaurer un équilibre des forces ?

Vous voyez dans ma bibliothèque les livres de Henry Kissinger, qui a beaucoup écrit sur l'équilibre des forces. Mais on ne peut atteindre le bon équilibre que si on a les moyens militaires pour cela, et si l'autre camp pense que vous êtes capable de les utiliser. Quand on l'accuse d'isolationnisme, Trump évoque souvent une anecdote. Un jour qu'il dînait avec Xi Jinping à Mar-a-Lago, il s'est soudain penché vers lui et lui a dit : *« Monsieur le président, je voulais vous dire que 59 missiles Tomahawk viennent d'être tirés sur la Syrie. Passez une bonne soirée. »* Xi a roulé des yeux énormes ! Trump a aussi éliminé le général iranien Soleimani, ordonné l'élimination des Wagner en Syrie, et mis des troupes de combat en Europe de l'Est. L'un des échecs de la diplomatie européenne - et notamment de Berlin - c'est de ne regarder que le style de campagne de Trump et ses paroles. Il faut regarder ses actes !

Ses paroles sur le fait de faire la paix en 24 heures, font pourtant craindre qu'il ne brade les intérêts de l'Ukraine…

Je pense que la première action de Trump sera d'appeler Poutine. Je pense qu'il lui dira : soit vous arrêtez, soit nous donnons à l'Ukraine tout ce dont elle a besoin. Et ce sera le point de départ. Je suis d'accord sur le fait que les ambitions russes sont très grandes. Mais je ne crois pas que la Russie ait les ressources pour les réaliser. Les Russes ont été décimés. Selon les chiffres des Britanniques, ils ont perdu 70 000 hommes en août ! Nous frôlons les chiffres de la Première Guerre mondiale. Certes, ils peuvent jouer la montre. Mais ils n'ont plus les capacités de l'URSS que j'ai connue en tant que jeune officier. Nous devons donner aux Ukrainiens les armes dont ils ont besoin et nous réarmer.

Le candidat à la vice-présidence JD Vance, l'élu Matt Gaetz et d'autres sous-estiment le conflit russo-ukrainien et ont bloqué l'aide à l'Ukraine.

À part JD Vance, je ne connais pas un seul sénateur américain qui soit en désaccord avec vous, à part peut-être Josh Hawley. C'est important car la Constitution donne au Sénat l'essentiel des prérogatives en matière de politique étrangère au Congrès. Le Sénat est uni dans son soutien à l'Ukraine. Nous avons aussi un président républicain de la Chambre des représentants, Mike Johnson, qui a soutenu un paquet d'aides militaires de 87 milliards de dollars pour l'Ukraine et Israël. N'oubliez pas non plus que c'est l'Administration Biden qui demande aux Ukrainiens de ne pas frapper les blindés russes à leur frontière.

Si Trump arrivait aux affaires, il donnerait l'autorisation de frapper le territoire russe avec des armes américaines ?

Je l'espère. Le Sénat des États-Unis l'espère aussi. Même au sein du caucus républicain de la Chambre, Matt Gaetz n'est pas majoritaire. Le Speaker de la Chambre a critiqué l'Administration Biden pour ne pas avoir donné aux Ukrainiens plus de flexibilité pour se défendre. Il est grotesque de dire que si nous laissons les Ukrainiens éliminer davantage de ressources russes de l'autre côté de la frontière, Poutine va aller frapper les pays Baltes.

L'argument est qu'il ferait une frappe nucléaire…

Il ne l'a jamais fait ! Poutine n'est pas Hitler ni un maniaque suicidaire. C'est un gangster. Et les gangsters veulent survivre. Tout ce que j'ai étudié de lui m'amène à conclure qu'il ne commettra pas un « suicide du régime ». La meilleure façon de l'en empêcher est de présenter, non seulement un front uni, mais des moyens conventionnels tels qu'il ne puisse y avoir de contestation possible. Nous devons aussi, comme la France, nous assurer que notre dissuasion nucléaire est modernisée. L'un des éléments les plus sous-estimés de la victoire arrachée pendant la guerre froide, c'est l'importance de la force nucléaire française construite par de Gaulle. Cela a fait réfléchir Moscou de savoir que la France serait capable de dévaster à elle seule l'URSS. Je sais que de Gaulle craignait que certains présidents américains puissent ne pas vouloir engager toute la force militaire américaine si certaines nations européennes étaient menacées.

Trump serait prêt à forcer l'Ukraine à des concessions territoriales pour avoir la paix ?

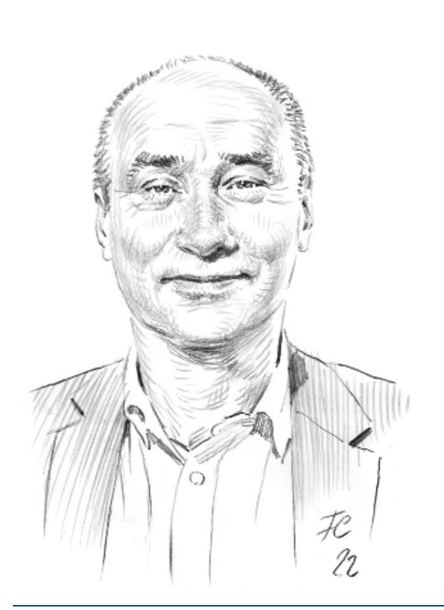
Je ne sais pas. La question est de savoir quelle serait la première réponse de Poutine. Mais vu la manière dont Trump a fait face à Poutine en Syrie, je pense que Poutine réfléchirait à deux fois. Trump est très bon en psychologie. Il prospère sur les faiblesses de ses adversaires pour établir un rapport de force dans la négociation. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR **L. M.**

> « Poutine n'est pas Hitler ni un maniaque suicidaire. C'est un gangster. Et les gangsters veulent survivre »

FABIEN CLAIREFOND

« Aux Pays-Bas, le durcissement de la politique migratoire est spectaculaire, mais pas surprenant »



CHRISTOPHE DE VOOGD

Le 13 septembre dernier, la nouvelle coalition de gouvernement a finalisé son programme le plus strict « jamais mis en œuvre » concernant sa politique d'asile. Ces mesures répondent aux préoccupations d'un électorat inquiet des chiffres records de l'immigration ces dernières années, explique l'historien*.

Annonce d'un décret permettant des dérogations temporaires à la loi sur les étrangers en raison de *« circonstances exceptionnelles »* ; rétablissement des contrôles aux frontières ; demande à Bruxelles d'une clause d'*opt-out* sur le pacte asile et migration ; mise en chantier d'une « loi sur la crise de l'asile » pour sécuriser juridiquement les mesures d'urgence ; fin de la répartition forcée des migrants sur l'ensemble du territoire : telles sont quelques-unes des mesures spectaculaires de l'accord de gouvernement finalisé le 13 septembre dernier à La Haye.

Spectaculaires, mais non surprenantes : la volonté affichée de mettre en place *« la politique de l'asile la plus stricte jamais connue aux Pays-Bas »*, selon les mots du gouvernement, émane en effet de la coalition la plus à droite de l'histoire néerlandaise. Elle est dominée par le grand vainqueur des élections de novembre dernier, le PVV (Parti pour la liberté) de Geert Wilders, dont la lutte contre l'immigration constitue le cheval de bataille depuis plus de vingt ans.

Or cette thématique est entrée en résonance avec les préoccupations de l'électorat depuis la reprise des flux migratoires et en particulier des demandes d'asile massives après la parenthèse du Covid ; à quoi s'est ajouté le flot des réfugiés ukrainiens dont les Pays-Bas ont été l'un des principaux pays d'accueil. Les années 2022 et 2023 ont ainsi été marquées par des chiffres records qui, pour être appréciés correctement, doivent être rapportés à la taille et à la population du pays le plus densément peuplé d'Europe après Malte (450 habitants au kilomètre carré). Les Pays-Bas connaissent ainsi proportionnellement des entrées deux à trois fois supérieures à leurs voisins. À quoi s'ajoutent des problèmes structurels en matière de logement, de production énergétique, de saturation des transports et du système de santé, rendant l'accueil et a fortiori l'intégration des nouveaux arrivants de plus en plus délicats.

L'habileté du PVV aura consisté à nouer tous ces sujets autour du thème de l'immigration en arguant de la pression exercée par celle-ci sur les ressources du pays au détriment de la population native, à qui il propose de redonner la priorité avec son slogan : « Les Néerlandais à nouveau en premier ! » Si cette habileté lui a valu sa nette victoire aux élections (37 sièges sur 150), son pragmatisme lui a permis de briser le cordon sanitaire établi ici comme ailleurs contre l'« extrême droite » et de bâtir (non sans de multiples péripéties) une coalition avec trois autres partis, de droite et de centre droit. Pour ce faire, Geert Wilders a mis de côté sa rhétorique xénophobe et ses positions maximalistes sur l'islam (interdiction des mosquées, des écoles musulmanes et même du Coran !), sur l'asile (arrêt complet), et s'est engagé à respecter l'État de droit. Moyennant quoi, il s'est montré inflexible sur l'essentiel à ses yeux : un changement de cap radical en matière migratoire. Et pour s'en assurer, un ministère dédié à « l'Asile et la Migration », a été créé et confié à Marjolein Faber, connue pour sa radicalité, avec des prérogatives élargies notamment en matière de contrôle des frontières.

« Il reste à voir, au-delà du cas néerlandais, si les instances européennes pourront s'opposer durablement à un mouvement qui se développe à travers l'Union : à savoir la volonté de restreindre les flux migratoires »

Il est encore trop tôt pour mesurer les chances de succès de ce nouveau courant. La polarisation politique est extrême, la gauche se déchaînant au Parlement et dans les médias contre les mesures annoncées, au nom des droits du Parlement et des droits de l'homme, et regagnant quelques points dans l'opinion après sa cuisante défaite électorale de l'année passée ; mais le PVV caracole toujours en tête des sondages et progresse même depuis les dernières annonces. La confortable majorité dont dispose la coalition (88 sièges sur 150) devrait lui permettre de mener à bien ses projets, à moins que la forte opposition des tempéraments et des positions en son sein n'entraîne son éclatement prématuré. À moins, encore, que les obstacles juridiques ne s'avèrent insurmontables. Les problèmes de constitutionnalité sont en effets réels, le principe de non-discrimination figurant à l'article premier de la loi fondamentale. L'obstacle le plus sérieux semble être celui de l'Europe : l'idée d'un *opt-out* au pacte asile et migration paraît exclue au regard des règles communautaires et l'on connaît la grande « vigilance » des cours européennes en matière de droits des migrants.

Il reste à voir, au-delà du cas néerlandais, si les instances européennes pourront s'opposer durablement à un mouvement qui se développe à travers l'Union : à savoir la volonté de restreindre les flux migratoires et de combattre en particulier les abus du droit d'asile, y compris de la part de gouvernements de gauche comme au Danemark et désormais en Allemagne.

Serait-ce la fin du long divorce entre les aspirations ultra-majoritaires des populations et celles des élites politico-médiatiques favorables à un « accueil » très large ? L'on reconnaît ici les termes du fameux « dilemme progressiste » formulé par David Goodhart sur l'incompatibilité entre immigration de masse et État-providence. La situation néerlandaise confirme la validité de la notion dans le cas d'une immigration pauvre, familiale et peu diplômée, sollicitant donc fortement un État-providence dont les ressources sont restreintes par des politiques de rigueur ou des goulets d'étranglement. D'où une concurrence de fait pour l'accès à ses biens avec la population native modeste, les *Somewhere* éloignés des bénéfices de la mondialisation, pour parler encore comme Goodhart. À quoi s'ajoute l'« insécurité culturelle » analysée par le regretté Laurent Bouvet, qu'induit la différence des mœurs et des valeurs entre pays d'accueil et nouveaux migrants de plus en plus d'origine extraeuropéenne. Toutes ces inquiétudes se conjuguent pour expliquer, faute d'avoir été prises en charge par les autres formations, le succès du PVV, y compris désormais dans les classes moyennes et dans les métropoles. Et, symétriquement, le déclin historique d'une gauche qui, aux Pays-Bas comme en France, se refuse à faire son aggiornamento dans ce domaine comme dans d'autres. ■

** Christophe de Voogd préside le conseil scientifique de la Fondation pour l'innovation politique (Fondapol), où il vient de publier « Victoire populiste aux Pays-Bas : spécificité nationale ou paradigme européen ? ».*

« En Allemagne, les mesures d'Olaf Scholz sur l'immigration sont perçues comme cosmétiques et inefficaces »



DESSINS : FABIEN CLAIREFOND

PATRICK MOREAU

Pour lutter contre l'immigration illégale, l'Allemagne a rétabli pour six mois des contrôles à l'ensemble de ses frontières. Une tentative, pour le gouvernement, de ne pas perdre définitivement un électorat majoritairement favorable à un durcissement de la politique migratoire, estime le politologue*.

PROPOS RECUEILLIS PAR
Eugénie Boilait



LE FIGARO. - Le gouvernement d'Olaf Scholz a rétabli pour 6 mois des contrôles à l'ensemble de ses frontières pour lutter contre l'immigration illégale. Au-delà des attentats - dont celui du 23 août à Solingen par un réfugié syrien de 26 ans, qui a fait trois victimes -, cette décision répond-elle à un changement profond de la politique allemande sur le sujet ?

PATRICK MOREAU. - L'Allemagne a toujours été une terre d'immigration. Dans les années 1960-1970, le gouvernement allemand a favorisé l'immigration européenne (Espagnols, Italiens, Portugais), mais aussi turque. Ces immigrés se sont parfaitement intégrés. Dans les années 1980, l'extrême droite (les Republikaner) conduite par l'ancien SS Franz Schönhuber s'est emparée de cette thématique et a remporté quelques succès électoraux conséquents (Berlin-Ouest, Bade-Wurtemberg). C'est surtout dans les nouveaux Bundesländer de l'Est, au lendemain de la réunification, que l'extrême droite néonazie a instrumentalisé l'immigration, avec, pour événement phare en 1992, les émeutes antivietnamienne de Rostock. Jusqu'en 2015, les Allemands ont toléré cette immigration, essentiellement venue de Turquie, de Roumanie et des pays de l'Est, qui se concentrait dans les grandes villes. La criminalité « étrangère » et les difficultés de l'intégration étaient certes thématisées, mais l'extrême droite n'en profitait pas. Mais tout a changé en 2015.

Comment l'expliquer ?

Cette année-là, 1326701 réfugiés arrivent en Allemagne. Dans un climat très positif que résume la fameuse phrase de la chancelière Merkel : *« Nous y arriverons »*. La solidarité de la population est réelle, mais fait contraste avec les capacités d'intégration de la RFA. Les communes manquent de moyens. Les mesures d'urgences - comme l'installation des réfugiés dans les centres sportifs et dans des hôtels, l'attribution de logements sociaux et le soutien financier - sont mal perçues. Rapidement, le sentiment d'une inégalité de traitement entre les « Allemands de souche » et les nouveaux venus se répand. L'AfD, fondée en 2013 pour s'opposer au sauvetage financier de la Grèce, s'empare en 2015 de ce thème et commence à percer électoralement. Le thème de la limitation et du contrôle de l'immigration conduit à une polarisation de la population. Alors qu'en 2015 une forte majorité d'Allemands est sensible à la détresse des réfugiés, un sentiment de rejet devient majoritaire. Aujourd'hui, 70 % des sondés réclament une « autre politique ». L'analyse des sondages montre plusieurs priorités : un contrôle strict de l'immigration incontrôlée, une meilleure intégration des réfugiés (accès au travail, éducation), un rééquilibrage des soutiens financiers au profit des natifs, et enfin - et il s'agit d'une dimension centrale pour comprendre le rejet actuel de l'immigration - une politique sécuritaire efficace. L'affaire de Cologne qui a vu 600 femmes maltraitées par des migrants a changé la société allemande.

Les Allemands ont, depuis, dans leur majorité, le sentiment que l'État - en particulier en 2024 avec la coalition Ampel au pouvoir (SPD, libéraux et Verts) - ne parvient pas à combattre la montée en puissance des clans, ni à assurer la sécurité au quotidien. Dans les nouveaux Bundesländer, où les immigrés ne sont qu'environ 10 % de la population (sauf à Berlin, à 23 %), une peur majoritairement irrationnelle s'est installée. Et l'AfD l'exploite très efficacement. Si la criminalité issue de l'immigration comme le terrorisme islamique est une réalité (l'attentat de Solingen en est la preuve), on observe une distorsion grandissante entre la réalité statistique (nombre de viols et tentatives de meurtre par arme blanche commis par des étrangers) et l'écho que ces actes criminels trouvent dans la population.

Il y a quelques semaines, l'AfD a fait de bons scores lors des scrutins régionaux dans l'est du pays. Scholz tente-t-il de donner des gages à une opinion allemande inquiète ? Veut-il convaincre un électorat qui pourrait lui échapper ?

L'électorat de la coalition Ampel se réduit chaque jour comme une peau de chagrin. Au 16 septembre 2024 (sondages Insa, YouGov), seuls 16 % des sondés étaient très satisfaits ou satisfaits du travail de la coalition Ampel. Les partisans de l'AfD (100 %), du BSW (98 %) et de la CDU-CSU (91 %) étaient les plus critiques. Ce qui est plus dramatique pour le gouvernement, c'est que les électeurs des Verts (54 %) et du SPD (63 %) sont eux aussi largement insatisfaits. Si les élections législatives avaient lieu dimanche au niveau national, le SPD obtiendrait 14 % et la CDU-CSU 33 % des suffrages. Les Verts s'effondreraient à 10 % - leur score le plus faible dans les sondages depuis avril 2018. Avec 4,5 %, le FDP ne serait plus représenté au Bundestag, alors que l'AfD serait à 19,5 %. La Gauche (Die Linke) serait atomisée (2,5 %), tandis que l'Alliance Sahra Wagenknecht serait à 10 %.

Pour tenter de renverser la vapeur, le gouvernement a multiplié les mesures symboliques : expulsion de 28 criminels afghans ou encore mise en place en septembre 2024 de « contrôles ciblés » et partiels des frontières par la police pour refouler les immigrants illégaux. Mais cette mesure est perçue par la population comme cosmétique et inefficace, appréciation confirmée par les syndicats de police. Le principal problème du gouvernement est qu'il ne peut, pour des raisons juridiques (européennes) et constitutionnelles, mettre en place une fermeture des frontières, réclamée par l'AfD, ou une expulsion systématique des réfugiés illégaux d'Allemagne (380 000 cas enregistrés par la police entre 2017 et 2023) que souhaite la CDU/CSU.

La perception de la politique de la coalition Ampel est donc l'impuissance. Les Verts sont vus comme jouant un double jeu : d'une part, un soutien à un raidissement de la politique migratoire, mais d'autre part un blocage de fait de mesures concrètes. Le SPD apparaît déchiré et les libéraux, prisonniers de la coalition auxquels ils appartiennent. Tout cela offre une voie royale à l'AfD et constitue un facteur de renforcement électoral de la CDU-CSU.

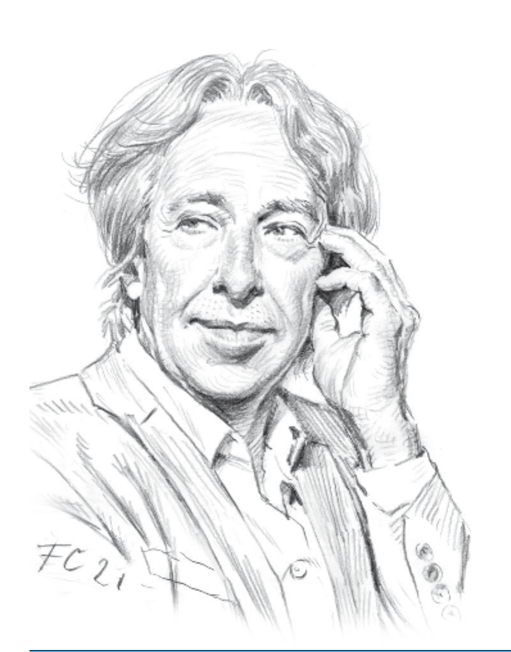
Cette décision peut-elle influencer ses voisins européens ?

Les réactions négatives de l'Autriche laissent entrevoir l'échec d'une politique de refoulement des immigrés illégaux par l'Allemagne. Les exemples du Danemark et de la Suède montrent cependant qu'une autre politique migratoire est possible. L'Allemagne est néanmoins contrainte de tenir compte des règles européennes, des jugements de la Cour de justice de l'Union européenne et de sa Constitution. Un ensemble juridique, souvent imprécis (ce que montre l'intensité du débat entre constitutionnalistes en Allemagne), qui empêche la coalition d'aller au-delà de ce que nombre d'observateurs nomment un « rideau de fumée » juridique. Cette impuissance voulue ou subie fait le lit des populistes de gauche (BSW) et de droite (AfD) et nourrit une insatisfaction collective menaçante pour l'avenir. ■

** Patrick Moreau est historien et politologue, spécialiste de l'Allemagne et des extrémismes. Il a notamment publié « L'Autre Allemagne. Le réveil de l'extrême droite » (Vendémiaire, 2017).*

« Israël, quand la ruse l'emporte sur la force »


» Lire aussi PAGES 6 ET 7



PASCAL BRUCKNER

La sophistication des assassinats ciblés de membres du Hezbollah par les services israéliens, au moyen de bipeurs et de talkies-walkies, contraste avec la brutalité des bombardements à Gaza, dont les coûts humains sont trop importants, estime le philosophe.

Comment ne pas être sidéré par l'intelligence des services israéliens capables d'installer dans les bipeurs et talkies-walkies du Hezbollah une armée de Gremlins qui ont explosé entre les mains de leurs usagers, causant au moins 20 morts et des milliers de blessés ? On ne peut que souhaiter aux Ukrainiens d'agir de même avec les apparatchiks et gradés russes. C'est une opération technique parfaitement réussie qui a redoré le blason du Mossad et du Shin Beth, puisque les bipeurs et les talkies étaient neufs et venaient d'une entreprise probablement piratée ou créé de toutes pièces en Hongrie par les services israéliens. Ironie tragique : les bipeurs ont été choisis par le guide suprême, Nasrallah, pour éviter l'usage des portables trop facilement repérables. Yaya Sinouar, paraît-il, ne possède ni portable ni bipeur et donne ses instructions sur de petits morceaux de papier.

Les spéculations vont bon train sur les risques d'une escalade, mais que peut-il y avoir de pire que les tensions à la frontière du Sud-Liban qui a suscité l'évacuation de plus de 100 000 citoyens israéliens interdits de retour dans leurs foyers depuis 12 mois en raison des tirs de roquettes du mouvement terroriste chiite ? Le Shin Bet avait prévenu de la tentative d'assassinat d'un responsable de la sécurité israélienne par les services secrets iraniens au moyen d'un récepteur de poche. Manière d'avertir le Hezbollah : ce que vous pouvez faire à l'échelle individuelle, nous pouvons l'accomplir à l'échelle collective, et mieux encore. Israël n'a pas seulement infligé une défaite à la milice inféodée à Téhéran, il l'a ridiculisée. La ruse l'a emporté sur la force, sur les vociférations fanatiques et l'étalage machiste de la brutalité. Belle revanche pour nous, Français, qui n'avons pas oublié le piège du Drakkar à Beyrouth en octobre 1983 quand 58 parachutistes français ont été tués par le Hezbollah sur l'ordre de l'Iran. Il ne reste aux miliciens de ce mouvement qu'à utiliser des pigeons voyageurs en espérant qu'ils ne seront pas truffés de bombes…

Reste que cet exploit pose deux problèmes distincts : comment les mêmes services de renseignements qui ont élaboré cet extraordinaire stratagème ont-ils pu ne pas voir ce qui se tramait depuis des mois à la frontière sud de Gaza avant le 7 octobre malgré les avertissements égyptiens et américains, les constatations de la police des frontières, les mouvements de populations au pied des fortifications qui séparent les deux entités ? De nombreux militants du Hamas se déguisaient en jardiniers pour observer l'ennemi israélien au plus près, sous son nez, des travailleurs palestiniens dans les kibboutz informaient le Hamas des rotations du personnel, photographiaient ou croquaient sur du papier le plan exact des maisons, détaillaient les absences des responsables de la sécurité, donnaient les noms des hommes et des femmes, etc.

L'erreur est venue de la cécité de la hiérarchie et des responsables politiques. Il y a dans cette lacune quelque chose de déjà vu le 11 septembre 2001 : la NSA, le FBI, la CIA, par esprit de concurrence fatale, ne partageaient pas les informations des uns et des autres, mouvements de capitaux suspects depuis l'Arabie saoudite, entraînement des pilotes sur des petits terrains d'aviation, menaces d'Oussama Ben Laden. La méconnaissance est venue alors d'un excès d'informations productrices d'ignorance. Ils ne savaient pas qu'ils savaient et ne parvenaient pas à clarifier les indices tant l'énormité du projet leur semblait inconcevable. Les scénaristes de la série *Fauda* avaient eux-mêmes imaginé l'éventualité d'une attaque massive du Hamas dans une proposition de scénario, mais la production les avait récusés : trop invraisemblable. L'aveuglement de Benyamin Netanyahou est venu de l'illusion qu'il avait acheté la paix avec le Hamas en autorisant des livraisons de billets de banque depuis le Qatar pour mieux se consacrer au front de Cisjordanie et entériner la lente colonisation de ce territoire. Malgré son idéologie éradicatrice, le Hamas semblait dompté et corruptible par l'enrichissement de ses cadres, comme en témoignent les somptueuses villas construites sur le front de mer quand le peuple croupissait dans des gourbis insalubres ou des immeubles surpeuplés. Ce fut une faute monumentale qui explique peut-être l'appétit de vengeance ultérieure du gouvernement Netanyahou. Il fallait effacer la bévue qui lui vaudra probablement la prison quand il aura quitté le gouvernement.

L'Administration Biden eut beau répéter au premier ministre israélien de ne pas faire la même erreur que les États-Unis en 2001 qui ont lancé la guerre en Afghanistan puis celle d'Irak deux ans plus tard, au prix d'un chaos moyen-oriental dont nous ne sommes pas sortis, rien n'y fit. Autant l'on peut applaudir le piratage des bipeurs comme les assassinats ciblés des mouvements terroristes, autant on peut s'interroger sur la stratégie menée à Gaza et les coûts humains énormes qu'elle a entraînés dans la population civile. L'extrême sophistication des assassinats ciblés répond à la brutalité des bombes et des missiles qui écrasent un quartier pour tuer une poignée de combattants sans ramener les otages pour autant. L'environnement n'est pas le même au nord d'Israël et au sud : le Hamas se sert de sa population pour protéger ses armes, tandis qu'Israël protège ses citoyens avec ses armes. La paix et le cessez-le-feu auraient pu arriver dès l'automne dernier si les cadres du mouvement terroriste s'étaient rendus. Ils ont préféré survivre jusqu'au dernier mort palestinien, ils ont voulu le chaos, les milliers de victimes civiles, la quasi-destruction de l'enclave plutôt que de renoncer à leur objectif idéologique.

L'on sait combien la société civile israélienne est divisée sur le sujet avec l'affaire des otages. Le premier ministre semble mener sa guerre sans objectif politique, hormis, pour les extrémistes messianiques de son gouvernement, l'expulsion des Palestiniens de Gaza vers l'Égypte et de ceux de Cisjordanie vers la Jordanie. Si demain les chars de Tsahal déferlent vers le Liban-Sud, dans un mauvais remake de 2006, un nouveau front s'ouvrira rendant la situation intérieure du pays plus délicate : déjà les capitaux fuient l'État hébreu et de nombreux citoyens de ce pays songent à repartir vers l'Europe ou l'Amérique du Nord par une contre-alya tout à fait singulière. Hormis les accords noués avec l'Égypte, la Jordanie, les Émirats arabes unis et Bahreïn, Israël ne cherche la paix qu'à travers la sécurité et chaque trêve est une étape avant un nouvel affrontement, provoqué par ses ennemis. Une fois le Hamas démantelé - il l'est pratiquement - il devrait être temps de renouer les liens avec l'Autorité palestinienne, seule instance légitime, et de procéder à Jérusalem à de nouvelles élections pour chasser Netanyahou.

Le maximalisme militaire est stérile sauf si l'on décide enfin d'attaquer la source du mal et de toutes les souffrances du Proche-Orient : le régime des mollahs, État terroriste s'il en est, membre de l'alliance totalitaire de la Russie, de la Chine et de la Corée du Nord. C'est à Téhéran que se trouve la solution au malheur proche-oriental, ce que savent tous les pays arabes de la région très hostiles à l'Iran, hormis le Qatar. Des plans dans l'état-major israélien existent pour frapper les installations militaires et nucléaires du pays chiite et le ramener vingt ans en arrière. Mais pour cela, il faudrait l'accord et l'assistance de Washington : or ni Obama ni Trump ni Biden n'ont voulu d'un nouveau conflit malgré l'élimination du général Soleimani le 3 janvier 2020 à Bagdad par les drones américains. Tant qu'on laissera perdurer le régime islamiste installé en 1979, aucune solution durable ne pourra être envisagée. Tsahal en est réduit à couper les tentacules de la pieuvre au Yémen, en Syrie, en Irak, au Liban faute de pouvoir frapper la tête. Mais l'Oncle Sam ne veut plus être le shérif du monde et l'Europe n'a aucun pouvoir. La tragédie n'est pas près de s'arrêter. ■

Dernier ouvrage paru de Pascal Bruckner : « Je souffre donc je suis. Portrait de la victime en héros », Grasset, 2024.

Meloni et l'immigration : les clés du succès


DESSINS FABIEN CLAIREFOND

STEFANO PILOTTO

Le nombre d'entrées de migrants en Italie a baissé de 65,4 % par rapport à 2023. Une preuve du succès du modèle italien contre l'immigration clandestine qui s'appuie sur la coopération avec les pays voisins, analyse le professeur à la MIB School de Management de Trieste*.

Le « modèle italien » visant à contrecarrer l'immigration clandestine reçoit les éloges de l'opinion publique et, très récemment, du premier ministre britannique, Keir Starmer, en visite à Rome. D'après les statistiques du ministère de l'Intérieur italien, à la date du 16 septembre 2024, le nombre d'entrées de migrants en Italie a baissé de 65,4 % par rapport à 2023 et de 33,8 % par rapport à 2022. Il s'agit d'un grand succès, sans doute. Mais quelles sont les raisons qui ont pu permettre de tels résultats ?

Le gouvernement Meloni a changé d'approche en 2023 : au lieu de choisir une politique axée sur les contrastes, Rome a emprunté un chemin différent. Les relations avec les pays d'Afrique, du Moyen-Orient et des Balkans ont été conçues avec une volonté de coopération plus sereine et détendue. Le pilier de cette politique a été le plan Mattei pour la recherche et la formation de haut niveau, crée en novembre 2023 par décret et converti en loi en janvier 2024. Il s'agit d'une politique nouvelle à l'égard des pays d'Afrique qui se traduit par un rapport très respectueux à l'égard de l'Égypte, de la Tunisie, de l'Algérie, du Maroc, de la Côte d'Ivoire, du Mozambique, de la République du Congo, de l'Éthiopie et du Kenya. Enrico Mattei, ancien président de l'ENI *(société italienne d'hydrocarbures, NDLR)* dans les années cinquante, fut l'artisan d'une politique nouvelle dans le domaine de l'énergie.

Au lieu de se présenter aux pays d'Afrique comme le représentant d'un pays riche, développé et puissant, ancien colonisateur de la Libye, de l'Éthiopie, de la Somalie et de l'Érythrée, il s'est adressé à ses interlocuteurs sur un plan d'égalité totale. Il a ainsi proposé une coopération ayant un objectif parfaitement égalitaire, c'est-à-dire un profit à 50 % pour chacune des deux parties. À l'époque, cela fut perçu comme une véritable révolution qui secoua le monde occidental. La politique de Mattei gêna sans doute les « Sept Sœurs », c'est-à-dire les sept entreprises majeures qui opéraient dans le domaine du pétrole et de l'énergie. Mattei s'écrasa avec son avion dans la région de Milan le 27 octobre 1962 : accident ou attentat ? Les doutes demeurent toujours. Mais Mattei représenta un symbole, un véritable tournant dans le domaine des relations entre pays riches et pays moins riches. Le gouvernement Meloni a utilisé ce symbole pour sa nouvelle politique à l'égard de l'Afrique. La coopération dans le domaine de la recherche et de la formation de haut niveau ne saurait se développer sans une collaboration plus vaste, qui inclut une synergie dans le domaine de l'immigration clandestine. Rome a su obtenir une aide réelle axée sur la bonne volonté de la part des gouvernements africains.

Concernant la voie balkanique, le gouvernement italien a misé sur un accord fort avec l'Albanie : le protocole d'entente rédigé au mois de novembre 2023 et ratifié par le gouvernement italien le 15 février 2024 permet à l'Italie d'utiliser deux surfaces de propriété de l'État albanais (à Shëngjin et à Gjadër) pour y installer deux centres de contrôle, susceptibles de gérer le droit d'entrée et l'accueil temporaire des immigrés interceptés en mer. Le caractère dissuasif de cette initiative est aisément perceptible. Il s'agit, en conclusion, d'une diplomatie du sourire, qui colle avec l'image que Giorgia Meloni a su développer ces derniers mois à l'extérieur. Une diplomatie du sourire qui obtient satisfaction aussi dans le domaine de l'Union européenne, au moment où la candidature de Raffaele Fitto au siège de vice-président de la Commission européenne et commissaire européen pour la Cohésion et les Réformes est acceptée par Ursula von der Leyen.

Les problèmes concernant l'immigration demeurent toutefois nombreux pour Giorgia Meloni. Surtout quand son vice-président du Conseil des ministres Matteo Salvini risque d'être condamné à six ans de prison par la justice italienne à la suite du cas Open Arms, qui se réfère aux événements du mois d'août 2019. Matteo Salvini, à l'époque ministre de l'Intérieur, s'opposa au débarquement sur l'île de Lampedusa du bateau *Open Arms* avec 147 immigrés. Ce fut un acte de protection des frontières par la force, qui se solda par un respect douteux des droits de l'homme.

Aujourd'hui, l'approche de Giorgia Meloni est différente : au lieu d'une action par la force, elle mise sur une action plus souple, qui entraîne la coopération bienveillante des pays voisins. Le point faible de la politique actuelle du gouvernement italien est la Libye. La situation objectivement chaotique au niveau institutionnel à Tripoli et à Benghazi a empêché la poursuite d'un accord comparable à celui avec l'Albanie. Les bateaux pleins d'immigrés se dirigent vers les côtes italiennes et les naufrages sont fréquents. Dans les derniers jours, deux naufrages se sont produits devant les côtes libyennes et 44 personnes sont toujours portées disparues. ■

** Stefano Pilotto est docteur en histoire des relations internationales et professeur à la MIB School of Management de Trieste.*

LE FIGARO

Dassault Médias
(actionnaire à plus de 95 %)
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Président-directeur général
Charles Edelstenne
Administrateurs
Thierry Dassault,
Olivier Costa de Beauregard,
Benoît Habert,
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
(société éditrice)
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Président
Charles Edelstenne
Directeur général, directeur de la publication
Marc Feuillée

Directeur des rédactions
Alexis Brézet
Directeur délégué de la rédaction
Vincent Trémolet de Villers
Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capèle (Économie), Laurence de Charette (pôle audiovisuel), Anne-Sophie von Claer (Style, Art de vivre, F), Philippe Gélie (International), Anne Huet-Wuillème (Édition, Photo, Révision, DA), Jacques-Olivier Martin (directeur de la rédaction du Figaro.fr), Étienne de Montety (Figaro Littéraire), Bertrand de Saint-Vincent (Culture, Télévision), Yves Thréard (Enquêtes, Opérations spéciales, Sports, Sciences).

Directeur artistique
Pierre Bayle
Rédacteur en chef
Frédéric Picard (Web)
Directeur délégué du pôle news
Bertrand Gié
Éditeurs
Robert Mergui
Anne Pican

FIGAROMEDIAS
23-25, rue de Provence, 75009 Paris
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07
ARPP autorité de régulation professionnelle de la publicité
Président-directeur général
Aurore Domont
Direction, administration, rédaction
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'Imprimerie, 79, rue de Roissy 93290 Tremblay-en-France
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
ISSN 0182-5852
Commission paritaire n° 0426 C 83022
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7 h à 18h ; sam. de 8 h à 13 h au 01 70 37 31 70. Fax : 01 55 56 70 11.
Gérez votre abonnement, espace Client : www.lefigaro.fr/client
Formules d'abonnement pour 1 an – France métropolitaine
Club Prestige : 599 €. Club : 529 €. Semaine : 415 €. Week-end Prestige : 429 €. Week-end : 359 €.
LE TRI + FACILE
ACPM

Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.
Origine du papier : Allemagne. **Taux de fibres recyclées :** 100%.
Ce journal est imprimé sur un papier UPM porteur de l'Ecolabel européen sous le numéro FI/011/001. **Eutrophisation :** Ptot 0.002 kg/tonne de papier.

Ce journal se compose de :
Édition nationale
1er cahier 22 pages
Cahier 2 Économie 8 pages
Cahier 3 Le Figaro et vous 14 pages
Sur certaines éditions :
Supplément 4 Magazine 172 pages
Cahier TV 68 pages
Supplément 5 Madame 172 pages

LE FIGARO

Andrea Riccardi : « Les religions doivent recréer les conditions de la paix »



PAR **Jean-Marie Guénois**
Rome

Le fondateur de la Communauté italienne Sant'Egidio organise, pour la première fois à Paris, la Rencontre annuelle de prière interreligieuse pour la paix, ce week-end. Un événement de portée internationale.



STEFANO SPAZIANI/PICTURE-ALLIANCE/DPA/AP IMAGES

« On peut se poser aujourd'hui la question de savoir où est passé l'œcuménisme chrétien. Il suffit de regarder l'orthodoxie, divisée entre Moscou et Constantinople », explique Andrea Riccardi.

Andrea Riccardi est un historien renommé qui a été plusieurs fois ministre dans des gouvernements italiens, souvent cité comme un possible Prix Nobel de la paix pour l'action humanitaire et pacificatrice de Sant'Egidio à l'échelle de la planète. Il explique la portée et les enjeux de cette rencontre internationale qui unira les hauts représentants de toutes les religions du monde et de nombreuses personnalités du monde de la culture, de la société civile et de la politique. La rencontre, qui se tiendra au Palais des congrès de Paris à partir de dimanche 22 septembre, se clôturera le mardi suivant sur le parvis de la cathédrale Notre-Dame.

LE FIGARO. - Pourquoi avez-vous choisi la ville de Paris pour votre Rencontre de prière interreligieuse pour la paix 2024 ?

ANDREA RICCARDI. - Je pense que Paris est un lieu incontournable. C'est une ville monde du point de vue ethnique, culturel, religieux. Sans faire une apologie de l'universalisme ou de Paris, il faut reconnaître que cette cité recèle de vastes gisements culturels. Ce qui va permettre un dialogue avec cet universalisme présent en France. Il y a aussi, cette année, un « moment » Paris. Nous avons commencé ces rendez-vous annuels après la première Rencontre interreligieuse pour la paix, voulue par Jean-Paul II, à Assise, en 1986. Intuition qui scandalisa Mgr Lefebvre et laissa perplexe le cardinal Ratzinger. De toute la série, ce cru 2024 est le plus difficile parce que le mot « paix » a presque disparu du vocabulaire géopolitique et dans l'opinion publique. Comme si la paix n'avait plus de valeur ! À la fin du XXe siècle, le slogan « Jamais plus la guerre » dominait encore, ce qui n'a pas arrêté les guerres, mais il y avait une certaine vigilance. On veillait, en effet, à ne pas franchir la frontière du risque. Mais, aujourd'hui, nous dansons sur la frontière de la guerre. Il faut donc tout repenser à nouveau. D'où le choix du thème de notre rencontre : « Imaginer la paix ».

S'il faut l'« imaginer », cette paix, c'est qu'elle n'est décidément plus possible ?

L'imagination, c'est aussi la créativité. Il faut recréer les conditions de la paix. C'est une invitation adressée aux hommes et aux femmes de culture mais surtout de religion ! Une des grandes questions est de savoir pourquoi la guerre à la guerre n'est pas chez elle dans le champ de la religion. Autre difficulté, un climat conflictuel et violent s'installe dans nos sociétés. Nous lisons ce matin *(2 septembre NDLR)*, dans nos journaux italiens qu'un jeune de 17 ans a tué avec un couteau, dans la nuit, son frère de 12 ans et ses parents… Le climat de guerre devient le climat des sociétés. Enfin, les religions sont à nouveau divisées alors qu'à Assise, en 1986, l'œcuménisme était plus fort. On peut aussi se poser aujourd'hui la question de savoir où est passé l'œcuménisme chrétien. Il suffit de regarder l'orthodoxie, divisée entre Moscou et Constantinople.

Comment les religions, dès lors qu'elles sont impliquées et instrumentalisées, pourraient-elles jouer un rôle dans le rétablissement d'une culture de la paix ?

Les religions sont tiraillées : ce nouveau contexte, marqué par le nationalisme et l'émergence des guerres, ne cadre pas avec la culture du « vivre ensemble », qui est l'ADN des religions et qui devrait ouvrir les voies de la paix. En aidant chacun à se rencontrer, les religions sont dans leur vocation d'« être avec ». En expliquant la nécessité d'« être avec », elles nourrissent la source profonde de la paix.

Mais les religions divisent, aussi ?

Je ne veux pas voir la vie en rose ! Nous traversons un moment difficile avec ce retour de la guerre qui est la faillite de la culture mais aussi de la religion. Je viens par exemple d'écrire un livre sur Pie XII publié aux Éditions du Cerf. À la question de savoir si Pie XII était coupable par son silence, je réponds qu'à ce moment-là la guerre marquait une faillite du christianisme en Europe - comme de la culture. L'Église catholique aujourd'hui est totalement identifiée à la recherche de la paix.

Mais que peut faire cette Église catholique pour la paix ?

Le Saint-Siège n'a pas vraiment de grandes possibilités diplomatiques au Moyen-Orient, les chrétiens y sont très minoritaires. À vrai dire, dans cette guerre-là, le christianisme ne peut jouer aucun rôle. Quant à l'Ukraine et la Russie, quand le pape a dit : *« Vous êtes issus du même baptême »*, il a suscité des réactions très critiques. Il cherchait pourtant à maintenir une position de reconnaissance de l'agression russe et de condamnation. Le tout dans un esprit typiquement catholique où le Saint-Siège se refuse à se positionner, comme parti contre un autre. C'est peut-être ce que n'a pas apprécié la partie agressée. Cette incompréhension s'est souvent produite dans l'histoire, d'autant qu'il y a des catholiques partout dans le monde.

Le dialogue interreligieux dont vous êtes l'un des acteurs sur la planète, avec la communauté que vous avez fondée, n'est-il pas tout simplement usé ?

En 1964, Paul VI promulgue une encyclique, *Ecclesiam suam*, sur le dialogue. J'ai pu voir les notes autographes de ce pape sur son texte. Il écrit, sur la première page : *« Dialogue ou conversion ? »* Le *« dialogue »*, c'est précisément le code choisi par le catholicisme pour évangéliser, pour mener sa diplomatie, pour rencontrer les religions, pour reconstruire l'unité de l'Église et les relations avec les cultures. Je dois ajouter qu'à travers toutes ses faiblesses, ses chutes, l'Église catholique est restée une réalité qui rappelle au peuple son destin universel. Les seules forces d'une religion ne sont pas économiques ! C'est parler, écouter, répondre, dialoguer. Le dialogue est-il usé ? Oui, car il est peu utilisé ! Pape François a dit, en visitant Sant'Egidio : *« Le monde souffre par manque de dialogue ! »* Je trouve cela très vrai.

Mais n'y a-t-il pas eu une illusion sur l'ambition du dialogue, une forme d'irénisme, qui s'est installée après la chute du mur de Berlin, en 1989 ?

Après la chute du mur de Berlin, en 1989, Jean-Paul II m'a dit : *« Nous n'avons pas prié en vain à Assise »* en 1986. L'historien et homme politique Bronislaw Geremek, qui était un ami, m'avait confié cette réflexion : la chute du mur de Berlin est intervenue deux cents ans après la Révolution française, au rebours du paradigme de cette révolte qui ne voyait que la violence pour changer le monde. La révolution bolchevique, le fascisme, le nazisme ont appliqué la même recette de sang. La révolution de 1989 ne fut pas violente mais appuyée par la pression. Vaclav Havel, président tchèque, et son slogan « Le pouvoir des sans-pouvoirs » changea tout ! Il y a eu certes des coïncidences : Gorbatchev, la crise économique soviétique… mais le dialogue supplanta la violence.

> **« Le thème de la globalisation n'a pas été pensé du point de vue de la spiritualité. Il fallait globaliser le dialogue entre les religions car le problème n'est pas le choc des civilisations mais le vivre ensemble. »**

L'esprit de guerre est pourtant revenu…

On n'a pas construit la mondialisation, on a laissé libre cours à l'économie et à la finance planétaire, à la communication planétaire, en croyant que la mondialisation était une véritable providence, que là où arrivait la globalisation tout se transformait en démocratie et en civilisation…. Le thème de la globalisation n'a pas été non plus pensé du point de vue de la spiritualité. Il fallait globaliser le dialogue entre les religions car le problème n'est pas le choc des civilisations mais le vivre ensemble. Pendant ce temps, cette mondialisation incomplète a changé le monde en le morcelant avec le retour des empires : occidental, russe, chinois, perse-iranien, turque, indien, et le retour des nations et de leur religion. La guerre, impensable, s'est réveillée, cruelle et meurtrière.

Allez-vous poser, à Paris, un geste, une prière spéciale, une initiative, pour conjurer cette situation difficile ?

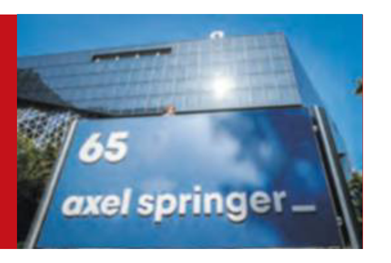
L'historien et théologien, par ailleurs directeur général des Éditions du Cerf, Jean-François Colosimo écrit, dans son dernier livre, qu'il existe encore en France un *« sentiment du monde »* alors que la planète tombe dans le provincialisme, le populisme, l'ignorance, la réaction - pas « réactionnaire » au sens de la droite mais au sens d'une culture « réactionnaire » où nous « réagissons » aux informations, à internet. Or, à Paris, il y a de la culture et de l'intelligence. Chaque prière est une expérience capable de créer des liens, des rencontres, des conflits. Mais chaque année nous nous demandons s'il faut continuer, et nous trouvons toujours des raisons de le faire. Devant le risque de tensions, certains nous ont déconseillé, cette année, de nous réunir, car les conflits sont partout. Mais nous sommes convaincus que nous ne pouvons pas renoncer. ■

LE FIGARO
économie



XAVIER NIEL
LES PETITS CONSEILS DU PATRON DE FREE POUR « DEVENIR MILLIARDAIRE » PAGE 29

MÉDIAS
AXEL SPRINGER RÉVOLUTIONNE SON MODÈLE POUR ÉTENDRE SON EMPIRE DE PRESSE PAGE 30



Loi de finances 2025 : Barnier à l'heure des choix

Un document de Bercy détaille les plafonds de dépense arrêtés par Gabriel Attal pour chaque mission de l'État l'an prochain. L'équation est pour le moins compliquée.

La situation budgétaire de la France a rarement été aussi tendue. Cette année, le déficit public va largement déraper : le chiffre de 5,7 % est désormais évoqué. C'est dans ce contexte que Matignon a enfin remis aux parlementaires qui les demandaient les documents permettant de travailler à l'élaboration du budget 2025. Concoctés par les équipes de Gabriel Attal, ils dressent la liste des missions de l'État qui verront leur enveloppe augmenter (défense, sécurité, charge de la dette…) et celles qui baisseront (aide publique au développement, agriculture, sport…).
Le prochain gouvernement aura tout le loisir de modifier ces orientations budgétaires. Les grandes tendances ne devraient toutefois pas être chamboulées, ne serait-ce que parce qu'il y a désormais urgence à faire examiner le projet de loi de finances par les parlementaires.
En tout état de cause, le sondage Odoxa-Backbone pour *Le Figaro* montre qu'une majorité de Français (55 %) juge déjà excessifs les impôts et taxes qu'ils paient.

→ LE DÉFICIT PUBLIC HORS DE TOUT CONTRÔLE → TROIS FRANÇAIS SUR QUATRE OPPOSÉS À UNE HAUSSE DES IMPÔTS PAGES 24 ET 25


P. LUNDAHL/TT/VIA REUTERS ; CHR. BEYSSIER POUR IBERDRO ; S. TENANI/HANS LUCAS VIA AFP ; K. NIETFELD/DPA VIA REUTERS

Éolien en mer : les leçons d'un chantier titanesque à Saint-Brieuc

Iberdrola a inauguré jeudi le parc de 62 turbines, treize ans après avoir emporté le marché. Pour installer ces géantes des mers, il a fallu des années de travaux complexes, mais aussi de batailles contre de multiples recours. PAGE 28

> FOCUS

NUCLÉAIRE : « IL EST TEMPS DE PASSER À L'ACTION »

Une quinzaine de ministres de pays pronucléaire se sont réunis à Paris pour une conférence sous l'égide de l'OCDE, le groupe des pays développés, afin d'encourager la relance du nucléaire.
« *Le temps est venu de passer à l'action. Il reste encore beaucoup, beaucoup de travail* », a déclaré William Magwood, directeur général de l'Agence pour l'énergie nucléaire de l'OCDE à l'ouverture de la seconde édition de la « Feuille de route du nouveau nucléaire ». Cette conférence, qui regroupe des pays comme les États-Unis, le Japon, la France, la Suède, la Pologne ainsi que des industriels du nucléaire, examine les « *moyens concrets d'honorer les engagements pris au niveau mondial pour accroître la production d'énergie nucléaire et lutter contre le changement climatique* ». Trois sujets - les chaînes d'approvisionnement, la formation d'une main-d'œuvre qualifiée et le financement - priment dans les discussions en cours.
Selon l'Agence pour l'énergie nucléaire (AEN), pour respecter les objectifs de neutralité carbone, il faudrait tripler les capacités nucléaires d'ici à 2050. Mais la relance du nucléaire, tombé en disgrâce après la catastrophe de Fukushima en 2011, pose de nombreux défis.
En 2023, seuls cinq nouveaux réacteurs, soit une capacité totale de 5 GW, ont été mis en service dans le monde tandis que cinq unités ont été fermées. Cela représente une baisse nette de 1 GW, indique un rapport sur l'industrie nucléaire publié jeudi. « *Pour seulement maintenir la capacité actuelle, il faudrait mettre en service 10 réacteurs par an* », calcule Mycle Schneider, auteur de ce rapport.

ARMELLE BOHINEUST

le PLUS du FIGARO ÉCO

AUTOMOBILE
Normes CO_2 : le cavalier seul de Stellantis face à ses concurrents PAGE 27

LA SÉANCE
DU JEUDI 19 SEPTEMBRE 2024

CAC 40	7615,41	+2,29%
DOW JONES	41912,31	+0,99%
ONCE D'OR	2490,00	(2480,00)
PÉTROLE (Brent)	75,010	(72,930)
EUROSTOXX 50	4939,78	+2,16%
FOOTSIE	8328,72	+0,91%
NASDAQ	19855,69	+2,64%
NIKKEI	37155,33	+2,13%

L'HISTOIRE

Et pendant ce temps, la Suède baisse les impôts pour doper la croissance

La hausse des impôts s'est invitée au cœur du débat politique en France, sur fond de dérapage incontrôlé du déficit public. De l'autre côté de la Manche, invoquant lui aussi la dégradation des finances publiques, le premier ministre, le travailliste Keir Starmer, a promis du sang et des larmes fiscales. Pour autant, à travers le Vieux Continent, l'heure n'est pas à la hausse généralisée des prélèvements. Tant s'en faut.
Le gouvernement suédois et sa ministre des finances, Elisabeth Svantesson, qui présentait jeudi son projet de loi de Finances (PLF), assure même centrer son budget 2025 sur les baisses d'impôts. Pour le gouvernement de droite soutenu par le parti d'extrême droite SD, l'enjeu est de donner un coup de fouet à l'activité après deux années de panne de croissance. Le PLF 2025 prévoit des dépenses nouvelles d'une valeur de 5,3 milliards d'euros (60 milliards de couronnes), dont la moitié est consacrée à des baisses d'impôt.
Celles-ci visent avant tout les ménages. « *La pression fiscale devrait atteindre son niveau le plus bas depuis 1980* », se réjouit le ministère des Finances. Il faut dire que la situation financière de la Suède lui permet d'alléger les prélèvements. Sa dette publique, l'une des plus faibles d'Europe, tourne autour de 33 % du PIB quand la France dépasse 112 %. Ces bonnes nouvelles font tout de même des mécontents parmi les défenseurs du climat. La fiscalité sur l'essence et le diesel va baisser ainsi que l'emblématique prélèvement sur le transport aérien instauré en 2018 dans le sillage du « flygskam » (« la honte de voler »), popularisé par la militante Greta Thunberg. ■

FABRICE NODÉ-LANGLOIS

Panneaux photovoltaïques français : Carbon reprend Photowatt

Une issue heureuse pour Photowatt, un acteur industriel historique dans la fabrication de panneaux photovoltaïques ? Jeudi, EDF Renouvelables, qui avait acquis l'entreprise en 2012 alors qu'elle était en difficulté, et Carbon, une start-up qui veut construire une giga-usine de panneaux solaires à Fos-sur-Mer, sont parvenus à un projet d'accord de rachat. Photowatt viendrait jouer un rôle charnière dans le projet industriel de Carbon. En effet, l'usine de Fos-sur-Mer ne sera mise en service que fin 2026. D'ici là, la reprise de Photowatt, qui a une usine à Bourgoin-Jallieu, permettrait à Carbon « *d'accélérer sa présence commerciale et de répondre à l'augmentation de la demande de panneaux photovoltaïques "made in France", en particulier sur le marché dynamique du solaire résidentiel* », expliquent les deux groupes. Carbon pourrait aussi utiliser les installations de Photowatt pour « *tester, éprouver et optimiser les procédés de production des modules (automatisation, robotisation, digitalisation…)* ». Pour y parvenir, Carbon prévoit un plan d'investissement de 40 millions d'euros, avec la création d'une unité de production de modules photovoltaïques d'une capacité de 500 MWc, soit l'équivalent d'un million de panneaux solaires par an. La mise en service est prévue avant la fin de l'année 2025.
Le projet prévoit de maintenir les 170 emplois sur le site de Bourgoin-Jallieu et de porter leur nombre à 200 à horizon 2026. Ces promesses doivent contribuer à rassurer les salariés de Photowatt, qui craignaient que le projet de cession ne soit en réalité un plan social « maquillé ». Cela faisait plusieurs mois qu'EDF cherchait à céder Photowatt. Le marché des panneaux solaires européens peine à faire face à la concurrence chinoise, qui n'a cessé de monter en puissance depuis le début des années 2010.

ELSA BEMBARON

Les orientations d'un budget 2025 plus explosif que jamais

Julie Ruiz Perez

Un document de Bercy détaille les plafonds arrêtés, à date, pour chaque mission de l'État l'an prochain.


SARAH MEYSSONNIER / AFP

Le premier ministre, Michel Barnier, le 5 septembre à Paris.

Les arides documents de préparation du budget n'auront jamais autant défrayé la chronique. Au cœur d'un bras de fer entre le duo de tête de la commission des finances de l'Assemblée et le nouveau premier ministre, les *« lettres plafonds »* et *« tiré à part »* – qui consignent les grandes orientations du projet de loi de finances (PLF) pour l'année prochaine – attisent toutes les convoitises. Depuis le début de la semaine, le président Insoumis de la commission des finances de l'Assemblée nationale, Éric Coquerel, et le rapporteur général Liot du budget, Charles de Courson, font des descentes – à Matignon puis à Bercy – pour dégoter ces désormais fameux documents auxquels leur fonction leur donne accès. Les lettres plafonds pour 2025 – qui déterminent les enveloppes par ministère – servent normalement de base au calcul du tiré à part qui, lui, indique les plafonds de dépenses par mission de l'État (sécurité, défense, agriculture...). Le tiré à part doit, selon les textes, être transmis aux parlementaires le 15 juillet. En retard, Gabriel Attal avait toutefois signé et envoyé mi-août à chaque ministère des lettres plafonds, en précisant que le prochain gouvernement aurait tout le loisir de modifier ces orientations budgétaires.

Mais, alors que le PLF 2025 doit être présenté début octobre, Michel Barnier était toujours ce jeudi à la recherche d'un gouvernement. Impossible pour lui de réviser les lettres plafonds laissées par son prédécesseur et, donc, de communiquer un tiré à part à jour aux parlementaires. Pourtant, cédant à l'insistance des députés de la commission des finances, Matignon, après de nombreuses pérégrinations, a fini par leur faire parvenir, ce jeudi, un *« projet de rapport »* sur *« les plafonds de dépense prévisionnels »* des ministères, établi sur la base des lettres plafonds signées le 20 août par Gabriel Attal, selon une source proche du dossier.

Ces plafonds *« constituent une base technique pour préparer le budget issu des plafonds décidés par le gouvernement démissionnaire à la mi-août mais ne préjugent pas des modifications et ajustements qui pourront être proposés »* par le nouveau gouvernement, mentionne la page de garde. Car, selon l'entourage de Michel Barnier, celui-ci projette de faire de nouvelles lettres plafonds après la nomination de son gouvernement, ce qui rendrait le *« tiré à part intermédiaire »*, envoyé ce jeudi, caduc. Reste qu'*« on ne peut pas construire tout un budget en trois semaines non plus,* raille un connaisseur. *Le nouveau gouvernement va beaucoup s'appuyer sur les travaux réalisés par le précédent, notamment pour le volet des dépenses. »* Une source proche de Bercy avance même que *« pour l'instant, Matignon n'a pas encore changé une seule ligne des plafonds de dépense décidés par l'ancien premier ministre »*.

Ainsi, *Le Figaro* a pu consulter un autre document appelé « tableau récapitulatif des plafonds prévisionnels 2025 par mission ». Comme le tiré à part, celui-ci détaille les crédits alloués par mission. Comme le document reçu aujourd'hui par la commission des finances, celui-ci est basé sur les lettres plafonds signées par Gabriel Attal.

En le comparant au tiré à part du budget 2024 (c'est-à-dire les budgets prévisionnels avant le débat parlementaire et les plans d'économies réalisés en cours d'année), on voit se dessiner les grandes orientations du budget préparé par le précédent gouvernement. Pour rappel, comme annoncé par Matignon fin août, le plafond total de dépenses est le même que celui voté pour l'année 2024 (492 milliards d'euros). En n'indexant pas les dépenses prévisionnelles sur l'inflation (attendue à près de 2 % en 2025), l'ancien premier ministre assurait avoir sécurisé 15 milliards d'euros d'économies pour l'an prochain.

Des gagnants et des perdants

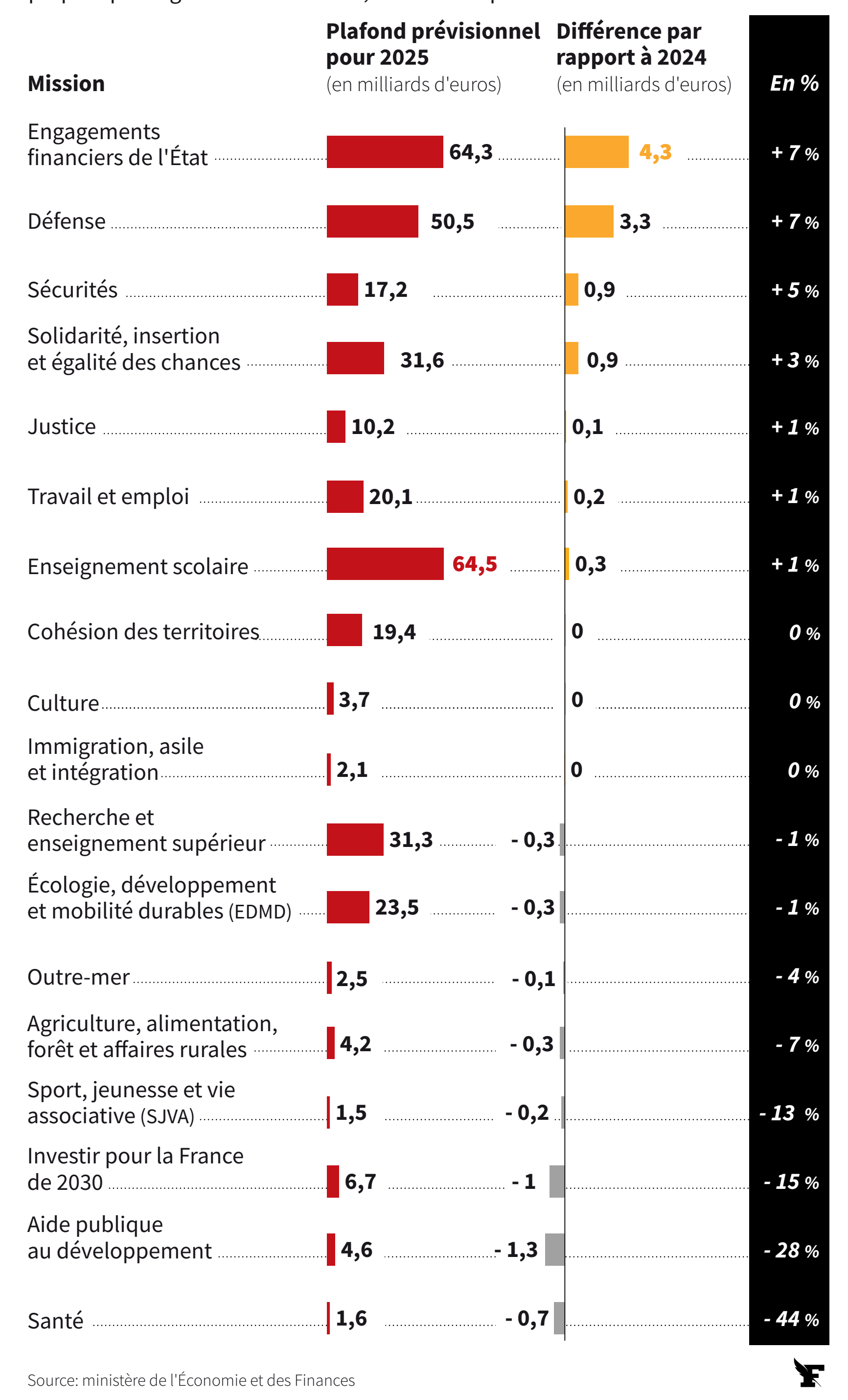
Dans le détail, on constate – sans surprise, suite au dérapage du déficit 2023 – que les crédits de la mission *« engagements financiers de l'État »* – qui sert à payer la charge de la dette – augmentent de près de 7 % par rapport au tiré à part de l'an dernier, atteignant 64,3 milliards d'euros pour 2025. Compte tenu de notre endettement, la ligne ne devrait pas s'orienter à la baisse l'année prochaine. Ce qui n'est pas le cas des missions protégées par des lois de programmation comme « Sécurités » et « Défense ». Gabriel Attal avait tranché contre Bercy en respectant les augmentations de budget prévues et en rehaussant d'environ 5 % et 7 % les enveloppes respectives de ces deux missions. Selon une source au sein de l'exécutif, Michel Barnier serait tenté, au contraire, de réduire les hausses de crédits prévus pour les ministères de la Justice, l'Intérieur et de la Défense dès 2025.

Du côté des missions qui sont déjà perdantes, l'aide publique au développement voit son plafond de dépense abaissé à 4,6 milliards d'euros, en chute de près de 28 % par rapport à celui du tiré à part 2024. À noter que ce pôle de dépenses a déjà été fortement amputé (presque 800 millions d'euros) en cours d'exécution 2024 par le plan d'économies de 10 milliards d'euros mis en place par Bruno Le Maire, en février dernier. Les crédits alloués au sport sont en recul de 13 % par rapport au document de l'année dernière du fait de la suppression logique des budgets liés aux Jeux olympiques. Le budget prévisionnel de la mission santé en 2025 recule quant à lui de 44 % (à 1,6 milliard d'euros) par rapport aux plafonds prévisionnels 2024, car *« l'État est arrivé au bout d'un grand plan d'investissement dans les hôpitaux »*, décrypte un initié.

D'autres importants pôles de dépenses voient, pour l'instant, leur enveloppe quasiment inchangée pour l'année prochaine. C'est le cas pour l'enseignement scolaire (64,5 milliards d'euros prévus, soit une hausse d'environ 1 %), pour le travail (20,1 milliards, soit 1 %). Bénéficiant d'une hausse inférieure à l'inflation, ces deux missions perdent ainsi du budget en euros constants. ■

Défense et sécurité au cœur du budget

Différence entre le « tiré à part » (budget prévisionnel de l'État) en 2025, préparé par le gouvernement Attal, et le « tiré à part » 2024



Le « tiré à part » est un document budgétaire qui fixe les plafonds prévisionnels pour chaque mission de l'État avant l'examen du projet de loi de finances par le Parlement. Les crédits budgétaires présentés ici ne tiennent pas compte des retraites de fonctionnaires.

Le déficit public hors de tout contrôle

Anne de Guigné

Traditionnellement, Paris n'a jamais brillé par son respect de ses trajectoires budgétaires. Les gouvernements successifs n'ont cessé de promettre monts et merveilles sur ce volet avant de revoir à la baisse leurs ambitions. La tendance a toutefois dangereusement empiré ces dernières années. En 2023, le déficit public, annoncé initialement à 4,9 % du produit intérieur brut (PIB), a dérapé de 0,6 point, soit 13 milliards d'euros. 2024 s'annonce du même acabit. *« L'objectif de déficit pour l'année 2024 (...) ne sera pas atteint »*, a ainsi déclaré Pierre Moscovici, auditionné devant la commission des finances de l'Assemblée nationale, mercredi. La Direction du Trésor, à Bercy, avait prévenu avant lui : selon un document divulgué début septembre, le pays s'apprêterait à clore ses comptes cette année sur un déficit de 5,6 % du PIB contre les 5,1 % prévus. D'après nos informations, suite aux remontées fiscales d'août, le chiffre de 5,7 % serait même dorénavant avancé.

Un tel décalage semble aberrant, surtout quand il se répète deux années d'affilée, qui plus est dans une conjoncture économique stable. L'erreur de 2023 avait été attribuée à des remontées d'impôt en fin d'année plus modestes que prévu. L'impôt sur les sociétés (IS), la TVA, les frais de notaire mais aussi les prélèvements sociaux avaient surpris. Sans parler de la nouvelle taxe sur les profits des énergéticiens, particulièrement mal calibrée, qui n'aura rapporté que 300 millions d'euros à Bercy, contre une prévision de 4 milliards. Pour 2024, Bruno Le Maire, le ministre démissionnaire des Finances, a désigné comme responsables les collectivités locales.

Dans un courrier aux députés en charge des débats budgétaires, il a pointé *« l'augmentation extrêmement rapide des dépenses des collectivités »*. L'envolée de leurs dépenses pouvant grever de *« 16 milliards d'euros »* la trajectoire de déficit présentée par la France à Bruxelles pour l'année 2024, écrivait-il. Lors de l'audition de Bruno Le Maire et de Thomas Cazenave, en charge des Comptes publics, le rapporteur général du budget, Charles de Courson, avait toutefois remis en cause cette affirmation pour estimer le décalage des comptes des régions, départements, communes... à seulement 3 milliards d'euros.

6,2 %
du PIB

Hauteur du déficit en 2025, selon le Trésor, si aucune mesure n'est prise.

Les impôts rentreraient en revanche à nouveau très mal. Les prévisions de recettes de TVA pour l'État, prévues en loi de finances à 100 milliards d'euros, ne cessent ainsi d'être rabotées. Lors de la publication du programme de stabilité, un document portant sur la trajectoire des comptes publics envoyé chaque année en avril à Bruxelles, elles étaient déjà diminuées de 2 milliards. Fin juillet, les rentrées affichaient un retard de 4,5 milliards par rapport au programme. Le décalage pourrait grimper jusqu'à 8 milliards d'ici la fin de l'année. À écouter le député, le choc est encore plus violent sur l'impôt sur les sociétés (IS). Attendues initialement à 72 milliards d'euros, les recettes seraient inférieures de 12 milliards.

Dans ces conditions, c'est toute la trajectoire budgétaire française qui se retrouve fragilisée. Le Trésor table ainsi sur un déficit de 6,2 % en 2025 si aucune mesure n'était prise. Dans son programme de stabilité, Bercy s'avançait sur un retour du déficit sous les 3 % en 2027. L'objectif paraît aujourd'hui inatteignable. Le gouvernement devrait annoncer prochainement ses nouvelles prévisions. Michel Barnier envisagerait d'ailleurs un déplacement prochain à Bruxelles pour rassurer la Commission sur le sérieux de la France. Le pays a en effet été placé au début de l'été sous procédure pour déficit excessif, ce qui implique une action correctrice rapide pour assainir la situation et revenir dans les clous bruxellois : un déficit de 3 % et une dette de 60 %. L'effort attendu représente environ 20 milliards d'euros d'efforts par an.

Paris devait envoyer le 20 septembre son plan budgétaire structurel, un document décrivant la trajectoire des finances publiques sur quatre ans. Compte tenu de la situation politique nationale, un délai a été demandé par Paris. Quelques semaines supplémentaires devraient être octroyées pour laisser du temps au prochain ministre des Finances d'affiner ses plans. Compte tenu de cette instabilité sur le volet des recettes, la prochaine équipe n'aura d'autre choix que d'acter des économies importantes. On parle déjà de la piste d'un décalage dans le temps des lois de programmation des grands ministères : Défense, Justice, Intérieur... ■

Trois Français sur quatre opposés à une hausse des impôts

Eloïse Cimbidhi

Paradoxe du sondage Odoxa-Backbone pour « Le Figaro », les sympathisants de Macron y sont les moins hostiles.

Qualifier les hausses d'impôts d'impopulaires relèverait de l'euphémisme. La piste est pourtant envisagée par Michel Barnier, en quête désespérée d'économies et de recettes supplémentaires face à une situation budgétaire qu'il a jugée *« très grave »* ce mercredi. Avec un déficit public évalué à 5,6 % du PIB pour l'année 2024, plusieurs sources évoquent désormais les hypothèses d'une surtaxe de l'impôt sur les sociétés et d'une contribution accrue des ménages les plus aisés. De *« pures spéculations »*, selon l'entourage du premier ministre. Michel Barnier aurait affirmé, jeudi, lors d'une rencontre avec les forces politiques susceptibles de participer à son gouvernement qu'il n'envisageait pas de *« hausse d'impôts sur les classes moyennes et les Français qui travaillent »*, selon Gabriel Attal qui a rendu compte de cette réunion aux députés macronistes. Sans formellement fermer la porte, donc, à un accroissement de la pression fiscale.

Une majorité de Français (55 %) juge déjà excessifs les impôts et taxes qu'ils paient, d'après un sondage Odoxa-Backbone pour *Le Figaro*. Un ras-le-bol fiscal moindre qu'en 2015 (71 %) mais particulièrement élevé chez les sympathisants du Rassemblement national (73 %). Le parti à la flamme n'a d'ailleurs pas manqué de faire part de sa vive opposition à une hausse de la fiscalité, Marine Le Pen allant jusqu'à évoquer le vote d'une motion de censure si *« le peuple est bafoué dans ses intérêts supérieurs »*, dans une interview au *Parisien*. Une menace sérieuse pour le futur gouvernement, le RN disposant d'un grand pouvoir de nuisance avec ses 126 députés.

Avec 71 % de l'opinion publique opposée à une hausse des impôts, Michel Barnier risquerait de rapidement dégringoler du classement des personnalités politiques préférées des Français, duquel il est récemment arrivé en tête, s'il venait à rouvrir le chantier de la fiscalité. La levée de boucliers est d'ailleurs presque aussi forte chez les électeurs du RN (80 %) que chez ceux de La France insoumise (78 %). Le mouvement mélenchoniste plaide pourtant, avec le reste de la gauche, pour une augmentation des impôts de 140 milliards d'euros d'ici à 2027. Pendant la dernière campagne législative, le Nouveau Front populaire a défendu un impôt sur le revenu plus progressif, avec un barème de 14 tranches, le rétablissement de l'impôt sur la fortune (ISF), mais aussi la mise en place d'une taxe sur les superprofits et une plus forte imposition des bénéfices des multinationales.

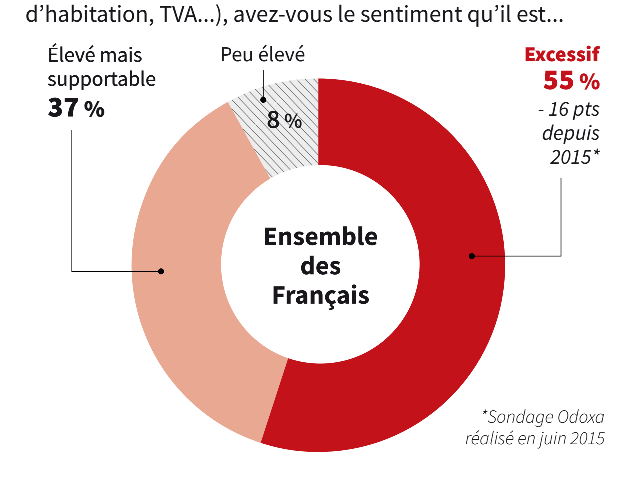
Un sujet ultrasensible

Le rejet d'une hausse de la fiscalité reste toutefois plus modéré chez les sympathisants du Parti socialiste (PS) et des Écologistes, où la proportion tombe respectivement à 65 % et 64 %. Étonnamment, les soutiens de Renaissance ne sont que 51 % à s'opposer à une telle augmentation. Le camp présidentiel a pourtant fait de la baisse des impôts son cheval de bataille depuis le premier quinquennat d'Emmanuel Macron. Ultrasensible, le sujet a d'ailleurs provoqué une première crise mardi entre les macronistes et Michel Barnier, Gabriel Attal sollicitant un rendez-vous en urgence à Matignon. De son côté, Gérald Darmanin a jugé qu'il était *« hors de question »* de rentrer ou de soutenir *« un gouvernement qui augmente les impôts »*.

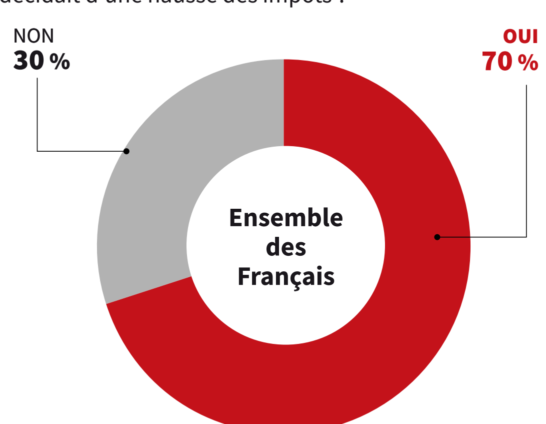
Si les Français rejettent en bloc l'idée d'une hausse de la fiscalité pour l'ensemble de la population (84 %), ils sont très favorables à une réduction du train de vie de l'État (91 %) et à une augmentation des impôts pour les plus riches (78 %). La réduction des aides sociales (54 %) et du nombre de fonctionnaires (50 %) rencontre, elle, moins de succès, tout comme une hausse des impôts pour les entreprises (47 %). Néanmoins, 60 % des Français estiment que Michel Barnier ne suivra pas leurs recommandations, en augmentant les impôts pour l'ensemble de la population. Ils sont presque autant à ne pas lui faire confiance pour réduire la dette et le déficit public (64 %). ■

Les Français rejettent en bloc l'idée d'une augmentation des impôts

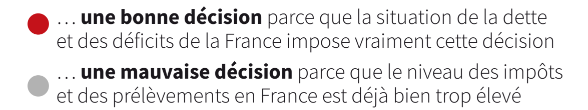
QUESTION Quand vous pensez au **montant des différents impôts et taxes que vous payez** (impôt sur le revenu, taxe d'habitation, TVA...), avez-vous le sentiment qu'il est...

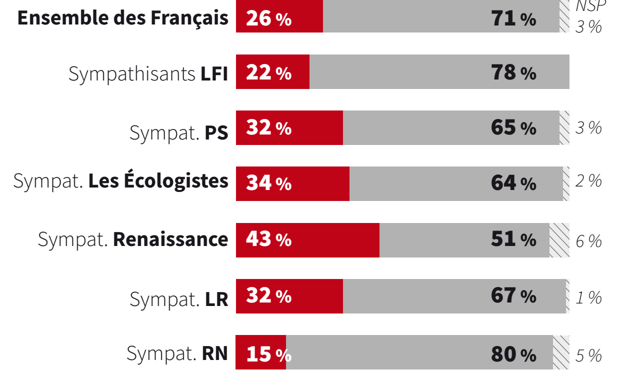


QUESTION Pensez-vous que vous serez **personnellement concerné** si le premier ministre décidait d'une hausse des impôts ?

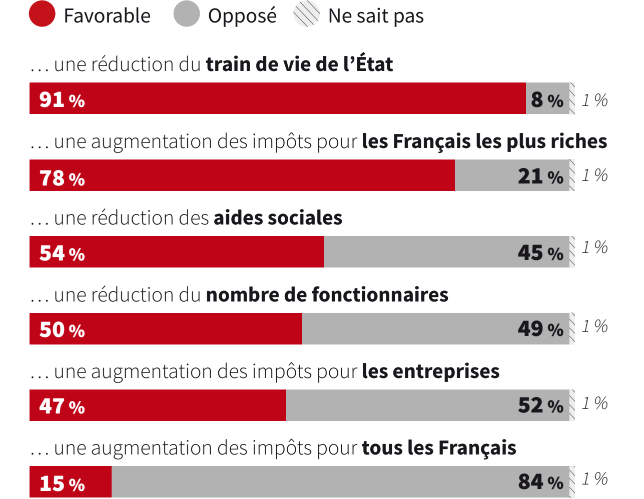


QUESTION Si Michel Barnier décidait d'une hausse des impôts, diriez-vous plutôt que ce serait…





QUESTION Pour réduire le niveau de déficit public de la France, seriez-vous favorable ou opposé à...



ODOXA BACKBONE. LE FIGARO

Étude réalisée par Odoxa-Backbone Consulting pour Le Figaro. Enquête réalisée auprès d'un échantillon de Français interrogés par internet les 18 et 19 septembre 2024. Échantillon de 1 005 Français représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, niveau de diplôme et profession de l'interviewé après stratification par région et catégorie d'agglomération. Auprès de l'ensemble des Français, la marge d'erreur s'établit, selon le score visé, entre 1,4 et 3,1 points.

Véhicules électriques : Pékin tente en vain de faire renoncer Bruxelles à ses taxes

Isalia Stieffatre Bruxelles

La Commission reste ferme. Mais la division des États fragilise l'Europe.

Une négociation en forme de marathon diplomatique. Prévue pour commencer jeudi en début d'après-midi, la rencontre entre le commissaire européen chargé du Commerce, Valdis Dombrovskis, et son homologue chinois, Wang Wentao, pour discuter des tarifs douaniers imposés par l'UE sur les véhicules électriques chinois aura occupé une bonne partie de l'après-midi. À l'arrivée, ni terrain d'entente ni grande déclaration : les deux parties se disent déterminées à *« poursuivre et intensifier les efforts pour trouver une solution mutuellement acceptable »*. Un début de victoire pour l'UE et un échec pour Pékin, pour qui cette réunion marquait le pinacle de ses tentatives pour trouver un accord afin d'éviter de se voir infliger des droits de douane supplémentaires. Depuis presque un an, la Commission essaye de montrer les muscles face à la Chine, dans une nouvelle politique commerciale qui se veut plus *« souveraine »*.

Les véhicules électriques à batterie (VEB) ont été la première cible de ce regain de fermeté. En juillet, dix mois après le lancement d'une enquête anti-subventions, la Commission annonce officiellement la mise en place de droits de douane provisoires, allant de 7,8 % à 35,3 %. Aujourd'hui, c'est de l'imposition de droits définitifs dont il est question : pérenniser, ou non, ces tarifs, qui expirent en novembre.

L'Europe, premier marché pour la Chine

Les ventes de VEB fabriqués en Chine ont explosé, passant de 57 000 en 2020 à plus de 437 000 en 2023, selon Eurostat. Au cours de la même période, la valeur de ces transactions est passée de 631 millions à 9,66 milliards d'euros. L'Europe, à elle seule, représente près de 55 % du marché chinois de ventes de VEB. Une manne, que la Chine aimerait bien conserver alors que la majorité des autres marchés mondiaux se ferment à ses exportations. Turquie, Inde, Canada… Plusieurs pays ont pris des mesures contre les véhicules chinois, dans la lignée des États-Unis, qui ont, de leur côté, imposé des droits de douane de 100 %.

L'Europe peine toujours à montrer un front uni face à Pékin. De passage à Rome et à Berlin la semaine dernière, Wang Wentao a multiplié les rencontres pour tenter d'enfoncer des brèches. Car l'application de ces droits définitifs passe par un vote qui doit recueillir une majorité d'au moins quinze États membres représentant 65 % de la population de l'Union. Un vote qui s'annonce de plus en plus incertain, à mesure que les États font volte-face ou émettent des réserves.

L'Allemagne, en premier lieu, s'est toujours montrée frileuse à l'idée d'instaurer des surtaxes. La Chine reste le premier marché de son industrie automobile. Le ministre allemand de l'Économie, Robert Habeck, a appelé mardi l'Union européenne et Pékin à *« trouver une solution négociée »* à l'affaire. *« Nous voulons éviter une guerre commerciale avec une spirale de droits de douane, ce qui, en fin de compte, nuit aux deux parties »*, a déclaré le vice-chancelier dans un communiqué, après sa rencontre à Berlin avec le ministre chinois.

L'Italie, à l'origine favorable à de nouveaux tarifs, cultive l'ambiguïté depuis le passage de Wang Wentao à Rome lundi. Antonio Tajani, le ministre des Affaires étrangères, rappelait le *« soutien »* de l'Italie à l'initiative de la Commission. Tandis que, de son côté, Adolfo Urso, le ministre de l'Industrie, déclarait espérer une solution négociée.

Mais la plus grande surprise est venue de l'Espagne début septembre, lorsque le premier ministre, Pedro Sanchez, a exhorté l'UE à *« reconsidérer »* les droits de douane sur les voitures électriques chinoises. À l'issue d'une visite de quatre jours en Chine, le chef de gouvernement espagnol a déclaré que Madrid était *« en train de revoir (sa) position »*, afin de trouver un compromis entre la Commission et la Chine.

« Il ne s'agit pourtant pas de lancer une guerre commerciale, elle est déjà là ! », s'émeut Alicia Garcia-Herrero, spécialiste des relations économiques avec la Chine au think-tank Bruegel. *« La Chine veut faire de ces tarifs douaniers un coup politique. Leur niveau est très peu élevé, ils peuvent facilement être absorbés par les constructeurs, les prix pourraient ne pas augmenter du tout en Europe. C'est une question de politique »*, estime-t-elle.

Le vote des États s'annonce désormais comme un test décisif de la volonté de l'UE de s'opposer aux pratiques commerciales de la Chine. Preuve de la fébrilité de la Commission, initialement prévu le 25 septembre, il a été reporté à une date encore inconnue. ■



Le ministre chinois du Commerce, Wang Wentao, et le ministre allemand de l'Économie, Robert Habeck, mardi, à Berlin.

JOERG CARSTENSEN/DPA

Après l'inflation, le chômage devient la priorité de la Fed

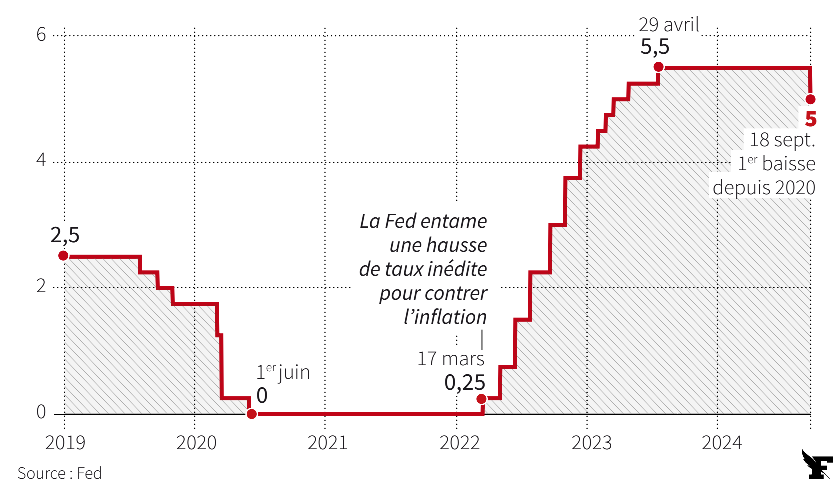
Pierre-Yves Dugua Washington

Tout en baissant son taux fortement, de 0,5 point, Jerome Powell veut convaincre qu'il ne craint pas une récession.

Jerome Powell fait tout pour convaincre que la baisse vigoureuse du taux directeur de la Réserve fédérale annoncée mercredi soir, plus forte que prévu par la majorité des traders, ne traduit pas un début de panique devant le risque d'une récession. La Réserve fédérale a réduit de 0,5 % son principal taux, mettant fin à un resserrement monétaire enclenché début 2022 pour contrer l'inflation. Derrière la sérénité affichée par le patron de la Fed, les marchés perçoivent tout de même une inquiétude.

La banque centrale américaine avait certes de bonnes raisons de commencer à réduire son taux directeur, car l'inflation a sérieusement reculé, passant de 3,5 % en mars à 2,5 % aujourd'hui. Pour autant, le rythme de hausse des prix dans certains secteurs clés, comme les services (+ 4,9 %) et tout particulièrement le logement (+ 5,2 %), est encore beaucoup trop élevé.

Malgré cela, rester les bras croisés quelques mois de plus était impossible, car le marché de l'emploi refroidit nettement. Le chômage est déjà remonté de 3,7 % en janvier à 4,2 %, tandis que les créations d'emplois, en moyenne, depuis trois mois, sont au plus bas depuis quatre ans. Les États-Unis connaissent un niveau de chômage toujours historiquement bas et proche du plein-emploi. Mais la tendance est préoccupante. Et la Fed sait bien que le chômage est généralement la manifestation la plus tardive de la détérioration de la conjoncture.



Pour couper court aux soupçons de début de panique, Jerome Powell parle de *« confiance grandissante »* dans son scénario idéal d'atterrissage en douceur de l'économie. *« Notre décision reflète notre confiance grandissante qu'avec un recalibrage approprié de notre politique la vigueur du marché du travail peut être maintenue dans le contexte d'une croissance modérée et d'une inflation qui recule substantiellement à 2 % »*, affirme-t-il, employant manifestement des termes lourdement pesés et validés par les autres membres du comité de politique monétaire. Les observateurs notent toutefois que pour la première fois depuis juin 2022 « Jay » Powell n'a pas réussi à obtenir l'unanimité du comité. Michelle Bowman, républicaine et gouverneur depuis 2018, aurait préféré abaisser le taux des Fed Funds de seulement 0,25 %.

Puissante bouffée d'oxygène

La difficulté du virage monétaire entamé par la Fed tient précisément au fait qu'il présente un double risque : intervenir trop tôt si l'inflation n'est pas durablement affaiblie et, inversement, s'engager trop tard si l'incroyable machine américaine à créations d'emplois a commencé de s'enrayer. Les deux risques ne sont pas exclusifs : il n'est pas invraisemblable d'imaginer qu'en 2025 l'inflation résiste alors que le chômage, parti d'un niveau très bas, augmente.

Les pessimistes et les sceptiques devant le numéro de sérénité donné mercredi soir par Jerome Powell sont renforcés dans leurs convictions par les propres anticipations de la Fed. Son comité monétaire juge probable deux baisses supplémentaires de 0,25 % d'ici la fin de l'année et plusieurs baisses en 2025 équivalentes à un total de 1 %. Ce qui porterait ce taux auquel la banque centrale laisse les banques se prêter des liquidités à très court terme de la fourchette actuelle de 4,75 % à 5 % à une bande fluctuant entre 3,75 % et 4 %. Cette forte décélération équivaut à une puissante bouffée d'oxygène destinée à prévenir une récession. Selon Jerome Powell, la vigueur de la baisse de taux serait suffisante non seulement pour empêcher la récession mais aussi pour préserver une croissance honorable autour de 2 %.

C'est un peu comme si l'homme le plus écouté du monde de la finance disait soudainement : « Écoutez ce que je dis, ne vous fiez pas à ce que je fais. » L'apparente contradiction rappelle la divergence difficilement réconciliable de l'optimisme des marchés d'actions au regard du pessimisme du marché obligataire. Les premiers, toujours euphoriques, valorisent aujourd'hui en moyenne l'indice S&P 500 à un niveau historiquement élevé de 24 (ratio prix/bénéfices) dans le contexte de hausses de profits de 14 % pour l'an prochain. En revanche, les seconds, bien plus pessimistes, voient la fourchette des Fed Funds tomber à 2,75 %-3 % fin 2025, selon les données collectées par CME FedWatch. Manifestement, l'évolution à venir des chiffres de l'emploi devient plus importante aux yeux de la Fed que celle de l'inflation, sauf nouvelle mauvaise surprise dans les prix des services. ■

Normes CO_2 : le cavalier seul de Stellantis face à ses concurrents

Valérie Collet

Les constructeurs automobiles appellent l'Europe à l'aide avant l'entrée en vigueur de nouveaux objectifs en 2025, à l'exception du groupe piloté par Carlos Tavares.

Ils sont français, allemands, italiens, américains, japonais, coréens… mais malgré leurs origines variées, les constructeurs automobiles sont logés à la même enseigne en Europe. Tous connaissent le niveau moyen d'émissions de CO_2 à atteindre chaque année pour respecter la législation européenne et éviter de payer de lourdes amendes. La moyenne calculée pour chaque constructeur prend en compte les émissions à la sortie du pot d'échappement des véhicules assemblés en Europe ou importés d'autres continents et vendus au sein de l'Union européenne.

Ceux qui vendent un grand nombre de voitures électriques et d'hybrides obtiennent une meilleure moyenne que les « mauvais élèves » de la classe qui ont surtout écoulé des thermiques et un peu d'hybrides. Or, à partir de 2025, le niveau d'émissions moyen devra baisser de 15 %. Et comme les ventes de voitures électriques traversent un trou d'air, les risques de payer des pénalités se profilent pour plusieurs grandes marques.

En effet, en août, les voitures électriques à batterie (BEV) représentaient 14,4 % du marché automobile au sein de l'Union européenne, contre 21 % l'année précédente. « *Il s'agit du quatrième mois consécutif de baisse cette année, ce qui contraste fortement avec les augmentations mensuelles presque constantes de l'année dernière* » observe l'Association des constructeurs automobiles européens (Acea), le lobby européen de l'automobile qui publie chaque mois les chiffres de ventes par pays et par type de motorisation.

« Tout le monde connaît les règles depuis longtemps, tout le monde a eu le temps de se préparer »

Carlos Tavares
Directeur général de Stellantis



De gauche à droite : Carlos Tavares, directeur général de Stellantis et Luca de Meo, directeur général de Renault Group et président de l'Association des constructeurs automobiles européens (Acea).

PHOTOPQR/LE PARISIEN/MAXPPP

Cette nouvelle baisse des ventes de BEV a convaincu l'Acea d'officialiser collectivement la position déjà formulée par Luca de Meo, le directeur général de Renault et président de l'organisation. Jeudi matin, l'association a appelé « *les institutions européennes à proposer des mesures d'aide urgentes avant que les nouveaux objectifs en matière de CO_2 pour les voitures et les camionnettes n'entrent en vigueur en 2025.* »

« *Nous jouons notre part dans la transition* » par l'électrification des véhicules, se défendent les constructeurs. Mais « *les conditions essentielles ne sont pas réunies pour stimuler la production et l'adoption de véhicules zéro émission : des infrastructures de recharge et de distribution d'hydrogène, ainsi qu'un environnement de production compétitif, une énergie verte abordable, des incitations fiscales et des aides à l'achat, et un approvisionnement sûr en matières premières, en hydrogène et en batteries* », se plaignent les membres de l'Acea. « *Cela fait naître la perspective décourageante d'amendes de plusieurs milliards d'euros, qui pourraient être mieux investies dans la transition vers la neutralité carbone, ou celles de réductions de production inutiles, de pertes d'emplois et d'un affaiblissement de la chaîne d'approvisionnement et de valeur européenne* », avertissent les constructeurs adhérents de l'Acea, c'est-à-dire BMW, Ford, Honda, Hyundai, Mercedes, Renault, Volkswagen, Toyota.

En face d'eux, Stellantis (Peugeot, Citroën, Fiat, Opel…), quatrième constructeur mondial, affiche son désaccord. Le groupe piloté par Carlos Tavares, pourtant cinglant à l'égard des politiques qui ont mis en place la législation européenne « *sans aucune étude d'impact économique* », réclame de s'en tenir à la feuille de route prévue. Ni plus ni moins. « *Tout le monde connaît les règles depuis longtemps, tout le monde a eu le temps de se préparer, et donc maintenant on fait la course*, a-t-il lancé dimanche dernier à Chantilly. *Du point de vue de la concurrence si chère à l'Union européenne, il serait surréaliste de changer maintenant les règles.* »

La démarche de l'Acea offre au dirigeant de Stellantis la possibilité de jouer une partition qu'il affectionne : la compétition sur terrain accidenté. Il y a quelques jours, le groupe avait clairement annoncé qu'il serait au rendez-vous en 2025. Stellantis « *respecte les lois et règlements auxquels l'entreprise est soumise, y compris les normes européennes d'émissions, et s'est organisé pour être en conformité avec les normes en 2025 sans recourir à l'achat de crédits CO_2.* » Le groupe affirme que les enjeux sont à la fois écologiques, économiques et sociaux. Il pilote chaque mois sa capacité à respecter les futures normes en arbitrant les motorisations à pousser ou à supprimer, quitte à perdre des parts de marché. Les seuils de 2025 sont « *très ambitieux* », concèdent ses dirigeants. « *Le soutien des pouvoirs publics est plus que jamais nécessaire pour accompagner les clients dans l'achat de ces véhicules et il faut aussi continuer d'accélérer le développement d'un réseau efficace de recharges publiques.* »

Une fois encore, Carlos Tavares ne se privera pas de rappeler que la période est darwinienne. En clair, que son groupe saura résister aux difficultés du marché et aux contraintes réglementaires. Ce sera aussi l'occasion de démontrer que ni les difficultés rencontrées aux États-Unis au premier semestre, ni la chute de 47 % de son cours de Bourse en six mois n'ont entamé son moral de gagneur ! Un état d'esprit difficile à concilier avec la démarche collective de l'Acea, dont plusieurs membres comme Ford et Volkswagen risquent gros avec le durcissement des normes CO_2 en 2025.

L'ONG Transport & Environment (T&E) estime aussi que les gesticulations de l'Acea sont « *absurdes* ». Selon l'association environnementale, l'arrivée sur le marché de véhicules électriques plus abordables va changer la donne. « *Pas moins de sept nouveaux modèles sont annoncés à moins de 25 000 euros à partir de fin 2024*, rappelle T&E. *L'augmentation attendue des ventes de véhicules électriques sera pour les constructeurs automobiles le premier levier de mise en conformité avec la réglementation CO_2.* »

Selon T&E, qui se base sur les données de DataForce et de Global Data, tous les constructeurs devraient être dans les clous en 2025. Volvo Cars, Kia et le groupe Stellantis sont d'ores et déjà les mieux placés. Tous les autres seront dans le vert grâce à leurs ventes d'hybrides et d'hybrides rechargeables, selon les projections de l'ONG. Celle-ci suggère aux « traînards », comme Volkswagen et Ford, d'acheter des crédits CO_2 à Tesla et à Volvo pour respecter le calendrier. Un grand écart avec les estimations des constructeurs automobiles européens. ■

La potion des géants de la pharmacie pour réduire leur fiscalité

Marie Bartnik

Ils proposent 1 milliard d'économies pour l'Assurance-maladie et demandent une contrepartie à Michel Barnier.

Des entreprises qui proposent des mesures clé en main pour réaliser 1 milliard d'euros d'économies dans leur secteur, c'est peu banal. C'est pourtant la démarche lancée ce jeudi par le Leem, le lobby des laboratoires pharmaceutiques. La proposition n'est pas complètement innocente : les labos espèrent bien obtenir en contrepartie un allégement substantiel de leur fiscalité, de l'ordre de 1,1 milliard d'euros.

« *Nous traversons une période politique particulière*, rappelle Thierry Hulot, le président du Leem. *Aucune indication et aucun arbitrage n'ont encore filtré au sujet du prochain projet de loi de financement de la Sécurité sociale, et nous attendons le nom de notre huitième ministre de la Santé en deux ans.* » Dans cette période d'incertitude, une chose ne fait en revanche guère de doute : le futur gouvernement devra activement trouver de nouvelles sources d'économies, et le secteur redoute d'en faire les frais.

S'estimant trop lourdement taxé, il avait pourtant obtenu du précédent gouvernement la promesse d'un plafonnement de la clause de sauvegarde, cette simili-taxe assise sur leur chiffre d'affaires, à 1,6 milliard d'euros. Ce prélèvement a été conçu pour éviter un dérapage des finances publiques lié à la consommation de médicaments : au-delà d'un montant fixé chaque année par le gouvernement, 70 % du surplus est prélevé auprès des laboratoires pharmaceutiques.

Longtemps, la clause de sauvegarde est restée symbolique. Elle ne représentait par exemple que 127 millions d'euros en 2019. Puis elle est devenue « *hors de contrôle* », déplore le Leem, jusqu'à menacer l'équilibre économique du secteur pharmaceutique en France. Mais les promesses du gouvernement Attal semblent aujourd'hui bien incertaines. Si la clause de sauvegarde n'était pas plafonnée à 1,6 milliard d'euros comme le gouvernement précédent s'y est engagé, elle atteindra 2 milliards d'euros en 2025. Surtout, le secteur souhaite aller plus loin et obtenir une réduction progressive de cette clause, à 500 millions d'euros en 2027. « *C'est le montant préconisé par la mission Borne* », dont le rapport a été remis à l'été 2023, rappelle Thierry Hulot.

Le Leem est conscient des marges de manœuvre budgétaires étroites du prochain gouvernement et ne demande pas de cadeau fiscal. « *On ne dit pas non plus qu'il faut financer cela en réduisant le budget de l'hôpital*, souligne Thierry Hulot. *Nous proposons, et c'est inédit, des mesures d'efficience qui permettront de financer la décroissance progressive de la clause de sauvegarde.* »

Trois mesures présentées

Les mesures proposées sont au nombre de trois. La première avait déjà été présentée par le Leem au printemps. Il s'agit de réduire le volume des médicaments consommés en France, à hauteur de 300 millions d'euros. Une première campagne de publicité, financée par Leem en juin, visait à avertir les patients âgés des effets néfastes d'une surconsommation. « *Au-delà de cinq, il y a un risque accru d'interactions médicales nocives* », soulignait alors Eric Baseilhac, le directeur des affaires économiques du Leem.

Toujours dans l'objectif de réduire le volume des médicaments consommés, le Leem a financé l'installation d'un logiciel de prescription à 23 000 médecins généralistes, qui leur envoie un avertissement dans le cas où un patient de plus de 65 ans se voit prescrire plus de cinq médicaments. Le Leem assure que ces efforts sont payants. « *Il y a eu 250 000 avertissements envoyés, le système marche* », estime Thierry Hulot.

La deuxième mesure consiste à autoriser la vente sans ordonnance d'une centaine de médicaments, déjà couramment vendus sans prescription ailleurs en Europe. Ainsi de certains antimigraineux, traitements antimycosiques ou antiallergiques. Le fait de passer outre la consultation médicale pourrait générer 300 autres millions d'euros d'économies, estime le Leem. Enfin, les laboratoires proposent d'améliorer la trésorerie de l'État en payant par anticipation les remises qu'ils accordent à l'Assurance-maladie. En 2023, ces remises ont représenté 8 milliards d'euros, contre 6 milliards en 2022. « *Ces paiements sont réalisés avec un décalage de plusieurs mois voire parfois de plusieurs années*, explique Thierry Hulot. *Si nous anticipions ces paiements, cela réduirait le coût de la dette de 500 millions d'euros.* »

Plusieurs rapports ont récemment souligné les « *injonctions contradictoires* » auxquelles fait face le secteur pharmaceutique en France. « *Nous sommes le premier contributeur aux économies sur les dépenses de santé*, souligne Charles Wolf, le directeur général de Sanofi. *En 2010, le médicament représentait 12 % de ces dépenses, contre moins de 9 % aujourd'hui.* » Outre la clause de sauvegarde, le secteur pâtit de prix des médicaments en moyenne 10 % plus bas qu'ailleurs en Europe. Ils sont 33 % moins chers qu'en Allemagne et 18 % moins chers qu'en Italie.

Cet effet ciseau entre une fiscalité élevée et des prix de vente particulièrement bas met à mal l'équilibre économique des entreprises du secteur. Il est en contradiction avec l'objectif affiché des gouvernements successifs de relocaliser la production de médicaments et d'éviter les pénuries. « *Des prix bas sont souvent associés à davantage de pénuries*, souligne Charles Wolf. *Ils peuvent en effet conduire les entreprises à réduire leurs investissements consacrés à l'outil industriel.* » Dans un contexte mondial où la demande de médicaments ne cesse de progresser, « *le marché français n'est pas toujours le premier servi* », note de son côté le Conseil d'État, dans un récent rapport sur la souveraineté. Reste à savoir si le ou la futur(e) ministre de la Santé piochera dans la boîte à idées des labos. ■

Éolien en mer : les leçons d'un chantier titanesque au large de Saint-Brieuc

Elsa Bembaron Envoyée spéciale à Saint-Brieuc

Treize ans après avoir emporté le marché, Iberdrola a inauguré le parc de 62 turbines géantes.

Qu'ils semblent loin les débats d'opposants. Ce jeudi matin, l'heure était aux réjouissances à Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor) entre les représentants locaux français et la direction générale d'Iberdrola, à l'occasion de l'inauguration du parc éolien. Visibles depuis la côte par temps clair et sans brumes marines, les éoliennes sont restées cachées la veille en dépit d'un beau soleil. « *Cette année, 10 000 personnes ont effectué une sortie en mer pour aller voir les éoliennes, deux fois plus que l'année dernière. L'engouement est réel* », illustre Anne-Lise Corlouër, présidente des Vedettes de Bréhat. De quoi compenser - un peu- une baisse de fréquentation liée à un été particulièrement pluvieux !

Les premières éoliennes ont commencé à produire de l'électricité en juillet 2023 et le parc tourne à plein depuis mai dernier. Chacune des turbines affiche une puissance de 8 mégawatts (MW) pour une capacité installée totale de 496 MW. De quoi alimenter en électricité 835 000 personnes. « *En 2006, nous avons frôlé plusieurs fois le black-out. Nous étions une péninsule électrique, nous amenant à une très forte dépendance qui ne pouvait pas durer* », rappelle Jean-Yves Le Drian, l'ancien président de la région Bretagne. « *La Bretagne produisait 18 % de l'électricité qu'elle consomme, avec Saint-Brieuc, c'est 27 %* », précise Emmanuel Rollin, directeur général d'Iberdrola France, le groupe espagnol qui a emporté l'appel d'offres pour la construction du parc en 2012. *Cette inauguration célèbre la fin de treize années de travail, une de préparation et plusieurs faites d'études, d'autorisations, de recours d'opposants et de travaux titanesques.* »

Des coûts et des délais tenus

Pour installer ces géantes des mers de 207 mètres de haut, il a fallu forer la roche sur une profondeur de 18 à 45 mètres, le tout à plus de 40 mètres sous la mer. Les représentants d'Iberdrola égrènent les difficultés rencontrées : courants très forts, dureté de la roche par endroits, zones sableuses à d'autres, amplitude de marées jusqu'à 12 mètres, vents violents… Autant de défis à relever pour l'espagnol qui a investi 2,5 milliards dans ce projet.

Le gestionnaire du réseau de transport d'électricité (RTE) a déboursé 240 millions pour assurer le raccordement du parc : 33 km de liaison sous-marine, 16 km de liaison souterraine terrestre et l'extension d'un poste électrique à terre. « *Un projet qui s'est tenu dans les coûts et dans les délais. Cela nous permet de nous affirmer comme un opérateur maritime* », se félicite Régis Boigegrain, directeur exécutif en charge des interconnexions et des projets en mer de RTE, insistant sur le fait que « *l'éolien en mer est une des briques qui va permettre d'avancer dans la transition énergétique* ». Avec un coût parfois élevé. Les mégawattheures (MWh) produits à Saint-Brieuc sont rachetés à 196 euros. Le prix initial de l'appel d'offres était à 200 euros, il avait été ramené à 155 euros le MWh après négociation entre l'État et l'opérateur en 2018. Le prix actuel est le fruit du mécanisme d'indexation qui intègre l'inflation et la hausse du coût des matières premières. Très loin du prix de marché actuel à environ 70 euros du MWh.

Les retombées économiques locales sont loin d'être neutres. Iberdrola va verser une « *taxe éolienne* » de plus de 9 millions par an dont la moitié ira aux six communes les plus proches du parc, 35 % au comité des pêches, 5 % aux Sauveteurs en mer (SNSM), 5 % pour l'agence de la biodiversité et 5 % pour les autres usagers hors pêche. D'autres sont concernés. « *Nous sommes trop loin pour bénéficier de la taxe, mais nous allons accueillir la base de maintenance du parc éolien. Quatre-vingt emplois vont être créés sur la commune* », explique Thierry Simelière, maire de Saint-Quay-Portrieux. Un investissement de 20 millions va être réalisé dans le port, dont 15 millions par Ailes marines, la structure locale d'Iberdrola. Les équipements du parc ont été fabriqués en Europe et notamment en France. Les turbines éoliennes de Saint-Brieuc ont été la première commande enregistrée par l'usine havraise de Siemens Gamesa. Les éléments des fondations ont été fabriqués sur le polder du port de Brest. Quelque 1700 salariés ont été mobilisés pour la construction du parc et une centaine d'emplois directs ont été créés pour sa maintenance.



Chaque turbine peut alimenter en électricité 835 000 personnes. STUDIO-JAM /PAUL WAGNER POUR IBERDROLA FRANCE

Au-delà des conséquences industrielles pour la région, il a aussi fallu gérer l'impact de cette installation sur l'environnement. « *Nous avons déplacé le parc de 6 km par rapport à la position initialement prévue pour préserver un gisement de coquilles Saint-Jacques, espacé et aligné les éoliennes pour faciliter la pêche dans le parc* », explique Marie Thabard, directrice des activités offshore Iberdrola France. Le nombre d'éoliennes a été revu à la baisse : en une décennie, les progrès technologiques ont permis de ramener de 100 à 62 le nombre de turbines nécessaires pour atteindre une capacité de 496 MW.

Multiples recours

Côté pêcheurs, l'heure est à l'apaisement. « *Les gars pêchent de l'araignée, de la coquille Saint-Jacques et du homard dans les mêmes conditions qu'avant* », raconte Yannick Héméury, PDG de la coopérative maritime de Paimpol et ancien marin pêcheur. Il y a 14 ans, il avait organisé, avec le comité local des pêches de Paimpol, l'information et la concertation. Différents points ont été négociés avec Iberdrola, de l'indemnisation des pêcheurs à l'orientation des éoliennes « *dans le courant* », leur espacement pour favoriser le passage des bateaux. Les câbles électriques ont été ensouillés (enfouis dans le sol) pour permettre le passage des chaluts. Pas de quoi consoler ce marin pêcheur qui se sent « *oppressé* » quand il navigue au milieu des éoliennes.

Mais s'il a fallu treize ans pour construire le parc, ce n'est pas tant en raison des difficultés techniques, qu'à cause de multiples opposants et recours. « *Nous avons rencontré une forte opposition de la part des défenseurs de l'escargot de Quimper* », se souvient Jean-Yves Le Drian. Loïg Chesnais-Girard, son successeur à la présidence de la région Bretagne, a les yeux rivés sur les prochains parcs offshore, notamment le parc flottant de Bretagne Sud, au large de Pennavel. « *Le parc de Saint-Brieuc a permis de mettre fin à de fausses informations, insinuant que l'installation d'éoliennes en mer générerait un désert marin, avec la disparition des saint-jacques et des céphalopodes. Aujourd'hui, ils vont tous bien* », tranche-t-il, bien conscient que les efforts nécessaires à la transition énergétique n'ont pas fini de faire parler d'eux et que, plus que jamais, la concertation est une nécessité. ■

À 50 ans, Ibis est toujours la pépite d'Accor

Mathilde Visseyrias

Déclinée en version Budget, Rouge et Styles, la marque s'est réinventée, en gardant un positionnement économique.

Plus de 2600 hôtels dans 79 pays, un succès mondial à faire pâlir la concurrence. À 50 ans, Ibis continue de faire la fortune d'Accor et n'en finit pas de grossir. La marque a son fief en France (avec près de 1000 adresses), où elle est devenue incontournable, devant des enseignes comme Campanile et B&B. Mais Ibis revendique aussi une place de leader de l'hôtellerie économique de chaîne en Europe, en Afrique du Nord et plus loin, au Brésil, en Australie et même en Thaïlande. Même la Chine compte plus de 330 hôtels Ibis dans le pays.

« *Ibis représente 45 % de nos hôtels, 25 % du chiffre d'affaires d'Accor, et c'est la marque la plus profitable du groupe* », confie Jean-Jacques Morin, directeur général adjoint d'Accor, en charge de la division premium, milieu de gamme et économique. *La marque a un retour sur investissement de 15 % à 20 % qui plaît aux investisseurs du monde entier. Elle est là depuis longtemps, mais elle a su se transformer tout en gardant son positionnement économique. En permanence, nous faisons beaucoup de travail pour qu'elle garde sa vitalité.* »

Les gens ne viennent pas chez Ibis pour le plaisir de passer une nuit à l'hôtel, prendre un cocktail ou s'offrir un restaurant gastronomique. Ils viennent chez Ibis parce qu'ils ont autre chose de prévu (un mariage, un rendez-vous professionnel, un concert…) et qu'ils ne veulent pas casser leur tirelire à l'hôtel, tout en étant rassurés par une grande marque. Les prix varient d'une ville à l'autre, mais il y a des paliers à ne pas dépasser. « *En France, comme partout ailleurs, la marque doit inspirer confiance et sa promesse est la même : des prix accessibles, des chambres confortables avec une literie de qualité, et une culture du service qu'on trouve rarement dans l'hôtellerie économique*, ajoute Karelle Lamouche, directrice générale commerciale Accor. *En permanence, nous collectons des millions de données sur internet (Tripadvisor…), qui nous permettent de mieux répondre aux attentes des voyageurs.* »

Lancé en 1974 avec l'ouverture d'un premier hôtel à Bordeaux Lac, Ibis est une pure création des deux fondateurs d'Accor, Gérard Pélisson et Paul Dubrule. Ils avaient commencé l'histoire du groupe avec Novotel, en 1967. Ils ont pensé Ibis comme sa déclinaison dans l'hôtellerie économique. « *Avec des hôtels souvent installés dans la périphérie des villes, Ibis était à l'époque la première marque standardisée économique de l'hôtellerie*, se souvient Stéphane Botz, associé en charge de l'hôtellerie chez KPMG. *Par sa nouveauté, il a d'emblée plu à la clientèle d'affaires puis aux vacanciers, avec l'arrivée de la cinquième semaine de congés payés, au début des années 1980.* »

Depuis, Ibis s'est développé à marche forcée grâce à la franchise, tout en restant fidèle à son ADN : une standardisation assumée, avec trois modèles de chambres qui sont renouvelés tous les sept ans. Les investisseurs ont un cahier des charges précis : ces chambres doivent faire au minimum 16 mètres carrés. A minima, l'hôtel a son lobby où ses clients peuvent éventuellement s'installer pour travailler, un buffet pour le petit-déjeuner et une musique d'ambiance. Tout le reste est optionnel (restaurant, salle de réunion, parking…)

« Une nouvelle vie »

Mais Ibis, depuis 2012, c'est bien plus que cela. À ces hôtels très normés se sont ajoutés deux petits frères, Ibis Budget et Ibis Styles : le premier est moins cher, le second est non normé - chaque adresse Ibis Styles a son style et son ambiance. Mais les deux sont des versions économiques de l'hôtellerie. Ces déclinaisons ont propulsé Ibis dans une autre dimension. « *Cela a permis à Ibis de commencer une nouvelle vie* », reconnaît Jean-Jacques Morin. L'idée de créer une « famille Ibis » vient d'un as du marketing, Denis Hennequin, un ancien de McDo nommé PDG d'Accor entre 2011 et 2013. « *Ibis, c'est un peu le Big Mac d'Accor* », déclarait à l'époque celui qui a sacrifié deux marques (Etap Hotel est devenu Ibis Budget et All Seasons, Ibis Styles) pour renforcer ce « *bijou* ». Aujourd'hui, Budget et Styles représentent chacune un quart des hôtels Ibis.

« *Ibis était déjà leader du segment économique dans plus d'une dizaine de pays*, se souvient le directeur général marketing et ventes de l'époque, Grégoire Champetier, lui aussi venu de McDo. *C'était une vache à lait pour Accor, mais elle commençait à se ringardiser avec l'arrivée de nouvelles marques branchées comme Motel One et CitizenM. L'idée a été d'inventer un triptyque Ibis en faisant disparaître Etap Hotel et All Seasons, deux marques économiques qui n'étaient pas du tout à leur potentiel.* »

Ibis Styles plaît à des voyageurs à la recherche d'expériences de plus en plus personnalisées. Mais aussi aux investisseurs et aux hôteliers indépendants, qui y voient l'opportunité de s'adosser à un grand groupe, sans trop de contraintes. « *Le succès d'Ibis Styles a été très supérieur à nos attentes, en particulier en Asie* », raconte Grégoire Champetier.

« *Au départ, j'étais dubitatif. J'aimais All Seasons, qui laissait beaucoup de liberté aux propriétaires*, raconte Oliver Pelat, un des principaux franchisés Accor en France, qui possède plusieurs hôtels Ibis (Budget, Rouge et Styles). *En définitive, nous n'avons changé que l'enseigne en Ibis Styles et les voyageurs sont venus aussi nombreux. Idem pour Ibis Budget, nous n'avons changé que l'enseigne. Ibis est devenu une marque encore plus puissante, que l'on peut parfaitement adapter à un "combo" ou un "tribo", c'est-à-dire un même immeuble abritant plusieurs hôtels de marques différentes.* » Dans cet esprit, Olivier Pelat ouvrira bientôt un nouveau « combo » situé porte de Pantin, à Paris, avec Mercure et Ibis Styles sous le même toit. Une opportunité nouvelle de développement d'Ibis.

À date, Accor annonce l'ouverture de plus de 320 hôtels Ibis dans le monde, dans les cinq ans qui viennent. Mais l'avenir se joue aussi sur la qualité du portefeuille existant. Encore aujourd'hui, certains hôtels Ibis sont vieillots parce que leurs propriétaires ont insuffisamment investi dans leur entretien. Accor les a prévenus : si rien n'est fait, ces hôtels n'ont pas vocation à rester dans le réseau Ibis. Ils perdraient alors tous les avantages de faire partie d'un géant mondial de l'hôtellerie : des achats centralisés, une plateforme de réservations mondiale et un programme de fidélité, qui leur facilitent la vie. Mais il y va de l'avenir d'Ibis, alors que les voyageurs ont de plus en plus de choix, notamment grâce à l'essor des locations saisonnières. ■



Le 18 septembre, sur la scène de l'Olympia, l'entrepreneur, tout en autodérision et en provocation, a conquis les 2000 personnes venues l'écouter.

« Comment devenir milliardaire » : les petits conseils de Xavier Niel pour faire fortune

Thibaut Déléaz

Pour la sortie de son livre autobiographique, le patron de Free est revenu sur les clés de son succès dans un seul-en-scène d'une heure, à mi-chemin entre la conférence de développement personnel et le spectacle humoristique.

« Je suis le plus grand loser de la Terre ! » Curieuse séance d'autoflagellation que celle à laquelle se livre Xavier Niel sur la scène de l'Olympia. Devant 2 000 personnes venues spécialement pour écouter les recettes du succès du milliardaire, 9e fortune de France au classement Forbes 2024, ce dernier énumère ses ratages récents. *« Il y a un an, j'ai voulu racheter M6 : un bide horrible. J'étais tellement énervé que j'ai candidaté pour remplacer la chaîne : on s'est fait éclater la tête. J'ai voulu racheter les cinémas CGR : perdu. Le groupe Casino ? Paf ! Plantage. »* Pourtant, le message est clair, assure l'homme d'affaires : *« La route vers la réussite, elle est faite d'échecs. »*

Ce message « inspirant » faisait partie des leçons dispensées par Xavier Niel dans la mythique salle de concert parisienne, ce mercredi 18 septembre, lors d'une formation en une heure au titre racoleur mais prometteur : *« Comment devenir milliardaire »*. Un exercice à mi-chemin entre la conférence de développement personnel et le one-man-show, avec des conseils très sérieux sur l'entrepreneuriat distillés entre deux blagues et pastilles vidéos humoristiques. Un bon moyen, aussi, de faire la promotion de son livre autobiographique *Une sacrée envie de foutre le bordel* (Flammarion, 19,99 euros). La prestation collait à la personnalité de cet excentrique homme d'affaires, enfant d'internet et de Créteil, qui détonne dans le milieu pincé des ultrariches… Et cultive son image de troll sur les réseaux sociaux.

Ne pas rentrer dans les cases

« Un milliardaire sur scène, il n'y en a qu'un capable de le faire, c'est lui », sourit, dans le public, une cadre de la galaxie Niel, pas étonnée de voir la salle comble. C'est le *« personnage »* que sont venus voir une partie des spectateurs, comme Vélan, *« curieux »* d'écouter le parcours de vie de cet homme qu'il trouve *« sympa, drôle et intéressant »*. Pierre et Hippolyte, 20 et 28 ans, ne s'attendaient à rien de sérieux et sont surtout venus *« se taper une bonne barre »*. Mais pour d'autres, comme Brice, la soirée est plus premier degré : *« Je veux viser le milliard pour tomber, au moins, sur le million »*, explique l'étudiant de 26 ans venu pour recevoir des conseils.

Dans la salle, beaucoup de jeunes de moins de 30 ans, mais pas que. On y a même croisé un futur ex-ministre, peut-être en préparation de sa reconversion. Beaucoup d'hommes aussi. Et ça, c'est *« un problème »*, s'agace Xavier Niel. *« En France, les gens qui entreprennent, ce ne sont que des mecs, blancs, qui ont fait des écoles de commerce. On a besoin de femmes, de diversité »*, presse-t-il, assurant que c'est de la différence que vient l'émulation la plus propice à l'innovation. Entre *« un groupe de mecs qui ont l'air fou »* et *« des diplômés d'école en costume »*, aucun doute pour le milliardaire : les premiers ont le plus de chances de réussir. *« Regardez Elon Musk, il est complètement barge le mec, et pourtant… »*

Voilà la première leçon pour engranger des milliards : être un peu fou, ne pas rentrer dans les cases, mais surtout oser entreprendre. Car à moins d'avoir des parents eux-mêmes fortunés, c'est la seule façon d'y parvenir, estime Xavier Niel. Et pour bien entreprendre, il faut savoir bien s'entourer en *« faisant confiance aux autres »*. Mieux vaut aussi accepter l'échec, puisqu'*« une boîte est un bateau qui a 99 % de chances de couler »*. L'homme d'affaires conseille de voir le business comme *« un jeu »* et de passer rapidement à autre chose après une déroute, comme lorsqu'on se fait dépouiller au Monopoly.

« Pour être milliardaire, allez en prison », conseille également, un brin provocateur, Xavier Niel, qui a *« eu cette chance »*. Soupçonné de proxénétisme aggravé en lien avec une de ses entreprises de Minitel rose, il a passé un mois derrière les barreaux en 2004 avant d'être libéré. Et c'est dans le bureau du juge Renaud Van Ruymbeke qu'il a une *« révélation »*. *« Il m'a donné un conseil : "Mordez la ligne jaune, mais ne la dépassez jamais". »*

Jouer avec les lois sans les enfreindre, voilà où se trouverait une autre des clés du succès. *« Uber le fait avec la réglementation sur les taxis, Airbnb avec la législation sur les hôtels… Ces entreprises ont joué avec les limites pour créer des grosses innovations. »* Un clin d'œil, aussi, à ses propres débuts avec le Minitel rose et l'annuaire inversé constitué en profitant d'une faille pour aspirer gratuitement les numéros de France Télécom, même si cela lui a valu une condamnation.

Défenseur du pouvoir d'achat

À le voir occuper la scène avec assurance, il semble loin le petit Xavier *« solitaire, introverti, mal à l'aise en public »*, décrit rétrospectivement par le milliardaire dans son livre. Le voilà en pleine autodérision, acceptant de se faire rhabiller en survêtements – Louis Vuitton, clin d'œil à son épouse Delphine Arnault, fille du milliardaire à la tête de LVMH – et bob par l'influenceuse Léna situations, ou se moquant des théories du complot qui le disent sataniste – les clients de Free doivent composer le 666 pour accéder à leur messagerie vocale.

Même milliardaire, il tient à cultiver son image d'homme accessible – il assure répondre lui-même à ses mails –, sympa, – il fait livrer des pizzas au public pendant le spectacle – et normal. Le jeune Xavier Niel, geek et hackeur, aimait arpenter les catacombes de Paris. Le Xavier Niel milliardaire de 57 ans est toujours autant cataphile – il a même voulu y emmener Elon Musk. *« C'est un lien avec la vraie vie. »*

L'homme d'affaires se pose aussi en défenseur du pouvoir d'achat, rappelant graphique à l'appui comment il a bousculé l'ordre établi et fait chuter les prix en imposant Free parmi les opérateurs. *« On a tout pété : quel que soit votre opérateur, vous avez bénéficié de l'arrivée de Free*, se félicite-t-il sous des applaudissements nourris. *On vous a rendu des milliers d'euros de pouvoir d'achat. »*

Lui vivant, martèle-t-il fièrement, l'inflation peut bien bondir, le prix d'appel du forfait restera à 2 euros. On se croirait presque revenu au temps des keynotes de Steve Jobs, le fondateur d'Apple, acclamé par ses fans lors des présentations de nouveaux produits. La comparaison ne lui plairait sûrement pas : *« Chez Free, on aurait adoré inventer l'iPhone, mais on aurait eu honte de le vendre aussi cher »*, ironise-t-il.

Si le public est conquis par les conseils de *« tonton Niel »*, force est de constater que les ficelles sont un peu grosses. Xavier Niel le reconnaît lui-même : *« On ne devient malheureusement pas milliardaire avec une formation d'une heure. C'est pourtant ce qu'on tente de vous faire croire à longueur de journée sur TikTok et Instagram. »* Et le patron de Free de dénoncer *« ces gens qui vendent une illusion, que pour être heureux, il faut forcément avoir un yacht à Dubaï »*. Facile à dire quand on est la 9e fortune de France, mais chacun doit *« trouver sa façon d'être heureux »*, insiste-t-il. *« La mienne, c'est d'être entrepreneur. »* ■

LA SÉANCE DU JEUDI 19 SEPTEMBRE

LE CAC

	JOUR	%VAR.	+HAUT JOUR	+BAS JOUR	%CAP.ECH	31/12
ACCOR	39,49	+2,65	39,66	38,91	0,321	+14,13
AIR LIQUIDE	171,06	+1,94	171,06	168,58	0,122	-2,87
AIRBUS	133,44	+3,67	133,5	129,66	0,154	-4,54
ARCELORMITTAL SA	21,9	+3,79	22,05	21,45	0,643	-14,7
AXA	36,23	+0,67	36,48	35,97	0,173	+22,86
BNP PARIBAS ACT.A	65,17	+1,59	65,2	64,68	0,198	+4,12
BOUYGUES	32,28	-0,98	32,89	32,23	0,247	-5,39
CAPGEMINI	195,1	+1,61	196,65	192,95	0,189	+3,36
CARREFOUR	15,695	+0,9	15,82	15,64	0,305	-5,25
CREDIT AGRICOLE	14,4	0	14,52	14,34	0,113	+12,04
DANONE	64,64	+0,19	65,02	64,36	0,179	+10,16
DASSAULT SYSTEMES	36,55	+3,22	36,68	35,66	0,131	-17,37
EDENRED	36,99	+3,15	37,19	36,28	0,254	-31,68
ENGIE	15,57	-2,23	15,96	15,41	0,286	-2,19
ESSILORLUXOTTICA	208,3	+1,71	208,5	206	0,087	+14,7
EUROFINS SCIENT.	54,48	+4,09	54,48	52,86	0,214	-7,63
HERMES INTL	1992	+4,35	1996	1938	0,093	+3,81
KERING	233	+2,64	233,7	229,4	0,287	-41,6
L'OREAL	379	+3,61	379	367	0,089	-15,9
LEGRAND	104,6	+2,2	104,9	102,7	0,213	+11,16
LVMH	614	+3,04	618,4	607,3	0,097	-16,3
MICHELIN	36,96	+1,76	37,07	36,54	0,207	+13,86
ORANGE	10,775	-1,24	10,94	10,705	0,256	+4,57
PERNOD RICARD	128,8	+3,41	129,5	126,35	0,207	-19,37
PUBLICIS GROUPE SA	99,92	+2,73	100,3	98,08	0,138	+18,95
RENAULT	39,5	-0,03	40,13	39,27	0,465	+7,03
SAFRAN	209	+4,03	209,4	203,3	0,126	+31,07
SAINT GOBAIN	84,52	+4,42	84,68	81,42	0,329	+26,79
SANOFI	104,12	+1,13	104,74	103,48	0,12	+15,1
SCHNEIDER ELECTRIC	238,4	+4,01	238,4	230,35	0,162	+31,15
SOCIETE GENERALE	22,885	+1,33	23,055	22,795	0,395	-4,75
STELLANTIS NV	13,964	+2,18	14,256	13,852	0,1	-33,96
STMICROELECTRONICS	26,145	+3,54	26,15	25,575	0,29	-42,21
TELEPERFORMANCE	102	+1,04	103,6	99,22	0,411	-22,76
THALES	148,25	+2,31	148,5	146,2	0,121	+10,68
TOTALENERGIES	62,65	+2,32	62,76	61,92	0,163	+1,7
UNIBAIL-RODAMCO-WE	76,12	-1,96	77,6	75,46	0,272	+13,75
VEOLIA ENVIRON.	30,14	+0,03	30,5	29,92	0,277	+5,53
VINCI	110,6	+0,23	112,25	110,1	0,181	-2,73
VIVENDI SE	10,325	+2,38	10,345	10,16	0,195	+6,71

LES DEVISES

	MONNAIE	1 EURO=	
AUSTRALIE	DOLLAR AUSTRALIEN	1,6352	AUD
CANADA	DOLLAR CANADIEN	1,511	CAD
GDE BRETAGNE	LIVRE STERLING	0,8395	GBP
HONG KONG	DOLLAR DE HONG KONG	8,6952	HKD
JAPON	YEN	159,53	JPY
SUISSE	FRANC SUISSE	0,946	CHF
ETATS-UNIS	DOLLAR	1,1156	USD
TUNISIE	DINAR TUNISIEN	3,374	TND
MAROC	DIHRAM	11,103	MAD
TURQUIE	NOUVELLE LIVRE TURQUE	37,9584	TRY
EGYPTE	LIVRE EGYPTIENNE	53,85	EGP
CHINE	YUAN	7,8827	CNY
INDE	ROUPIE	93,325	INR
ALGERIE	DINAR ALGERIEN	147,11	DZD

L'OR

	VEILLE	31/12
Lingot 1KG	74 610€	+24,11 %
Lingot 100g	7 472€	+24,06 %
Lingot 50g	3 742€	+24,02 %
Lingot ONCE (31,10g)	2 332,74€	+23,97 %
Lingot 10g	756,3€	+23,71 %
Lingot 2,5g	196,25€	+22,64 %
20Fr NAPOLÉON	465,51€	+24,12 %
20Fr SUISSE	459,31€	+24,12 %
SOUVERAIN	581,05€	+24,12 %
KRUGGERAND	2 482,8€	+24,12 %
50 PESOS	2 965,56€	+24,12 %
10 DOLLARS	1 212,22€	+24,12 %
20 DOLLARS	2 424,45€	+24,12 %

Accédez au cours instantané

LA VALEUR DU JOUR

Le CAC 40 propulsé par la baisse des taux de la Fed

Les marchés ont salué avec enthousiasme la baisse des taux de la Fed. La puissante banque centrale américaine a frappé fort en annonçant, mercredi soir, une baisse de 50 points de base (0,5 %) de ses taux directeurs *(lire également en page 26)*. Le CAC 40 s'est adjugé 2,29 %, jeudi, pour finir la séance à 7 615,41 points. À Francfort, dans la journée, le Dax s'est hissé pour la première fois de son histoire à plus de 19 000 points. Wall Street, qui avait fraîchement accueilli le geste de la Fed mercredi, révisait son jugement. En séance, le Dow Jones engrangeait 1,03 %, l'indice Nasdaq 2,70 % et le Standard & Poor's 500, l'indice de référence des professionnels, grimpait de 1,70 %.

Certains observateurs redoutaient qu'une baisse des taux plus forte que prévu (le marché attendait un recul de 25 points de base) soit perçue comme le signal d'une récession imminente aux États-Unis. Les investisseurs ont préféré voir le verre à moitié plein plutôt qu'à moitié vide. Ils ont interprété le geste de la Fed comme une victoire sur l'inflation et anticipent très majoritairement un atterrissage en douceur de l'économie américaine.

Pour les marchés d'actions, les baisses de taux sont généralement d'excellentes nouvelles. Elles tendent à déplacer des sommes investies en obligations vers les actions et réduisent le coût de la dette pour les entreprises. En relançant le crédit, elles favorisent également la croissance économique. À Paris le CAC 40 était porté par les valeurs du luxe. Hermès s'est adjugé 4,35 % et le numéro 1 mondial du secteur, LVMH, a terminé en hausse de 3,04 %. L'once d'or est montée dans la journée à plus de 2 600 dollars, un sommet jamais atteint auparavant. Le métal précieux, qui par nature n'offre pas de rendement, profite également de la baisse des taux directeurs de la banque centrale américaine, ainsi que de l'affaiblissement du dollar. ■

Privés de TNT, C8 et NRJ 12 saisissent le Conseil d'État

Caroline Sallé

Cet été, l'Arcom annonçait le retrait de leur autorisation d'émettre sur la TNT, qui prendra fin le 28 février prochain.

C8 et NRJ 12 ont donc choisi de mener la contre-attaque. Les deux chaînes, propriétés respectives des groupes Canal+ et NRJ, viennent tour à tour de saisir le Conseil d'État afin de contester le non-renouvellement de leurs fréquences TNT en 2025. Le timing de cette offensive n'est pas fortuit. Les fréquences TNT n'ont pas encore été formellement réattribuées. Les 15 chaînes retenues n'obtiendront en effet leur autorisation d'émettre qu'après avoir signé de nouvelles conventions avec le régulateur, d'ici à la fin de l'année.

Cette *«non-présélection»* de C8 fait *«grief à la chaîne»*, estime le groupe Canal+. Elle *«présente un caractère irréversible en excluant C8 de la phase de négociation des conventions avec l'Arcom»*. L'argument est le même que celui invoqué par NRJ 12, évoquant *«une décision qui fait d'ores et déjà grief à NRJ 12, ce qui justifie la saisine du juge administratif sans attendre que l'Arcom publie ses décisions définitives»*.

Turpitudes de Cyril Hanouna

Petit retour en arrière. En juillet dernier, l'Arcom avait départagé 24 projets pour l'attribution de 15 fréquences TNT en 2025. Accusé par certains de mollesse face, notamment, aux turpitudes de Cyril Hanouna, l'animateur star de C8, le régulateur des médias avait opté pour la manière forte. Par une décision collégiale, l'Arcom choisissait de retirer sa fréquence à la chaîne du groupe Canal+. L'antenne la plus sanctionnée du PAF cumule alors 7,6 millions d'euros d'amende, et Cyril Hanouna ne semble pas prêt à mettre de l'eau dans son vin. C8 n'est pas la seule chaîne à être privée d'une fréquence TNT. NRJ 12 subit le même sort, mais pour des raisons différentes. Le régulateur estime que ses audiences sont trop faibles et que sa programmation, en grande partie des rediffusions, ne répond plus au critère de l'intérêt du public ni à celui du pluralisme. NRJ 12 revendique 5 millions de téléspectateurs cumulés chaque jour. Cet été, lors de son audition devant l'Arcom, ses dirigeants avaient aussi assuré que NRJ 12 était l'antenne qui avait *«la plus grande proportion de 15-49 ans»*. Les deux chaînes doivent cesser d'émettre après le 28 février 2025. Pour les remplacer, l'Arcom choisi le dossier de Daniel Kretinsky, et sa chaîne RéelsTV, ainsi que celui de Ouest-France, avec OFTV.

C8 et NRJ12 avaient prévenu qu'ils n'en resteraient pas là. À la rentrée, Cyril Hanouna lui-même avait annoncé dans son émission «TPMP» que la chaîne allait faire *«de nombreux recours»*.

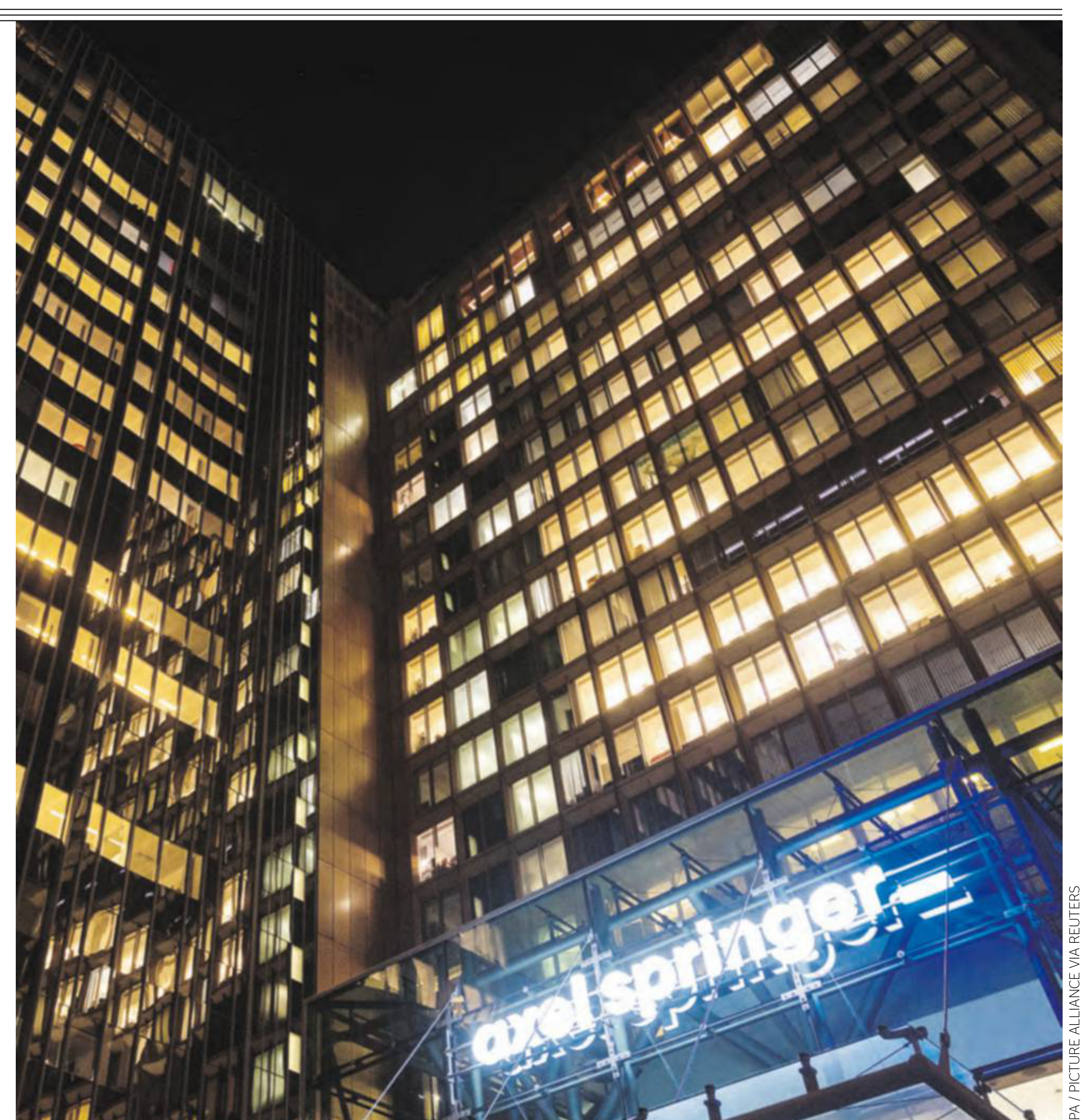
La maison mère de C8 estime subir *au moins trois injustices profondes»*. L'Arcom, indique-t-elle, *«a surtout entendu sanctionner la chaîne en raison de ses "manquements" liés à l'émission "Touche pas à mon poste"»*. Or, *«l'autorité a déjà sanctionné lourdement C8 pour ce motif et rien ne l'autorisait à la réprimer à nouveau»*, d'autant que *C8 lui avait proposé d'instaurer un différé de diffusion de l'émission "Touche pas à mon poste" et que d'autres engagements auraient pu être négociés»*.

La filiale de Vivendi reproche en outre à l'Arcom d'avoir redéfini *«à sa guise la notion "d'intérêt du public", qui constitue le critère primordial d'attribution des fréquences»*. Canal+ rappelle que C8 a été écartée alors qu'elle se classe pourtant première chaîne de la TNT et réunit chaque jour plus de 9 millions de téléspectateurs cumulés (2,9% d'audience en 2024, contre 2,8% pour sa rivale TMC). *«Tout laisse à penser qu'un climat d'hostilité envers la chaîne et le type de programmes qu'elle diffuse a régné au sein du collège de l'Arcom. C8 ne peut pas s'accommoder d'un tel manque d'objectivité et d'impartialité.»* La filiale de Vivendi considère qu'il faut enfin *«empêcher une atteinte aussi massive et disproportionnée à l'existence même de l'entreprise»*, qui compte 300 collaborateurs. *«Des emplois sont en jeu, un écosystème tout entier se trouve menacé.»* ■

Axel Springer révolutionne son modèle pour renforcer son empire

Claudia Cohen

Le propriétaire de «Bild» et Politico vend ses lucratives activités petites annonces.



L'activité petites annonces du groupe allemand aux 17 000 salariés serait valorisée 10 milliards d'euros.

DPA / PICTURE ALLIANCE VIA REUTERS

C'est un mouvement qui promet d'être suivi de très près dans le secteur des médias à travers le monde. Dans une opération valorisant Axel Springer à 13,5 milliards de dollars, l'empire allemand s'apprête à se scinder en deux dans les prochains mois, modifiant ainsi en profondeur son modèle économique. D'un côté, Axel Springer, qui intègre le populaire journal allemand *Bild Zeitung*, le quotidien conservateur *Die Welt* et les sites d'informations américains, Business Insider, Politico ainsi que la newsletter Morning Brew, *«deviendra une entreprise médiatique familiale»* détenue par l'héritière du groupe, Friede Springer, et Mathias Döpfner, président-directeur général. De l'autre, les très profitables activités de marketing en ligne et petites annonces, regroupant le site Stepstone, la plateforme d'annonces immobilières Aviv (Meilleurs Agents en France ou Immowelt en Allemagne) ou encore SeLoger.com, LaCentrale.fr dans l'Hexagone, deviendront des entreprises indépendantes détenues exclusivement par le géant du capital-investissement KKR et CPP Investments, a annoncé jeudi le groupe.

Selon le *Financial Times*, l'activité des petites annonces représente la part du lion, puisqu'elle serait valorisée 10 milliards d'euros… La scission devrait être finalisée au cours du deuxième trimestre 2025.

Fondé par Axel Springer en 1946 à Hambourg, le groupe de médias reste aujourd'hui le plus influent d'Allemagne, avec un tirage de quotidien *Bild* qui atteignait encore le million d'exemplaires à la fin de l'année 2023, dans un contexte de décroissance structurelle pour le secteur de la presse… Après la scission, Axel Springer deviendra une société de médias entièrement privée pour la première fois depuis son introduction en Bourse en 1985.

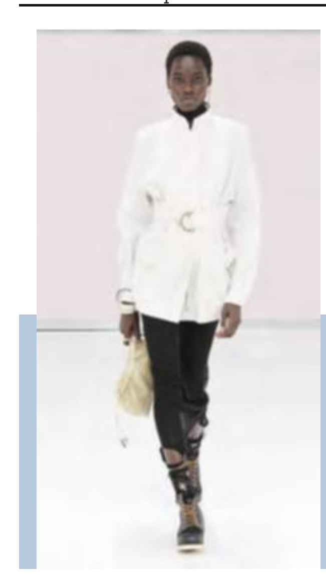
Le groupe était sorti de la cote il y a cinq ans à l'arrivée de KKR à son capital, pour une valorisation à l'époque de 6,7 milliards d'euros. KKR et son partenaire CPP Investments, le plus grand fonds de pension du Canada, détiennent actuellement 48,5% du capital d'Axel Springer, tandis que Mathias Döpfner et Friede Springer en détiennent respectivement 21,9% et 22,5%.

Investissements dans l'IA

«Mathias Döpfner et moi-même avions pour vision qu'un jour Axel Springer redeviendrait une entreprise privée. La réalisation de cette vision me remplit aujourd'hui d'une grande joie», s'est réjouie dans un communiqué Friede Springe, la veuve du fondateur, âgée de 82 ans. Quelques minutes après l'officialisation du plan, Mathias Döpfner déclarait dans un podcast adressé aux 17000 salariés que cet accord *«représente l'étape suivante logique pour les deux parties de l'entreprise.»* Il souhaite que les médias d'Axel Springer soient *«plus rapides, plus agiles et moins bureaucratiques»*, tout en renforçant *«le rôle que joue la technologie dans le succès au quotidien des médias»*. Dès 2023, Axel Springer n'avait pas caché vouloir miser sur l'IA pour la production de contenus journalistiques, créant au début l'émoi chez une partie de la profession… Depuis, le groupe a investi dans deux start-up spécialisées dans l'IA, Particle et ProRata.a, et signé un partenariat avec le géant OpenAI, qui paie pour utiliser ses contenus pour entraîner son robot conversationnel ChatGPT.

«Pourquoi attendre? Honnêtement, nous avons tant de projets pour le secteur des médias, a expliqué Mathias Döpfner. Je sais que beaucoup de gens sont d'un avis différent, pensant que les réseaux sociaux et l'intelligence artificielle détruiront le journalisme, mais j'estime au contraire que face au mélange de rumeurs et de faits, d'enquêtes et de propagande, de désinformation et de fausses nouvelles, l'IA peut jouer un rôle pour renforcer la confiance dans l'information.» Surtout, Mathias Döpfner, qui a établi l'an passé un siège social américain à Manhattan et embauché une équipe de direction dans le pays, espère poursuivre ses ambitions de développement dans les médias anglophones.

De son côté, en cédant sa participation dans les activités d'information d'Axel Springer, *«KKR se sépare d'un secteur très public, controversé et à l'ADN imprévisible»*, commente un analyste. Le fonds américain de capital-investissement, coté à la Bourse de New York et à la tête de plus de 553 milliards de dollars d'actifs sous gestion, poursuit son offensive dans le secteur du marketing, après avoir mis la main sur plusieurs entités au Royaume-Uni et aux États-Unis et plus récemment sur la firme de relations publiques, FGS Global. Selon plusieurs analystes, KKR et CPP pourraient dans un second temps envisager l'introduction en Bourse de certains actifs, comme le portail d'emplois à succès Stepstone. ■



LE FIGARO et vous

DÉFILÉS

À MILAN, FENDI LIVRE UNE COLLECTION INSPIRÉE À LA VEILLE DE SES 100 ANS PAGE 35



JARDIN

EN EURE-ET-LOIR, LA RENAISSANCE DU DOMAINE DE PRIMARD, UNE ODE AUX ROSES ET AUX CHARMILLES PAGE 36



Roberto Alagna, une voix unique

Le ténor affiche un agenda complet jusqu'en 2028 et continue de bénéficier d'une popularité insolente. Il fête quarante ans de carrière avec un disque éclectique, à son image. Retour sur un parcours singulier. PAGES 32 ET 33

ANTOINE MONÉGIER DU SORBIER, ALDO CASTOLDI, SEBASTIENBOUDOT.COM

Les trésors des samouraïs aux enchères

Béatrice de Rochebouët

Chinée par feu Patrick Liebermann sur cinq décennies au Japon, sa collection de tsubas, gardes ouvragées de sabre, est dispersée à Drouot.

Fantastiques objets d'art que les tsubas, ces gardes ouvragées des sabres des samouraïs. Patrick Liebermann, dont la collection fut exposée un an avant sa disparition en 2023 à la bibliothèque universitaire de Strasbourg, où il est né en 1948, n'en possédait pas moins de deux cent vingt, pour la majorité acquises au Japon, où il s'était rendu plus d'une vingtaine de fois. À la différence d'autres amateurs qui avaient constitué des ensembles à partir de fonds entrés en abondance en France à la fin du XIXe et au début du XXe siècle.

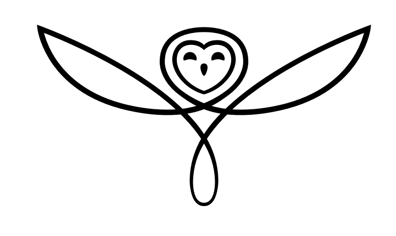
C'est au cours d'un premier voyage au pays du Soleil-Levant en 1970, année de l'Exposition universelle d'Osaka, que ce globe-trotteur acheta sur un coup de cœur sa première tsuba, sans en connaître l'usage. Il découvrit plus tard que cette composante du sabre n'avait pas été conçue par hasard. Fixée entre la poignée et la lame, elle servait à protéger la main du porteur de l'arme blanche, l'empêchant de glisser vers son tranchant. Grâce aux conseils avisés de marchands, Patrick Liebermann devint rapidement un amateur pointu, un brin monomaniaque. Ses choix se portèrent sur les modèles les plus rares, voire uniques, choisis pour la finesse de leurs motifs animaliers et floraux, la variété de leurs paysages (les vues du mont Fuji), l'originalité de leurs figures représentant ces guerriers dont la vie était réputée ne tenir qu'à un fil, à l'image de la fleur de cerisier, leur emblème. Comme il le disait, *« seule la qualité artistique, l'originalité des thèmes traités et la finesse de l'ouvrage comptent, au-delà des écoles ou des époques »*.

Constituée sur cinq décennies, la collection Liebermann est vendue le 20 septembre à Drouot par l'étude Tessier & Sarrou avec le cabinet d'expertise Portier. Avec des estimations modestes qui débutent entre 1500 et 2000 euros pour des pièces ayant de belles provenances ou supportant la comparaison avec celles de musées, elle offre un riche panorama de cet art peu connu en Occident qui va de l'époque Muromachi (1336-1573) jusqu'au XIXe siècle. Au-delà de sa fonction protectrice, la tsuba est une véritable œuvre d'art inscrite dans la culture du Japon féodal. Chacune est différente, jamais totalement ronde. Et son ornementation luxueuse multiplie à chaque fois les prouesses dans des matériaux nobles : shakudo (alliage d'or), shibuichi (alliage d'argent), santoku et suaka (deux alliages de cuivre).

Avant de mourir, Patrick Liebermann se ravisa sur son projet de donation de sa collection à un musée et se tourna vers les enchères. Pour qu'elle reste *« vivante à travers des passionnés plutôt que dans un dernier sous-sol de musée oublié de tous »*... ■

Vente le 20 septembre à Drouot, à 14 heures.
www.tessier-sarrou.com

KERING







HISTOIRE ET CRÉATIVITÉ

40, RUE DE SÈVRES, PARIS 7e

Kering ouvrira ses portes avec un nouveau parcours d'expositions, *Éloge de l'espace*, un ensemble d'œuvres de la Collection Pinault, et *Les Subtilités d'un dialogue* de la Maison Balenciaga, à découvrir au sein de l'ancien hôpital Laennec

JOURNÉES EUROPÉENNES DU PATRIMOINE 2024
21-22 SEPTEMBRE DE 10H À 18H

NOCTURNE LE SAMEDI – DERNIÈRE ENTRÉE 22H

Plus d'informations sur kering.com







Roberto Alagna, le dernier divo !

Thierry Hillériteau

On lui a parfois reproché ses écarts de répertoire. Mais alors qu'il célèbre ses 60 ans avec un disque d'airs inédits et quarante ans de carrière, il reste peut-être l'ultime vrai ténor populaire.

En cette matinée de septembre, il nous répond torse nu en visio, depuis le jardin de sa maison de Wroclaw. C'est là que le plus populaire des ténors français a élu domicile. Avec son nouveau « clan » : son épouse polonaise, la soprano Aleksandra Kurzak, et leur fille de 10 ans, Malèna. *« J'y suis chaque fois que mon emploi du temps le permet. C'est-à-dire jamais assez souvent »*, clame le sexagénaire en bombant le torse, les yeux encore embués, mais la voix déjà gorgée de soleil. *« Désolé pour la tenue débraillée. On est en plein dans les inondations qui frappent le pays. C'est assez terrible. Heureusement, il ne pleut plus. Comme vous le voyez, on profite de l'accalmie dehors. Allez, le soleil va revenir ! »* Tout Alagna est là. *« Cette simplicité d'abord. Cet optimisme candide qui fait son charme, et transforme souvent les moments de tension en électricité et en humeur constructive »*, assure Nicolas Bartholomée. Avec plus de 2 000 enregistrements à son actif, avec des artistes classiques de l'exigence d'un Jordi Savall ou d'un Nikolaï Lugansky, le directeur artistique compte parmi les « ingé sons » les plus capés et les plus respectés du monde classique français.

Il publie aujourd'hui même, sous son label Aparté, *Alagna 60*. L'album des 60 ans et des 40 ans de carrière de celui qui, en quarante décennies, aura navigué sous tous les pavillons discographiques. Des majors, comme EMI (aujourd'hui Warner Classics, qui profite lui aussi de cet anniversaire pour publier une intégrale rétrospective de 33 CD de ses enregistrements d'opéras). Mais aussi Deutsche Grammophon et Sony Classical. C'est lors de l'enregistrement du premier disque d'Alagna pour ce dernier, *Puccini in Love*, en duo avec son épouse, que le ténor a fait la connaissance de Nicolas Bartholomée. *« Il officiait comme directeur artistique sur ce projet. Le courant est tout de suite passé et nous sommes devenus très proches, lui, Aleksandra et moi. C'est un peu comme la famille. Et j'ai toujours ressenti le besoin de travailler en famille. Quand il m'a parlé de son label, l'idée a fini par faire son chemin. Force est de reconnaître que je retrouve chez eux cette atmosphère familiale que je ne retrouverais pas forcément aujourd'hui dans une grande maison de disques où, du fait de la tension économique actuelle, les discussions artistiques ne sont pas toujours évidentes »*, concède le ténor.

Popularité insolente

Lucide. Mais pas peu fier d'avoir pu sortir, pour ses 60 ans, un disque qui lui ressemble. *« Aparté m'a laissé carte blanche. Il n'y a presque que des inédits. Des choses que je n'ai jamais enregistrées. C'est un peu une rétrospective de tout ce qui m'anime depuis quarante ans dans le monde de l'opéra, mais aussi en dehors. Avec des airs d'opéra français, ou italien. Mais aussi russe, avec Oneguine ou Sadko. Du Wagner, avec des extraits de* Lohengrin*, que je me suis tellement régalé à aborder il y a quatre ans ! Des clins d'œil à la Pologne, qui sont un hommage à Aleksandra et à ce pays que j'ai appris à aimer. Sans oublier quelques madeleines de Proust, comme* La spagnola *: un tube de Gina Lollobrigida, qui jouait dans le film préféré de ma mère,* La Belle des belles*. Ou* L'Andalouse*, mélodie inédite de mes frères sur un poème de Musset ou une chanson qu'on avait composée ensemble quand j'avais 20 ans. »*

La famille. Elle est au cœur du système Alagna. Elle est surtout au cœur de cette popularité insolente qui, à l'heure où l'opéra semble si éloigné du grand public – et trop souvent targué d'élitisme – apparaît comme surgie d'un autre âge. *« Selon une récente enquête d'opinion, Roberto est l'artiste classique vivant le plus connu par les Français »*, confirme Bartholomée. Rien d'étonnant, selon lui : *« Il a ce côté très direct, cette candeur qui fait que, s'il vous montre de la bienveillance, vous vous sentez immédiatement faire partie de sa famille. Et la manière dont il met cette dernière en avant, en évoquant sans arrêt sa femme, sa fille, ses frères, parle à beaucoup de gens. Ils se reconnaissent dans cette générosité. »* Lui-même s'est laissé prendre au piège lors de sa première rencontre avec le ténor, sur l'enregistrement de *Puccini in Love*. *« Outre son professionnalisme, ce qui m'a tout de suite frappé, c'est que pendant tout l'enregistrement, il ne cherchait qu'à mettre Aleksandra en avant. »*

Si le chanteur évoque la motivation derrière son dernier album, *Alagna 60*, c'est d'ailleurs encore à travers le prisme de sa famille. *« Si je n'avais pas Aleksandra et Malèna, je serais peut-être déjà parti en retraite anticipée depuis dix ans »*, lâche-t-il dans un éclat de rire solaire. *Tout ce que je fais aujourd'hui, c'est pour elles. Et surtout pour Malèna. C'est elle qui m'oblige à me botter les fesses pour rester dans la course. À me lancer de nouveaux défis. Je veux qu'elle se souvienne de moi dans ces moments ! »*

« La famille, c'est tout »

Une touchante déclaration d'amour entre un père et sa fille, qui n'est que le prolongement d'une relation fusionnelle à la famille que le chanteur entretient depuis l'enfance. N'ayant jamais voulu oublier ses racines, son passé d'enfant d'immigrés italiens ayant grandi dans la cité ouvrière de Clichy-sous-Bois. *« On a souvent parlé du clan Alagna. On l'a beaucoup caricaturé. À tort. La famille, c'est tout pour lui. Mais ce n'est en rien de l'égocentrisme, c'est tout le contraire »*, témoigne à son propos l'arrangeur Yvan Cassar, complice de très longue date, qui l'accompagnait encore lors du tournage, aux Folies-Bergère, de l'émission anniversaire que lui consacrera France 5, le 11 octobre prochain en prime time. L'intéressé le confirme : *« Il m'arrive parfois de me sentir encore coincé en enfance. De me sentir encore avoir 10 ans lorsque je prends ma guitare pour chanter Taylor Swift avec Malèna. Ou 20, lorsque je retrouve mes frères pour un bœuf ensemble à la guitare. Nous avons onze à douze ans de différence. Quand je suis parti de la maison pour mon service militaire, ils ont emprunté chacun de leur côté ma guitare en cachette pour apprendre à jouer. Ils m'ont raconté par la suite que c'était une manière pour eux de garder le lien. Quelle plus belle preuve d'amour ? »*

Une famille qui ne se restreint pas aux seuls liens du sang… Mais inclut aussi ses propres fans. Car de tous les chanteurs d'opéra encore en activité, Roberto Alagna peut s'enorgueillir d'être celui qui compte sans doute la communauté de fans la plus nombreuse et la plus fidèle. *« J'ai beaucoup de chance. J'ai toujours aimé la proximité avec les gens, et ils me le rendent bien »*, reconnaît-il. Des fans dont beaucoup font aujourd'hui *« partie de la famille »*. Comme l'auteur Jacqueline Dauxois, qui l'a suivi dans la plupart de ses aventures et lui a consacré, pour ses 30 ans de carrière, l'ouvrage *Quatre saisons avec Roberto Alagna* (Éditions du Rocher). Ou encore ce couple de médecins qui suit le ténor depuis trente-cinq ans. *« Des amis très proches. Nous passons même nos vacances ensemble »*, confirme Alagna. Des fans toujours bienvenus en coulisses. Et pour lesquels il n'économise jamais son temps, ni sa voix. *« Il a la parole généreuse avec tout le monde. C'est son côté latin*, s'amuse Nicolas Bartholomée. *Contrairement à la plupart des chanteurs que je connais, je ne l'ai jamais entendu refuser une interview ou une entrevue avec des fans un jour de première, de concert ou d'enregistrement. Tout ce qu'il fait, c'est qu'il se prend un bon moment avant pour se chauffer la voix. »*

« À Orange, il pouvait lui arriver de rester signer jusqu'à 3 heures du matin, nous rappelait, il y a quelques années, l'ancien patron des Chorégies Raymond Duffaut. *Ce ne sont pas juste des fans pour lui, il les appelle par leurs prénoms. »* Des fans avec lesquels il entretient aussi des rapports directs. Que ce soit en coulisses ou sur les réseaux sociaux. *« Il m'est parfois arrivé de m'engueuler avec eux, parce qu'ils remettaient en question telle critique ou tel choix artistique. Mais ils me connaissent. Ils savent que je ne suis pas du genre à cirer les pompes. Et c'est comme dans une famille. On s'engueule aussi, parfois. »*



L'album des 60 ans et des quarante ans de carrière. APARTÉ

Pavarotti, son idole

Cette popularité, qu'il assure n'avoir pas cherchée mais qu'il cultive avec gourmandise, le rapproche des figures tutélaires qui ont nourri sa propre légende. Luciano Pavarotti, d'abord. Son idole première. Celui à qui il doit, aussi, le lancement de sa carrière lyrique. Il a à peine 25 ans lorsqu'il rencontre le ténorissime pour la première fois, à Paris, lors d'une séance de dédicace dans un magasin de disques. Le jeune homme qui, depuis plusieurs années, se produit dans un cabaret de la région parisienne en s'accompagnant de sa seule guitare, a déjà été repéré par Eddie Barclay, qui lui a fait signer un premier 45-tours. Mais celui qui a grandi en entendant les hommes de la famille entonner, au milieu d'airs populaires siciliens, les grands airs d'opéra italien et s'est imprégné toute sa jeunesse des enregistrements des ténors d'autrefois ne rêve que d'opéra. Sans doute son parcours, dans lequel le grand Luciano, fils de boulanger, a pu se reconnaître, aura-t-il touché son mentor. Toujours est-il que de leur fugace entrevue, Roberto repart avec une invitation à auditionner pour le concours Pavarotti. Il transformera l'essai en remportant la finale, à Philadelphie, en 1988. Les portes de l'opéra lui sont dès lors ouvertes.

La voix est solaire. Le timbre d'un naturel insolent. Les phrasés ont ce mélange d'élégance et de panache qui prédisent déjà un grand chanteur. Ce sera dès l'été qui suit la révélation en Alfredo, dans *La traviata*, à Glyndebourne. Suivent la Scala, Covent Garden, le Met de New York… Aucune scène ne résiste à la nouvelle étoile de l'opéra italien. Au milieu des années 1990, il décide de tenter sa chance en Roméo, dans l'opéra de Gounod. *« Je me rappelle qu'un très grand directeur d'opéra de l'époque m'avait dit : "Mais tu es fou, tu as la voix pour chanter l'opéra italien, tu ne pourras jamais t'imposer dans l'opéra français avec ton timbre". Et aujourd'hui, on me présente comme une sorte de parangon de l'opéra français. Certains évoquent même la filiation avec des chanteurs comme Georges Thill »*, ironise le chanteur. Comparaison n'est pas raison. Mais il suffit d'écouter son air de Raoul tiré des *Huguenots* de Meyerbeer, qui figure au programme de son dernier disque, ou le *Roméo et Juliette* et les Massenet qui nourrissent l'anthologie sortie chez Warner Classics, pour comprendre qu'il y a dans cette exceptionnelle conduite des phrasés, cette diction à l'éloquence tellement naturelle, quelque chose de miraculeux, qui n'arrive qu'une fois par génération.



« Rêve de cow-boy »

Avec Pavarotti, Roberto Alagna partagera plus que des origines modestes et la seule passion de l'opéra italien. Les deux hommes ont un autre modèle en commun : celui d'Enrico Caruso. Alagna, comme son aîné, est tombé amoureux de sa légende en voyant le film *The Great Caruso*, avec Mario Lanza (auquel il emprunte d'ailleurs dans son dernier disque le tube *Be My Love*). Il admire son chant. Rêve d'ailleurs, encore aujourd'hui, d'incarner un jour sur scène Dick Johnson, dans *La fanciulla del West*, de Puccini. Rôle que Caruso avait créé sur la scène du Met de New York en 1910, sous la baguette de Toscanini. *« Le seul personnage que je regrette de n'avoir pas pu jouer. Sans doute aussi parce que le grand enfant que je suis a toujours rêvé de jouer un cow-boy »*, sourit le ténor. Mais ce qu'il admire aussi et par-dessous tout, chez Caruso, c'est sa relation au public. *« Caruso était d'une famille pauvre de sept enfants, il avait perdu sa mère très jeune. Il en avait gardé une empathie pour les gens simples »*, confie-t-il volontiers. Avant de préciser qu'il y a aussi



ANIA FEDISZ. WWW.BRIDGEMANIMAGES.COM/BRIDGEMAN IMAGES. JACQUES SARRAT/SYGMA VIA GETTY IMAGES. CHRISTOPHE CLOVIS / BESTIMAGE

Roberto Alagna cultive avec gourmandise sa popularité *(au centre, avec Luciano Pavarotti à Modène en 2001)*. Le ténor d'origine sicilienne s'impose depuis 40 ans sur toutes les scènes du monde *(au centre, en 1985)*.

dans cette passion un atavisme familial : *« Mon arrière-grand-mère l'avait un peu connu à New York, car son mari avait “auditionné” pour lui, un jour où Caruso était venu dans leur boutique. Depuis, ils s'étaient liés d'amitié. Elle me racontait comment il était réellement monté sur le toit d'une voiture pour chanter pour les gens de la rue. »* Pour lui, *« il y a clairement une filiation entre Pavarotti et Caruso. Un passage de flambeau. Avant Caruso, personne ne chante comme lui. Avant Pavarotti, personne ne chante comme lui. Mais ce qu'ils ont en commun, c'est une santé insolente de l'émission vocale ! Et une même volonté d'ouvrir l'opéra au monde : d'aller au-devant des gens, en étant des pionniers dans le domaine du “crossover”. »*

« L'instinct pour maître »

Ce « crossover », Roberto va l'embrasser avec passion lui aussi, à partir des années 2000. Assumant jusqu'au bout. Souvent envers et contre une critique qui lui reprochera de sacrifier le miracle d'une voix aux sirènes d'une carrière de chanteur populaire. Ce sera d'abord la déflagration *Roberto Alagna chante Luis Mariano*, en 2004. Disque de platine, bientôt suivi de *Sicilien* : retour à ses origines, orchestré par Yvan Cassar – arrangeur fidèle notamment de Johnny Hallyday, Mylène Farmer, Céline Dion… Plus de 350 000 albums vendus. Lui l'assure pourtant : *« Je n'ai pas fait ça pour avoir plus de popularité ou par un quelconque calcul. D'ailleurs, je n'ai jamais vraiment calculé quoi que ce soit. Ni à l'opéra, sinon j'aurais abordé Wagner bien plus tôt. Ni dans les autres domaines. Je n'ai jamais écouté qu'un seul maître : mon instinct. C'est comme une histoire d'amour. Quand je tombe amoureux de quelque chose, il faut que j'aille jusqu'au bout. Rien ne peut m'arrêter. Chez les Alagna, on ne connaissait pas le mot impossible. »* Confirmation auprès de Nicolas Bartholomée. *« C'est un combattant dans l'âme. Lorsque quelque chose lui tient vraiment à cœur, il ne renonce jamais. Il a besoin de se lancer des défis. Sur le disque, il y a des airs qui montent au contre-ré, et il y va. On aurait pu faire du re-recording, mais il a voulu tout enregistrer en direct avec l'orchestre. Et c'est un vrai bosseur : il enregistre tout sur son téléphone pour se repasser les séances le soir. Il fait beaucoup de recherches. Pour la chanson Ay Ay Ay, il avait écouté toutes les versions possibles et imaginables ! »*

Une opiniâtreté que confirment tous ceux qui ont l'habitude de travailler avec lui. Et lui a permis de ne pas sombrer après le décès tragique de sa première épouse, fauchée par une tumeur au cerveau alors que leur fille, Ornella, n'était âgée que de 1 an et demi. Une opiniâtreté qui lui vaut aussi parfois certaines déconvenues. Comme sur la comédie musicale *Al Capone*, qui se jouait l'an dernier aux Folies-Bergère et dont il était la tête d'affiche, mais que le producteur Jean-Marc Dumontet a préféré arrêter au bout de 48 représentations. *« Pas du tout faute de public, contrairement à ce qui a pu être dit*, se défend le ténor encore piqué au vif. *Mais pour des questions de wokisme. On a accusé ce spectacle de donner une mauvaise image de la femme ! Comme le producteur avait déjà eu des problèmes de ce côté avec un de ses acteurs, il a préféré mettre un terme à l'aventure alors que nous avions tous les soirs une standing ovation »*, assure celui qui, avec son tempérament habituel, ne compte pas en rester sur cet échec. Outre une vaste tournée de concerts en 2025 avec Jean-Félix Lalanne (compositeur d'*Al Capone*) autour des chansons du spectacle, intitulée « Hors-la-loi », il prépare la version anglaise du spectacle, *« remaniée pour la Grande-Bretagne et les États-Unis. Laurent Petitgirard est aussi en train de m'écrire un opéra autour de la figure d'Houdini, un autre personnage que j'adore et que je rêvais d'incarner depuis le film avec Tony Curtis »*, révèle-t-il enthousiaste, sur le ton de la confidence.

Et, tout en portant un regard attendri et lucide sur sa voix, *« que je regarde comme une compagne que je vois vieillir, avec forcément un peu de tristesse mais beaucoup d'amour, et la conscience qu'elle ne m'appartient pas vraiment »*, promet encore de beaux lendemains qui chantent dans l'opéra. *« Mon calendrier est plein jusqu'en 2028. Avec, pour cette saison, de beaux projets. Outre* Manon *à l'Opéra Bastille et une tournée Puccini, il y aura notamment* Tosca *à Vienne et* Fedora*, opéra qu'avait créé Caruso, et que je chanterai à Genève avec Aleksandra… »* La famille. Encore et toujours. ■

Roberto Alagna 60, avec le Morphing Orchestra, dirigé par Giorgio Croci (CD Aparté). Coffret *Alagna All'Opera*, 33 CD Warner Classics. Concert anniversaire *Les Grandes Voix*, le 23 septembre à la Philharmonie de Paris (19e), avec Ludovic Tézier et l'Orchestre national belge dirigé par Giorgio Croci. Journée spéciale Roberto Alagna sur France Musique, le 10 octobre. Soirée Alagna aux Folies-Bergère (Paris 9e), le 11 octobre sur France 5. Tournée « Hors-la-loi », du 5 janvier au 14 mars 2025 dans toute la France.

Nilüfer Yanya, la chanteuse qui a tout d'une grande

Olivier Nuc

À 29 ans, la Londonienne livre « My Method Actor », son troisième album, qui chronique les affres de la vingtaine. Bien dans son époque.

Il est des labels de disque dont on peut écouter la production les yeux fermés. Ninja Tune est de ceux-là. Depuis sa naissance, en 1990, la marque, fondée par les membres de Coldcut (Matt Black et Jonathan More) n'a cessé d'inonder le monde de bonne musique. Des artistes electro aussi novateurs qu'Amon Tobin y ont fait leurs premiers pas, mais la maison de disque n'a cessé de s'ouvrir à des genres différents, tout en maintenant une exigence intacte. Ainsi, l'annonce de la signature de la jeune Nilüfer Yanya, au printemps dernier, laissait augurer l'irruption d'un bon album. *My Method Actor*, qui vient de sortir, est de ceux-là.

Le précédent disque de la jeune Britannique, *Painless*, avait déjà été salué unanimement en 2022. Il avait été célébré par des publications comme *The Guardian* ou le *NME (New Musical Express)*, et avait fait l'objet de concerts marquants de la demoiselle. Née en 1995 à Londres d'un père d'origine turque et d'une mère d'ascendance barbadienne et irlandaise, Nilüfer Yanya a tout d'une surdouée. Le single *Method Actor* est déjà un tube pour tous ceux qui l'ont entendu. *« Je faisais des recherches sur le jeu d'acteur méthodique – et d'après ce que j'ai lu, il s'agit de trouver ce souvenir unique dans votre vie, un souvenir transformateur, bouleversant. La raison pour laquelle certaines personnes trouvent le jeu d'acteur méthodique traumatisant et peut-être dangereux mentalement, c'est parce que vous revenez toujours à ce moment-là. Cela peut être bon ou mauvais, mais vous vous nourrissez toujours de cette énergie, de quelque chose qui vous a défini – et c'est ce qui vous aide à devenir le personnage. C'est un peu comme être musicien. Quand vous jouez, vous essayez toujours d'invoquer l'énergie et l'émotion du moment où vous l'avez écrit, à ce moment-là. Cela donne vraiment l'impression que vous devez recréer ou entrer dans cet état d'esprit. »*

Murmure et grincement

À peine trentenaire, Nilüfer Yanya joue avec les textures mises à disposition, sans rien se refuser. On trouve sur l'album des riffs réminiscences des années 1990, lorsque My Bloody Valentine réinventait la guitare électrique. Mais la chanteuse ne se limite pas au rock, tant s'en faut. Elle fait son miel de mélodies gorgées de soul, de rythmiques trip-hop et d'arrangements de cordes. Le tout réalisé avec la complicité de son partenaire Wilma Archer, producteur et multi-instrumentiste, auteur de quatre albums personnels. À mesure que les chansons prenaient forme, Yanya et Archer se sont isolés du monde. *« C'est l'album le plus intense à cet égard*, dit Yanya. *Parce que nous n'étions que nous deux. Nous n'avons laissé personne d'autre entrer dans la bulle. »*

Le disque a été confectionné entre Londres, le pays de Galles et Eastbourne. *« Pour moi, écrire est définitivement une résolution de problèmes – de la manière dont on dit que rêver est une résolution de problèmes. Vous vous dites : “Oh, ça sonne bien. Ça a l'air bien. Ça a du sens”. Mais vous ne savez pas vraiment pourquoi. Vous utilisez une partie de votre cerveau créatif qui n'a pas besoin de faire sens. »* Les deux partenaires travaillent ensemble depuis 2019 : Archer est préposé aux harmonies et au son, tandis que Yanya se charge des mélodies et des textes. Sans oublier sa voix, capable de murmurer comme de grincer au fil des morceaux.

On a déjà dit de Nilüfer Yanya qu'elle racontait mieux que personne les affres de la vingtaine. Bien dans son époque, la jeune femme est une chroniqueuse née, à la manière des grands songwriters pop. On pense parfois à Radiohead dans les climats, mais aussi au duo de Everything but the Girl dans les ballades. La musicienne a grandi à Londres, dans un environnement créatif, avec deux parents versés dans les arts plastiques. Elle a appris le piano à 6 ans, le violoncelle à 11 et la guitare à 12. Ses deux premiers albums en ont fait une personnalité à suivre de la scène londonienne.

Elle a conçu le troisième, *My Method Actor*, dans une période de transition, changeant de label et de domicile à la fois. Il nous tarde d'entendre les morceaux de ce disque exceptionnel sur scène. Armée d'une Stratocaster bleue, dotée d'une belle présence, Nilüfer Yanya s'y est fait les dents en première partie d'Adele ou de The xx. Elle a aussi fait sensation sur les plateaux des talk-shows américains « The Tonight Show », de Jimmy Fallon, « The Late Show », avec Stephen Colbert, ou leur homologue anglais Jools Holland. Nilüfer Yanya est sans conteste une personnalité avec qui il va falloir compter dans les années qui viennent. ■

En concert à La Bellevilloise (Paris 20e), les 28 et 29 novembre.

Les Ming, ces Médicis chinois

Éric Biétry-Rivierre

Venue de Xi'an et montrée dans le cadre des 60 ans de relations diplomatiques entre la France et la Chine, une collection de bijoux impériaux et vaissellerie d'apparat, toute d'or et fourmillant de détails virtuoses, illumine le Musée Guimet.

Sous la prospère dynastie Ming (1368-1644), en vertu d'un précepte confucéen, les femmes mariées et les hommes adultes ne se coupaient pas les cheveux. En Chine, la mode des peignes, pinces et autres épingles nécessaires à la fixation des chignons fut donc portée à son comble. Pas seulement dans l'entourage impérial, mais chez toute la classe aisée, qui, en cette période de croissance, se prenait à mimer l'apparence fastueuse de la cour en affichant un luxe ostentatoire. D'où, dans leurs vitrines blindées, l'effet quelque peu « bling bling » de ces bijoux d'or travaillé, installés avec bagues, bracelets, boucles d'oreilles, pendants d'écharpe et vaissellerie du même métal et de la même époque dans la rotonde du deuxième étage, au Musée Guimet des arts asiatiques.

Cette très précieuse collection d'orfèvrerie Ming, montrée pour la première fois à Paris, dans le cadre du 60e anniversaire des relations diplomatiques entre la France et la Chine, vient du Musée des beaux-arts de Xi'an (province du Shaanxi), ville célèbre pour la découverte, en 1974, de l'armée de terre cuite, 8 000 statues grandeur nature de soldats et chevaux enterrés aux côtés du premier empereur en 210 av. J.-C. Ce musée privé a, lui, été ouvert en 2012 pour abriter les dons de Peter Viem Kwok, un important banquier hongkongais d'origine vietnamienne qui s'est passionné, entre autres – il possède de prestigieux vignobles dans le Bordelais –, pour Xi'an, la cité principal point de départ oriental des ancestrales routes de la soie. *« Sous les Ming, l'or devient très prisé dans l'empire, presque autant que le traditionnel jade ou que l'argent, métal rare, essentiellement d'importation et employé notamment pour la monnaie »*, précisent les commissaires Arnaud Bertrand, conservateur chargé ici des collections Chine et Corée, et Hélène Gascuel, son homologue pour le mobilier et les textiles.

Une section du parcours explique par des films, des photos ainsi qu'un multimédia réalisé par l'École nationale de joaillerie les techniques en usage : fonte, martelage, repoussage, ciselage, sertissage, filigrane, granulation. Elles donnent ces pièces de table d'apparat virtuoses et ces bijoux dont l'éclat soulignait par contraste l'élégante blancheur des visages féminins. *« Prêtez attention à leurs mille et un détails, ils sont toujours symboliques »*, invite Yannick Lintz, la présidente des lieux. Et, de fait, bien éclairés, présentés seuls, par paires ou ensembles cohérents, on se penche au-dessus des présentoirs, on se colle le nez aux alcôves. Mais il faudrait encore une loupe pour épuiser cet univers aussi miniature qu'étincelant. Ici, dans cet or inoxydable et couleur du soleil, qui connote la vie éternelle, le dragon bénéfique est omniprésent. Celui à cinq griffes est l'impérial. Tout comme le phénix ou le faisan. Complètent cette faune de bon augure telle figurine de daim couronnant un vase ou, sur une coupe, ce lion jouant avec une balle.



1. Pendant d'écharpe à décor ajouré de dragons ailés.
2. Boucles d'oreilles à décor de calebasse.
3. Vases d'applique, filigrane d'or serti de jade, de rubis et de saphirs.
4. Paire de bracelets en or sertis de rubis.
PETER VIEM KWOK'S DONG BO ZHAI COLLECTION (COLLECTED IN XI'AN QUJIANG MUSEUM OF FINE ARTS) ;

« Prêtez attention à leurs mille et un détails, ils sont toujours symboliques »

Yannick Lintz
Présidente du Musée Guimet

Les motifs d'oiseaux sont traditionnellement associés aux saisons. La chauve-souris qu'on repère ici ou là comme dans les bijoux Belle Époque d'une Sarah Bernhardt est synonyme de bonheur, le crabe, d'harmonie et le papillon, de la longévité. Des boucles d'oreilles en forme de lanternes se portaient à l'occasion des fêtes. Celles en fleur de prunus ou en calebasse promettent abondance, régénération. Quant aux formes générales de ces objets si fins, elles s'inspirent de toutes celles du passé jusqu'au plus archaïque. Ainsi cette paire de coupes à libation, des tripodes inspirés de ceux des Shang (XVIe siècle av. J.-C.).

Après les Ming, victimes d'une succession de catastrophes naturelles et aussi de la raréfaction de l'argent au milieu du XVIIe siècle, quand Philippe IV d'Espagne limite son commerce direct depuis ses mines sud-américaines, son orfèvrerie disparaît. L'essentiel est fondu pour la recréation de bijoux plus au goût du jour. Ce qui subsiste a servi comme cadeaux diplomatiques et a été dispersé. D'autres bijoux, enfin, demeurés dans des familles, ont disparu durant les guerres sino-japonaises. Puis ont été principalement achetés par des antiquaires hongkongais. Et c'est depuis ce marché que, dans la seconde moitié du XXe siècle, Peter Viem Kwok a pu constituer son fonds.

Le tout rappelle combien les Ming (successeurs des Yuan mongols) furent moteurs d'une Renaissance en Chine, tout comme simultanément les Médicis en Occident. On leur doit de formidables explorations maritimes (l'armada de jonques géantes conduite par l'amiral Zheng He atteint l'Afrique, en ramenant notamment quelques-unes des pierres précieuses serties dans les présents objets). C'est sous leur règne qu'ont été érigées la Cite interdite ainsi qu'une bonne part de la Grande Muraille. C'est enfin en leur temps qu'a été mise au point la peinture à l'encre ou encore la célèbre porcelaine « bleu et blanc » longtemps enviée à l'Ouest. Ming, le nom même de cette lignée d'empereurs, ne signifie-t-il pas « brillant », « éclatant » ? ■

« L'or des Ming, fastes et beauté de la Chine impériale », au Musée national des arts asiatiques (Paris 16e), jusqu'au 13 janvier 2025. Catalogue In Fine, 216 p., 35 €. Tél. : 01 56 52 54 33. www.guimet.fr



Ornement en forme de saint personnage.
PETER VIEM KWOK'S DONG BO ZHAI COLLECTION (COLLECTED IN XI'AN QUJIANG MUSEUM OF FINE ARTS)


Fendi

FENDI ; MARNI : ISIDORE MONTAG / GORUNWAY.COM

Milan ou la science du beau vêtement

Valérie Guédon
Envoyée spéciale à Milan

Du remarquable défilé de Fendi à la veille de ses 100 ans à la féminité forte de Max Mara et la poésie postmoderne de Jil Sander, les podiums italiens de l'été 2025 prouvent leur sens du chic et leur savoir-faire.

Attention, il y a du changement à la Fashion Week de Milan, qui commence, cette saison, un jour plus tôt. Soit le mardi, avec en ouverture le défilé **Fendi** organisé non pas dans son traditionnel Teatro de Via Solari (actuellement en travaux), mais dans un hangar à l'écart de la ville. Comme si la maison avait peur de s'embourgeoiser à la veille de son siècle d'existence. Cette maison romaine fondée en 1925 et « portée » par plusieurs générations de femmes visionnaires et iconoclastes comme en témoigne la bande-son du défilé (conçue par l'incontournable Max Richter). *« Una donna molto moderna per i suoi tempi. Molto, molto, molto moderna. Con un gusto molto preciso. »* (*« Une femme très moderne pour son temps. Très, très, très moderne. Avec un goût très précis »*, en version française) dit dans un enregistrement la voix grave et racée d'Anna Fendi à sa fille Silvia Venturini Fendi, aujourd'hui directrice artistique des accessoires et de la ligne masculine. Une formule que cette dernière pourrait tout aussi bien dire à sa fille, Delfina Delettrez Fendi, en charge des bijoux de la maison…

Dans cette équation éminemment féminine, il y a toujours eu des hommes : Edoardo, le patriarche et cofondateur ; Karl Lagerfeld, qui a dessiné les collections durant 54 ans ; et aujourd'hui, le Britannique Kim Jones, auteur de ce très beau défilé pour l'été 2025. *« Cette collection sera la première en boutique pour le centenaire*, explique-t-il en coulisses quelques minutes avant le show. *J'ai donc voulu transposer 1925 en 2025, modifier les proportions d'une flapper dress à la Mrs Dalloway pour qu'elle se porte tel un tee-shirt d'aujourd'hui. Des années 1920, ce qui m'intéresse, c'est l'écriture moderniste des Art déco. Et puis, bien sûr la famille Fendi. Je me suis inspirée de chacune de ses femmes, Adele, la fondatrice, et Anna, Silvia, Delfina, Leonetta* (fille cadette de Silvia, NDLR)*… Certains looks sont des références directes à leur manière de s'habiller, de s'approprier le vêtement. 1925, c'est aussi une date charnière pour les mouvements d'émancipation féminine dans le monde. Mon seul objectif est de célébrer les femmes, à travers celles de la famille, parce qu'elles sont fortes, qu'elles ont créé cet empire gigantesque. Ce sont des personnes extraordinaires. »*

Alors que continuent les voix de la mère et la fille, le casting de mannequins au visage nu, cheveux à peine coiffés et port altier, s'avance en robe de gaze brodée de microperles Art déco. Aux pieds, des godillots de garçon créés en collaboration avec le fabricant américain de chaussures de chantier Red Wing. Les tissus sont légers et souvent transparents. Les fleurs et arabesques de paillettes feraient presque oublier le métier historique de Fendi, fourreur, s'il n'y avait tout de même un vison rasé brun et un manteau peignoir en peau lainé gris perle, favori d'Anna. Le travail du cuir aussi est remarquable. De petits pardessus impeccablement taillés viennent réchauffer des polos et shorts en maille beige. Le sac Mama Baguette, cousin de l'emblématique pochette inventée par Silvia en 1997, prend, dans sa version moderne des airs de coussin aussi moelleux que luxueux, en cuir, python, veau velour, etc. *« Pour moi,* poursuit Kim Jones, *Londres, c'est la mode masculine, Paris, c'est la couture et Milan, c'est le prêt-à-porter. Je travaille dans toutes ces villes et elles m'apportent toutes des idées et des inspirations différentes. Mais quand je suis à Rome, c'est autre chose, une cité à part, peuplée de gens si élégants. »* Et Fendi n'y est pas pour rien depuis 100 ans…


Marni


Max Mara

Depuis huit ans que Francesco Risso est aux commandes de **Marni**, ses shows aux mises en scène parfois chaotiques et ses collections hors norme nous ont laissés plus d'une fois perplexes. Mardi, assise sur une chaise d'écolier, à un mètre de notre voisin, dans le showroom de la marque tendu de blanc, on se demande ce que nous réserve l'*« enfant rebelle de la mode milanaise »* comme est surnommé dans la presse le designer de 42 ans tout de même ! Difficile de juger au premier abord, les mannequins passant au ras des invités, le plus souvent dans notre dos, juste éclairés par une poursuite. Il aura fallu le finale, et que la salle soit en pleine lumière pour que la beauté de ce vestiaire nous saute aux yeux. Soit des robes bustier *fifties* imprimées de grosses fleurs, des chemises à manches gigot et des costumes à revers noir trois fois trop grands portés par des créatures à la mise en plis façon *Hairspray* et au maquillage à la Divine. Mais en fait, rien à voir avec les films de John Waters… *« C'est une évocation de* Léon *de Luc Besson (1994)*, nous éclaire Risso, ému, en coulisses. *Ce personnage de tueur à gages est un oxymore de notre temps, cruel et empathique, vulnérable et fort. Dans ce contexte troublé, je me demande souvent s'il existe quelque chose de plus primordial que la beauté. Alors, les mannequins ont simplement déambulé à travers ces chaises, pour que seul l'œil du public puisse décider ce qu'il veut voir, suivant un fil rouge, un fil de coton, la seule matière de cette collection en signe de résistance. »*

L'ambiance est certes plus conventionnelle chez **Jil Sander** mais pas dénuée de poésie. Cette saison, Lucie et Luke Meier, le couple à la tête de la griffe, ont tiré leur inspiration *« des clichés de Vancouver, Tokyo, Hongkong du photographe canadien Greg Girard, avec ces magnifiques lumières entre chien et loup. Il en émane souvent cette solitude que l'on peut ressentir dans des mégalopoles surpeuplées. Nous avions envie d'explorer des émotions un peu plus sombres, des couleurs éteintes, des matières iridescentes reflétant la lumière. »* Sur la moquette à fleurs défilent de magnifiques robes chinoises déstructurées, des costumes masculin/féminin irréprochables, de petites robes froissées à cols volants et des boots de rocker à tomber. Depuis huit ans, le couple creuse avec talent son sillon, celui d'une mode intello mais seyante, radicale mais sensuelle. Encore une fois réussie.

Chez **Max Mara**, Ian Griffiths, le directeur artistique (dans la maison depuis 37 ans), maîtrise la science du vêtement. C'est d'ailleurs le thème de cette collection : *« Je me suis passionné pour l'approche expérimentale, mathématique de la construction d'un vêtement*, raconte-t-il en coulisses. *J'ai des souvenirs, enfant, de ma mère découpant les patrons sur la table du salon, assemblant les morceaux, ajustant les pinces, calculant les écarts de couture pour que tout tombe parfaitement. Elle faisait de la géométrie dans l'espace… Mais à la fin, il s'agit que ça ne se voit pas… Nos clientes ne vont pas en boutiques pour s'acheter une "expérience scientifique"* (rires)*. »* Effectivement, ces femmes pressées sont plutôt à la recherche de la parfaite chemise blanche, du tailleur au cordeau, de la robe en maille seconde peau, du manteau en cachemire beige (leur best-seller) qui donne de la confiance. À l'image de cette femme Max Mara aux airs de Carolyn Bessette, en sandales plates et cheveux élégamment plaqués. Un chic néoclassique/bourgeois dans l'air du temps. Et ça fait du bien. ■

Beckham, Fritz, Berrettini, Martinenghi, champions en Boss

On nous avait annoncé la présence chez Boss de l'ambassadeur maison, David Beckham. Jamais désagréable. On a eu en prime celle de Taylor Fritz, le charmant finaliste de l'US Open *(photo)*, que la marque sponsorise. Le tennisman n'a d'ailleurs pas hésité à revêtir le costume de l'été prochain (bleu marine, tomber nonchalant, porté sans cravate) et à défiler dans la cour du Palazzo del Senato, transformé en oasis de verdure. Dans ses pas, son confrère Matteo Berrettini et le médaillé d'or du 100 m brasse aux JO de Paris, Nicolo Martinenghi. Une belle équipe pour promouvoir ce tailoring bien taillé qui prend la clé des champs. V. G.


GABRIEL BOUYS/AFP

Prada, les femmes et l'algorithme

Hélène Guillaume
Envoyée spéciale à Milan

Devant nous, une ravissante « créatrice de contenus » toute de Prada vêtue, montre ses sublimes bottes cavalières (actuellement en boutique). En levant ses semelles, on ne voit que l'énorme autocollant du service de presse. Un prêt pour un rendu. Ça manque de chic au défilé milanais le plus couru… Alors que le secteur du luxe vit une rentrée compliquée, le groupe de Patrizio Bertelli et Miuccia Prada sort son épingle du jeu, grâce à la marque Miu Miu en premier lieu. Il faut cependant continuer à vendre du produit, accroître la « désirabilité », faire fructifier ces deux belles maisons, par ailleurs engagées dans des enjeux de succession.

Chaque saison est donc une remise à plat pour « Miuccia » et son acolyte Raf Simons, qui n'aiment rien tant que pousser la réflexion. Cette fois, autour de la question de l'algorithme des réseaux sociaux qui personnalise le flux ou uniformise le contenu selon les points de vue.


Prada

ALESSANDRO GAROFALO/REUTERS

« Nous voulions que, pour ce défilé, chaque passage exprime une individualité, que chaque individu soit son propre super-héros. De nos jours, avec les réseaux sociaux, tout le monde se transforme en super-héros », dit la créatrice en coulisses.

D'où ce sentiment que cette collection été 2025 passe d'une référence à l'autre : les lignes trapèze sixties, la veste de chasse, les jupes classiques à la taille fixée par des mousquetons à un ceinturon SM, les robes à plumes sous un coupe-vent type K-Way, les blouses lavallières, les lunettes Space Age, les ensembles collants en maille, les petits manteaux folks en nubuck… Les couleurs sont belles, du vert chartreuse d'une veste en suède très Cardin au rose fané d'une robe comme une blouse d'écolier. Bien sûr, on ne fera pas l'injure au duo de comparer leur exercice de création à une page Pinterest. Mais derrière cette diversité de silhouettes, on voit toujours cette même fille qui consomme la mode. Hier, les collections Prada étaient peut-être très « directionnelles », dictant avec autorité la silhouette de la saison. Mais la femme qui s'en emparait était puissamment elle-même. C'était ce qu'on allait chercher là-bas : un peu de soi. ■

Primard, un jardin d'artiste

Alyette Debray-Mauduy
Envoyée spéciale au domaine de Primard (Eure-et-Loir)

L'ancienne propriété de Catherine Deneuve, devenue un luxueux hôtel de charme, abrite un jardin exceptionnel qu'avait imaginé le paysagiste belge Jacques Wirth. Une escapade dépaysante à une heure de la capitale.



BRUNO SUET

Le mariage de l'eau et du végétal, au cœur d'un jardin à l'anglaise structuré par des haies et des arbres anciens.

Le romanesque vous saisit dès la grille franchie. Allée royale de tilleuls, abondance de charmilles et de massifs de roses, arbres centenaires au tronc imposant, demeure bourgeoise entourée de ses douves... Le décor est planté. Et il semble tout droit sorti d'un roman balzacien, d'un film de Joseph Losey ou de James Ivory. Primard, un domaine de 20 hectares à une heure de la capitale, en Eure-et-Loir, a longtemps été la propriété de Catherine Deneuve. Elle l'avait acquis dans les années 1980 et avait confié la réalisation de son jardin au très réputé paysagiste belge Jacques Wirth. Mais c'est elle, véritable passionnée de botanique, qui a donné à ce lieu son âme si poétique, si proche de sa sensibilité artistique. *« Les rosiers grimpants qui s'échappent des massifs de buis ou qui tombent délicatement dans l'eau, c'est envoûtant »*, remarque Guillaume Foucher, le propriétaire, avec Frédéric Biousse, du petit groupe hôtelier des Domaines de Fontenille. Ces derniers ont racheté la propriété en 2017. *« Nous cherchions quelque chose à une heure de la gare Saint-Lazare, à Paris. Nous avions visité beaucoup de maisons et Primard était la dernière. C'était en novembre, il pleuvait, mais nous sommes tombés sous le charme. C'était féerique. Au départ, nous l'avions achetée pour nous, mais, après y avoir vécu quelques mois, nous avons décidé d'en faire un hôtel de 32 chambres. »*

L'esprit maison de campagne

Aujourd'hui, cette adresse intimiste cultive l'esprit maison de campagne et se révèle une bonne idée pour profiter de l'automne, de ses doux rayons de soleil et de ses couleurs chatoyantes. *« Ici, on entend le bruit des oiseaux, l'eau qui coule. On vit au milieu des canards et des moutons en liberté, loin de l'effervescence de la ville »*, remarque encore Guillaume Foucher. Le petit château date du Directoire. Il a été construit à la fin du XVIIIe siècle, au bord de l'Eure, par le marquis de Dampierre, qui fut chef des gardes de Louis XV avant de s'engager dans la Révolution. Il a fait construire sa maison sur l'eau, en y ajoutant des douves destinées à servir de bassin de rétention en cas de crue. À l'époque, le parc se voulait déjà à l'anglaise, avec une nature très sauvage et une faune importante. *« Jacques Wirth a conservé cet esprit,* précise notre hôte. *Il a structuré l'ensemble avec des haies tout en gardant les arbres anciens. L'if, le platane, le sophora, le hêtre pourpre près des douves, le chêne tortueux... Certains ont plus de 200 ans. Aujourd'hui, avant d'être une maison, Primard est un jardin. »*

Celui-ci se dévoile par petites touches, comme si l'on ouvrait des tiroirs secrets. Primard, c'est une succession de chambres où l'on découvre sans cesse un nouvel espace – un verger, une roseraie, une serre – derrière une haie de charmilles. *« C'est d'une subtilité incroyable. Le jardin vit en toutes saisons avec ses roses en fleurs jusqu'en novembre, ses cyclamens ou ses hellébores en hiver. Catherine Deneuve a poussé l'élégance jusqu'à imaginer un mariage heureux de senteurs. Aux tilleuls en fleurs se mêle le doux parfum des fleurs »*, décrit le maître des lieux.

Accompagnés par Gérard Germaine, que tout le monde appelle ici par son prénom, la mémoire vivante du jardin depuis seize ans, qui veillait déjà au grain du temps de la comédienne, Guillaume Foucher et Frédéric Biousse ont pour leur part ajouté des rosiers anciens et anglais, parfois grimpants à plus de 30 mètres dans les arbres. Au total, on en dénombre plus de 300 variétés : des sénateurs la follette, des mermaids, des rosiers Lady Banks... Bases du jardin flamand, ces roses sont la signature de ce parc, tout comme les haies de charmilles que les nouveaux propriétaires ont étoffées en se fournissant à la Pépinière de la Roselière de Maxime Henneguez. *« Il est spécialisé dans les haies préformées, ce qui fait qu'aujourd'hui on ne fait pas la différence entre les anciennes et les nouvelles »*, précise Gérard.

Ils ont aussi planté plus de 700 arbres et créé un potager aux contours graphiques où le restaurant s'approvisionne. Pour cela, ils se sont inspirés de plans de différents potagers réalisés par Jacques Wirth (mort en 2018) et se sont fait accompagner par son fils, Martin, qui a repris l'entreprise familiale. Le dépaysement se poursuit jusque derrière les murs du château, où la décoration fait écho à la nature environnante, notamment avec le plafond suspendu en fleurs séchées de l'entrée et les papiers peints sur le thème du végétal signés Pierre Frey. Dans ce décor bucolique, l'hôtel propose de nombreuses activités autour de la nature. Il y a l'apéritif que l'on peut prendre sur un ponton en bois, au bord de l'Eure, mais aussi les cours de permaculture au potager ou de bouquets floraux avec la femme de Gérard Germaine. À l'occasion des Journées du patrimoine, qui se déroulent ce week-end, Primard organise des visites de son domaine et propose des packages mariant découverte de ses jardins et de Giverny avec une nuit à l'hôtel avec petit déjeuner et déjeuner (à partir de 630 euros pour deux, petit déjeuner et déjeuner inclus). Durant les vacances de la Toussaint, Gérard le jardinier proposera, quant à lui, des ateliers de découpe de citrouilles. ■

En savoir plus : lesdomainesdefontenille.com



CÉLINE HAMELIN

Pour être au plus près de la nature, le domaine de Primard propose de prendre le petit déjeuner ou l'apéritif sur un ponton au bord de l'Eure.

Les links du comté d'Ayrshire, rois d'Écosse

Laurent Louët Envoyé spécial en Écosse

La côte sud-ouest du pays, face à l'immense estuaire du fleuve Clyde, qui remonte jusqu'à Glasgow, accueille de prestigieux parcours qui entretiennent la tradition anglo-saxonne.

Pour tout golfeur qui se respecte, l'Écosse est un must. Une sorte de pèlerinage incontournable aux origines de la petite balle blanche, à vivre entre passionnés pour découvrir les links les plus réputés au monde. Le pays recèle de nombreux trésors. En particulier sur sa côte sud-ouest, le long du Firth of Clyde – « l'estuaire du Clyde » –, le fleuve qui remonte jusqu'à Glasgow. Cette immense baie borde le comté de l'Ayrshire, de Largs au nord jusqu'à Portpatrick au sud. Là, les parcours de prestige se bousculent : le Royal Troon (Ailsa Course : par 71, 6590 m), où s'est déroulé The Open en juillet dernier, mais aussi Trump Turnberry (par 71, 5920 m), affublé du nom de l'ex-(futur ?) président des États-Unis, qui l'a entièrement rénové ces dernières années et qui vient de fixer à 1000 livres sterling (1190 € env.) le prix du green-fee pour avoir le droit d'y jouer.


UNDONALD LINKS

Le parcours du Dundonald Links Golf Club, un défi immense pour le simple amateur.

Prestwick Golf Club, la tradition

Ce links mythique a accueilli le premier Open britannique de l'histoire, en 1851, avec douze trous, avant de passer à dix-huit en 1860. Vingt-quatre éditions s'y sont déroulées depuis, bien que le parcours ne soit plus compris au calendrier de la rotation des golfs retenus par le Royal & Ancient depuis 1925. Il faut dire que le tracé (par 71, 6480 m) est follement surprenant, bien loin des standards actuels imaginés par les architectes de golf contemporains. Notamment avec des coups et des trous en aveugle. Dès le nº5, dénommé « Himalaya », il faut viser une cible de la couleur de vos boules de départ pour franchir l'obstacle qui fait face. Le par 4 du trou nº17, appelé « Alps », propose, quant à lui, trois cibles dont l'une est indiquée sur le tee de départ. Au terme d'une longue balade sur ce parcours ouvert au vent, le club-house est un exemple d'authenticité. Tout respire ici les traditions. L'escalier grince sous les portraits des anciens capitaines du club. Et l'on découvre dans le salon réservé aux membres – les dames y sont maintenant tolérées – des « bow windows » avec vue sur le départ du trou nº1 et le green du 18, propices aux commentaires avertis entre vénérables anciens.

Green-fee entre 190 et 370 euros ; prestwickgc.co.uk

Kilmarnock Barassis Golf Club et Western Gailes, de bons voisins

Fondé en 1887, le Barrassie Links compose avec neuf trous « à l'ancienne » du dessin original et neuf trous inaugurés en 1997. Très familial, ce parcours authentique propose de larges greens agrémentés de nombreux pièges. Ici, pas de superflu ni de tape-à-l'œil, chacun vient jouer au golf pour le plaisir. Rien d'autre. Plus prisé en raison des prestigieux visiteurs qu'il a accueillis – Gene Sarazen, Rory McIlroy, Gary Player ou Tom Watson –, le parcours adjacent de Western Gailes (par 71, 6415 m) offre davantage de vues sur la mer. À touche-touche avec son voisin, l'esprit du club y est un peu différent. Les trous slaloment en bordure des rails qui les séparent de la plage. Là, à marée basse, l'eau se retire au loin sur la plage rocailleuse de sable gris, frappée par les courants d'air qui descendent des Hébrides. À l'horizon, les collines aux couleurs d'or de l'île d'Arran dessinent un paysage féerique. L'été, au coucher du soleil, le spectacle est incroyable depuis le golf. À cela il faut ajouter les trains qui passent toutes les demi-heures et ajoutent au pittoresque.

Kilmarnock Barassie Golf Club : green-fee entre 65 et 100 €, kbgc.co.uk ; Western Gailes : green-fee entre 100 et 360 €, westerngailes.com

Dundonald Links, le standing

Né en 1883, le tracé est passé entre les mains de l'architecte américain Kyle Philipps au début des années 2000 pour être modernisé et s'adapter aux nouvelles exigences des tournois pros. Le résultat est magnifique. Depuis, Dundonald Links a reçu régulièrement l'Open d'Écosse féminin, que deux Françaises (Isabelle Boineau en 2016 et Céline Boutier en 2023) ont d'ailleurs remporté. Le parcours déploie de larges fairways parfois bosselés, bordés de roughs épais avec de nombreux ajoncs et de superbes pins. Ne vous y trompez pas, le défi est immense pour le simple amateur, même sur les pars 3. À l'instar du trou nº11, où il est interdit de rester court, même en touchant le green. Trop long ? Le Cauldron (« chaudron ») Bunker, réputé comme étant « le plus difficile des îles britanniques », attend vos balles. Un petit escalier descend au fond de celui-ci, où sortir sa balle paraît juste impossible. En 2019, le propriétaire du terrain a investi 30 M€ pour transformer Dundonald Links en un resort de standing international. Le club compte désormais dix-huit bungalows de luxe, un hôtel et un magnifique club-house tourné vers le parcours, récompensé plusieurs fois aux Golf Environment Awards. Mention spéciale pour les splendides lodges à louer pour quatre à six personne avec leur minigreen en bordure de terrasse et pour le salon de dégustation de whiskys, au club-house. Quant au restaurant, réputé pour son bœuf Black Angus, il est considéré comme l'un des meilleurs de l'Ayrshire. ■

Dundonald Links : Green-fee entre 125 et 290 euros, dundonaldlinks.com


PRESTWICK GOLF CLUB

Un panorama de carte postale pour le Prestwick Golf Club.

« The Penguin » : dans l'enfer de Gotham

Constance Jamet

Le comédien Colin Farrell se glisse dans la peau de cet adversaire de Batman dans un récit mafieux, qui invoque la flamme des « Soprano ».



Aussi glacial que touchant, Colin Farrell campe un Penguin qui ignore toute limite.

MACALL POLAY/HBO/MAX

En 2022, le réalisateur Matt Reeves donnait un nouveau visage et une impulsion à Batman, en confiant le masque du justicier à un Robert Pattinson taciturne. En résultait un super-héros aux premiers pas hésitants et artisanaux. Pour maintenir la flamme jusqu'à son retour sur grand écran, prévu en 2026, la plateforme Max propose une série dérivée élégante consacrée à l'un de ses adversaires, *The Penguin*. Soit l'ascension d'Oswald Cobblepot, homme de main claudiquant et enrobé, aspirant à devenir le parrain de Gotham.

Avec cette étude de caractère, qui offre d'impressionnantes scènes d'action mais trouve son ADN dans ses monologues et ses silences, HBO renoue avec le genre mafieux des *Soprano*. *The Penguin* se prête aux comparaisons avec la saga de David Chase. L'intrigue de la série démarre une semaine après les événements du film et la mort du « boss » Carmine Falcone. Oswald Cobblepot, dit « Oz », entend profiter de cette vacance du pouvoir pour grimper les échelons dans le crime. Il n'est pas le seul prétendant. Tout juste sortie de l'asile d'Arkham où elle a passé dix ans pour avoir tué des escorts, la fille de Carmine, Sofia, compte peser dans la balance.

Hommage à *Scarface* et à *French Connection*, *The Penguin* revendique une violence exacerbée avec de gros plans sur les tortures et autres exécutions sommaires. La série contrebalance cette brutalité en s'immisçant dans l'intimité meurtrie de ses antihéros, qui peuvent se recroqueviller en un instant lorsqu'un stress post-traumatique ou une mère envahissante interfèrent.

Revanche sociale

« D'où vient Oz ? C'est un rusé, difficile à cerner, au tempérament imprévisible. Aussi impulsif que calculateur. Ce qui le guide dans sa conquête du pouvoir, c'est le désir de rendre sa mère fière et la crainte paralysante de la décevoir », prévient la scénariste Lauren LeFranc. La série conserve l'hypnotisante esthétique oppressante de Matt Reeves. Mais son Gotham connaît la lumière du jour. Il est moins celui des gratte-ciel que celui des rues poussiéreuses, pour aller vers plus de réalisme. Un des modèles de chair et de sang d'Oz a été l'ancien maire corrompu de Providence, dans l'État de Rhode Island, Buddy Cianci. *« Il a beau avoir gouverné avec l'appui de la mafia, ses administrés l'adoraient. Il est allé en prison. Toutefois, on lui a donné une émission radio, il a lancé une marque de sauce pour les pâtes. Entre deux éruptions de violence, il savait être affable et drôle*, note Lauren LeFranc. *Cette série nous invite à essayer de comprendre la réussite de ce type de personnalités. Pourquoi nous fascinent-elles ? Elles interrogent notre propre boussole morale. »*

Ayant retrouvé les bajoues artificielles et les prothèses de ventre du long-métrage, Colin Farrell s'avère aussi glacial que touchant. L'intense comédien des *Banshees d'Inisherin* campe un Penguin qui ignore toute limite, mais qui prend prostituées et gamins des rues sous son aile. Tel Victor, qu'il embauche comme chauffeur. Le bégaiement du jeune homme lui rappelle les moqueries subies en raison de son pied bot. Cette forme de tendresse envers les opprimés se double d'une soif de revanche sociale inextinguible. *« Oz questionne la nature du rêve américain. Pourquoi est-il si souvent dénaturé ? C'est une des raisons pour lesquelles il suscite l'empathie »*, estime enfin la créatrice, qui, fatiguée des clichés des films de gangsters où les compagnes et les filles sont ramenées à des faire-valoir, esquisse un Gotham plus féminin et propose un Oz respectueux. Envers sa génitrice, sa belle-de-jour mais aussi Sofia, rivale coriace, tout aussi dérangée et retorse que lui. Ces deux-là ont d'ailleurs plus de points communs qu'ils ne le souhaiteraient. En dépit de longueurs, *The Penguin* s'anime dès que la jeune femme, incarnée par Cristin Milioti, surgit à l'écran et dévoile, peu à peu, les fragments de son troublant passé. ■

« The Penguin »
Sur Max, un épisode tous les vendredis
Notre avis : ●●●○

Il était une fois dans la vallée de la Loire

Blaise de Chabalier

À la veille des Journées du patrimoine, un beau documentaire au fil de l'eau dévoile les trésors architecturaux et naturels des bords du fleuve.

La vallée de la Loire comme vous ne l'avez jamais vue, au plus près de ses trésors architecturaux et naturels, telle est la proposition de ce beau documentaire de Christiane Henningsen, intitulé *La Loire, des châteaux à l'estuaire*. Un film sous forme de périple au fil de l'eau, comme une parfaite introduction aux 41es Journées européennes du patrimoine organisées ce week-end.

L'occasion d'admirer des paysages à couper le souffle : bien sûr les majestueux châteaux de la Loire – ils sont plus de 400 soit une concentration inégalée de chefs-d'œuvre – mais aussi les étendues sauvages de prés salés du côté de l'estuaire du plus long fleuve de France. C'est également une découverte des lieux par le truchement des habitants dont la vie tout entière est guidée par la Loire et ses sortilèges.

Le voyage commence du côté de Blois et de son château qui fut, jusqu'au règne de Louis XIV, la résidence de prédilection des rois de France. À Blois, la Loire a déjà parcouru environ 600 kilomètres depuis sa source prise dans le Massif central, au mont Gerbier-de-Jonc, en Ardèche. Il en reste 400 à parcourir jusqu'à ce qu'elle se jette dans l'Atlantique, à Saint-Nazaire.

En chemin, une première rencontre marquante avec un Blésois de 21 ans, Maxence, en formation pour devenir aéronaute. À bord de la montgolfière qu'il apprend à piloter, tout devient magique : le château de Chenonceau resplendit comme jamais. Puis c'est au tour de celui d'Amboise d'attirer l'œil. Maxence a la passion des airs chevillée au corps. Et il compte bien en vivre, sachant que les amateurs d'émotions doivent débourser 200 euros pour un vol.

Défense de l'environnement

De retour sur terre, cap sur Saumur et sa forteresse médiévale dressée sur un piton rocheux à 60 mètres au-dessus de la Loire. Dans la cité du cheval, rendez-vous est pris avec une cavalière handisport, Céline Gerny. Quand le documentaire a été tourné, cette femme au caractère bien trempé comptait se qualifier pour les Jeux paralympiques de Paris. Mais une blessure persistante l'a finalement empêchée de pouvoir être sélectionnée.

La question de la préservation de la Loire apparaît par le biais d'une nouvelle rencontre, avec Barbara Réthoré et Julien Chapuis, des biologistes de l'université d'Angers. On suit ce jeune couple dans sa navigation en kayak sur le fleuve. Grâce à leur fine nasse, ces deux-là parviennent à mettre en évidence les microplastiques qui polluent les eaux. Du côté de Rablay-sur-Layon, le dessinateur et auteur de BD à succès Étienne Davodeau milite également pour la défense de l'environnement. Il a publié en octobre 2023 un roman illustré sobrement intitulé *Loire*, aux illustrations de toute beauté. « *L'idée de ce livre est de mettre en scène le changement de perception. L'écologie, (…) était quelque chose de pas très important, mais aujourd'hui elle devient essentielle.* »

Enfin, non loin de Saint-Nazaire, Guillaume Douaud affiche son bonheur alors qu'il mène ses 400 vaches noires et rustiques vers les prés salés, ces étendues inondables à l'air vivifiant et aux herbes savoureuses. De quoi faire la joie des bêtes et donner à leur viande une saveur unique. Guillaume, qui était agroéconomiste, a changé de vie, renoué avec ses racines, celles de son grand-père éleveur. Lui comme tous les passionnés rencontrés au fil de ce périple vouent un culte à leur environnement, leur patrimoine, qu'ils veulent à tout prix préserver. ■

« La Loire, des châteaux à l'estuaire »
À 16 h 30, sur Arte et sur Arte.TV
Notre avis : ●●●◐

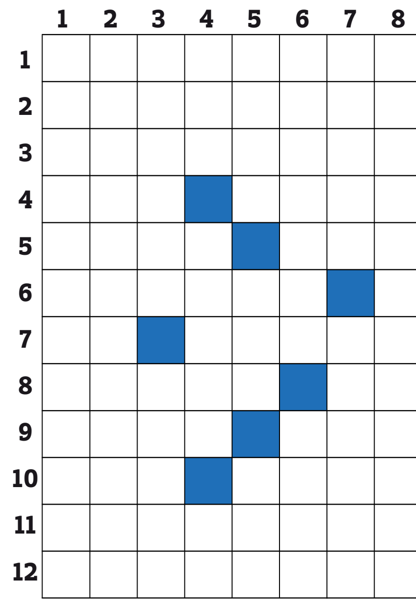
MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

PROBLÈME N° 6715

HORIZONTALEMENT
1. Tombaient comme à Gravelotte. – **2.** A un effet lacrymogène. – **3.** Erreur populaire. – **4.** Mit en ligne, aller et retour. Ne manifester aucune intention de se mettre à table. – **5.** Vieux char pour faire les courses. Point d'où l'or point. – **6.** Travailler sur un fil. – **7.** Impose certaines conditions. Cogne quand elle est forte. – **8.** Page de diaporama. Note. – **9.** Coule à Betton. Ses châteaux ne reçoivent aucun touriste. – **10.** Réfute. Anticorps. – **11.** Boulette d'oie. – **12.** Ont deux fois moins de pieds qu'un alexandrin.

VERTICALEMENT
1. Ont beaucoup de retenue, ce qui suscite la discorde. – **2.** Tueuse de bactéries à large spectre. – **3.** Pièces d'horloge. Il resserre le cours des matières premières. – **4.** Interlocuteur impassible. Remporte la guerre d'usure. Feu sacré. – **5.** Le premier des tsars. Au sud-ouest du Nigeria, au centre des Pays-Bas et même à l'est de la Suède. Dépasse la simple connaissance. – **6.** Point de retraite. Huile issue du pétrole. – **7.** Manches d'artistes. Australien de grande envergure. – **8.** S'accompagnent de ronflements bruyants.



SOLUTION DU PROBLÈME N° 6714

HORIZONTALEMENT **1.** Messager. – **2.** Ébionite. – **3.** Normales. – **4.** Sula. Ets. – **5.** Uri. Ôtée. – **6.** RG. Blier. – **7.** Aétite. – **8.** Tore. Rée. – **9.** Inini. CM. – **10.** One. Ogre. – **11.** Neuf. Ain. – **12.** Seringat.

VERTICALEMENT **1.** Mensurations. – **2.** Ébourgeonnée. – **3.** Sirli. Trieur. – **4.** Soma. Bien. Fi. – **5.** Ana. Olt. Io. – **6.** Giletier. Gag. – **7.** Étêtée. Écria. – **8.** Resserrement.

MOTS MÉLANGÉS

RCI-JEUX.com

Barrez dans la grille tous les mots proposés. Cherchez-les horizontalement, verticalement ou diagonalement. Il ne vous restera alors que les lettres formant le mot mystérieux.

ABER	ANNONCEUR	FLUER	MONTER	RÉÉLIRE
ABÎME	ARROGANCE	GANGA	NORMAND	RONRONNER
ACTIONNER	BOISER	GRANA	OLIVE	SOBRE
AÉRODROME	DÉGARNIR	GRAVER	ORDRE	SOLEN
AINSI	DINAR	LORI	RANDONNÉE	TOMATE
ALTIER	ENGLUER	MÉTALLIER	RATIO	VERS

R	A	E	M	I	B	A	S	R	E	V	D	L	R	N
U	L	C	E	S	G	E	E	T	E	E	O	O	F	E
E	D	N	T	N	V	N	A	R	G	E	N	R	L	L
C	N	A	A	I	N	M	B	A	O	R	L	I	U	O
N	A	G	L	A	O	O	R	O	O	D	A	I	E	S
O	M	O	L	T	S	N	D	N	I	R	R	V	R	G
N	R	R	I	U	I	T	N	N	T	S	D	O	E	E
N	O	R	E	R	E	E	A	E	A	B	E	R	M	R
A	N	A	R	G	R	R	R	E	R	R	R	R	E	E

SOLUTION DU N° 4853

3	8	5	6	4	7	2	9	1
1	6	2	3	5	9	4	8	7
4	9	7	1	8	2	5	3	6
5	2	4	8	9	6	7	1	3
6	7	1	4	2	3	9	5	8
9	3	8	7	1	5	6	4	2
8	1	6	5	7	4	3	2	9
7	5	9	2	3	1	8	6	4
2	4	3	9	6	8	1	7	5

SOLUTION DU N° 4854

4	6	3	5	8	2	7	1	9
1	7	8	9	4	6	5	3	2
5	2	9	3	1	7	8	4	6
6	8	5	7	9	1	3	2	4
3	1	4	6	2	8	9	5	7
2	9	7	4	3	5	6	8	1
8	3	1	2	7	9	4	6	5
7	4	6	1	5	3	2	9	8
9	5	2	8	6	4	1	7	3

SOLUTION DU MOTS À MOT

Les mots sont :
SOUCHE – SCRIBE – VIABLE.

TF1

21.10 Qui veut gagner des millions ?



Jeu

Prés. : Arthur. 3h05. Spécial 25 ans. Inédit. Pour célébrer les 25 ans du jeu, Arthur reçoit de nombreux invités, dont Florence Foresti, Jean-Pierre Foucault, Jean-Luc Lemoine, Jarry Fall, Kev Adams, Philippe Caverivière...

00.15 Vendredi, tout est permis avec Arthur. Divertissement. Inédit.

France 2

21.05 Simon Coleman

Série. Policière



Fra. 2024. Saison 2. Avec Jean-Michel Tinivelli, Flavie Péan. 2 épisodes. Inédit. Un corps gît, couché sur le dos devant la façade de la clinique du Roi René. La victime, Mathias Deresz était un chirurgien esthétique réputé.

22.55 Génération Paname. Divertissement. Inédit. **00.05** Planète Rap. Divertissement. Lyna Mahyem.

France 3

21.05 Voix de stars

Émission musicale



Prés. : Julia Vignali. 2h05. Inédit. Le jury : Liane Foly, Jarry, Véronic Dicaire et Michaël Gregorio. « Voix de stars » est le premier grand concours de sosie vocal de France. Douze candidats venus de toute la France sont en lice face au jury.

23.10 On s'était dit rendez-vous... avec Patrick Bruel. Spectacle.

Canal+

21.11 Argylle

Film. Action



GB/EU. 2024. Réal. : Matthew Vaughn. 2h16. Avec Bryce Dallas Howard. Spécialisée dans les romans d'espionnage, une jeune écrivaine se retrouve en danger en raison d'informations trop réalistes dans ses livres.

23.27 Madame Web. Film. Fantastique. Avec Dakota Johnson.

Arte

20.55 A chacun ses peurs

Téléfilm. Policier



All. 2024. Réal. : Jens Wischnewski. 1h35. Avec Franziska Hartmann. Inédit. La commissaire de Hambourg Katharina Tempel rouvre le dossier d'un homme accusé d'homicide qui s'est évadé juste avant son procès.

22.30 «Hallelujah», Leonard Cohen : La musique de nos vies. Film. Doc.

M6

21.10 Les traîtres

Jeu



Prés. : Eric Antoine. 2h15. Inédit. Les premières émissions ont vu un nombre égal de loyaux et de traîtres éliminés. Chacun espère remporter une jolie somme pour l'association qu'il défend.

23.25 Les traîtres : révélations sur la suite... Jeu. Inédit.

C8



19.45 Touche pas à mon poste.

21.19 Les duos impossibles de Jérémy Ferrari

Spectacle. Prés. : Jérémy Ferrari. 2h48. Inédit. 8e édition. Sur la scène des Folies Bergère, l'humoriste demande à ses invités de jouer un sketch sur le thème de l'amour.

00.07 Les duos impossibles de Jérémy Ferrari. Spectacle. 7e édition.

W9



19.50 Les cinquante. Jeu. Inédit.

21.10 Enquête d'action

Magazine. Prés. : Marie-Ange Casalta. 1h50. Entre forcenés et trafiquants : alerte police dans la Creuse ! Inédit. Trafics de drogue, réseaux criminels et violence urbaine : bienvenue dans le quotidien des policiers de l'une des plus petites préfectures de France.

23.00 Enquête d'action. Magazine.

TMC



19.15 Quotidien. Inédit.

21.25 Taxi 3

Film. Action. Fra. 2003. Réal. : Gérard Krawczyk. 1h40. Avec Samy Naceri. Les aventures d'un policier qui, flanqué d'un fidèle chauffeur de taxi, tente, avec plus ou moins de succès, de faire cavalier seul.

23.05 20 ans de saga «Taxi» : le film qui fait exploser tous les compteurs.

France 5

20.05 C à vous la suite. Talk-show.

21.05 Still Alice

Film. Drame. EU/GB/Fra. 2014. Réal. : Wash Westmoreland, Richard Glatzer. 1h45. Avec Julianne Moore. Une linguiste reconnue, entourée d'un mari et de deux filles, est diagnostiquée avec un Alzheimer précoce et tente de profiter de chaque instant.

22.50 (La) Horde, révolte à Marseille.

RMC Découverte

20.43 Direct Quinté. Inédit.

21.10 Ramsès II : la vérité sur le plus grand des pharaons

Documentaire. Fra. 2024. 1h05. Inédit. Il était le pharaon le plus puissant d'Égypte. Le triomphe suprême de Ramsès II a été de bâtir une nouvelle capitale somptueuse : Pi-Ramsès.

22.15 Les trésors perdus d'Égypte. Documentaire. 2 épisodes.

Histoire TV

20.15 Historiquement Show. Mag.

20.50 L'ombre d'un doute

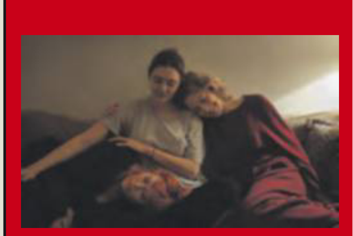
Magazine. Prés. : Franck Ferrand. 2h55. 2 épisodes. Franck Ferrand s'intéresse à l'affaire des poisons, l'une des plus mystérieuses affaires criminelles de tous les temps. - Versailles, théâtre de l'Histoire.

23.45 «Le Chevalier au dragon », le roman disparu de la Table ronde. Doc.

À LA DEMANDE

Netflix

Ses trois filles



L'aînée, Katie, est autoritaire et revêche. Christina, d'une douceur presque écœurante, fuit les confrontations et pratique assidûment le yoga. Enfin Rachel, adolescente attardée, fume de l'herbe et squatte l'appartement paternel. Parce que leur père est sur le point de mourir, ses trois sœurs, aussi dissemblables que possible, sont contraintes de cohabiter pour veiller ensemble sur ses derniers instants. La confrontation est inévitable. Bien que les situations et les dialogues puissent sembler familiers à ceux qui ont vécu le deuil d'un être cher, ils donnent ici lieu à des scènes d'une grande justesse. Carrie Coon, Elizabeth Olsen et Natasha Lyonne frappent au cœur dans ce huis clos d'une grande finesse.

LE FIGARO TV Île-de-France

12.00 Points de vue.
18.30 Le Buzz TV.
Caroline Delage, productrice du documentaire *Souviens-toi*, sur C8. Interviewée par Nicolas Vollaire et Damien Canivez.
19.00 Bienvenue en Île-de-France.
Présenté par Damien Canivez.

21.00



FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

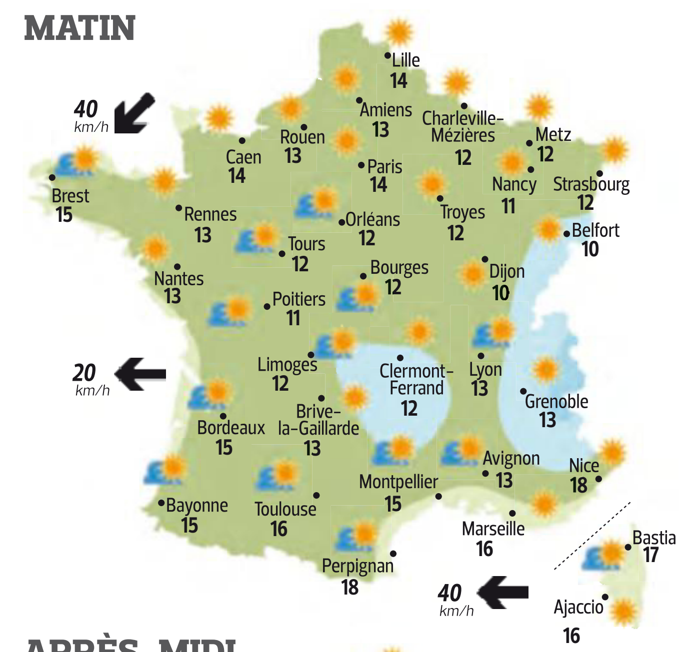
Amir dans le Live du Figaro

Magazine. Sarah Lecœuvre et Olivier Nuc reçoivent le chanteur Amir.
22.30 Libre à vous Guyonne de Montjou reçoit Perla Servan-Schreiber.

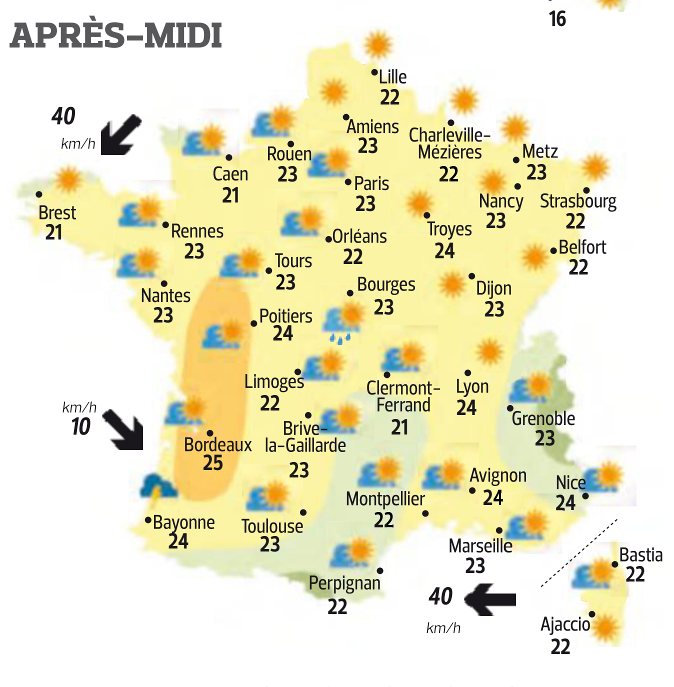
Météo

ÉPHÉMÉRIDE St-Davy
Soleil : Lever 07h35 - Coucher 19h51 - Lune décroissante

MATIN



APRÈS-MIDI

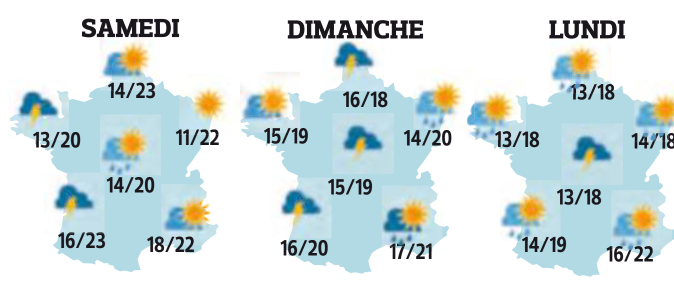




LE TEMPS AILLEURS...

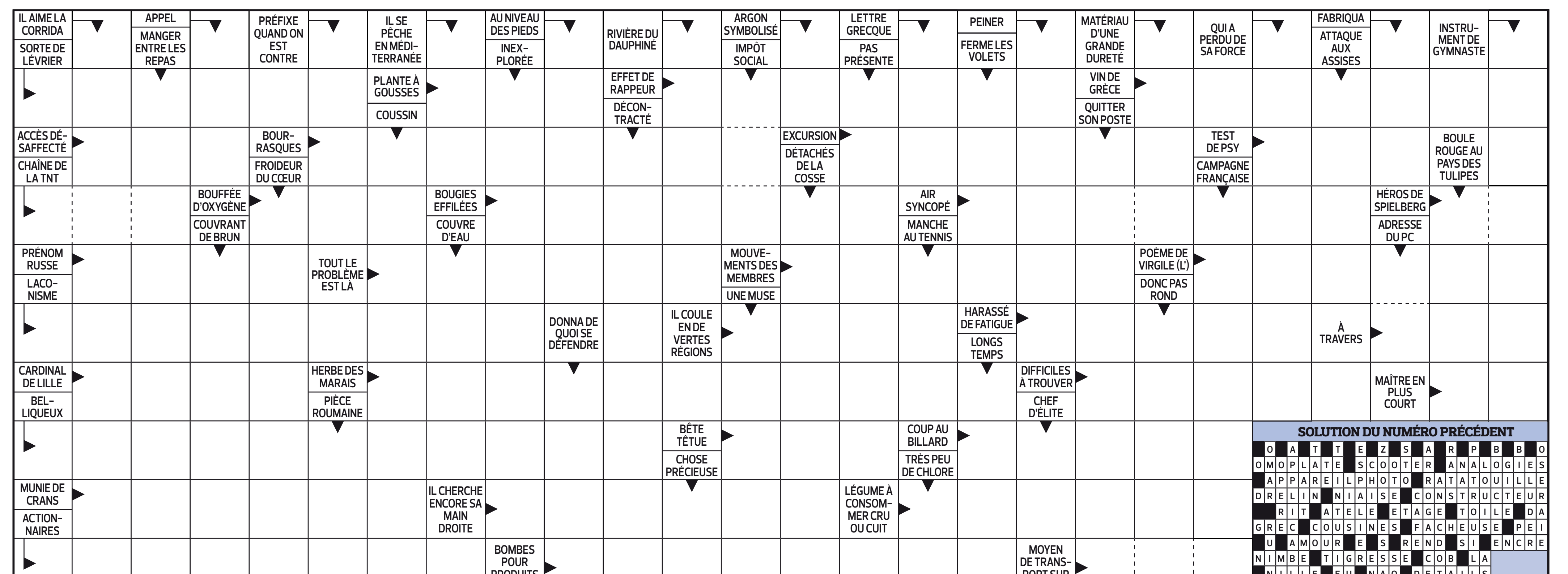


ALGER	19/26	AMSTERDAM	15/21	ATHÈNES	19/26
BARCELONE	19/21	BELGRADE	15/20	BERLIN	14/22
BERNE	8/21	BRUXELLES	13/22	BUDAPEST	12/22
COPENHAGUE	14/20	DUBLIN	13/16	LISBONNE	18/23
LONDRES	16/22	MADRID	16/22	PRAGUE	11/21
RABAT	20/24	ROME	14/25	TUNIS	21/25





MOTS FLÉCHÉS DU FIGARO N°3940



Nos dix desserts à la figue favoris dans la capitale

Alice Bosio et **François Blanc**

Jusqu'à fin octobre, la saison du fruit méditerranéen par excellence bat son plein et s'affiche dans les vitrines des meilleures boulan



Claire Heitzler (Levallois-Perret).


Quelque Part... La Matière (9e).

CLAIRE/CLAIRE HEITZLER, QUELQUE PART LA MATIÈRE, RAYONNANCE, BENOIT CASTEL, OLIVIER PONS

La saveur de son fruit juteux comme le parfum herbacé de ses feuilles accompagnent en douceur le passage de l'été à l'automne, en faisant un terrain de jeu privilégié des boulangers et pâtissiers à chaque rentrée.

La plus automnale
La tarte figuier de Rayonnance

PRIX : 7,50 €.
17, rue de Maubeuge (9e).
Tél. : 01 88 61 19 65.
Tlj sf dim. et lun., de 11 heures à 19 h 30.

LE LIEU. Deux ans que la pâtissière nippone Yuki Hayato et sa complice Lumi Hachiya, anciennes de l'étoilé Pages (16e), accueillent les becs sucrés du haut 9e dans leur petite boutique épurée, dotée d'une micro-table d'hôte pour déguster sur place. Depuis le laboratoire ouvert, sortent pâtisseries soignées (dont l'incontournable saint-honoré au thé hojicha), gâteaux de voyage, viennoiseries et glaces.
LA CRÉATION. Affichant son empilement généreux de délicieuses figues noires (rôties) et blanches (fraîches), recouvertes d'une quenelle de chantilly aux feuilles de figuier peu sucrée et herbacée, la tartelette joue avec les arômes automnaux et épicés de la cannelle dans la crème d'amande moelleuse recouvrant la pâte sucrée dorée. Mais aussi avec les parfums de fin d'été du cassis dans une confiture acidulée. Un aspect rustique qui cache une pâtisserie d'une grande délicatesse.

La plus délicate
La Fleur de figuier de Claire Heitzler

PRIX : 7,50 €.
9, rue du Parc (Levallois-Perret).
Tél. : 01 47 39 94 74.
Tlj sf lun., de 10 heures à 19 heures (13 heures dim.).

LE LIEU. Faut-il encore présenter cette pâtissière parmi les plus douées du pays, passée par Ladurée et Lasserre, qui s'épanouit avec sa propre enseigne, Claire Heitzler & Producteurs, imaginée comme une pâtisserie responsable ? Afin d'éviter le gaspillage, il faut commander à l'avance ses gâteaux pour les récupérer dans son atelier-boutique.
LA CRÉATION. Qu'elle est délicate, cette Fleur de Figuier, avec ses deux teintes de figue en décor aussi belles qu'éclatantes de fraîcheur ! La même délicatesse se trouve dans la composition : un duo de sablé croustillant et dacquoise qui apporte la mâche nécessaire, une marmelade de figue au parfum affirmé et cette mousse évanescente à peine sucrée au miel de Renouée du Japon, qui emballe le gâteau sans pour autant prendre le pas sur la figue. Un miel rare, réputé pour ses bienfaits pour le corps, s'il fallait une raison supplémentaire de craquer !

La plus japonisante
Le mochi à la figue d'Agatto

PRIX : 4,80 €.
13 bis, rue Saint-Maur (11e).
Salon de thé jeu. et ven., 14 h 30 à 18 h 30.
Retrait le week-end sur commande.

LE LIEU. Agathe Bernard avait entamé un parcours de pâtissière des plus classiques, avant qu'un voyage au Japon ne l'en détourne à jamais. Après deux ans à s'y former, elle rentre en France et devient chef de la pâtisserie franco-japonaise Tomo pendant plusieurs années. Elle vole désormais de ses propres ailes et la voilà à la tête, au cœur du 11e arrondissement, de son petit atelier, où elle dispense des cours sur les mochis ou dorayakis nippons, mais propose aussi un espace de salon de thé ainsi que de la commande en click'n'collect.
LA CRÉATION. Son ichigiku daifuku mérite à lui seul le détour : une figue fraîche bio entière, emballée dans une fine couche d'anko - la pâte de haricots rouges sucrée classique des daifuku mochis -, puis dans une feuille de pâte à mochi cuite dans une feuille de figuier. C'est moelleux, régressif et d'une pure fraîcheur.

La plus graphique
La figue de Quelque Part... La Matière

PRIX : 8,50 €.
48, rue du Faubourg-Montmartre (9e).
Tél. : 01 47 70 08 90.
Tlj sf lun., de 10 heures à 20 heures.

LE LIEU. Un nom aussi énigmatique que son décor sombre et contemporain intimide, avec ses pâtisseries présentées tels des bijoux en vitrine et son étagère réservé au tea time façon palace et (bientôt) au brunch. Un nom, aussi, que Florian Barbarot et Pierre-Henry Lecompte, chefs cuisinier et pâtissier de Quelque part... Les Abysses, ont choisi pour signifier leur amour du produit brut. Une matière qu'ils comptent décliner dans ce tout nouveau lieu avec la même créativité que dans leur restaurant gastronomique voisin.
LA CRÉATION. Parmi leurs pâtisseries, toutes plus graphiques les unes que les autres, celle à la figue joue sur la juxtaposition, sur une fine couche de sablé, d'une généreuse compotée de figue, rafraîchie par une pointe de carvi et légèrement sucrée au miel, de figues fraîches bio de Baud (Vaucluse) et d'une sphère aérienne de mousse infusée à la feuille de figuier. Les amateurs de figue y trouveront leur compte, avec une pâtisserie ultra-fruitée au look qui en jette.


Rayonnance (9e).


Benoît Castel (20e).


Jardin Sucré (17e).

La plus réconfortante
Nadine chez Sucré Cœur

PRIX : 6,80 €.
21, rue Custine (18e).
Tél. : 09 55 79 04 74.
Tlj sf dim., de 10 30 à 19 h 30.

LE LIEU. Installée depuis l'an dernier sur la Butte (la première adresse de la rue Manuel a fermé), dans une boutique sans prétention à la devanture noire, Marie Dieudonné, passée par le Fouquet's et Laurent Duchêne avant de se lancer en 2019, se distingue par des créations originales girondes qui arborent des prénoms, et par une offre végétale et sans gluten fournie, avec un soin affiché des matières premières (bio, de saison, colorants naturels).
LA CRÉATION. Le petit gâteau à la figue, nommé « Nadine », est un coquet concentré de réconfort tout en textures, construit autour d'une chantilly associée à un biscuit moelleux à l'amande et à du confit de figue. Le tout cerclé dans un chocolat blanc coloré en rose pâle, posé sur un délicieux sablé friable un peu salé, et recouvert d'un petit jardin de figues fraîches brillantes.

La plus fruitée
Figue et feuille de figuier au Jardin Sucré

PRIX : 6,50 €.
156, rue de Courcelles (17e).
Tél. : 09 87 36 23 95.
Tlj sf lun., de 10 heures à 19 h 30 (18 heures le dim.).

LE LIEU. Alimentés par leur atelier-boutique de Cernay-la-Ville (Yvelines) et leur chocolaterie de Dampierre-en-Yvelines, Mélanie et Arnaud Mathez régalent les abords de Péreire, dans leur élégant magasin-écrin fleuri, de macarons (ils sont champions du monde de la discipline), mais aussi de cookies sous cloche et de pâtisseries intemporelles (comme la pistache fleur d'oranger) et de saison.
LA CRÉATION. Le petit gâteau à figue et feuille de figuier tient toutes les promesses suscitées par son aspect charmeur en forme de dôme brillant de confit de figue de Solliès, encerclé de chocolat blanc teinté en violet et parsemé de fleurs séchées champêtres. À l'intérieur, se nichent une crème infusée à la feuille de figuier et un crumble amande légèrement croustillant. L'épaisse couche de figue confite donne l'impression de croquer dans le fruit, pour un résultat léger et peu sucré.

La plus rustique
La tarte fine aux figues d'Union

PRIX : 4 €.
2, rue Bleue (9e).
Tlj sf dim. de 8 heures à 20 heures (15 heures sam.).

LE LIEU. Cette grande boulangerie d'angle en dessous du square Montholon est la plus courue du quartier, reconnaissable à ses murs bruts, sa lumière abondante et les files d'attente qui se massent tous les jours devant la boutique à l'heure du déjeuner. Un succès tel qu'un deuxième Union ouvrira avant la fin de l'année et qu'un talentueux chef pâtissier, Nicolas Wikart, a rejoint l'aventure pour développer une gamme de pâtisserie fine moderne et aguichante.
LA CRÉATION. Cette année pourtant, pas de pâtisserie fine à la figue chez Union, mais un totem de la boulangerie ô combien addictif, la tarte fine feuilletée. Celle-ci, très généreuse pour son prix, est constellée de figues légèrement confites à la cuisson, dont le jus a perlé sur la crème d'amande qui sépare la pâte des fruits. Un plaisir simple et un jeu de textures sans faille, qui valent parfois plus que des créations plus alambiquées.

La plus gourmande
Le figuier contemporain de Benoît Castel

PRIX : 5,60 €.
150, rue de Ménilmontant (20e).
Tél. : 01 46 36 13 82.
Tlj sf lun. et mar., de 7 h 30 (8 heures W-E) à 20 heures (18 heures dim.).

LE LIEU. Figure de l'Est parisien où il compte trois adresses (Ménilmontant, Sorbier et Timbaud), l'artisan breton qui fut le pâtissier en chef d'Hélène Darroze, de l'hôtel Costes et de la Grande Épicerie, s'illustre autant dans sa gamme boulangère soignée (dont son pain du coin au sel de salish), que dans ses pâtisseries simples et savoureuses. Le tout dans un esprit antigaspi dans l'air du temps.
LA CRÉATION. Après le fraisier et le framboisier, place au figuier contemporain. Version déstructurée de la pâtisserie traditionnelle française, il se compose d'une base de financier pistache moelleux et puissant, d'une crème mousseline à la vanille de Madagascar onctueuse, de quelques mini-sablés croustillants et, pour rappeler le fraisier, de cubes de pâte d'amande. Sans oublier quelques figues fraîches, qui ne jouent pas ici les premiers rôles, mais apportent de la fraîcheur à un dessert qui joue la carte du réconfort.

geries et pâtisseries.



La plus boulangère
Le chausson à la figue de Sain

PRIX : 3,30 €.
23, rue des Gravilliers (3e).
Tél. 06 50 36 78 17. Tlj sf lun., de 7 h 30 (8 heures dim.) à 19 h 30 (15 h 30 dim.).

LE LIEU. À l'avant-poste de la vague néoboulangère parisienne, cette enseigne a fait d'un retour à une tradition vertueuse son cheval de bataille – blés anciens, fermentation longue, pétrin de hêtre. Un beau succès pour Anthony Courteille, le patron et ancien chef de cuisine, puisqu'il a doublé sa boulangerie du canal Saint-Martin (10e) d'une deuxième adresse, dans le Haut-Marais, où l'on peut aussi s'attabler.
LA CRÉATION. Si sa petite taille pourrait créer des frustrations, le chausson à la figue de la boulangerie Sain est assez merveilleux pour pousser à en acheter un second. Un excellent feuilletage, bien caramélisé, très croustillant, généreusement garni de figues légèrement confites, parfumées et en gros morceaux. Le jus de figue qui s'épanche délicatement à la cuisson pour sucrer le feuilletage sans le ramollir touche au divin. Le petit déjeuner de rêve.

La plus givrée
Le sorbet à la figue d'Angiolo

PRIX : 5 € la boule, 19 € le demi-litre.
180, bd Saint-Germain (6e).
Tél. : 01 71 32 31 18.
Tlj de 8 heures à 23 heures.

LE LIEU. Pour une fois, ce n'est pas le Marais qui régale les fans de glace, mais Saint-Germain-des-Prés, avec cette nouvelle maison ouverte par un couple qui a confié les créations à un roi du *gelato* bien connu de l'autre côté des Alpes, Salvatore Naselli. Côté boutique, le « gelatowall » fait son petit effet rétrofuturiste : les parfums sont cachés dans un mur s'ouvrant comme une voiture à la pointe de la technologie, qui n'aurait pas déplu à Marty McFly.
LA CRÉATION. Une vraie sensation de pureté se dégage du sorbet à la figue d'Angiolo, sentiment que seuls des sorbets de très haut niveau peuvent donner. On a l'impression de croquer directement dans ce que la nature a donné, une figue douce, charnue, délicate, sans sucre ajouté. S'il vous faut une double ration de figue, ne passez pas à côté de la crème glacée aux pignons de pin zébrée d'un coulis de figues rôties au miel, merveilleuse.


JOHANNA ALAMB

Le Tire-Bouchon Rodier

Genre : visiblement revenue de son étoile Michelin et de son très bon Marcore, une bonne tête, bonne main de chef (Marc Favier), revient aux affaires en débridant une vive cuisine de comptoir et de campagne que l'on belote et rebelote entre picorage et neuve rabelaisie.
Prix : selon l'empressement, de 25 € à 40 €. Formules déj. à 21 € et 26 €. Lentilles vertes en bouillon épicé, foie gras snacké : belle prise de gueule. Fried chicken jaune des Landes, sauce barbecue : on n'est pas chez KFC! Mirabelles beurre et sucre, glace bergamote, biscuit breton : un verger à Paname.
Avec qui? Un leveur de coude (mais pas que).
Bonne table : au bar, le midi. Une haute perchée, le soir, en salle. Service volubile.
47, rue Rodier (9e). Tél. : 01 86 04 27 17. Tlj sf dim. et lun. Métro : Anvers.


PETIT BAO FAUBOURG



Petit Bao Faubourg

Genre : propulsée par l'infatigable Bao Family (Gros Bao à Paris et Marseille, Bao Express…), une cantine sino-pop hyperactive à dégoupiller baos vapeur, nouilles sauteuses et autres raviolis wonton. À la fin du repas, l'estomac a l'impression d'avoir participé à une grosse séance de trampoline.
Prix : entre 15 € et 30 €. Cheesy bao (frit, au gouda, shiitakés et oignons) : aguicheur. Soupe de wontons porc et crevette : y a du monde au bouillon. Beef brisket noodles (nouilles de blé maison, bœuf braisé, huile infusée cébette et lard, pakchoï) : bien rembourré.
Avec qui ? Les petits bourgeois bao.
Bonne table : au banc de la salle couloir. Service rebondissant.
69, rue du Faubourg-Saint-Denis (10e). Sans tél. Tous les jours jusqu'à 23 h. Métro : Château-d'Eau.


AHA MOMO



Aha! Momo

Genre : du côté de cette Asie qui collectionne les raviolis comme on le ferait des porte-clés, la version tibétaine du genre (les momos) bien gavés, bien pliés dans cette cahute proprette aux (vrais, faux) appétits baroudeurs. C'est pas l'Himalaya mais voilà qui dépayse à peu de frais.
Prix : environ 15-25 €. Laphing (gelée de farine de maïs sauce soja piment) : moitié épice, moitié élastique. Mokthuk (soupe de raviolis farcis à la viande hachée, oignons et gingembre) : complet! Tsampa cake (gâteau de farine d'orge, beurre et sucre) : bof, un petit côté ration de combat.
Avec qui? Un sherpa de Belleville.
Bonne table : tout de suite sur votre gauche, côté fenêtre et sur banquette. Service du tac au tac.
45, rue de Tourtille (20e). Tél. : 07 49 13 22 52. Tlj sf mar. Métro : Pyrénées.

Le Clos d'Astorg, bonne auberge à gueule de chou

Emmanuel Rubin

Un jeune couple réveille les bourgeois du quartier Saint-Augustin.

Au mur, dans sa préface d'ardoise, il ne tarde pas à nous prendre par les mots, les sentiments, les fantasmes qu'on lui accorde, les souvenirs qu'on en a. À la commande, la jeune sommelière et patronne ne s'étonne déjà plus de le voir immanquablement choisi et ne tremble pas pour trouver une fraîcheur de beaujolais qui ne viendra pas lui bouffer la vedette.

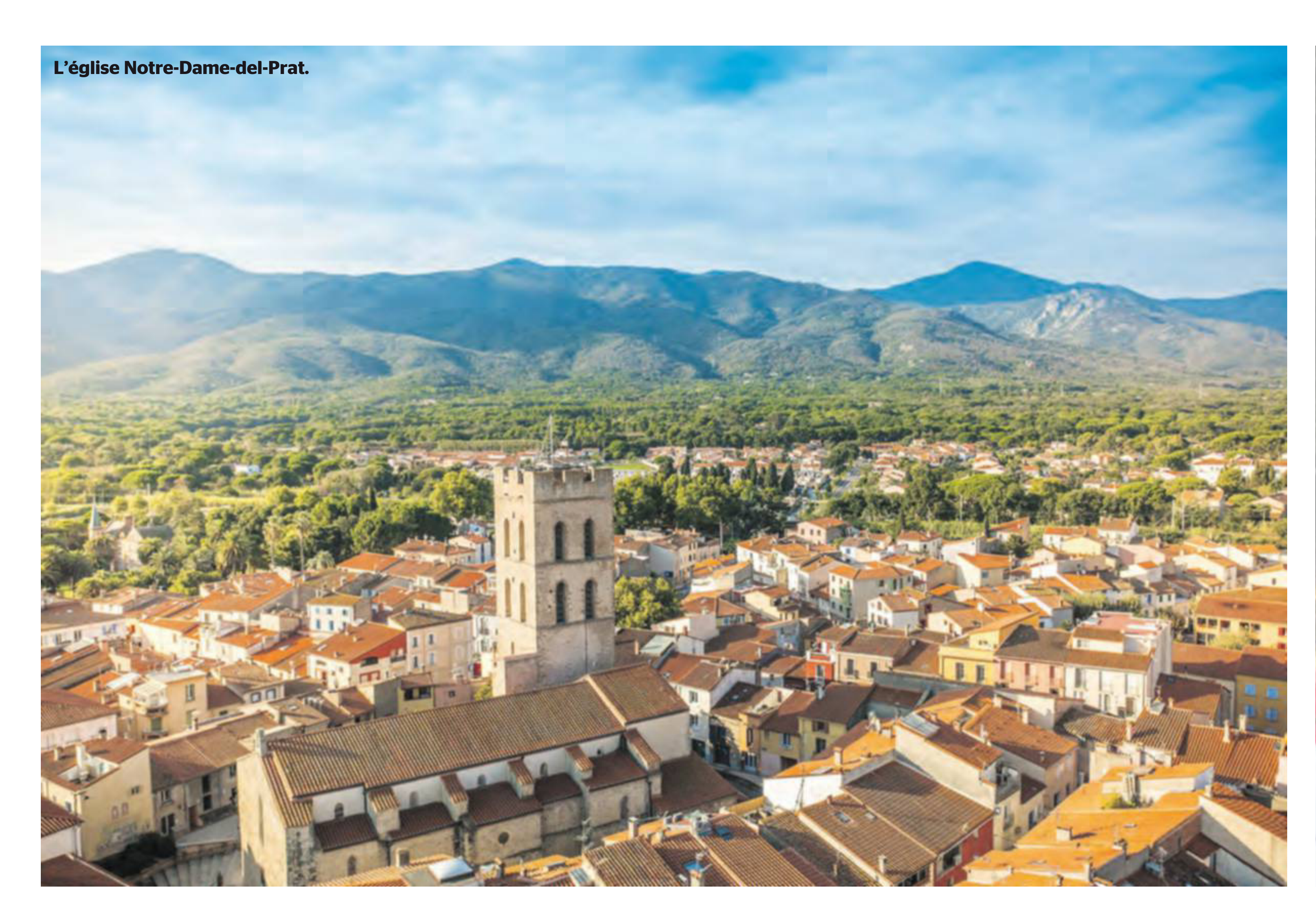
En cuisine, le jeune chef et patron revendique de bigrement savoir le manier. Il l'annonce simplement en spécialité de la maison, comme on le faisait avant la manie crétine du « plat signature ». Et la spécialité de ce Clos : le chou farci! En salle, il s'incruste à chaque table avant de débouler à la nôtre, bombant du torse, dévoilant ses premières feuilles craquantes braisées suivies d'autres plus tendres, complices à révéler une farce charnue, bonne comme bonne mie, pas bégueule à venir éponger un jus de caractère. On l'a déjà écrit, mais le chou farci dans ce talent-là, c'est le plus délicieux strip-tease de l'appétit français. Mélange de panache et d'émoustillant.

En finissant par décoincer la nuque de l'assiette, en relevant les yeux du plat, on découvre une salle-comptoir de neuve nostalgie, un public comme chez lui et des recettes qui ajoutent une saison au décor. L'onglet sauce au bleu, la salade de sot-l'y-laisse à l'estragon, la moutarde qui monte au pif du rognon (un poil trop cuit), tous généreusement manœuvrés pour nous confier l'adresse moins dans ce gros mot de bistrot que dans la verve retrouvée d'un bonheur d'auberge. Le premier désormais en lassitude, la seconde, ici, remontée à faire sonner toutes les cloches et réveiller tous les bourgeois du quartier Saint-Augustin. Suffisamment rare pour qu'on le souligne.



LE CLOS D'ASTORG
22, rue d'Astorg (8e).
TÉL. :
01 55 06 18 16.
HORAIRES :
Tlj sf sam. et dim.
MÉTRO :
Saint-Augustin.

AVEC QUI? Letizia, reine d'Espagne, trois dîners lors des derniers JO.
UNE, DEUX, TROIS ASSIETTES : tombée de girolles, jaune d'œuf confit : liaison très réussie. Le chou farci de la Reine : le nouveau meilleur de la place. Mousse chocolat Balthazar : affolante.
DANS LE VERRE? 80 références avec un certain tropisme beaujo-bourguignon dont un brillant beaujolais Régnié 2021 (Antoine Sunier).
L'ATTENTION : toujours côté cave, l'encore joli climat d'un « vieux » (1990) bourgogne pinot noir, domaine de la Tour, poli (65 €) et docile à soutenir un sacré époisses (de chez Germain) et à nous faire entrer dans l'automne.
SERVICE : tout en conviction.
ZUT! Pour l'heure, y a pas de zut!
L'ADDITION : plutôt contenue ! 35-55 € à la carte. Formule déj. à 25 €.
QUELLE TABLE? Au fond, la 8.


L'église Notre-Dame-del-Prat.


La Festa Major.

Argelès-sur-Mer, la perle qui retrouve ses couleurs

Axel Puig Argelès-sur-Mer (Pyrénées-Orientales)

L'intégration des Pyrénées-Orientales à la région Occitanie a réveillé l'identité du village lové au pied des montagnes plongeant

Dans tout juste une semaine, c'est un spectacle qui se reproduira à plusieurs reprises. À l'ombre du gigantesque clocher de l'église Notre-Dame-del-Prat, un petit garçon ou une petite fille grimpera d'épaules en épaules au sommet d'une pyramide humaine chancelante, avant de lever un bras triomphant face à la foule qui retient son souffle. Quelques mètres plus loin, sur les placettes du village, on dansera sans doute la sardane tandis que des *gegants* (géants) déambuleront dans les ruelles piétonnes et médiévales, au son de la fanfare. *Gegants*, *castellers* (châteaux), *correfocs* ou sardanes… Les grandes traditions catalanes seront à l'honneur de la Festa Major qui clôt, le dernier week-end de septembre, une saison de fête à Argelès-sur-Mer.

Réputée pour son abondante hôtellerie de plein air héritée du Front populaire, ses millions de touristes qui viennent bronzer sous le soleil roussillonnais, Argelès-sur-Mer est, depuis quelques années, en quête d'authenticité. *« L'intégration des Pyrénées-Orientales à la région Occitanie a réveillé notre identité catalane. Nous voulons changer l'image que nous avons de capitale européenne du camping »*, explique Didier Lafond, conseiller municipal en charge du rayonnement culturel.

Du 27 au 29 septembre, plus de 5 000 personnes sont ainsi attendues pour célébrer Côme et Damien, les saints patrons de la ville. Ils goûteront au plaisir de la culture catalane, en musique, en danse, en spectacles pyrotechniques mais aussi fourchette à la main, en dégustant, sur la place de la République, des *boles de picolat* (boulettes de viande) ou les *cargols* (escargots) concoctés par le maire en personne.

■ **Programme complet de la Festa Major par téléphone au 04 68 81 15 85 et sur le site ville-argelessurmer.fr**

Visites

1. Balade au cœur du village médiéval

À trois kilomètres à peine de l'immense plage de sable couverte de serviettes bariolées en été, le centre-ville d'Argelès-sur-Mer offre un contraste saisissant en même temps qu'un voyage dans le temps. *« Argelès est citée dès le IXe siècle, mais ce n'est qu'au XIIe, sous l'influence des rois d'Aragon, que la ville s'est installée sur cette petite colline, entre Collioure et Perpignan. Elle a ensuite pris son plein essor sous le règne des rois de Majorque »*, racontent Jean-Marc Sanchez et Gabriel Rivas. Depuis le Musée de la Casa de l'Albera, les deux historiens organisent des visites qui lèvent le voile sur cette période médiévale. Au gré des ruelles étroites qui encerclent l'église gothique Notre-Dame-del-Prat – dont le clocher domine la ville du haut de ses 33 mètres –, ils révèlent les témoignages du Moyen Âge qui se cachent parfois derrière des couches d'enduits. Des chaînages d'angle, une date taillée dans la pierre au 6 de la rue de la Liberté, la Porte de la mer qui fait face au cinéma, des maisons blotties à l'intérieur même des remparts qui ceignaient autrefois la ville, la tour Miquel rénovée par des particuliers… Ces héritages des temps anciens – et bien d'autres – se découvrent en une petite heure de balade.

■ **Visites guidées organisées par la Casa de l'Albera, place des Castellans. Tél. : 04 68 81 42 74. argeles-sur-mer.com**



2. Le Mémorial du camp d'Argelès-sur-Mer

Entre janvier et février 1939, quelques jours après la chute de Barcelone, près d'un demi-million d'Espagnols fuyant l'avancée des troupes franquistes se pressent à la frontière, entre Cerbère et l'Andorre. À cette époque, les Pyrénées-Orientales ne comptent que 240 000 habitants et le département se retrouve submergé par cet exil massif. Dans l'urgence, il faut créer des camps. L'État français choisit la plage d'Argelès, la première de sable lorsque l'on vient de la frontière. Des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants découvrent alors l'enfermement, le froid, l'hostilité et la violence arbitraire. Le 1er mars 1939, un pic de 80 000 réfugiés est comptabilisé dans le camp. En plein cœur du village, le Mémorial du camp d'Argelès-sur-Mer raconte, par des archives, des films, des coupures de presse, des témoignages audiovisuels ou des œuvres d'art, cet épisode tragique de la Retirada.

■ **Entrée : 2 € (le billet donne aussi accès à la Casa de l'Albera), 26, avenue de la Libération. Tél. : 04 68 95 85 03. memorial-argeles.eu**

Où dormir ?

3. L'Auberge du Roua

Avant que les premiers frimas ne donnent le signal des migrations, c'est une colonie d'hirondelles qui accueille les voyageurs. Tous les ans, ces dernières reviennent à l'Auberge du Roua où elles ont pris leurs habitudes. Il faut dire que cet immense mas du XVIIe siècle, à l'écart de l'agitation, est on ne peut plus accueillant. Il y a vingt ans, Magalie et Petter Tonjaum l'ont remis au goût du jour, valorisant la pierre, les galets de rivière et le cayrou, cette brique pleine et rectangulaire typiquement catalane. Le rez-de-chaussée de ce 4-étoiles de vingt chambres et suites est particulièrement réussi. Il offre de beaux volumes et s'ouvre sur la terrasse, le jardin, la piscine et le massif des Albères qui s'apprête à plonger dans la mer. À noter que le mas du Roua abrite un restaurant indépendant de l'hôtel.

■ **À partir de 119 € la nuit en chambre double. Ouvert de mars à novembre. 46, chemin du Roua. Tél. : 04 68 95 85 85. aubergeduroua.com**

4. L'Hostalet

Lorsqu'il va d'un fournisseur à un autre, Mathieu Bazan ne circule qu'au guidon de son triporteur. Il y a treize ans, le tout juste quadragénaire a ouvert, en plein cœur de la ville, une adresse chic et écologique. L'Hostalet (« l'auberge », en catalan) propose cinq chambres d'hôte au style raffiné et épuré. L'ancienne maison de maître a été rénovée puis meublée avec le concours d'artisans locaux et dans le souci permanent de limiter l'impact écologique. Chez Mathieu Bazan, même le linge est d'ici. Pour éviter les transports, le gérant a poussé l'exigence jusqu'à créer une blanchisserie qui fonctionne grâce à une pompe à chaleur. Côté cour, les boissons que l'on savoure à l'ombre des mûriers platanes sont évidemment catalanes.

■ **À partir de 110 € la chambre double avec le petit déjeuner. 32, rue de la République. Tél. : 04 68 95 76 54. hostalet.fr**

À table !

5. La Bartavelle

Depuis L'Hostalet, il n'y a qu'une dizaine de pas à faire pour s'attabler à La Bartavelle, un petit restaurant où souffle un exquis vent de folie. Dans une maison de ville tout en hauteur dont ils habitaient les étages il y a encore quelques mois, Stéphanie Hug et Thibaut Lesage créent une cuisine inventive, gastronomique et ludique, qui s'affranchit des conventions, y compris dans l'association des aliments qui proviennent tous de la région, à l'image du poisson fourni par un beau-frère mareyeur à Port-Vendres. À l'intérieur, on dîne (ou déjeune aussi le mercredi et le samedi) devant un gigantesque tableau noir couvert d'inscriptions à la craie. Dix-huit couverts sont dressés. Thibaut s'occupe du salé, Stéphanie de la pâtisserie et du service. Si la carte est énigmatique, les explications viennent avec les plats que l'on savoure avant d'aller visiter la petite galerie d'art que le couple a agencée au premier étage.

■ **Menu à 46 €. 24, rue de la République. Tél. : 06 19 25 70 13. restaurant-labartavelle.fr**

6. Le Relais de la Massane

Sur les bords de la Massane, rivière au débit erratique et capricieux, il y a des guirlandes d'ampoules lumineuses, des figuiers de barbarie, un vieux pin et un platane qui projette son ombre sur la terrasse. Fermé durant deux décennies, le Relais de la Massane, institution argelésienne, revit depuis le printemps grâce au chef Philippe Bessière. Avec son épouse, son fils et son beau-fils, l'ancien gérant de la Côte


Plongée au large d'Argelès.


L'Auberge du Roua.


STÉPHANE FERRER YULIANTI, LIONEL FALIU

catalanes

dans la Méditerranée.

Vermeille, à Port-Vendres, a trouvé le calme, l'esprit village et familial qu'il recherchait, loin, bien loin de l'agitation du front de mer. En terrasse ou en salle – ne pas manquer la très prisée table en verre qui offre une vue plongeante sur l'intérieur d'un puits – on déguste une cuisine gourmande et de saison, une queue de lotte servie avec un risotto de champignons, un carpaccio de gambas à l'huile de truffe d'Ille-sur-Têt ou ces huîtres juste pochées accompagnées d'un tartare de loup que plébiscitent les habitués.
■ **Menu à 28 € le midi, 34 € le soir. 32, rue Marcelin Albert. Tél. : 04 68 29 53 12. restaurantlerelaisdelamassane-argeles-sur-mer.eatbu.com**

Expériences
La Mer blanche

Dans un département frappé de plein fouet par une sécheresse chronique, Frédéric Bey fait partie de ces agriculteurs qui tentent d'apporter des réponses au dérèglement climatique. Au bout d'une piste qui traverse le lit à sec d'une rivière, il a créé un petit paradis arboricole où poussent grenades, figues de barbarie, pomelos, oranges, clémentines, kumquats, mandarines satsuma, citrons yuzu... Autant de fruits habitués au manque d'eau et à des latitudes plus méridionales. Ces derniers sont transformés sur place en jus, en boissons pétillantes légèrement alcoolisées (les calas) et en limoncello, la grande spécialité de la maison. Mené en agroforesterie, le domaine de la Mer blanche se visite. Frédéric Bey propose une balade commentée dans les vergers, qui se termine par une dégustation.
■ **Chemin de l'Arbre blanc. Tél. : 06 15 10 59 40. la-mer-blanche.fr**

Plongée dans la grande bleue

Entre Banyuls-sur-Mer et Cerbère se trouve la première réserve naturelle marine de France, fondée dès 1974. Elle couvre 700 hectares de mer et près de 7 kilomètres de littoral. La pêche y est interdite mais pas la plongée ! Équipé d'un simple masque et d'un tuba, ou bien en bouteille pour un baptême et plus si affinités, plusieurs centres de plongée établis au port d'Argelès proposent, toute l'année, d'explorer les champs de posidonie où évoluent mérous, grandes cigales ou sars tambours.
■ **Argelès plongée. Toute l'année. Pour découvrir, compter 30 € la randonnée palmée et 90 € le baptême de plongée, matériel fourni. Tél. : 06 78 48 76 30. argeles-plongee.com**

Excursions
Le sentier du littoral

Et pourquoi ne pas rejoindre la cité chère aux fauvistes au prix d'une balade de criques en criques ? Depuis le Racou, petit village aux ruelles de sable de la commune d'Argelès, le sentier du littoral mène à Collioure en deux heures, 4 kilomètres et à peine 200 mètres de dénivelé positif. Autant dire que la balade est accessible à tous. Elle offre des vues splendides sur la Côte Vermeille et même des haltes pour piquer une tête, comme sur la plage de l'Ouille, à mi-chemin. Balisé en jaune et très bien aménagé, le sentier du littoral poursuit sa course jusqu'à Port-Vendres, Banyuls-sur-Mer, Cerbère, la frontière avec l'Espagne et même au-delà vers le cap de Creus, là où les Pyrénées chutent dans la Méditerranée. Arrivé à Collioure, si l'on veut éviter de faire le chemin à l'envers, il est possible de rentrer à Argelès-sur-Mer en train ou en bus.
■ **ville-argelessurmer.fr**

La tour de la Massane

Depuis le XIIIe siècle et le règne de Jaume II, roi de Majorque, elle toise les flots bleus de la Méditerranée et la plaine du Roussillon. Perchée à 793 mètres d'altitude, la tour de la Massane fait partie, avec la tour Madeloc toute proche, d'un ensemble remarquable de tours à signaux qui servaient au Moyen Âge à surveiller la frontière. Aujourd'hui, elle est surtout l'objectif d'une randonnée sportive et incontournable. Au départ du château de Valmy, le sentier grimpe d'abord dans la suberaie (forêt de chênes-lièges) avant d'évoluer à découvert – en été gare aux insolations – jusqu'au sommet qui offre en récompense de ces efforts l'une des plus belles vues sur le littoral roussillonnais.
■ **Depuis le château de Valmy, comptez 5 heures de marche, 12,6 km A/R et 790 mètres de dénivelé positif. Chaussures de randonnée obligatoires.**

Nos cinq coups de cœur sur l'île de Ré

Anne-Flore Gaspar

Cantine chic les pieds dans l'eau, boui-boui végétarien, restobar... Les adresses inédites nous régalent.



Ô Parloir.

ELSA GIRAULT, AGENCE VERRI, SERGHI, METHOD

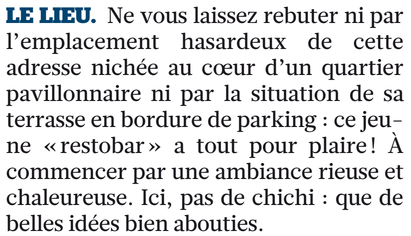
S'il va sans dire qu'un séjour gourmand sur l'île de Ré serait incomplet sans un détour par les marais salants ou le glacier La Martinière, il serait tout aussi dommage d'ignorer ces singulières pépites.

La plus pittoresque
Le Serghi

CARTE : 40-65 €.
15, quai Georges-Clemenceau (Saint-Martin-de-Ré).
Tél. : 05 46 66 59 59.
Tlj d'avril à octobre. Du jeu. au lun. de novembre à mars.

LE LIEU. Cinquante ans et pas une ride ! Attablé dans la salle du rez-de-chaussée, à l'étage privatisable ou installé en terrasse sur le quai, la vue sur le port est aussi charmante que captivante. Et pour peu que l'un des catamarans inter-îles amarre à la bitte noyée entre les tables, on se croirait encore en été.
L'ASSIETTE. Ici, entrées, plats et desserts se nomment « mi-temps », fraîches et de saison, régulièrement renouvelées. Tarte fine avocat et saumon, gravlax de maigre, croustillants de langoustine sauce mangue basilic pour la première; brioché de lotte à la bisque crémeuse, filet de bœuf Metzger béarnaise et frites maison, cabillaud rôti aux petits légumes et bouillon coco-citronnelle pour la deuxième; fromage de brebis et confiture de cerises, riz au lait au caramel beurre salé, pralinette au chocolat ou financier abricots et glace pistache pour la troisième.
BRAVO. Pas de couvre-chef pour déjeuner au soleil ? De jolis chapeaux de paille brodés sont à votre disposition !
DOMMAGE. Il faut oser traverser les cuisines pour découvrir la curiosité du lieu : ses fascinantes toilettes design de la marque Trone !

HR Beach Brasserie.



Le Serghi.

La plus secrète
Ô Parloir

MENUS : de 19,80 € à 48,50 €.
20, cours Vauban (Saint-Martin-de-Ré).
Tél. : 05 46 69 50 42. Tlj.

LE LIEU. C'est à sa proximité immédiate avec la plus grande maison centrale de France – une fortification conçue par Vauban, achevée à la fin du XVIIe siècle – que cette adresse contemporaine et plutôt branchée doit son nom racoleur. À l'écart du centre et dissimulée derrière de hauts murs de pierre, l'immense terrasse végétalisée au mobilier dépareillé, aux multiples objets chinés et aux œuvres d'art accrochées un peu partout donne envie de s'attarder.
L'ASSIETTE. Des valeurs sûres, comme les assiettes de la mer (huîtres, crevettes, langoustines, rillettes de thon...), les tartares de bœuf et de maigre, la coupe colonel ou le brownie. Mais aussi quelques échappées fusion contrôlées, à l'image du foie gras à la fève tonka ou des tentacules de poulpe panko relevés de sauce thaï sucrée et de mousseline de patate douce au paprika fumé. Sans oublier le moelleux abricots et verveine citronnée, très gourmand.
BRAVO. La carte des cocktails qui ravira les inconditionnels du gin tonic, le service dynamique.
DOMMAGE. Le parking voisin payant.


Method.

La plus hétéroclite
HR Beach Brasserie

CARTE : 40-75 €.
44, avenue de la Plage (La Flotte).
Tél. : 05 46 09 60 70. Tlj.

LE LIEU. Si la direction de l'HR Hôtel & Spa Marin partage plus volontiers ses projets pour l'avenir que ses regrets du passé, il peut être utile de préciser aux nostalgiques que l'établissement 5-étoiles dans lequel se trouve cette jeune cantine chic n'est autre que l'ancien Richelieu. Et, contrairement à L'Arnérault (la table gastronomique du lieu), la brasserie, elle, possède une très belle vue, une capacité de 200 couverts et les pieds quasiment dans l'eau.
L'ASSIETTE. Tous les plats et pâtisseries sont conçus et réalisés par les chefs cuisinier, écailler et pâtissier de l'établissement. De quoi offrir aux grandes tablées le luxe du choix au sein d'une carte accessible. Les plus conviviaux jetteront leur dévolu sur les plats à partager : T-bone de bœuf charolais pour les viandards (800 g, accompagné de gambas et pommes de terre sauce chimichurri au grué de cacao), pêche du jour pour les piscivores (1,2 kg minimum).
BRAVO. Le brunch dominical à volonté, la grande terrasse débouchant sur la plage de L'Arnérault.
DOMMAGE. Le menu enfant pas donné (25 €).

La plus méticuleuse
Method

CARTE : 25-30 €.
21 bus, avenue Le Mail (La Couarde-sur-Mer). Tél. : 07 82 62 50 37.
Du mer. soir au dim. soir.

LE LIEU. Ne vous laissez rebuter ni par l'emplacement hasardeux de cette adresse nichée au cœur d'un quartier pavillonnaire ni par la situation de sa terrasse en bordure de parking : ce jeune « restobar » a tout pour plaire ! À commencer par une ambiance rieuse et chaleureuse. Ici, pas de chichi : que de belles idées bien abouties.
L'ASSIETTE. Recettes toutes simples ou plus aventureuses : le chef a changé avant l'été mais les plats sont toujours servis dans la vaisselle de grand-mère et bien accompagnés par une carte des vins sélectionnés avec passion, rigueur et soin. Le summum de la gourmandise alternative et minutieuse, en somme.
BRAVO. Les boissons « d'auteur » scrupuleusement sourcées par Tristan, trublion tatillon de la création.
DOMMAGE. Inutile d'espérer une table à la dernière minute : mieux vaut s'y prendre tôt pour réserver.

La plus engagée
Matahari

CARTE : 25-30 €.
9, route de Saint-Clément (Ars-en-Ré).
Tél. : 06 35 13 74 44. Tlj sf lun. et mar.

LE LIEU. En parallèle de la « food caravan » éponyme ouverte en 2018, Matahari a posé quelques tables et couverts à Ars il y a quatre ans. Dans cette adresse fixe où Félix et Zoé officient, l'engagement de la cuisine et l'accueil décomplexé de l'équipe restent au rendez-vous. L'esprit « boui-boui » aussi, entre la décoration de bric et de broc et la petitesse de la salle.
L'ASSIETTE. Fort d'un joli réseau de fournisseurs et de producteurs locaux, la chef milite pour une cuisine du monde humaniste, responsable et colorée. Des algues au maraîcher, jusqu'au café équitable fraîchement torréfié : tout ce qui se retrouve sur la table a parcouru moins de 100 km avant d'être cuisiné sur place. Exception faite des quelques produits importés – toujours bio et équitables – tels que les épices (indispensables pour le Kebab du Futur ou le Nasi Goreng), le lait de coco (pour le Laksa Noodle Curry), le beurre de cacahuètes ou le chocolat (pour le Mystic Choco Cacahuètes).
BRAVO. Le très honnête rapport qualité-prix de cette cuisine 100 % végé, le pastis de l'île de Ré à la carte.
DOMMAGE. Plusieurs GPS ont mal enregistré l'adresse du restaurant, ce qui complique la tâche pour le trouver.





HISTOIRE ET CRÉATIVITÉ

40, RUE DE SÈVRES, PARIS 7e

Kering ouvrira ses portes avec un nouveau parcours d'expositions, *Éloge de l'espace*, un ensemble d'œuvres de la Collection Pinault, et *Les Subtilités d'un dialogue* de la Maison Balenciaga, à découvrir au sein de l'ancien hôpital Laennec

JOURNÉES EUROPÉENNES DU PATRIMOINE 2024

21-22 SEPTEMBRE DE 10H À 18H

NOCTURNE LE SAMEDI – DERNIÈRE ENTRÉE 22H

Plus d'informations sur kering.com

Kering 40, rue de Sèvres Paris 7e – Société anonyme au capital de 493 683 112€ - 552 075 020 RCS Paris